COMITÉ DU SUIVI

Chef d'état-major Stratégie terrestre —
Brigadier-général J.R.A. Tremblay, OMM, CD

Directeur — Concepts et schémas de la Force terrestre —
Colonel J.D.E. Crosman, CD

LE PERSONNEL DES PUBLICATIONS

Rédacteur en chef —
Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D. plsc

Rédacteur adjoint —
Sergent Kurt Grant, CD

Chroniqueur de la critique de livres —
M. Richard Palimaka

CONSEIL DES PUBLICATIONS

Directeur — Concepts et schémas de la Force terrestre —
M. Peter Gizewski

Collège des Forces canadiennes Toronto —
M. J.C. Stone, Ph. D.

Collège militaire royal du Canada
— Vacant

BUREAU D'ÉDITION DE L'ARMÉE DE TERRE

Éditrice de l'Armée de Terre —
Major H.D. Grodzinski, CD, M.A.

Agente des services linguistiques —
Mme Francine Lefebvre, B.A.

Dessinateurs des publications —
Mme Patricia Bridger
M. Robert M. Steedman, CD, membre provisoire de la R.G.D.

Conceptrice graphique —
Mme Rebecca Abrams-Lamendeau, R.G.D.

Site Web du Journal de l'Armée de terre du Canada —

Administrateur du site Web du SDIFT

Origine des documents photographiques de la couverture —

Caméra de combat

CORRESPONDANCE

La correspondance, les articles et les commentaires doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Le Journal de l'Armée du Canada,
aux soins du rédacteur en chef, au CEMAT détachement de Kingston (DCSFT)
C.P. 17000 succ. Forces
Kingston, Ontario, Canada
K7K 7B4

Téléphone : (613) 541-5010, poste 8721
Télécopieur : (613) 540-8713
Courriel : thearmyjournal@forces.gc.ca

Le Journal de l'Armée du Canada

Le Journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

Le Journal de l'Armée du Canada est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre qui paraît tous les trois mois. Le choix des articles s'effectue par un comité de lecture en fonction des réflexions et des échanges qu'ils peuvent susciter. Ce périodique présente les opinions réfléchies de professionnels sur l'art et la science de la conduite de la guerre terrestre et il constitue un moyen de diffusion et de discussion des concepts liés à la doctrine et à l'instruction, un instrument grâce auquel le personnel de l'Armée de terre et les civils qui s'intéressent à ces questions peuvent faire connaître leurs idées, leurs concepts et leurs opinions. Les auteurs sont invités à soumettre des articles qui traitent de sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Le Journal de l'Armée du Canada est un outil essentiel à la santé intellectuelle du personnel de l'Armée de terre et à l'élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines et politiques d'instruction valables dans l'avenir. Il permet à tous les militaires et à tous les membres du personnel de l'Armée de terre, des autres éléments, des organismes gouvernementaux et du milieu universitaire intéressés aux questions liées à l'Armée, à la défense et à la sécurité de parfaire leur éducation et de se perfectionner sur le plan professionnel.

DIFFUSION ET ABONNEMENT

Le Journal de l'Armée du Canada (ISSN 1713-773X) est diffusé à la grandeur de l'Armée de terre et à certains destinataires du quartier général de la Défense nationale, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de la Direction des opérations des systèmes d'information.

Des exemplaires sont aussi distribués à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements au sujet de la diffusion ou de la façon de s'abonner et pour nous aviser d'un changement d'adresse, il faut s'adresser au rédacteur en chef, à Andrew.Godefroy@forces.gc.ca. Consultez notre site Web : Journal de l'Armée du Canada, à www.army.forces.gc.ca/caj/.

SOUMISSION D'ARTICLES

Les articles manuscrits, les notes de recherche, les critiques de livres et les communiqués sur des sujets d'intérêt sont les bienvenus en tout temps. Les articles devraient compter de 5000 à 7000 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les notes de recherche devraient compter de 1500 à 2500 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les comptes rendus et les critiques de livres devraient compter de 500 à 1000 mots; et les communiqués sur des sujets d'intérêt ne devraient pas dépasser 1000 mots. Les articles doivent être rédigés dans l'une ou l'autre des langues officielles. Les auteurs doivent y joindre une brève biographie. Les tableaux, diagrammes, cartes et images à l'appui des articles doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent être soumis par courriel ou par la poste. Ils sont revus par un comité de rédaction et le rédacteur en chef se chargera de tenir les auteurs informés. Pour obtenir plus de renseignements sur la façon de procéder pour soumettre un article, consultez le www.army.forces.gc.ca/caj/.

AVIS DE NON–RESPONSABILITÉ

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite du rédacteur en chef.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2009

ÉDITORIAL

04 Stratégie et prise de décision dans la conduite de la guerre terrestre
Major A.B. Godefroy

DISTINCTIONS HONORIFIQUES ET RECONNAISSANCE

06 Distinctions honorifiques et reconnaissance

ARTICLES

13 Les capteurs et l'espace de combat urbain
Major D.L. Lynk, Major J.C.M. Coulombe, et Major R.R. Kollman

37 Le courage sous le tir ennemi : Définir et comprendre l'acte de courage
M. T. Robert Fowler

53 Combler les lacunes : Développer les francs-tireurs au sein des FC
Sergent K. Grant

73 Une CS rouge, blanche ou rose? De la compréhension du besoin d'une approche globale de la cutlure dans le renseignement militaire
Caporal-chef A.J.D. Gavriel

89 Formation de soldats résilients—À la recherche de solutions au stress opérationnel
Lieutenant-colonel R. Cossar

111 Optimiser l'engagement pris par le Canada en faveur de la réforme de la police en Afghanistan
Major N. Flight

123 Optimiser la persistance létale à Kandahar : Intégration des UAV armés dans le combat tactique interarmées
Colonel L.S. Turner III USAF, Lieutenant-colonel D. Corbould, 2 PPCLI, Major J.T. Adair, 2 PPCLI, Major L. Hamel, Aviation canadienne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

135 Sir Samuel Benfield Steele, CB, KCMG, MVO
Sergent K. Grant

NOTE AU DOSSIER

145 Le roi est mort, Vive le roi! — Création du US Army Maneuver Center of Excellence
Major C.J. Young

COLLECTION D'ART MILITAIRE

155 L'expédition canadienne en Sibérie

CRITIQUES DE LIVRES

156 Bush Warfare: The Early Writings of General Sir William C.G. Heneker, KCB, KCMG, DSO
Critique préparée par le Sergent K. Grant

158 Quebec: The Story of Three Sieges—A Military History
Critique préparée par le Major A.B. Godefroy

160 The Bulletproof Flag: Canadian Peacekeeping Forces and the War in Cyprus. How a small UN Force Changed the Concept of Peacekeeping Forever
Critique préparée par le Colonel P.J. Williams

162 Prisoner of War in Germany
Critique préparée par le Sergent K. Grant

164 Merril's Marauders
Critique préparée par le Sergent K. Grant

166 FOB DOC: A Doctor on the Front Lines in Afghanistan: A War Diary
Critique préparée par le Lieutenant de vaisseau J. Lee

168 Warriors and Nation Builders: Development and the Military in Afghanistan
Critique préparée par le Major (ret.) P. Bury

171 Ouvrages reçus au Journal de l'Armée du Canada

Canon de combat AS2006-0954a

Stratégie et prise de décision dans la conduite de la guerre terrestre

Major A.B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

Major A.B Godefroy, CD, Ph. D., plsc
Rédacteur en chef

Il semble que, de diverses façons, l'art du développement stratégique se soit perdu. Aujourd'hui, dans le marché compétitif et très politisé des études stratégiques, on s'attend à ce que chercheurs et praticiens mettent au point, dans des délais extrêmement courts, des stratégies de guerre terrestre efficaces et durables.

C'est ainsi que la nouvelle administration américaine a demandé que soit produite, dans un délai de 12 à 18 mois, une stratégie gagnante pour la guerre en Afghanistan. De même, les armées de l'OTAN élaborent régulièrement des stratégies cadres en une année ou moins. Dans un tel contexte de contraintes temporelles, on ne s'étonnera pas que la qualité du développement stratégique soit de plus en plus discutable. Si les fabricants des « nouveaux » concepts stratégiques ne sont jamais pris de court lorsqu'il s'agit de créer un jargon tape-à-l'œil, ils sont de toute évidence beaucoup moins sûrs d'eux-mêmes lorsqu'ils doivent expliquer clairement les prémisses sur lesquelles repose leur stratégie. Le plus déroutant toutefois est le fait que la stratégie et la pensée stratégique sont de plus en plus associées à la généralisation descriptive plutôt qu'à la taxonomie normative. Il s'ensuit, trop souvent, des formes de « stratégie instantanée en boîte » qui ne résistent pas à un examen, même sommaire.

Pourquoi bouscule-t-on le développement stratégique? Ce n'est pas sans raison qu'il a fallu toute une vie à Sun Tzu pour rédiger son *Art de la guerre*, un éternel classique, et que Clausewitz a consacré près de trois décennies à la rédaction de *De la guerre*, autre ouvrage fondamental bien que non terminé. Cet investissement en valait la peine, car ces ouvrages ont traversé le temps, et ont servi de référence non seulement à leurs époques respectives, mais aussi pour plusieurs générations ultérieures. Les écrits de Clausewitz, par exemple, ont été utilisés pendant une bonne partie du XXe siècle et ont d'ailleurs servis, à partir du milieu des années 1970, au développement de la force terrestre de l'OTAN. La théorie défendue dans *De la guerre* a fortement imprégné, pendant des décennies, les concepts et la doctrine de l'Armée canadienne. On peut donc affirmer que la pensée stratégique en matière de guerre terrestre nécessite beaucoup de temps pour se développer et atteindre sa maturation et que seul cet investissement en temps garantit sa réussite et sa longévité.

La stratégie peut aussi être utilisée pour accroître le pouvoir et l'influence politiques comme pour façonner les institutions

qui assureront sa mise en application. Aujourd'hui, le terme « stratégie » est utilisé davantage par les gouvernements pour décrire des politiques en temps de paix que par les armées pour orienter la conduite des guerres. Toutefois, cet élargissement du concept s'est fait au détriment de sa clarté[1]. Ainsi, si les forces terrestres prévoient, dans l'avenir, utiliser le terme « stratégie » pour la conduite d'une guerre terrestre, ou même invoquer une « stratégie d'armée » institutionnelle à partir de laquelle seraient élaborées des méthodes et des approches opérationnelles, il serait fortement recommandé de donner une définition simple, concise et pragmatique de ces termes, le plus en accord possible avec l'impératif politique dont ils découlent. Après tout, le développement d'une stratégie durable nécessite de comprendre non seulement son application, mais aussi son contexte.

La stratégie consiste à se pencher sur des choix et est déterminée en fonction de « coûts de renonciation ». Le présent numéro du *Journal de l'Armée du Canada* reflète cette idéologie dans la mesure où les auteurs explorent les diverses options et en discutent, débattent des choix et analysent les conséquences de chaque décision. Les articles du Lieutenant-colonel Cossar, du Major Adair et du Major Flight discutent des choix et des coûts de renonciation d'un large éventail de questions relatives à l'Afghanistan. Par ailleurs, l'article du Major Young sur la création du U.S. Army Maneuver Centre of Excellence donne un excellent aperçu des débats novateurs qui ont lieu actuellement dans l'Armée américaine à propos de l'avenir de ses propres capacités de guerre terrestre. Dans leurs articles, le Sergent Grant, le Caporal-chef Gavriel et M. Robert Fowler discutent de choix faits dans diverses situations et de leurs conséquences possibles.
Enfin, la section consacrée aux critiques de livres couvre une bonne variété de publications, notamment *The Cognitive Challenge of War* dont j'ai discuté dans l'éditorial du numéro précédent.

Vous constaterez que *Le Journal de l'Armée du Canada* a fait peau neuve pour le début de ce nouveau volume. Pendant les six dernières années, la mise en page de la couverture, où deux photos faisaient face à la table des matières, nous a parfaitement convenu. Toutefois, notre Journal, comme toute autre chose, doit évoluer et nous croyons que le temps était venu de changer la mise en page et le format.
Nous espérons que ce nouveau format vous plaira. Les extraordinaires images prises par nos caméras de combat ont désormais tout l'espace qu'elles méritent. Nous avons aussi apporté quelques changements pour maintenir l'intérêt du lecteur et faciliter la consultation. Enfin, afin de demeurer écologiques, nous avons adopté de nouveaux procédés d'édition afin de satisfaire aux normes de recyclabilité.
Nous aimerions savoir ce que vous pensez du nouvel aspect du Journal. Les changements que nous avons apportés font suite aux commentaires et suggestions que vous nous avez fait parvenir au cours des dernières années. Nous vous sommes sincèrement reconnaissants pour vos commentaires et votre appui. Bonne lecture et n'hésitez pas à nous faire part de votre opinion.

LE RÉDACTEUR EN CHEF LIT…

En ce moment, je croule sous les livres, anciens comme nouveaux. Je dois donc, comme toujours, essayer de me concentrer sur ceux qui suscitent le plus d'intérêt auprès des lecteurs militaires. Je viens de terminer la lecture de *Carl von Clausewitz's On War—A Biography* de Hew Strachan. Il s'agit d'une analyse, à la fois concise et détaillée, de la création, de la diffusion et de l'interprétation de cette œuvre remarquable qu'est De la guerre de Clausewitz. Je suis en pleine lecture de *Conquest: How Societies Overwhelm Others* de David Day et de *Empires of Mud: Wars and Warlords in Afghanistan* d'Antonio Giustozzi. Ce dernier ouvrage est peut-être l'une des meilleures études culturelles et sociologiques sur l'Afghanistan que j'ai lues jusqu'à maintenant. Je reviendrai sur ces publications dans la rubrique « Critique de livres » des prochaines parutions.

Major A.B Godefroy, CD, Ph. D., plsc
Rédacteur en chef

1. Hew Strachan, *Books That Shook the World: Carl von Clausewitz's On War—A Biography*, London, Atlantic Books, 2007, p.106

Distinctions honorifiques et Reconnaissance Citations

Étoile de la vaillance militaire
L'Adjudant David George Shultz, É.V.M., C.D.
Edmonton et St. Albert (Alberta)

Le 6 mai 2008, lors d'une embuscade contre son équipe de reconstruction provinciale dans le district de Zharey, en Afghanistan, l'Adjudant Shultz a élaboré et exécuté une manœuvre de flanc pour neutraliser la position des insurgés. Après avoir sécurisé le secteur et fourni un rapport de la situation, sa patrouille a été la cible d'une seconde attaque. Faisant fi des risques, il est demeuré sous les tirs soutenus de l'ennemi pour évaluer la situation et diriger la contre-attaque de ses troupes. Il est ensuite retourné plusieurs fois dans la zone dangereuse pour évacuer des blessés et procéder au repli de la patrouille. Le leadership et le courage de l'Adjudant Shultz ont inspiré ses troupes et contribué à prévenir des pertes additionnelles.

Médaille de la vaillance militaire
Le Caporal-chef Michael C. J. Bursey, M.V.M.
Shilo et Brandon (Manitoba); Conception Bay South (Terre-Neuve-et-Labrador)

Le 3 septembre 2008, après qu'un obus antichar ait détruit un véhicule blindé léger dans le district de Zharey, en Afghanistan, le Caporal-chef Bursey est entré à plusieurs reprises dans le véhicule en feu pour aider à sortir les blessés, et ce, sous les tirs ennemis. Il a également prodigué des soins aux blessés jusqu'à leur évacuation, malgré l'explosion des munitions dans le véhicule. Le sang-froid et le leadership dont a fait preuve le Caporal-chef Bursey ont assuré des soins rapides aux blessés et limité les pertes pour les troupes.

Médailles de la vaillance militaire
Le Sergent Martin Joseph Jean Côté, M.V.M., C.D.
Edmonton et Lancaster Park (Alberta); Québec (Québec)

Le 2 juin 2008, des insurgés ont attaqué une patrouille canado-afghane dans le district de Zharey, en Afghanistan. Alors que la patrouille du Sergent Côté se mettait à l'abri, ils ont déclenché un engin explosif improvisé qui a gravement blessé quatre militaires. Faisant fi de l'attaque et des effets de sa commotion cérébrale, le Sergent Côté a assuré le triage des blessés et transmis de l'information cruciale au quartier général. La patrouille ne pouvant efficacement battre en retraite, le Sergent Côté s'est exposé aux tirs soutenus de l'ennemi pour soigner les blessés et les encourager pendant le combat de repli qui se prolongeait. Il a ainsi assuré leur survie.

Médailles de la vaillance militaire
L'Adjudant Robin John Crane, M.V.M., C.D.
Edmonton et Morinville (Alberta); Bay Bulls (Terre-Neuve-et-Labrador)

Le Caporal Tyler Brian Myroniuk, M.V.M.
Edmonton (Alberta)

Le 4 août 2008, les forces rebelles ont encerclé une compagnie de l'Armée nationale afghane dans une ambuscade complexe, dans le district de Panjwayi, en Afghanistan. L'Adjudant Crane et le Caporal Myroniuk sont restés courageusement dans la zone de danger pour en sortir un blessé afghan et pour appuyer un autre soldat canadien qui s'était retrouvé à découvert. Ensemble, ils ont fait face, avec des tirs d'armes de petit calibre, à plus d'une trentaine d'insurgés. Une fois leurs munitions épuisées, ils ont utilisé des grenades à main pour maintenir l'ennemi à distance. Le courage de l'Adjudant Crane et du Caporal Myroniuk a permis de sauver les vies de Canadiens et d'Afghans et d'éviter que la compagnie ne soit débordée par l'ennemi.

Médailles de la vaillance militaire
Le Caporal Mark C. W. Ejdrygiewicz, M.V.M.
Shilo (Manitoba) et Lethbridge (Alberta)

Le 3 septembre 2008, au cours d'une embuscade dans le district de Zharey, en Afghanistan, le Caporal Ejdrygiewicz a évacué des soldats grièvement blessés d'un véhicule blindé léger complètement détruit par un projectile des forces insurgées. Malgré la détonation de munitions à bord du véhicule, et n'écoutant que son courage, le Caporal Ejdrygiewicz a assuré la protection des blessés en retournant des tirs contre les insurgés tout en prodiguant des soins à ses collègues.

Médailles de la vaillance militaire
Le Caporal-chef Brent W. L. Gallant, M.V.M.
Borden et Angus (Ontario); Lower Sackville (Nouvelle-Écosse)

Le 2 juin 2008, encerclé sur trois fronts, le Caporal-chef Gallant n'a pas hésité à traverser les tirs de mitrailleuses soutenus de l'ennemi pour se rendre jusqu'à un militaire canadien blessé au cours d'une embuscade dans le district de Zharey, en Afghanistan. Se servant de son propre corps comme bouclier, il lui a ensuite prodigué des soins. Le courage, le dévouement, ainsi que les actions décisives du Caporal-chef Gallant ont non seulement été essentiels au traitement et à l'évacuation du blessé, mais ont aussi inspiré les membres de son peloton.

Médailles de la vaillance militaire
Le Sergent Jayson William Kapitaniuk, M.V.M.
Edmonton (Alberta)

Le 14 juin 2008, au cours d'une opération importante du groupement tactique dans le district de Zharey, en Afghanistan, le Sergent Kapitaniuk s'est exposé au danger à maintes reprises en tentant de soutenir un peloton immobilisé par des tirs intenses. Des éléments de la Compagnie C ayant été pris en embuscade par des forces insurgées, il a risqué sa vie pour regrouper son peloton et relayer des directives de contre-attaque. Le leadership, la détermination et le courage du Sergent Kapitaniuk ont été essentiels à l'efficacité de ses soldats pendant les combats et le repli.

Médailles de la vaillance militaire
Le Caporal Jordan E. Kochan, M.V.M.
Shilo (Manitoba) et Cochrane (Alberta)

Le 3 septembre 2008, au cours d'une embuscade dans le district de Zharey, en Afghanistan, un obus antichar a détruit un véhicule blindé léger, blessant et coûtant la vie à plusieurs personnes. S'exposant aux tirs soutenus de l'ennemi, le Caporal Kochan, alors soldat, a porté secours à un militaire blessé éjecté du véhicule lors de l'explosion et lui a prodigué des soins et ce, malgré la détonation des munitions à bord du véhicule en feu. Les insurgés continuant à tirer sur les points de rassemblement des blessés, les actions du Caporal Kochan se sont avérées cruciales pour leur traitement et leur évacuation

Médailles de la vaillance militaire
Le Caporal Jordan E. Kochan, M.V.M.
Shilo (Manitoba) et Cochrane (Alberta)

Le 3 septembre 2008, au cours d'une embuscade dans le district de Zharey, en Afghanistan, un obus antichar a détruit un véhicule blindé léger, blessant et coûtant la vie à plusieurs personnes. S'exposant aux tirs soutenus de l'ennemi, le Caporal Kochan, alors soldat, a porté secours à un militaire blessé éjecté du véhicule lors de l'explosion et lui a prodigué des soins et ce, malgré la détonation des munitions à bord du véhicule en feu. Les insurgés continuant à tirer sur les points de rassemblement des blessés, les actions du Caporal Kochan se sont avérées cruciales pour leur traitement et leur évacuation..

Médailles de la vaillance militaire
Le Caporal Jordan E. Kochan, M.V.M.
Shilo (Manitoba) et Cochrane (Alberta)

Le 3 septembre 2008, au cours d'une embuscade dans le district de Zharey, en Afghanistan, un obus antichar a détruit un véhicule blindé léger, blessant et coûtant la vie à plusieurs personnes. S'exposant aux tirs soutenus de l'ennemi, le Caporal Kochan, alors soldat, a porté secours à un militaire blessé éjecté du véhicule lors de l'explosion et lui a prodigué des soins et ce, malgré la détonation des munitions à bord du véhicule en feu. Les insurgés continuant à tirer sur les points de rassemblement des blessés, les actions du Caporal Kochan se sont avérées cruciales pour leur traitement et leur évacuation.

Médaille de la vaillance militaire
Le Caporal Anthony J. R. Rotondi, M.V.M.
Edmonton (Alberta) et Hamilton (Ontario)

Le 6 mai 2008, une patrouille de l'équipe de reconstruction provinciale de Kandahar a été prise en embuscade dans le district de Zharey, en Afghanistan. Bien qu'exposé à des tirs intenses, le Caporal Rotondi a porté secours à deux soldats grièvement blessés, et a retourné les tirs pour permettre à ses confrères d'armes de recevoir les premiers soins et d'être évacués. La bravoure et la ténacité du Caporal Rotondi face à un ennemi déterminé ont inspiré et motivé ceux qui se trouvaient autour de lui et ont contribué à sauver des vies.

Médaille de la vaillance militaire
L'Adjudant Dale Milton Verge, M.V.M., C.D.
Stephenville et Beachside (Terre-Neuve et Labrador)

Le 30 mars 2008, l'Adjudant Verge a été grièvement blessé lors d'une attaque violente et soutenue des insurgés contre le bureau de police auxiliaire de Spin Pir, en Afghanistan. Sans se soucier de ses blessures, il est retourné au combat en effectuant des tirs de suppression et a dirigé une défense efficace, permettant ainsi de neutraliser et de repousser l'attaque ennemie. Le courage, les compétences tactiques et le leadership de l'Adjudant Verge se sont avérés un exemple de détermination et ont contribué à empêcher l'occupation du bureau auxiliaire.

LE JOURNAL DE L'ARMÉE DE TERRE — ÉCOLOGIQUE

Le Journal de l'Armée du Canada est heureux d'annoncer qu'il est composé entièrement de matériaux certifiés par le Forest Stewards Council (FSC) du Canada, et il est 100% recyclable.

MODIFICATIONS CONCERNANT LA RECONNAISSANCE POUR L'AFGHANISTAN ET AUTRES CHANGEMENTS

Récemment, on a annoncé d'importantes modifications concernant les distinctions honorifiques pour services rendus en Asie du Sud-Ouest, en Iraq et durant l'opération Allied Force.

MÉDAILLE DU SERVICE EN ASIE DU SUD-OUEST (MSASO)

- La reconnaissance est maintenant attribuée en fonction du théâtre et non de la chaîne de commandement.
- Toutes les personnes qui ont servi dans le théâtre du 11 septembre 2001 au 31 juillet 2009 et qui n'avaient pas droit à d'autres médailles — notamment l'Étoile de campagne générale (ECG), la Médaille du service général (MSG), la Médaille du service spécial de l'ONU (MSS/ONU), etc., ont maintenant droit à la MSASO avec la barrette Afghanistan.
- L'admissibilité à la MSASO prend fin le 31 juillet 2009, et celle-ci est transférée à l'ECG ou à la MSG à compter du 1er août 2009.
- On a maintenant institué une forme de reconnaissance pour rotations multiples, on attribue des barrettes de rotation pour chaque période de 180 jours de service admissible après la qualification pour la MSASO avec barrette Afghanistan.
- Les barrettes de rotation étant représentées sous forme de feuilles d'érable sur le ruban porté seul, la feuille d'érable argent actuellement portée pour représenter la barrette Afghanistan sera remplacée par le nouvel écu argent portant trois feuilles d'érable rattachées à une tige.

ÉTOILE DE CAMPAGNE GÉNÉRALE (ECG) ET MÉDAILLE DU SERVICE GÉNÉRAL (MSG)

- Les barrettes ALLIED FORCE et FIAS ont été supprimées et remplacées par des rubans propres au théâtre ou à la mission.
- On a institué une forme de reconnaissance pour rotations multiples, on attribue des barrettes de rotation pour chaque période de 180 jours de service admissible après la qualification pour l'ECG ou la MSG.
- On a clarifié le type de soutien qui peut donner droit à la MSG.
- Les personnes qui avaient renoncé à leur MSG pour recevoir l'ECG peuvent demander de récupérer leur MSG, dans la mesure où elles n'ont pas mérité les deux distinctions durant une même période de six mois.
- Les nouveaux rubans sont les suivants :
  - ALLIED FORCE : Mêmes critères; enlever tout simplement la barrette et faire remonter la médaille avec le nouveau ruban où le vert est remplacé par le bleu de la Force aérienne.
  - ASIE DU SUD-OUEST : Enlever la barrette et garder le même ruban, qui est maintenant réservé pour

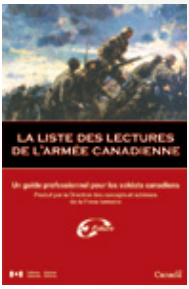
l'ASO. Les critères pour l'ECG couvrent les services rendus dans le cadre de la FIAS jusqu'au 31 juillet 2009 ainsi que le service dans le théâtre (y compris les navires en mer) du 1er août 2009 à ce jour, à moins que le service ne donne droit à une autre médaille (d'un pays étranger ou de l'ONU). La période pour l'attribution de la MSG pour le soutien passe de 90 à 30 jours.

- **EXPÉDITION** : Un nouveau ruban, où le gris pâle remplace le vert, est instauré pour souligner le service lors d'opérations de petite ampleur en présence d'un ennemi armé. Les membres des FC qui ont servi au sein des forces américaines en Iraq à compter du 20 janvier 2003 ont droit au ruban ECG-EXP.

- Les unités ont la responsabilité de recueillir les barrettes ALLIED FORCE et FIAS et de les retourner à la DDHR où sont disponibles les nouveaux rubans.

Vous pouvez trouver des renseignements supplémentaires dans le CANFORGEN à ce sujet et dans le site Web de la DDHR.

D'autres annonces concernant le nouveau cadre de reconnaissance du service à l'étranger sont prévues, y compris la reconnaissance pour les opérations Sculpture, Halo, Augural, Proteus et Hestia… Suivez la situation de près.



La liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre canadienne

L'Armée de terre du Canada a publié sa première Liste des lectures de l'Armée canadienne en septembre 2001. Depuis cette date, beaucoup de livres et d'articles nouveaux intéressants ont été publiés, d'où la nécessité de revoir la liste, de la réviser et de l'augmenter selon les besoins. Cette version nouvelle et révisée de la *Liste des lectures de l'Armée canadienne* conserve la majeure partie de la liste originale tout en proposant aux soldats beaucoup de nouveaux documents. La liste des lectures de l'Armée canadienne se veut pour les soldats un guide instructif qui leur permet d'explorer les ouvrages appropriés sur un sujet donné.

Source : Caméra de combat

Source: Caméra de combat

Les capteurs et l'espace de combat urbain[1]

Major D.L. Lynk, Major J.C.M. Coulombe, et Major R.R. Kollman

*L'Armée de terre créera, emploiera et soutiendra des forces moyennes qui soient pertinentes sur le plan stratégique et décisives sur le plan tactique … l'Armée de terre sera une organisation axée sur la connaissance et sur le commandement, capable de s'adapter constamment et d'assumer les tâches les plus diverses dans tout le spectre des conflits. — **Vision du Chef d'état-major de l'Armée de terre**[2]*

Les Forces canadiennes (FC), et l'Armée de terre en particulier, sont entrées dans une période de transformation profonde afin de s'adapter aux nouvelles menaces et d'accroître l'efficacité avec laquelle elles emploient leurs ressources. Pour elles, la menace ne prend plus la forme de grandes armées nationales luttant dans les vastes plaines d'Europe, mais bien celle d'insurgés qui les obligent à livrer bataille dans des endroits au relief complexe où les décisions sont prises au niveau le plus bas de la hiérarchie.

Les commandants déployés dans les contextes urbains contre des menaces asymétriques auront besoin de capteurs et d'outils pour prendre des décisions judicieuses et à point nommé. L'importance de la technologie dans la mise sur pied d'« opérations réseaucentriques et axées sur les effets »[3] grandira sans cesse. Ensemble, le projet STANO (surveillance, acquisition d'objectifs, reconnaissance et observation nocturne) et le projet ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance) ont eu pour effet de procurer aux FC des capteurs éprouvés ultra-modernes. Ces projets reflètent l'engagement que les FC ont pris d'améliorer la connaissance de la situation à tous les niveaux. Le projet STANO équipe le soldat de dispositifs d'intensification de l'image ainsi que de capteurs imageurs et de viseurs thermiques, de pointeurs et de marqueurs au laser et de télécapteurs au sol pour accroître sa connaissance de la situation environnante[4], ce qui, du coup, augmente celle de la section et du peloton. Le projet ISTAR procure les mêmes capacités aux sous-unités, unités et forces opérationnelles et l'architecture dont elles ont besoin pour intégrer ces capacités dans leur gamme de moyens. Cependant, il existe un vide entre ces deux projets quand on parle d'acquérir de nouvelles capacités : ni l'un ni l'autre ne prennent expressément en compte la complexité de l'environnement urbain lorsqu'il s'agit d'exécuter des opérations de nettoyage de maison en maison et des opérations de bouclage et de fouille. Le projet de recherche sur les capteurs en milieu urbain avait pour objet d'établir si les capteurs peuvent améliorer le rendement des pelotons quand ils exécutent des opérations typiques en milieu urbain et, dès lors, de formuler des recommandations sur la viabilité de ces capteurs dans l'avenir. La portée du projet a été limitée aux effets de l'intégration de nouveaux capteurs sur le rendement des pelotons.

Quand on envisage de mettre au point ou d'acquérir de nouvelles capacités, il importe toutefois de se fixer des échéances. Les options étaient limitées à une période d'un à quatre ans (horizon 1), l'accent étant alors surtout mis sur le maintien et le perfectionnement des capacités existantes. Afin d'atteindre cet objectif, les FC ont décidé que le moyen le plus rapide de se doter de capacités de reconnaissance en milieu urbain consistait à se procurer du matériel disponible sur le marché ou des équipements militaires normalisés.

POURQUOI LA GUERRE EN MILIEU URBAIN?

La guerre en milieu urbain fait partie de l'histoire militaire depuis des millénaires. Pourquoi, alors, devient-elle maintenant une tactique dominante? Pendant toute la guerre froide, les armées se sont préparées à combattre en terrain dégagé. Or, elles sont maintenant obligées de le faire dans des contextes urbains, et leur manque de préparation à cet égard est considérable[5]. Comme les forces des deux camps peuvent recourir à la guerre en milieu urbain, si l'une a les moyens de placer l'autre dans une situation que cette dernière préférerait éviter, elle peut en tirer un avantage tactique.

Faute d'une grande guerre internationale, les conflits régionaux et intestins (nationaux) ont de plus en plus retenu l'attention. Dans un certain nombre de cas, l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord (OTAN) et les Nations Unies (ONU) sont intervenues pour rétablir la stabilité dans les régions troublées. Depuis 1990, les expériences des FC en Yougoslavie, en Somalie et en Afghanistan confirment ce phénomène. Or, c'est le déséquilibre marqué sur le plan de la puissance militaire qui s'est établi entre l'Ouest et ses adversaires les plus probables qui explique pourquoi les belligérants plus faibles ont constamment manifesté la volonté de faire des centres urbains le théâtre des opérations militaires.

Les villes se multiplient dans toutes les régions du globe. En particulier, l'urbanisation dans les pays en développement s'accroît rapidement; par exemple, le taux de croissance des villes en Afrique atteint 4 p. 100 par année et en Asie, 2,6 p. 100[6]. De même, il se produit également dans les régions rurales un accroissement de la population qui se traduit par un nombre grandissant de petits groupements de maisons et de villages[7]. On considère encore que la majeure partie de la surface de la terre est rurale, mais la tendance à l'urbanisation procure aux belligérants des occasions toujours plus nombreuses d'attirer les opérations militaires dans les zones peuplées. Par conséquent, les avantages tactiques et techniques des combats urbains sont énormes pour l'adversaire dont les capacités sont moindres; au sommet de la liste de ces avantages figurent la portée optique et la distance d'engagement.

Les acteurs non étatiques et les États en déroute sont rarement équipés d'armes modernes, en dehors des armes légères dont les plus courantes sont des armes portées en bandoulière, telles que les fusils AK-47 et les grenades propulsées par fusée (RPG). Ces armes sont très efficaces quand elles sont utilisées par un soldat qualifié, mais leur portée efficace est limitée à environ 400 mètres[8]. En revanche, la plupart des pays industrialisés disposent maintenant de fusils d'assaut et d'armes anti-blindés d'une portée accrue, en raison de l'amélioration des viseurs optiques et de la qualité des engins eux-mêmes. Ces armes — et les fantassins qui s'en servent — sont souvent employés parallèlement à des véhicules de combat munis de canons dont la portée efficace atteint 2 000 mètres[9]. Dans de tels contextes, l'adversaire dont les armes ont une portée limitée doit s'assurer qu'il livre bataille dans un environnement où il peut tirer le maximum de ses armes, tout en réduisant l'avantage tactique de son ennemi doté d'armes à plus longue portée. Ici, l'élément de surprise devient capital.

Comme les zones où les FC risquent de devoir mener des opérations vont de l'Afrique à l'Asie du Nord, il est impossible de choisir un seul « contexte urbain » et d'y voir un terrain de guerre normalisé. Cependant, il existe des caractéristiques générales communes qui sont observables dans la plupart des milieux urbains et qui se prêtent à la création d'un modèle normalisé.

D'abord, il y a les structures physiques mêmes. Les immeubles que l'on trouve dans une zone bâtie sont variés : maisons à un seul étage ou à une seule pièce, gratte-ciel et bâtiments historiques. La plupart des immeubles tendent à être groupés en fonction de leur genre, dans des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels. La majorité d'entre eux obstruent la ligne de visée et leur température peut être différente de celle de leur environnement; par conséquent, ils peuvent dissimuler des personnes ou du matériel.

La longueur et la largeur des rues posent aussi des problèmes. Comme il faut se déplacer dans les villes, celles-ci comportent toutes des rues qui peuvent suivre un plan bien établi (dessiné par des urbanistes, par exemple), ou être tracées au gré des circonstances (comme c'est le cas dans une très vieille ville). Il peut s'agir de petites « routes piétonnières » ou d'autoroutes. Peu importe leur tracé ou leur taille, les rues accroissent la mobilité et procurent à tous les adversaires des distances d'observation accrues.

Les égouts souterrains et les autres structures du genre n'existent sans doute pas dans tous les milieux urbains, et il se peut même qu'ils soient inutilisables par l'être humain, mais quand il y en a, ils peuvent offrir des routes cachées et des voies de communication. Pendant la Seconde Guerre mondiale, à Stalingrad, les Allemands ont vu concrètement comment les égouts peuvent être exploités par les deux camps.

La population d'une zone urbaine est l'un de ses éléments déterminants évidents. Dans la plupart des conflits modernes, on s'attend à ce qu'un fort pourcentage de la population demeure dans les secteurs bâtis, au lieu de fuir. Les habitants font dès lors partie de l'environnement et offrent à la fois des avantages et des inconvénients tant aux forces amies qu'à leurs adversaires.

Les zones urbaines comprennent souvent des structures et des services (p. ex., les sites religieux et les hôpitaux etc.) qui doivent être protégés conformément au droit des conflits armés[10]. La présence de civils et de ces structures procure un deuxième avantage tactique au combattant mal équipé : l'emploi limité des armes contre lui. Vu la nécessité de protéger les structures désignées et la population locale, il sera souvent impossible pour une force de recourir à des armes de gros calibre telles que les obus d'artillerie et les bombes aériennes. Cependant, cette limite a été atténuée quelque peu par l'introduction des bombes intelligentes, des munitions guidées par laser et des ressources permettant de mener des attaques de haute précision.

Toutefois, un des aspects les plus importants du milieu urbain réside dans la possibilité qu'il offre aux belligérants de combattre (voir la Figure 1) à trois niveaux : sous terre, dans les rues et au-dessus des rues (structures en hauteur et espace aérien dans la figure). Cette réalité offre un espace plus vaste pour dissimuler des postes d'observation, des positions de tir et des voies d'évasion. En raison de cette même réalité, il est difficile de conserver une CS suffisante, même avec des moyens de surveillance modernes.

Les attaques déclenchées depuis une position avantageuse procurent un avantage clé au soldat muni d'armes de base : la capacité de vaincre des véhicules blindés modernes. Comme le blindage est lourd, les véhicules de combat modernes ont presque toujours un blindage relativement mince sur le dessus, ce qui les rend vulnérables aux attaques plongeantes, ne serait-ce qu'avec des armes telles que les RPG.

La présence de civils dans l'espace de bataille urbain permet aux combattants qui ne respectent pas le droit des conflits armés[11] de se dissimuler parmi la population. La présence de nombreux civils dans l'espace même que les adversaires occupent présente de véritables problèmes d'identification au combat (IDCbt), surtout quand ces adversaires portent des vêtements civils.

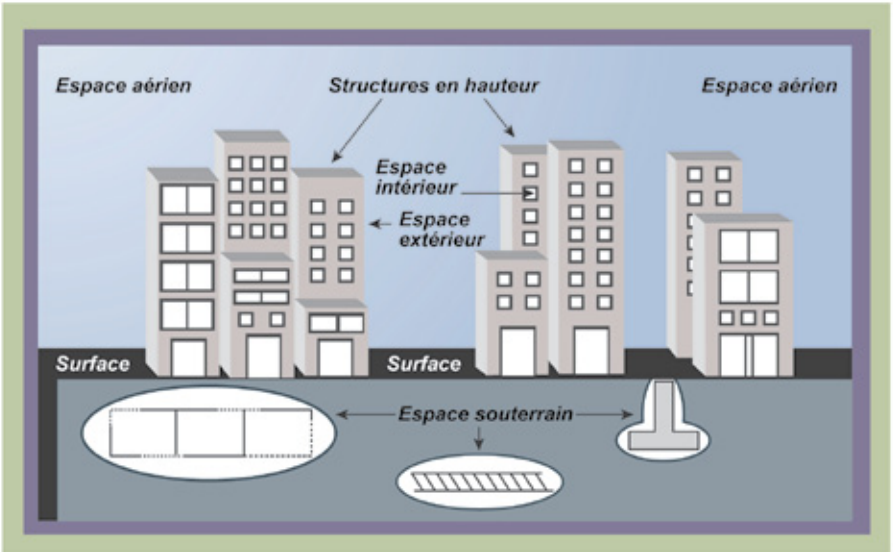


Figure 1: Combats à niveaux multiples en milieu urbain[12]

Outre les avantages tactiques, le combat en milieu urbain comporte des avantages techniques qui aident à égaliser les chances des forces mal équipées. Les forces militaires modernes possèdent souvent des dispositifs de vision nocturne et des radars qui leur procurent un avantage évident la nuit. Cependant, en milieu urbain, ces appareils ne sont pas aussi efficaces qu'en terrain dégagé à cause de la présence d'un « fouillis d'échos ». Les zones urbaines sont souvent illuminées, ce qui réduit l'efficacité des

dispositifs d'intensification de l'image. De même, la présence de civils, de véhicules civils et d'immeubles chauffés nuit aux imageurs thermiques et aux radars. Les moyens de communications traditionnels tels que les radios à très haute fréquence (VHF) sont eux aussi gênés par les structures urbaines, surtout en ce qui concerne la ligne de site. Par conséquent, les entités qui ne misent pas sur de tels moyens ont un avantage.

Comme les zones urbaines sont des centres économiques et politiques, les médias de masse y sont plus présents qu'ailleurs. En outre, les conflits tendent à attirer artificiellement une présence médiatique concentrée. Cela offre un avantage aux organisations qui poursuivent des objectifs dans le contexte de la guerre de l'information, comme c'est souvent le cas des acteurs non étatiques. Les combattants qui passent outre au droit des conflits armés peuvent mieux exploiter cette situation que les forces militaires se conformant à la loi.

Les exemples les plus récents de la guerre de quatrième génération en territoire étranger (en Afghanistan et en Irak, par exemple) ont mis en lumière un autre élément des combats en milieu urbain : la langue. Les belligérants qui luttent dans leur propre pays profitent du fait qu'ils connaissent le territoire, la culture et la langue, contrairement aux soldats occidentaux qui doivent donc se fier à des guides, à des interprètes, à des cartes, etc. Cependant, ces outils ne répondent pas à tous les besoins d'information. Quand les facteurs susmentionnés sont pris en compte, le combattant mal équipé a un avantage certain sur une force militaire bien équipée. Les forces armées modernes, munies de moyens perfectionnés, de dispositifs de dissimulation et d'une puissance de feu accrue disposent d'avantages qui sont réduits en milieu urbain : en effet, en recourant aux combats urbains, les forces militaires dites « sous-développées » peuvent attaquer le centre de gravité d'une armée classique en obligeant celle-ci à livrer une guerre d'usure basée sur l'attrition au cours de laquelle elles exploitent au maximum les médias de masse afin de miner les appuis de leur adversaire dans la population. Le cas de la première guerre de Tchétchénie (1994–1996), par exemple, montre parfaitement comment une force moderne peut rapidement perdre l'avantage.

LES CONTRAINTES OPÉRATIONNELLES

Pour diverses raisons légitimes, les populations des démocraties occidentales ont fini par dénoncer les pertes humaines que leurs forces armées subissaient pendant les opérations de paix et les guerres limitées. Quand chacun des premiers soldats canadiens a été tué dans le théâtre d'opérations afghan (y compris quand les pertes étaient attribuables à des tirs amis), la nouvelle a été diffusée à l'échelle nationale et elle a préoccupé la population canadienne pendant plusieurs jours[13]. Non seulement les pertes humaines subies ainsi ont un effet négatif sur l'opinion publique, mais encore elles risquent de nuire sensiblement au moral et à l'esprit de corps dans les forces armées. En effet, on sait très bien que les talibans, en Afghanistan, conscients du soutien précaire dont bénéficiaient les dirigeants politiques, s'en sont délibérément pris aux Canadiens dans l'espoir de miner l'appui du public canadien en faveur de la présence des FC là-bas.

Le droit des conflits armés n'est pas considéré comme étant une contrainte en soi, car il traduit les valeurs que le Canada respecte et projette partout dans le monde. Cela dit, les première et deuxièmes règles des conflits armés importent tout particulièrement aux fins du présent projet : « Ne luttez que contre les combattants ennemis et n'attaquez que des objectifs militaires » et « Employez des méthodes d'attaque qui vous permettront d'atteindre votre objectif, tout en limitant le plus possible les dégâts civils » [*Traduction*]. Ces deux règles confirment la nécessité de justifier au préalable toute attaque contre un objectif donné; or, en milieu urbain, elles sont particulièrement difficiles à suivre intégralement, car à l'heure actuelle, la seule façon de confirmer ce qu'il y a dans un immeuble, c'est d'envoyer des soldats en reconnaissance.

Toutefois, deux des dispositifs nouveaux dans le domaine de la reconnaissance et de la surveillance en milieu urbain, à savoir les détecteurs autonomes au sol (DAS) et les radars de détection à travers les murs (TWR), ont permis de réduire davantage les dangers pour le soldat. À prime abord, ces dispositifs semblent permettre de fournir aux commandants, à des moments vitaux, des renseignements précieux grâce auxquels ils peuvent prendre promptement des décisions plus judicieuses. Du point de vue des essais, il faut valider cette hypothèse, étant donné que ces dispositifs risquent aussi d'avoir des effets négatifs : mentionnons ici la destruction de l'élément de surprise et le ralentissement de la cadence.

Par conséquent, un des objectifs de l'expérience consistait à évaluer dans quelle mesure le rendement s'était amélioré grâce aux DAS et aux TWR, en fonction de critères tels que le rapport des pertes et le succès de la mission.

LA TECHNOLOGIE

Étant donné l'expérience récente que les États-Unis ont acquise en Irak et en Afghanistan, on comprend qu'ils soient à l'avant-garde des travaux de mise au point dans ce domaine et qu'ils puissent fournir une mine de données techniques et faire profiter d'autres pays des leçons retenues et des rapports d'utilisateurs sur l'emploi d'engins terrestres télépilotés (UGV). Comme le déclare le Colonel Bruce Jette, Directeur de l'équipe américaine de robotique en Afghanistan, l'emploi d'UGV pour explorer les grottes avant d'exposer des soldats à cet environnement constitue un grand pas en avant par rapport à l'époque où l'on passait une corde autour de la taille d'un soldat avant de l'envoyer dans l'inconnu, muni d'un pistolet et d'une lampe de poche[14].

La connaissance de la situation est une préoccupation des commandants, à tous les niveaux, depuis la première fois où, se tenant au sommet d'une colline, ils ont évalué le dispositif de leurs forces et celui de l'ennemi[15]. Il était donc primordial de définir les principales caractéristiques des capteurs et des plates-formes en devenir qui pourraient améliorer la connaissance de la situation au niveau tactique, en milieu urbain. Cependant, quand on s'est mis à discuter de l'aspect technologique de ce projet, deux grands thèmes se sont dégagés. Tout d'abord, il fallait savoir quels capteurs existaient déjà et, ensuite, quelles plates-formes. Chacun de ces thèmes comportait de nombreux volets (p. ex., la miniaturisation, la puissance nécessaire et la maturité technologique)[16], mais la déployabilité immédiate constituait en fait l'objet final du présent projet, et c'est donc sur elle qu'il a surtout porté. Afin de mettre à l'essai le matériel disponible sur le marché (COTS) et les équipements militaires normalisés (MOTS) existant déjà et garantir la normalisation des essais, il fallait créer un environnement urbain.

LES CAPTEURS

Il est juste de dire qu'au cours des 20 dernières années, les plus grands progrès dans le secteur des produits électroniques de consommation ont été imputables à la numérisation[17]. La capacité de convertir des ondes analogiques traditionnelles en des données numériques a transformé fondamentalement la façon dont les appareils électroniques sont construits et dont ils communiquent et prennent des photos. Les images stockées dans les appareils photonumériques peuvent être rapidement transmises à un technicien éloigné par une voie avec ou sans fil. Les dispositifs à transfert de charge (DTC) et les semi-conducteurs complémentaires à l'oxyde de métal (SCOM) sont les capteurs les plus couramment utilisés dans les appareils photonumériques aujourd'hui.

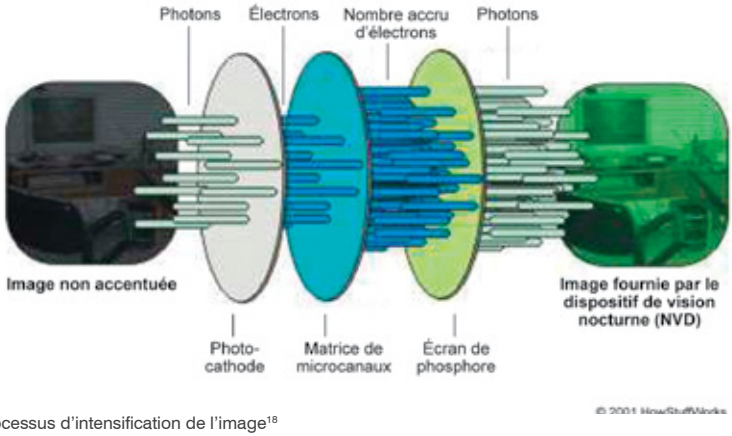


Figure 2 : Processus d'intensification de l'image[18]

Toutefois, la technologie de la vision nocturne n'est pas nouvelle; l'Armée américaine a créé et employé des systèmes de vision nocturne à infrarouge (IR) pendant la Seconde Guerre mondiale et la guerre de Corée[19]. Les dispositifs de vision nocturne fonctionnent selon l'une des deux méthodes suivantes :

- **Accentuation d'image**. Ces systèmes amplifient les caractéristiques de l'image en percevant toute la lumière existante, y compris celle que l'œil humain ne peut voir. La Figure 2 illustre le processus par lequel la lentille de l'objectif capte la lumière ambiante et une partie des rayonnements dans le proche infrarouge, les transmet à un tube intensificateur d'image (qui emploie une photocathode pour convertir les photons de la lumière en électrons), et, finalement, accroît le nombre de ces électrons en ajoutant des électrons pris à même les atomes présents dans le tube. Les appareils des générations plus récentes comportent des améliorations dues à la technologie des matériaux, mais ils fonctionnent tel qu'il est illustré dans la Figure.
- **Détecter, identifier et reconnaître**. Ces capteurs ont pour objet de détecter, d'identifier et/ou de reconnaître les cibles afin d'accroître la connaissance de la situation chez la section ou le peloton. Une des méthodes communément acceptées pour évaluer le rendement d'un dispositif de vision nocturne quant à l'intensification de l'image consiste à appliquer les critères de Johnson.

Les deux images suivantes donnent une idée de la résolution et du rendement des capteurs intensificateurs d'image équipant actuellement les UGV dont nous parlerons plus loin dans le présent article. La Figure 3 montre l'image captée par une caméra photonumérique à focale variable munie d'un monoculaire IR, et la Figure 4, l'image captée par une caméra avec illuminateur infrarouge. Les deux font voir une bombe-tuyau simulée.

Figure 3 : Monoculaire IR fixé à un appareil photo à focale variable[20]

Figure 4 : Appareil photo avec illuminateur infrarouge[21]

L'imagerie thermique repose sur le fait que la chaleur émet de l'énergie dans la partie supérieure de la zone IR du spectre optique. Les systèmes à imagerie thermique sont munis d'un objectif spécial qui concentre le rayonnement infrarouge émis par les objets. Un réseau en phase de détecteurs infrarouges est alors utilisé pour balayer la lumière concentrée par l'objectif, ce qui produit une image thermique distinctive appelée thermogramme. Un appareil de traitement des signaux est alors employé pour déchiffrer les impulsions électriques produites par le thermogramme et, ultérieurement, pour convertir les données en une image affichable. La Figure 5 illustre le processus d'imagerie thermique.

Le radar de détection à travers les murs (TWR) est un système relativement nouveau qui se perfectionne rapidement par suite de ses applications dans les milieux militaires et dans les services de police. La capacité de savoir ce qu'il y a dans un bâtiment d'y entrer est avantageuse tant pour les soldats accomplissant une opération d'encerclement et de recherche que pour la police exécutant ses activités quotidiennes. RDDC Ottawa mène

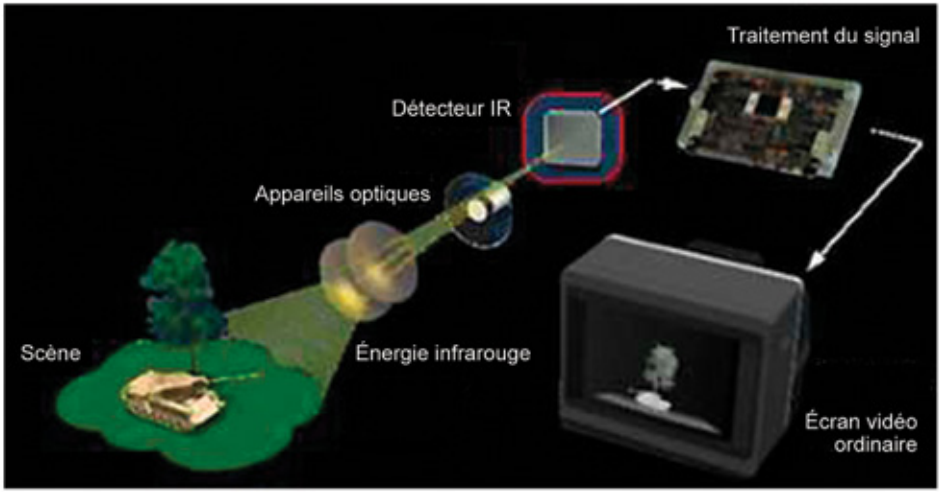


Figure 5 : Processus d'imagerie thermique[22]

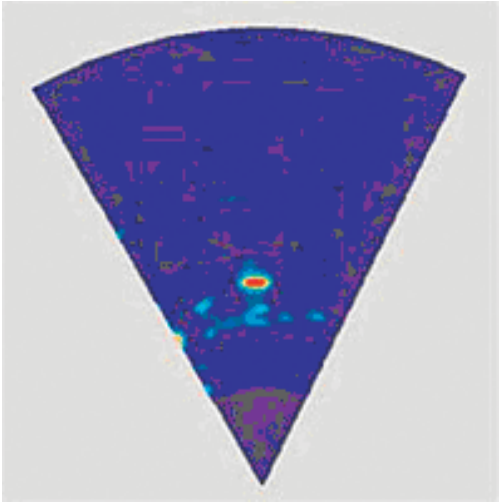


Figure 6 : Radar de détection à travers les murs

activement des recherches sur ce type de radar depuis quelques années déjà[23]. Le Major G. J. Burton et le Major G. P. Ohlke ont résumé les capacités de cette technologie dans le rapport condensé rédigé sur leur projet : « Les ondes millimétriques pénètrent les murs non conducteurs et les vêtements, ce qui rend possible la surveillance à travers les murs. Le corps humain émet des ondes millimétriques que des détecteurs passifs peuvent capter. Le radar actif à ondes millimétriques peut détecter les mouvements à la surface du corps humain, y compris les battements du cœur et la respiration. »

Les Figures 6 et 7 (fournies par RDDC Ottawa) donnent une idée de l'amélioration des capacités que procure la détection à travers les murs. La Figure 6 montre un objet mobile de l'autre côté du mur, mais elle ne présente aucun autre renseignement structurel. La Figure 7 illustre la capacité de mise en correspondance du système de détection à travers les murs. Dans un contexte militaire, les deux capacités pourraient grandement accroître la connaissance de la situation chez le soldat.

La maison Cambridge Consultants a produit sa propre version de ce système, et elle l'a appelée PRISM (Moniteur radar portatif des espaces intérieurs) (voir la Figure 8). Le système utilise le radar à bande ultra-large et fournit en temps réel des images à haute résolution de cibles se trouvant de l'autre côté d'un mur.

Chacun de ces capteurs procure une capacité unique en son genre et chacun a besoin d'une source d'énergie particulière. Afin d'installer ces capteurs sur une plate-forme, il faut disposer d'une source d'énergie.

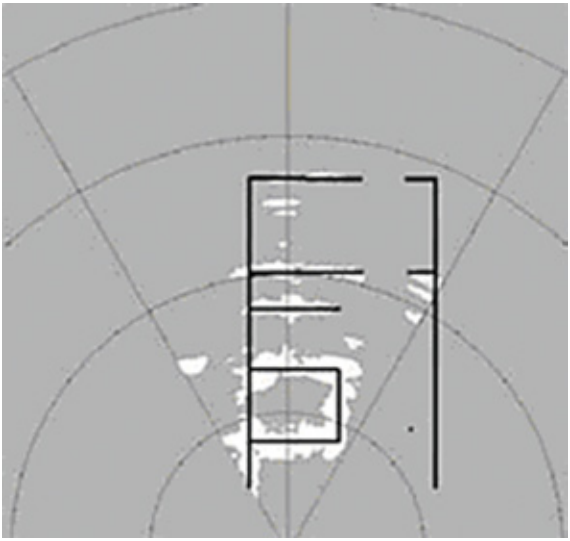


Figure 7 : Mise en correspondance faite par le radar de détection à travers les murs

LES PLATES-FORMES?

De nombreux genres de plates-formes peuvent être utilisés dans l'espace de bataille urbain, mais ce sont les complexités de ce dernier qui déterminent les exigences auxquelles chacune soit satisfaire.

Le Département de la Défense des États-Unis mène des projets de mise au point d'UGV de pointe, dans le cadre du Joint Robotics Program (JRP) par lequel il reconnaît les applications militaires éventuelles des rôles suivants : ouverture de brèches dans les champs de mines et d'autres obstacles, détection et neutralisation; reconnaissance, surveillance et acquisition d'objectifs [RSAO]; neutralisation des munitions explosives non explosées [UXO];

Figure 8 : PRISM 200©[24]

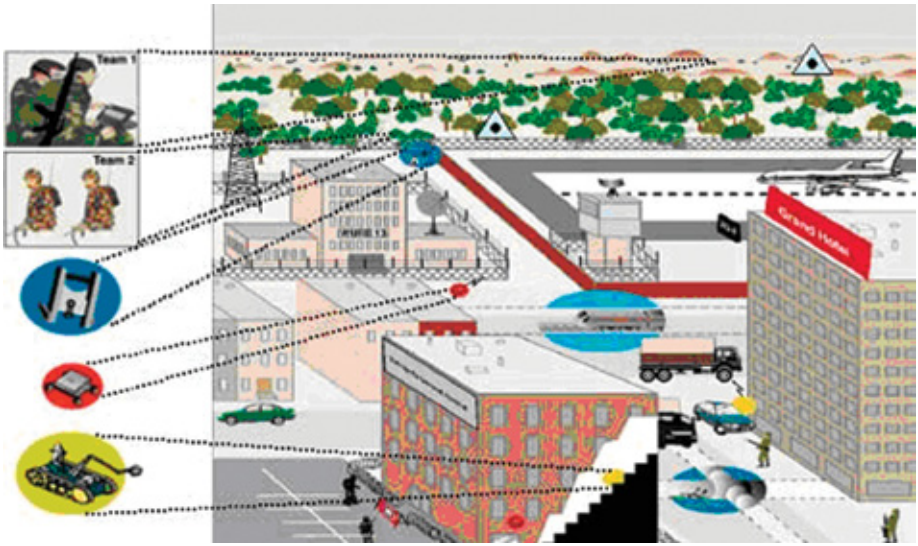


Figure 9 : Concept de l'équipe des robots mobiles tactiques (TMR)[25]

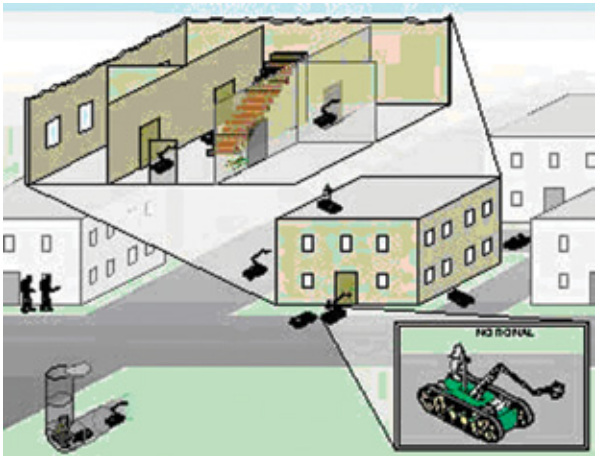


Figure 10 : Concept de l'emploi des TMR en milieu urbain[27]

neutralisation des explosifs et munitions [NEM]; sécurité physique; logistique; lutte contre les incendies; guerre en milieu urbain; emploi d'armes; opérations dans des endroits contaminés ou interdits[26]. La Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) a fourni les deux figures suivantes qui illustrent comment, dans le cadre de son projet sur les systèmes robotiques mobiles tactiques (TMR), les États-Unis envisagent l'emploi des engins télépilotés dans un contexte urbain.

Dans le contexte militaire, les engins terrestres télécommandés, petits et gros, ont manifesté un énorme potentiel dans de nombreux domaines (p. ex., la détonation de munitions explosives, la surveillance et la logistique). Mentionnons notamment les trois systèmes suivants : le PackBot d'iRobot, le Talon de Foster-Miller et l'Urban II (Urbot) de JPL. Chacun de ces systèmes a fait ses preuves en milieu opérationnel. Les deux premiers ont été utilisés en Afghanistan et en Iraq[28], tandis que le Talon et l'Urban II ont servi à exécuter des opérations de recherche et de sauvetage après les bombardements des tours du World Trade Centre, le 11 septembre 2001[29].

Ces systèmes mis à part, il existe plusieurs variantes des UGV à chenilles dont se servent actuellement les autorités militaires et civiles. La répartition du poids et la souplesse qui caractérisent l'engin chenillé en font une des variantes les plus populaires. Munis de « pattes » déployables (qui équipent de nombreuses variantes), ces engins peuvent gravir des escaliers d'une pente maximale de 60 degrés.

Figure 11 : Le PackBot porté sur le dos d'un soldat[31]

Le Packbot d'iRobot est un système de 18 kilogrammes qu'un soldat peut emporter sur son dos et qui emploie un système de pattes particulier pour améliorer sa mobilité en terrain accidenté, monter et descendre des escaliers et se redresser (voir les Figures 11 et 12). Le PackBot est équipé d'un récepteur GPS, d'une boussole électronique, d'un dispositif d'orientation et d'une thermosonde. Grâce à sa conception modulaire, le système peut emporter de multiples charges nécessitant des raccords USB et Ethernet, ou il peut être mis en réseau[30].

Le Talon est sensiblement plus lourd que le Packbot et pèse environ 37 kilogrammes (82 livres). Il s'agit également d'un engin polyvalent de conception modulaire (voir les Figures 13 et 14 qui montrent deux des modèles). Le Talon a été utilisé au combat en Afghanistan et en Irak où il a exécuté des tâches de surveillance, de reconnaissance et de NEM et a servi de plate-forme pour des armes télécommandées. Il a aussi mené des opérations de recherche et de sauvetage après les attaques contre le World Trade Centre[32].

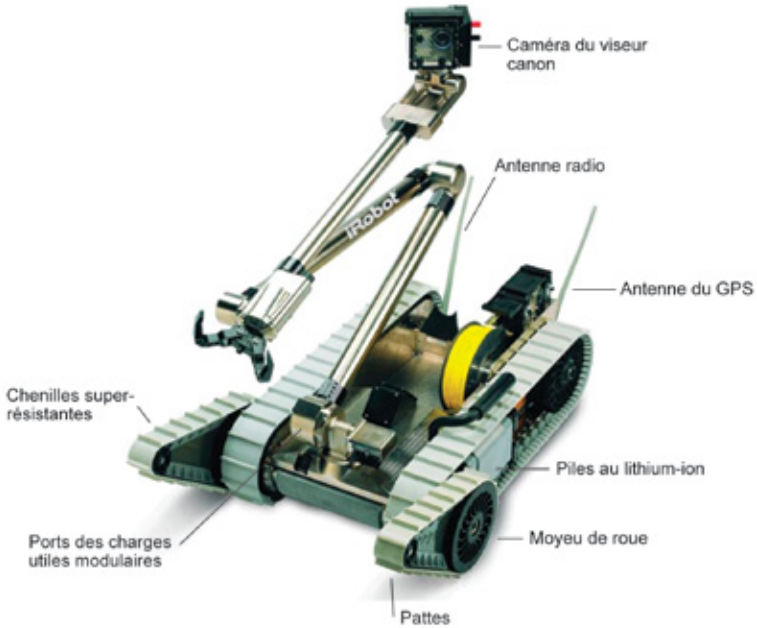


Figure 12 : Le modèle PackBot Scout

Figure 13 : Talon SWORD[33]

Le Dragon Runner est l'engin que le Corps des Marines des É.-U. (US Marine Corps) emploie pour améliorer sa connaissance de la situation en milieu urbain. Il est construit par l'Institut de robotique de l'Université Carnegie Mellon et le Laboratoire de recherches navales des É.-U. (US Naval Research Laboratory); il peut fournir des images en temps réel, de jour et de nuit. Le Dragon Runner est « inversible », c'est-à-dire que, peu importe comment il atterrit, il est toujours à l'endroit. Vu sa conception robuste et son poids de seulement 6,7 kilogrammes (environ 15 livres), il est possible de le lancer dans une fenêtre, dans des escaliers et par-dessus des murs et des clôtures[34].

Tous les capteurs et toutes les plates-formes qui existent actuellement sont adaptables en fonction de l'opération ou de la tâche. Chacun a ses points forts et ses faiblesses. La conception modulaire des plates-formes permet de changer rapidement de capteurs pour remplir telle ou telle tâche. Si certains des systèmes pouvaient emporter un illuminateur IR, cela ferait complément à certains des dispositifs achetés pour le projet STANO.

Comme l'a montré l'analyse sur le système de vision nocturne AN/PVS-504, les caméras électro-optiques modernes, les intensificateurs d'image et les imageurs thermiques possèdent les capacités nécessaires pour non seulement détecter et identifier les objets et le personnel, mais aussi pour les reconnaître dans les espaces réduits d'un environnement urbain.

La technologie des radars de détection à travers les murs évolue rapidement, tandis que de nombreux organismes de recherche et des entreprises commerciales essaient d'exploiter les possibilités offertes par le radar à ondes millimétriques. Il ne s'agit pas nécessairement d'une technologie bien maîtrisée, mais elle satisfait aux critères de l'horizon 1.

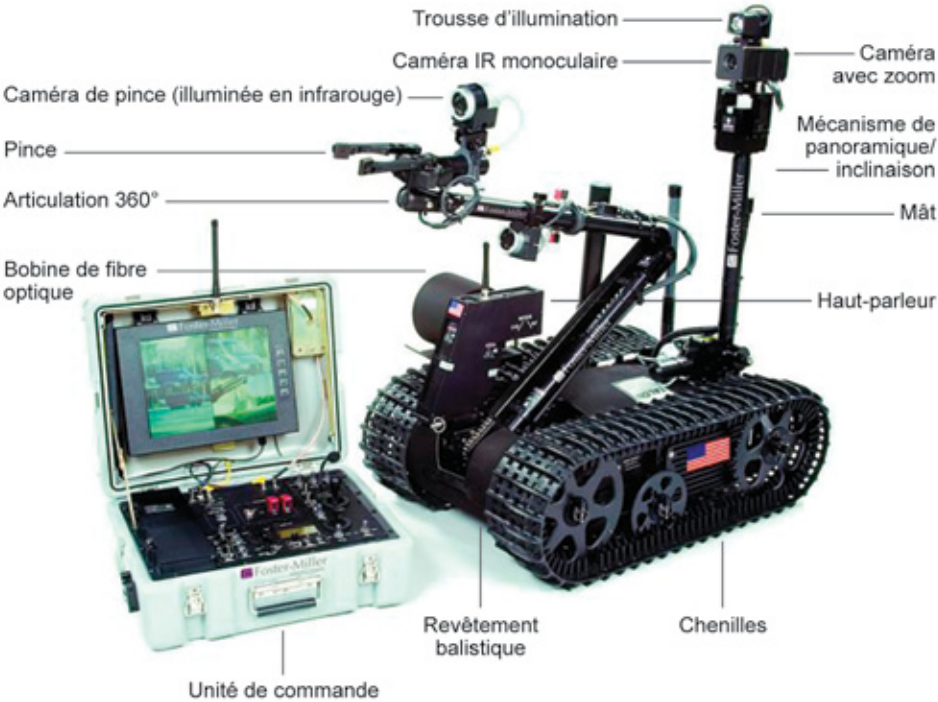


Figure 14 : Engin Talon de NEM[35]

Les engins terrestres télépilotés (UGV) chenillés ont une meilleure mobilité que les engins à roues, et ceux qui sont munis de pattes déployables peuvent gravir les escaliers; c'est là un atout essentiel si l'on compte utiliser ces robots à l'intérieur des immeubles.

Étant donné la complexité et la densité des menaces asymétriques, les opérations en zones urbaines (OZU) présentent des défis importants lorsqu'il s'agit de permettre à nos forces d'influer efficacement sur l'espace de bataille urbain. Les UGV combinés à divers capteurs, y compris les systèmes TWR récemment mis au point, pourraient bien accroître l'avantage tactique. Comme ces engins existent sous diverses formes et tailles, qu'il y a en de nombreux modèles et qu'il existe une multitude de configurations hybrides, il faut les analyser pour voir s'ils pourraient être utiles aux FC. Cependant, la doctrine actuelle fait problème.

Figure 15 : Dragon Runner[37]

ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE

Le tout dernier *Guide tactique pour les opérations urbaines*[36] traduit une énorme évolution de la doctrine de l'infanterie canadienne et il est issu de nombreux ouvrages de référence. Rédigée à partir d'extraits de textes sur les combats ou les opérations dans les zones bâties (cbt ZB ou Op ZB), la doctrine de base actuelle des FC sur les OZU a fortement subi aussi l'influence de nos alliés, dont

les expériences sont décrites, par exemple, dans l'ouvrage du Département de la Défense des É.-U. intitulé *Military Operations on Urbanized Terrain*[38] et dans de nombreuses autres sources des pays de la coalition. Toute cette documentation a été mise à notre disposition grâce à la participation du Canada aux groupes de travail multinationaux sur la doctrine de l'Armée de terre et au partage mutuel de nombreux comptes rendus sur les « leçons retenues » (concernant, p. ex., les expériences de l'ONU et de l'OTAN, celles des É.-U. dans la guerre en Irak, celles des Russes pendant la guerre en Afghanistan, celles du Royaume-Uni, de l'Australie et de l'Allemagne[39]). La responsabilité organisationnelle de formuler la doctrine de l'Armée de terre du Canada incombe au premier chef à la Direction — Doctrine de l'Armée de terre (DDAT) qui, exhorte activement toutes les sources existantes à lui apporter leur contribution.

Figure 16 : Le Dragon Runner muni d'une caméra (Nota : ce modèle n'est pas inversible[41].)

Aux fins de l'évaluation, nous nous sommes servis de la compagnie et du peloton d'infanterie légère de l'avenir[40], tels que les montrent les Figures 17 et 18, pour orienter notre réflexion sur les effectifs, le commandement et le contrôle (C2) et l'armement, car ces éléments fonctionnels représentent le plus petit dénominateur commun lorsqu'il s'agit de remplir les tâches relatives au « nettoyage » d'immeubles.

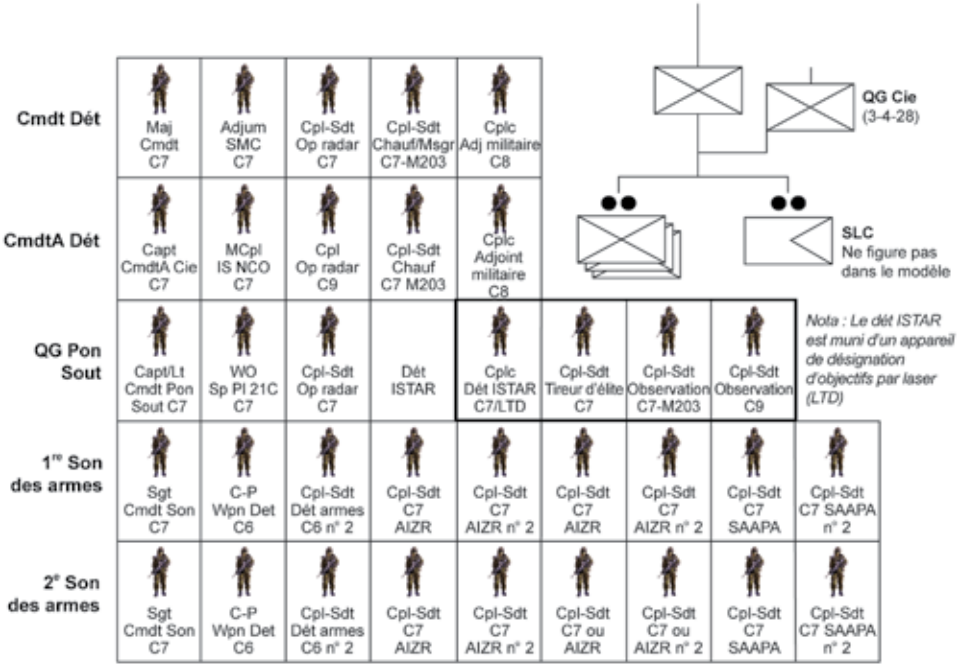


Figure 17 : La compagnie d'infanterie légère de la force de l'avenir[42]

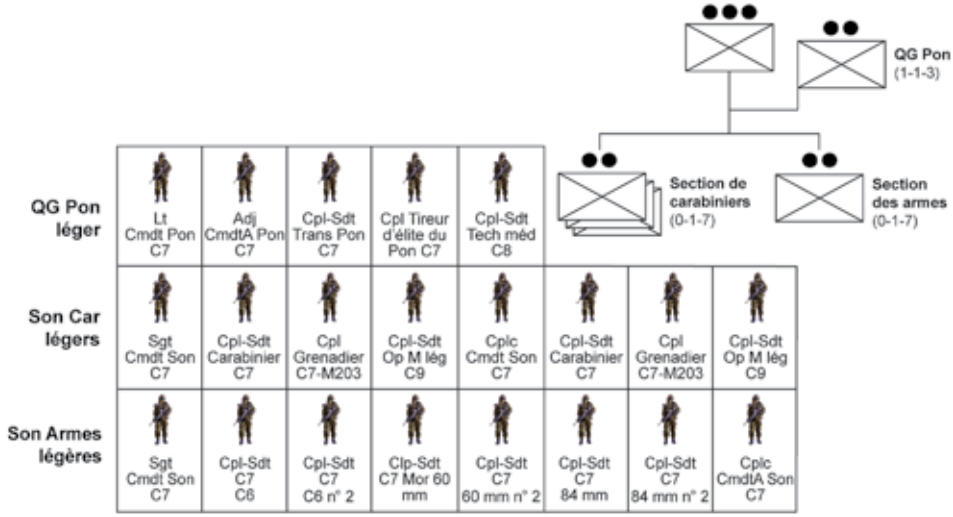


Figure 18 : Le peloton d'infanterie légère de la force de l'avenir

Dans la structure de la nouvelle compagnie, on voit que le détachement ISTAR se compose d'un nombre limité de soldats. On ne sait pas au juste s'il vaudrait mieux faire du matériel UGV/TWR un atout ISTAR intégré dans la compagnie d'infanterie, ou s'il serait préférable de confier ce matériel à un peloton de reconnaissance ISTAR du groupement tactique, peloton qui serait rattaché à une compagnie ou à un peloton d'infanterie pendant la durée des tâches de nettoyage d'immeubles.

Figure 19 : Nettoyage d'immeubles — Groupes d'assaut et de soutien

Le *Guide tactique pour les opérations urbaines*[43] décrit en détail les groupes de commandement, d'assaut et de soutien et leurs responsabilités propres dans les sections et les sous sections d'infanterie légère affectées aux nombreuses tâches constituant les OZU. En résumé, disons que, dans les tâches de nettoyage d'immeubles exécutées pendant les OZU, on met l'accent sur la surprise, la vitesse, le contrôle et les communications. Vu la dotation en effectifs de la section de la force de l'avenir et comme le montre la Figure 19, les équipes d'assaut et de soutien sont des sous-sections de quatre soldats. Comme les équipes d'attaque sont en général de la taille appropriée pour remplir les tâches génériques de nettoyage de pièce, il en faut un bon nombre pour nettoyer tout un immeuble. (Le nombre total de soldats nécessaires dépend de la taille, du genre et du plan de l'immeuble, du nombre d'étages, des points d'accès, de la menace, de l'heure de la journée, etc.) Souvent, il faut toute une compagnie pour nettoyer un seul immeuble : un peloton assure la sécurité périphérique et bloque l'arrivée des renforts ennemis; le deuxième se porte à l'attaque et fournit le soutien, et le troisième, qui se tient en réserve, peut remplir diverses tâches, par exemple, l'évacuation des prisonniers de guerre, des détenus, des non combattants et des blessés.

Une fois que les soldats sont entrés dans l'immeuble, ils vont normalement d'une pièce à l'autre, de préférence en partant du haut de l'immeuble, mais cette démarche dépend de la situation. Pendant que la sécurité de l'accès est assurée en permanence (ex., point d'entrée, corridors, espaces communs), l'équipe d'assaut passe d'une pièce à l'autre, en nettoyant chacune successivement, et elle procède ainsi jusqu'à ce que chaque étage ait été nettoyé et protégé contre la réoccupation. Les équipes d'assaut travaillent normalement à plusieurs, les pièces étant nettoyées l'une après l'autre par des équipes avançant en échelon et appliquant des techniques de protection et de mouvement dans des espaces fermés où les champs de vision sont limités. Les escaliers et les obstacles présentent des défis supplémentaires et particuliers pour ce qui est du nettoyage des lieux. Afin de nettoyer les immeubles avec efficacité, les soldats emploient des tirs de différenciation[44] et d'autres techniques avancées de tir; ils doivent aussi respecter les règles d'engagement qui valent pour la zone d'opérations, afin de faire la distinction entre les combattants et les autres. On se soucie énormément d'entraîner au préalable les membres des équipes d'assaut et de soutien à appliquer les méthodes de nettoyage de pièce et d'immeuble, y compris les techniques dynamiques, furtives et transitoires ainsi que toute une gamme de manœuvres connexes de progression par étapes, de nettoyage et de soutien. Quand une équipe d'assaut entre dans un immeuble et avant qu'elle pénètre dans une pièce pour la nettoyer, elle adopte, conformément à la doctrine, une des deux configurations suivantes : « côte à côte » ou « en ligne décalée». Ces configurations sont définies par la manière dont les soldats s'alignent d'un côté ou des deux côtés de la porte d'entrée. Les techniques furtives et dynamiques combinées à des déplacements offensifs peuvent aussi donner des résultats. Ces techniques offrent une grande souplesse et, tout dépendant de la situation, c'est souvent le commandant tactique local qui choisit celles qui seront utilisées.

ISTAR

Comme la Figure 20 le montre, la fusion et la distillation successives des données brutes recueillies par les capteurs produisent des éléments de renseignement de plus en plus valables. Il est essentiel de comprendre la situation pour prendre des décisions éclairées. Comme on évalue les dispositifs ISTAR d'après leurs fonctions et leurs capacités pour savoir si leur emploi dans la mission envisagée serait judicieux, il faut examiner leurs produits pour en mesurer la valeur éventuelle en vue de leur fusion, de leur regroupement et de leur conservation ultérieurs. À ces premiers stades de l'évaluation des UGV et TWR au Canada, on a posé l'hypothèse que les produits de ces engins seraient utiles aux membres à pied d'une section ou sous-section d'infanterie légère chargés de nettoyer un immeuble, probablement en tant

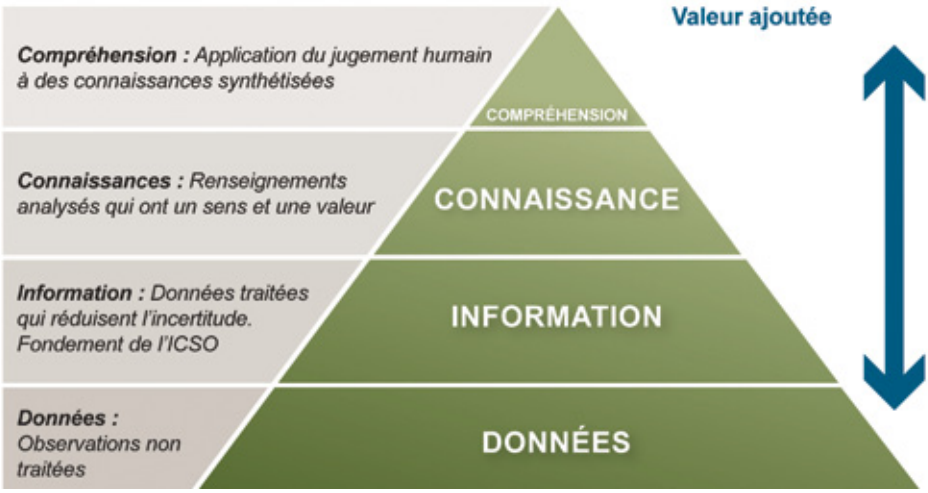


Figure 20 : Catégories de renseignement

Nota : ICSO — Image commune de la situation opérationnelle

que sous-élément d'une compagnie exécutant une opération de bouclage et de fouille. Cependant, les produits des capteurs pourraient en outre servir à repérer et à neutraliser ultérieurement des dispositifs explosifs de circonstance (IED), à exécuter des analyses techniques des infrastructures, à étudier des paramètres chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, à procéder à la reconnaissance automatique des objectifs et à toute une gamme d'autres applications opérationnelles.

Les opérations en milieu urbain s'accompagnent de grands risques, étant donné les multiples menaces et la complexité du terrain, peu importe que celles-ci soient asymétriques ou contiguës. Il faut analyser tout outil qui fournit plus vite une meilleure CS à nos soldats et à leurs chefs et adopter les solutions efficaces. Idéalement, une doctrine sur les UGV/TWR qui porterait sur divers capteurs et diverses applications opérationnelles devrait viser à réduire les pertes humaines militaires, à éviter les dommages collatéraux, à améliorer la précision des opérations et à procurer la domination sur le plan de l'information.

Dans l'analyse de la doctrine et de l'organisation des tâches propres aux OZU, la solution la plus efficace semble être d'utiliser les UGV/TWR dans une des deux structures organisationnelles suivantes : ce matériel, confié soit à un détachement ISTAR dans une compagnie d'infanterie, soit à un peloton de reconnaissance, est censé améliorer immédiatement la connaissance de la situation chez les équipes d'assaut chargées de nettoyer des immeubles.

CONCEPTION DE L'EXPÉRIENCE

Aux premiers stades de l'expérience, nous avons envisagé d'employer l'OTB (One Semi-Automated-Force Test Bed), un système de simulation militaire axé sur un logiciel adapté, et nous l'avons gardé. Ce système présentait l'avantage suivant : des forces semi-automatisées que l'on pouvait programmer pour qu'elles exécutent une tâche et qui, à cette fin, pouvaient faire preuve d'une « certaine initiative » en fonction de la situation, des pertes humaines, etc. C'était là un avantage considérable, car le système éliminait l'opérateur et le phénomène de la courbe d'apprentissage. En outre, comme il était possible de programmer les scénarios et de les exécuter d'une manière relativement automatisée, le personnel affecté au projet pourrait mener l'expérience, ce qui éliminait du coup la nécessité de recourir à des opérateurs. Le système peut recueillir certaines données automatisées.

Dans cette perspective, nous avons conçu l'expérience pour voir si l'ajout de capteurs n'ayant pas encore été mis en service améliorerait le rendement des pelotons en réduisant le rapport des pertes. Fondée sur la doctrine canadienne du « nettoyage » de maisons, l'expérience a comporté deux groupes de scénarios identiques, sauf en ce qui concerne l'emplacement des éléments ennemis dans la maison. Nous avons exécuté les scénarios suivants avec le système OTB : un peloton de référence attaque l'immeuble; un peloton de référence muni de deux UGV attaque l'immeuble; un peloton de référence équipé d'un TWR attaque l'immeuble.

DÉROULEMENT DE L'EXPÉRIENCE

Le simulateur permettait un degré d'automatisation suffisant pour éliminer l'effet d'apprentissage éventuel et la partialité due aux interventions dans le projet. Afin de garantir la validité statistique, nous avons exécuté 30 fois chacun des trois scénarios de la force bleue dans le contexte des deux scénarios décrivant l'action de l'ennemi (E1 et E2). Chacune des 180 simulations a été faite jusqu'à ce que tous les membres de la force ennemie aient été éliminés. Bien que cela ne corresponde pas à la doctrine approuvée, c'était la seule façon d'enregistrer les rapports des pertes au moyen du système OTB.

L'expérience s'est déroulée de la façon suivante :

- Nous avons élaboré deux scénarios décrivant l'action de l'ennemi (voir les Figures 21 et 22). L'emplacement des éléments ennemis a varié d'un scénario à l'autre, mais non le rapport des forces. Dans chacun des scénarios, il y avait cinq soldats armés de fusils AK-47, et un IED dans l'entrée de l'immeuble.

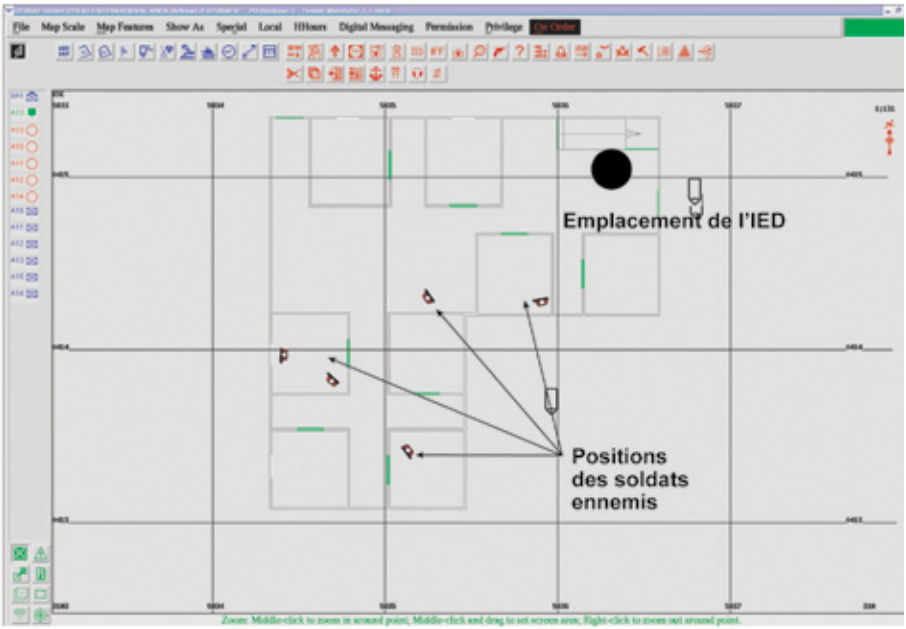


Figure 21 : 1er scénario (Forces ennemies)

- Au moyen du logiciel OTB, nous avons créé le scénario de référence : un peloton sans capteurs attaque un immeuble qui comporte huit pièces. Conformément à la doctrine canadienne, les soldats attaquent en groupes de quatre, « côte à côte ».

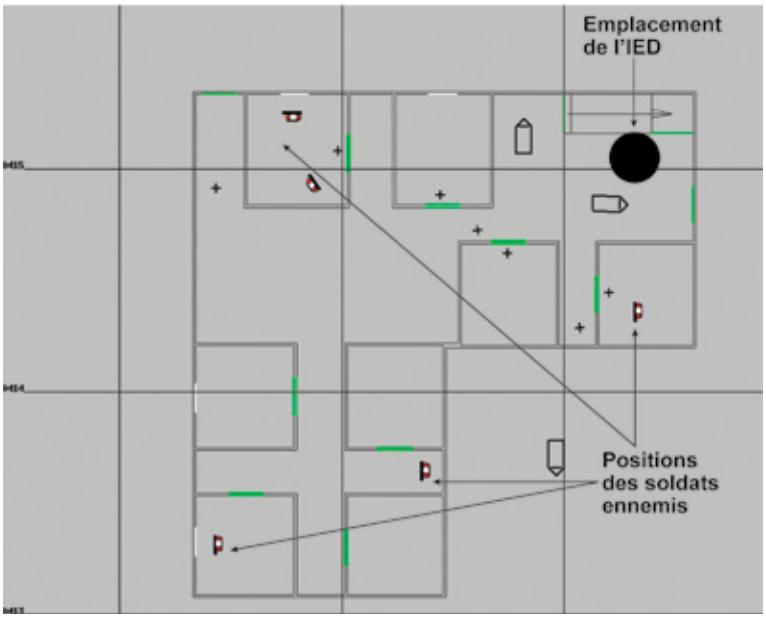


Figure 22 : 2e scénario (Forces ennemies)

- Dans le scénario prévoyant l'emploi d'UGV, nous avons ajouté deux UGV au scénario de référence. Les engins étaient « programmés » pour entrer dans l'immeuble, puis, dans chaque pièce. Une fois rendu dans une pièce, l'engin la balayait de ses capteurs électro-optiques pour y repérer l'ennemi, puis il se retirait de la pièce pour laisser la place aux attaquants.
- Le scénario prévoyant l'emploi du TWR reposait lui aussi sur le scénario de référence; un soldat muni d'un système de détection à travers les murs était ajouté au peloton. Ce soldat vérifiait ce qu'il y avait dans chaque pièce en plaçant le détecteur contre le mur avant que les autres soldats entrent dans la pièce.
- Les pertes humaines subies et infligées ont été enregistrées durant chaque scénario et elles ont ensuite servi à faire une analyse comparative des résultats obtenus par la force bleue.

Les modèles et les simulations reproduisent approximativement le monde réel qu'ils représentent. Quand on s'en sert, il faut s'assurer qu'ils fonctionnent d'une manière correspondant au système qu'ils représentent. Au lieu de recourir au processus officiel de vérification, de validation et d'homologation, l'équipe du projet a exécuté une série d'essais pour établir si les entités ennemies se comportaient avec réalisme. Ce processus de validation était loin d'être idéal, mais c'était le seul moyen dont l'équipe disposait. En répétant les essais, elle a observé que les entités se comportaient avec réalisme et que les procédures employées pour nettoyer les pièces correspondaient aux tactiques, techniques et procédures établies (TTP).

OBSERVATIONS

Malgré le degré de contrôle possible avec le logiciel de simulation, faire en sorte que l'UGV coordonne son action avec celle des équipes d'assaut constitue une tâche extrêmement complexe. L'équipe a observé les points suivants pendant la mise en place de l'expérience et au cours des multiples essais faits par la suite :

- Le premier UGV a toujours (60 fois sur 60) fait sauter l'IED et a donc été mis hors de combat dès son entrée dans la maison. Le deuxième UGV a été détruit une fois rendu dans une pièce où des éléments ennemis se cachaient; ceux-ci l'ont aperçu et l'ont neutralisé avant qu'il puisse sortir de la pièce.
- Il a été beaucoup plus simple de coordonner l'emploi du TWR, et il y a eu moins de contraintes d'espace que pour l'utilisation de l'UGV. Par conséquent, il a été facile, aux fins de la simulation, d'intégrer le TWR dans les comportements prescrits par la doctrine actuelle.

Pendant l'expérience, l'équipe a fait les constatations suivantes :

- **Scénario axé sur le peloton de référence**. Dans tous les 60 cas, le peloton de référence a accompli sa mission en éliminant les cinq soldats ennemis; chez la force bleue, cinq soldats ont été tués ou blessés, en moyenne; un à trois d'entre eux ont été touchés par l'IED placé à l'entrée de l'immeuble.
- **Scénario comportant l'emploi d'UGV**. Dans tous les 60 cas, le peloton a accompli sa mission en éliminant les cinq soldats ennemis. L'UGV ayant fait sauter l'IED, celui-ci n'a pas causé les pertes initiales susmentionnées (un à trois soldats). Cependant, au cours des essais menés avec les UGV, un compromis a semblé s'établir entre la connaissance de la situation et l'effet de surprise. Au départ, les UGV ont amélioré la connaissance de la situation chez le peloton. Ils ont aussi accru la sécurité, car le premier UGV a fait sauter l'IED. Malgré tout, une fois que l'ennemi a repéré et détruit le deuxième UGV, les pertes de la force bleue ont eu tendance à augmenter. Dans tous les scénarios comportant l'emploi d'UGV, le peloton a accompli la mission en neutralisant les cinq soldats ennemis; chez la force bleue, cinq soldats ont été tués ou blessés, en moyenne, et tous l'ont été par suite de combats avec l'ennemi.
- **Scénario comportant l'emploi d'un TWR**. Dans tous les 60 cas, le peloton muni d'un TWR a accompli la mission en éliminant les cinq soldats ennemis; chez la force bleue, deux soldats ont été tués ou blessés, en moyenne. Dans chaque cas, l'IED a touché entre un et trois soldats. *Cela montre une amélioration sensible du rendement du peloton, car la majorité de ses pertes ont été dues à l'IED, et non aux tirs ennemis.*

ANALYSE STATISTIQUE

Le schéma de la Figure 23 détaille les pertes subies par la force bleue dans chaque scénario et le total des pertes à l'issue des 180 répétitions de l'essai. Les cases montrent les résultats de chaque scénario. Elles représentent les 50 p. 100 des points de données qui se trouvent au milieu, pour chaque scénario, et le total. Dans le schéma ci-dessous, les scénarios E1 et E2 (forces ennemies) sont combinés pour fournir 60 points de données pour chacun des trois scénarios exécutés par la force bleue. Dans chaque case, il y a une ligne et une croix; elles représentent la moyenne et la médiane de chaque échantillon. Les points bleus situés en dehors des cases et des lignes correspondent aux « valeurs aberrantes ». Les cases indiquent que le scénario avec l'UGV a affiché la plus grande variation et que le scénario avec le TWR a produit les plus faibles pertes humaines chez la force bleue.

Quant au nombre total de soldats de la force bleue tués ou blessés par l'IED et les tirs ennemis, il n'existe aucune différence statistique entre le scénario de référence et le scénario prévoyant l'emploi d'UGV. On peut expliquer ce résultat en disant que l'UGV épargne un à trois soldats qui auraient sinon été touchés par l'IED, mais qu'il élimine l'avantage de la surprise pour la force bleue parce que l'UGV entre le premier dans la pièce. Comme le montre la Figure 24, le taux de pertes humaines dans le scénario avec TWR ne semble pas varier en fonction de la position des soldats ennemis, tandis que les différences observées dans les scénarios avec d'autres capteurs semblent indiquer l'existence d'une telle variation.

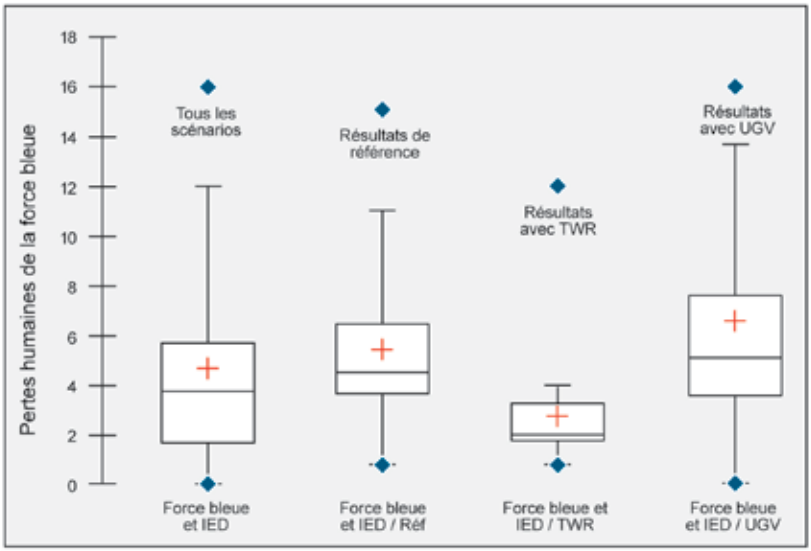


Figure 23 : Schéma illustrant les pertes humaines de la force bleue

D'après les résultats, l'équipe du projet ne peut pas conclure que les UGV aident à améliorer le rendement du peloton dans l'exécution de cette tâche, mais le TWR en est capable. Dans l'expérience, tous les UGV ont été détruits : une moitié l'a été par les IED et l'autre, par les tirs ennemis. En faisant exploser l'IED, le premier UGV a sauvé de un à trois soldats qui auraient normalement été blessés par le souffle de l'explosion (comme on l'a vu dans d'autres scénarios). On peut conclure que l'UGV excelle à « dépister » les IED[45]. Le deuxième UGV n'a pas semblé améliorer l'efficacité du peloton dans cette tâche, mais le TWR l'a fait, quelle que fussent les positions des soldats ennemis, ce qui porte à croire qu'il améliore la connaissance de la situation. Il ne s'agissait là que d'un modèle, mais le TWR a facilement été intégré dans les comportements prescrits par la doctrine actuelle, dans le logiciel OTB.

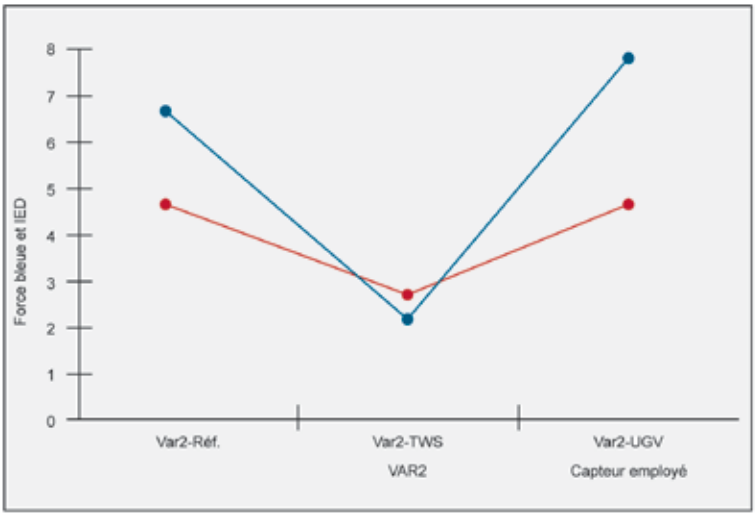


Figure 24 : Pertes de la force bleue par rapport aux capteurs utilisés

CONCLUSIONS

Les nouvelles capacités décrites dans le présent article concordent avec l'intention d'accroître la compréhension que les commandants ont de la situation pour qu'ils puissent mieux utiliser les ressources de la fonction opérationnelle « Agir ». L'ordre de bataille fourni par la DDAT a montré que le personnel ISTAR serait affecté au peloton de soutien du quartier général de la compagnie. En outre, tous les groupements tactiques sont censés être dotés de pelotons de reconnaissance comprenant des spécialistes de l'emploi des technologies de détection. Ces éléments nous amènent à déduire que les organisations proposées pourraient utiliser les capteurs décrits dans la présente expérience et qu'aucune modification importante de l'effectif établi ne serait nécessaire si les Forces canadiennes s'en procuraient et les distribuaient.

Les tactiques, techniques et procédures (TTP) actuelles relatives au nettoyage d'immeubles ne mentionnent pas l'emploi de capteurs. Il faudrait donc les modifier de manière à y faire état des capacités décrites dans le présent rapport. Nous pensons que les changements seraient plus simples dans le cas du TWR; en effet, il est manipulé par un être humain et son emploi est donc plus souple et adaptable à n'importe quelle situation. Il serait plus compliqué de modifier les TTP en ce qui concerne l'emploi des UGV, car il importerait de maîtriser ces engins de manière qu'ils ne gênent pas les mouvements des attaquants.

Le modèle d'UGV choisi pour l'expérience devait se mettre à découvert afin d'observer une pièce. Cette réalité, conjuguée à la taille et à la vitesse de réaction relativement lente de l'engin, en a fait une cible facile pour l'ennemi. Comme cela se produirait raisonnablement dans la réalité, l'ennemi a pris les UGV à partie quand ils sont entrés dans une pièce occupée et il les a alors tous mis hors de combat. Comme l'adversaire neutraliserait normalement les UGV avec une arme à feu (et qu'il alerterait ainsi tous les autres éléments ennemis présents dans l'immeuble), nous concluons que l'utilisation d'un UGV compromet l'avantage de la surprise dans tout l'immeuble visé.

Les UGV employés dans l'expérience ont été évalués relativement au déclenchement des IED. C'est pourquoi ils ont toujours fait sauter l'IED placé dans l'entrée de l'immeuble. Cette observation nous amène à conclure que les UGV semblent être de bons dispositifs pour faire exploser les IED. Étant donné les techniques employées pour camoufler les IED, il est peu probable que les UGV de l'horizon 1 puissent détecter les IED avant la détonation. Bien que ce rôle aboutisse à la destruction de l'UGV, c'est là une meilleure solution que la perte d'un ou de plusieurs soldats. Il convient aussi de souligner

que cette conclusion n'est valide qu'au sujet d'IED amorcés par un moyen mécanique et non par une télécommande. Nous n'avons pu parvenir à aucune conclusion quant au nombre d'UGV dont il conviendrait d'équiper un peloton d'attaque.

L'emploi du TWR a sensiblement amélioré la surviabilité de la force bleue, peu importe où les éléments ennemis se trouvaient. Il semble que la réussite de la force bleue dans le scénario de référence et dans le scénario avec UGV ait été fonction de la position des éléments ennemis. L'analyse montre que, dans cette situation, le TWR est un meilleur capteur que l'UGV et qu'il présente aussi un avantage digne de mention par rapport au scénario de référence. Le TWR recueille des renseignements en balayant la pièce sans y entrer, depuis l'autre côté du mur, au lieu de se mettre à découvert dans une ouverture. Nous avons conclu que cet atout a permis de mieux conserver l'avantage de la surprise.

La technologie des TWR utilisée dans les systèmes actuels comporte une lacune, entre autres : le système détecte les êtres vivants en repérant les battements du cœur. Il n'est donc pas possible de faire la distinction entre les ennemis et les personnes neutres se trouvant dans la même pièce. Par conséquent, le TWR fournit une gamme limitée de renseignements dans les milieux où l'ennemi se sert de parties neutres ou d'otages pour garantir sa protection.

Les renseignements recueillis à la faveur de cette expérience portent à croire qu'un seul TWR équipant la section de tête d'un peloton d'assaut suffirait sans doute à procurer à ce dernier un avantage marqué. Si un peloton engageait plus d'une section à la fois, il faudrait un système TWR pour chaque groupe d'assaut.

Les deux systèmes étudiés dans le cadre du projet ont un potentiel auquel on ne saurait passer outre. Vu la portée limitée de l'expérience, il est sans doute trop tôt pour éliminer quelque système que ce soit. Nous formulons donc les recommandations suivantes qui valent tant pour le TWR que pour les UGV.

- Acquérir un système TWR et un UGV dans le cadre d'un programme « d'achat à l'essai ».
- Faire une évaluation technique pour définir les caractéristiques réelles des capteurs.
- Faire une évaluation opérationnelle avec un scénario semblable à celui décrit dans le présent rapport, en utilisant le simulateur d'effets d'armes (SEA).

Conformément au bien-fondé du projet d'unité STANO (surveillance, acquisition d'objectifs, reconnaissance et observation nocturne) de l'Armée de terre canadienne, celle-ci doit envisager de se procurer les systèmes qui lui permettraient d'exploiter les belligérants dotés de capacités inférieures aux siennes et d'atténuer les risques présentés par les opposants mieux équipés[46]. On pourrait envisager d'ajouter les UGV ou les systèmes TWR à l'équipement STANO dans le cadre du projet du même nom si d'autres essais montrent qu'ils procurent une nouvelle capacité digne de mention à nos forces déployées.

La réduction des pertes humaines qui résulterait de la connaissance accrue de la situation grâce au TWR ou du déclenchement des IED par un UGV représente une amélioration importante sur le plan de l'efficacité opérationnelle. Dans l'ensemble, le projet a révélé que l'intégration de capteurs promet d'accroître la connaissance de la situation chez le personnel, au niveau tactique.

AU SUJET DES AUTEURS...

Au moment où cet article a été rédigé, les Majors D.L. Lynk, J.C.M. Coulombe et R.R. Kollman étaient en formation au programme d'état-major technique XI de la Force terrestre.

NOTES

1. Le présent article repose sur le document intitulé « The Urban Sensor Equipment » (Les capteurs en milieu urbain) rédigé par les Majors D.L. Lynk, J.C.M. Coulombe et R.R. Kollman pour le Programme d'état-major technique de la Force terrestre, au Collège militaire royal.

2. Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, *Engagés, vers l'avant : la stratégie de l'Armée de terre*, Ottawa, s.d., p. 14.

3. Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, *Objectif défini : le concept d'emploi de l'Armée de terre*, Ottawa, 2004, p. 5.

4. Sean Hoopey, « Unit STANO Project », présentation au Département des sciences militaires appliquées, Kingston (Ontario), mars 2006.

5. « Military Operations on Urban Terrain [MOUT] », GlobalSecurity.org, http://www.globalsecurity.org/military/ops/mout.htm (site consulté le 10 avril 2006).

6. « World Population Trends », Population Resource Centre, p. 4, http://www.prcdc.org/summaries/world pop/worldpop.html (site consulté en octobre 2005).

7. *Ibid*.

8. « Kalashnikiv AK (AK-47) AKS, AKM and AKMS Assault Rifles (USSR) », Modern Firearms, http://world.guns.ru/assault/as01-e.htm (site consulté le 25 avril 2006), et « RPG-7/RPG-7V/RPG-7VR Rocket Propelled Grenade Launcher (Multi Purpose Weapon) », *Defense Update—International Online Defense Magazine*, 2004, numéro 1, http://www.defense-update.com/products/r/rpg.htm (site consulté le 25 avril 2006).

9. « Weapon Summary Data Sheet—Armoured Personnel Carriers », Federation of American Scientist, http://www.fas.org/man/dud-101/sys/land/apc-ifv-frame.htm (site consulté le 25 avril 2006).

10. *Protocole I : Protocole additionnel aux Conventions de Genève : titre IV : population civile*, article 48 : règle fondamentale, 1977. http://www.icrc.org/dih.nsf/WebART/470-750061.

11. Articles trouvés dans Wikipedia, « Droit humanitaire international », Wikipedia, l'encyclopédie gratuite, http://fr.wikipedia.org/wiki/Droit_international_humanitaire (site consulté le 26 avril 2006).

12. Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Département de la Défense, United States Joint Forces Command, *Urban Terrain, Joint Publication 3-06*, Gouvernement des États-Unis d'Amérique, septembre 2002.

13. « Canada's Casualties », CBC News Online (site consulté le 25 novembre 2005).

14. Tanalee Smith, « Robots Draw Rough Duty as U.S. Combat-Tests Them In Afghanistan », Space.com, http://www.space.com/businesstechnology/technology/robot_wars_0301123.html (site consulté le 11 octobre 2005).

15. Michael Ryan et Michael Frater, *Tactical Communications for the Digitized Battlefield*, Norwood, Artech House, 2002.

16. Aux fins de l'expérience, on n'a employé que des capteurs représentatifs (UGV et TWR) dont on pourrait faire un modèle dans l'outil OTB.

17. Jeff Tyson, « How Night Vision Works », HowStuffWorks.com, http://electronics.howstuffworks.com/gadgets/other-gadgets/nightvision.htm (site consulté le 18 octobre 2005).

18. Tyson, « How Night Vision Works », http://electronics.howstuffworks.com/gadgets/other-gadgets/nightvision3.htm (site consulté le 18 octobre 2005).

19. *Ibid*.

20. Tyson, « How Night Vision Works ».

21. *Ibid*.

22. Tyson, « How Night Vision Works », http://electronics.howstuffworks.com/gadgets/other-gadgets/nightvision2.htm (site consulté le 18 octobre 2005).

23. « Surveillance à travers les murs », *Recherche et développement pour la défense Canada*, http://www.ottawa.drdc-rddc.gc.ca/html/sr_216_surv_travers_murs-fra.html (site consulté le 29 septembre 2005).

24. « Product Data Sheet — PRISM Portable Radar Interior Space Monitor », Cambridge Consultants, http://www.cambridgeconsultants.com/Downloads/Case_Studies/ImTrack-S-002%20v0.2.pdf (site consulté le 20 mars 2006).

25. « Tactical Mobile Robotics », Defence Advanced Research Project Agency, http://www.darpa.mil/ato/programs/TMR/ (site consulté le 20 mars 2006). (Lien périmé.)

26. « Military Robots / Unmanned Ground Vehicles (UGV) », GlobalSecurity.org, http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/ugv.htm (site consulté le 17 octobre 2005).

27. *Ibid*.

28. Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Département de la Défense, « Robot Pool », Joint Robotics Program, http://robot.spawar.navy.mil/ (site consulté le 10 mars 2006). (Lien périmé.)

29. Leander Kahney, « Robots Scour WTC Wreckage », Lycos, http://www.wired.com/news/technology/0,1282,46930,00.html (site consulté le 21 mars 2006).

30. « PackBot Tactical Robot », Defense Update International, Online Defense Magazine, http://www.defense-update.com/products/p/pacbot.htm (site consulté le 10 mars 2006).
31. *Ibid*.
32. « Product & Services TALON Family of Military, Tactical, EOD, MAARS, CBRNE, Hazmat, SWAT and Dragon Runner Robots », Foster-Miller, http://www.foster-miller.com/lemming.htm (site consulté le 21 mars 2006).
33. *Ibid*.
34. David Crane, « US Marine Corps Experimenting with New Recon Robot for Urban Warfare Ops », Defense Review.com, http://www.defensereview.com/modules.php?name=News&file=article&sid=677 (site consulté le 17 novembre 2005); voir aussi http://www.defensereview.com/us-marine-corps-experimenting-with-new-recon-robot-for-urban-warfare-ops/ (site consulté le 24 août 2009).
35. *Ibid*.
36. Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale, B-GL-322-008/FP-002 *Le guide tactique pour les opérations urbaines*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2006.
37. *Ibid*.
38. Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Département de la Défense, Département de la Marine, *MCWP 3-35.3 Military Operations on Urbanized Terrain*, Washington, 1998.
39. Telecon Infantry School, B Coy Urban Operations SME & DAD 4–3, mars 2006.
40. E. Kalantzis et F. Cameron, « Force Employment Seminar Wargame 0402: The Interim Army in Warfighting Tasks », TR 2005-24, RDDC — Centre d'analyse et de recherche opérationnelle (CARO), août 2005.
41. *Ibid*.
42. Il importe de souligner que selon l'ordre de bataille (ORBAT) actuel des FC, il n'y a pas de détachement ISTAR dans la compagnie d'infanterie légère. L'ORBAT employé dans le présent article est purement théorique.
43. Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale, B-GL-322-008/FP-002 *Le guide tactique pour les opérations urbaines*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2006.
44. Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, B-GL-382-001/FP-002, Tirer pour vivre, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2003.
45. Une des limites de l'OTB résidait dans le fait que l'UGV devait « butter » sur l'IED pour le détecter. Cela serait sans doute évitable dans une simulation réelle ou dans la réalité.
46. Hoopey, « Unit STANO Project »

Les opérations terrestres en 2021 : un concept en devenir

Pour atténuer le caractère imprévisible des conflits à venir et se préparer aux défis qui l'attendent, l'Armée de terre a publié un ouvrage intitulé Opérations terrestres 2021 : Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain, qui doit guider le développement de la force terrestre jusqu'en 2021. Il s'agit d'un document cadre élaboré à partir d'une série de concepts opérationnels, fonctionnels et habilitants qui, ensemble, décrivent comment des forces adaptables peuvent aborder les futures opérations terrestres en utilisant délibérément la dispersion et le regroupement en vue d'obtenir et de conserver l'avantage tactique sur des adversaires habiles et tout aussi adaptables.

Source: Caméra de combat

Le courage sous le tir ennemi : Définir et comprendre l'acte de courage

M. T. Robert Fowler

Le 19 août 1942, à 7 heures du matin, vingt-six péniches de débarquement ayant à leur bord les membres du régiment Les Fusiliers Mont-Royal faisaient route vers une plage inconnue obscurcie par la fumée des tirs d'artillerie et des navires en flammes. À titre de réserve non débarquée du raid amphibie sur Dieppe, le Régiment s'attendait à un débarquement plutôt facile puisque les premières vagues débarquées avaient pour mission de prendre et tenir les objectifs initiaux. Cependant, lorsque les membres du Régiment virent leurs fragiles embarcations être la cible du tir des mortiers et des mitrailleuses lourdes, ils surent tout de suite que quelque chose n'allait pas. En s'élançant hors de leurs embarcations, ils furent saisis par des visions apocalyptiques qui en auraient paralysé plus d'un — des corps ballottés par les vagues, des péniches de débarquement en flammes, des colonnes de pierre et de sable qui marquent l'emplacement d'obus ennemis dirigés vers les groupes de soldats canadiens éparpillés sur la plage. À Dieppe, le matin du 19 août 1942, c'était l'enfer sur terre. Au cours de l'heure qui suivit, le Lieutenant-colonel Dollard Ménard, commandant du bataillon, passa par toute la gamme des émotions. Le courage dont il a fait preuve en dirigeant ses hommes dans cet immense maelström lui a d'ailleurs valu une décoration. Une fois sorti de cet enfer, le Lieutenant-colonel Ménard a tenté de réfléchir à cette expérience et a découvert quelques indices qui lui ont permis de savoir où il avait trouvé la force intérieure nécessaire pour assumer ses fonctions dans une situation aussi dangereuse.

Le Lieutenant-colonel Ménard croit que quatre éléments lui ont donné le courage dont il avait besoin. Le premier élément est ce qu'il appelle « une sorte d'optimisme ou d'égoïsme qui vous pousse à l'action — c'est comme payer son droit de passage pour le champ de bataille [*Traduction*] »[1]. Comme la plupart des jeunes gens qui se rendent sur le champ de bataille pour la première fois, il ne pouvait pas imaginer qu'il puisse être tué ou blessé; les autres pouvaient être touchés, mais pas lui. Toutefois, alors que Ménard courait sur la plage et à travers les barbelés, il fut soudainement touché à l'épaule par un shrapnel, le laissant étourdi et abasourdi.

Le deuxième élément entra alors en jeu : « Je crois que c'est là que mon entraînement et mon sens de la discipline ont repris le dessus et m'ont permis de continuer [*Traduction*][2]. » Ménard applique immédiatement un pansement sur sa blessure et poursuit, avec quelques-uns de ses hommes, en exécutant une manœuvre de débordement d'un emplacement de tir abrité ennemi qui ralentissait l'avance. Au cours de cette manœuvre effectuée sous le tir ennemi, un officier qui accompagne Ménard tombe soudainement au sol, atteint mortellement. Lorsque Ménard se rend compte qu'il n'y a plus d'espoir pour son ami, il ressent le troisième élément — une colère aveugle. Il se rappelle que ce sentiment « semblait avoir pris toute la place dans ma tête. Tout ce que je voulais, c'était tuer et me venger [*Traduction*][3]». Il tente cependant de contrôler ce sentiment en se rappelant à lui-même : « Je dois diriger mon unité. Je dois donc contrôler cette rage. Mais cette rage semblait me libérer l'esprit, pour me permettre de penser mieux et plus vite [*Traduction*][4]. »

Ménard reprend donc son avance en direction de l'emplacement de tir abrité. Une fois de plus, il est touché par le tir ennemi. Cette fois-ci, la force de l'impact le propulse sur un piquet de métal et il se blesse au dos. Malgré les blessures, il poursuit sa progression et, avec ses hommes, réussit à capturer son objectif initial. C'est à ce moment qu'il est touché une fois de plus : un shrapnel se loge dans sa jambe droite. Ses nombreuses blessures et l'abondance de sang perdu empêchent Ménard de continuer et il s'évanouit. Lorsqu'il reprend conscience, il se trouve à bord d'une péniche de débarquement ciblée par des aéronefs ennemis. Remarquant qu'il est étendu sur une caisse d'explosifs, il constate « qu'il suffirait d'une seule balle pour tout faire exploser, mais là où j'en étais, je m'en foutais complètement. J'ai pensé, "Que le diable les emporte, ils ne m'ont pas encore eu et ils ne m'auront jamais". Ce sentiment, je crois, constitue le quatrième élément de ce qu'on appelle la bravoure [*Traduction*][5]. »

Cet incident de la Deuxième Guerre mondiale que relate Dollard Ménard nous permet, pour une rare fois, de constater ce que les hommes soumis au tir doivent surmonter pour dominer leurs émotions et poursuivre leur tâche. Au combat, des hommes ordinaires font soudainement face à des dangers beaucoup plus grands que ceux qu'ils pourraient être appelés à expérimenter dans la vie de tous les jours. Cette situation particulière donne naissance à un genre spécial de courage qui doit être reconnu dans toute sa complexité. Le Petit Robert définit le courage comme étant simplement « la fermeté devant le danger, la souffrance physique ou morale »[6]. J.L. Gallagher, officier d'infanterie canadien qui fut décoré de la Croix militaire au cours de la Deuxième Guerre mondiale, est en désaccord avec cette définition puisqu'elle sous-entend que la personne qui fait preuve de courage ne doit ressentir aucune peur dans l'accomplissement de son action. « Selon mon expérience, toute personne normale a peur lorsqu'elle est exposée à la violence du combat; le courage est la capacité de fonctionner en dépit de cette peur [*Traduction*][7]. »

QU'EST-CE QUE LE COURAGE?

Un mot si simple, mais qui a pourtant de si nombreuses significations. Dans l'arène militaire, d'autres mots sont souvent employés pour exprimer des idées similaires — « esprit combatif » ou « moral » — des mots qui n'ont pas tout à fait le même sens, mais qui s'en approchent. Lorsque nous essayons de comprendre le courage, nous sommes immédiatement confrontés à la question suivante : À quel moment fait-on preuve de courage? Est-ce qu'une personne peut avoir peur et, en même temps, faire preuve de courage? À quel moment l'action « transcende-t-elle le devoir »? Est-ce que la motivation de la personne modifie le niveau de courage? Qui décide si une action est courageuse? Lorsqu'une personne ignore le danger, par naïveté ou sous l'effet de l'impulsion, s'agit-il de courage ou simplement d'insouciance? Le courage est admiré de tous, mais il est possible qu'il soit difficile de le définir dans le contexte global du comportement humain. William Ian Miller, professeur de droit à l'Université du Michigan, a longtemps réfléchi à ce problème et a tenté d'éclaircir les nombreuses facettes de ce dilemme :

Est-ce que le véritable courage signifie posséder un tempérament audacieux, être une personne "sur qui la peur n'a pas de prise" comme le disait un soldat de Ulysse S. Grant? Ou est-ce que le courage exige que la personne atteigne un tel état de témérité qu'elle puisse arriver à faire abstraction de la peur grâce à une prouesse de lucidité ou au moyen de tout narcotique qui peut faire l'affaire? Ou encore, est-ce que surmonter la peur signifie ne jamais s'en débarrasser tout à fait, mais simplement l'accepter pour ce qu'elle est et faire en sorte qu'elle ne se mette pas en travers du devoir? Est-ce que cela signifie être saisi par la peur, ressentir son inévitable oppression, avoir envie de fuir ou de se rendre, mais arriver quand même à continuer [Traduction][8]?

LAC C-103529

Figure 1 : Le courage dont faisait preuve le Lieutenant-colonel Dollard Ménard a été dépeint de façon fort romantique sur une affiche produite par la Commission d'information en période de guerre, en 1943, afin de soutenir le moral de la population civile après le désastre du raid sur Dieppe. Le Lieutenant colonel Dollard Ménard a été décoré de l'Ordre du service distingué et de la Croix de guerre avec palme pour son courage à Dieppe

La complexité de ces questions et de leurs réponses a motivé les penseurs à réfléchir à la question du courage pendant plusieurs siècles. Aussi loin que 400 ans avant J.-C., le philosophe grec Aristote s'est penché sur la question pour conclure qu'une personne fait preuve de courage lorsqu'elle « agit dans un but noble face à un danger vraiment redoutable, mais tempère sa peur en fonction du danger de la situation [*Traduction*][9]» . Du point de vue d'Aristote, pour être courageux, un homme doit parfaitement comprendre les risques en cause et doit prendre calmement la décision de faire une action qui pourrait entraîner sa mort. Le but de l'action doit être « noble » et le danger doit être « redoutable » — ce qui signifie que le héros doit s'attendre à avoir peur.

Dans le langage de tous les jours, le mot « courage » peut être employé librement et peut avoir de nombreuses interprétations. Ainsi, certains dictionnaires définissent simplement le courage comme la capacité à surmonter la peur ou prétendent qu'il est synonyme de « bravoure ». D'autres dictionnaires, cependant, sont plus précis et aident à affiner notre compréhension. Le mot « courage » semble avoir pris naissance au Moyen Âge. Il vient du mot « cœur », organe considéré comme le siège de la pensée, de l'intellect, de l'esprit et de la nature d'une personne[10]. Les définitions plus récentes continuent d'insister sur le fait que le courage comporte un aspect mental et qu'il ne s'agit pas uniquement d'une action physique. Par exemple, l'Encyclopaedic Dictionary décrit le courage comme une « disposition de l'esprit » et utilise cet aspect pour faire une distinction entre le courage et une utilisation plus étroite du mot « bravoure » :

La bravoure vient du sang; le courage vient de l'esprit : le dernier dépend de la raison; le premier dépend de la constitution physique […] La bravoure semble être quelque chose d'involontaire […] le courage exige de la conviction et donne progressivement de la force […] l'homme courageux ne veut aucun autre stimulant que ceux que son esprit suggère [Traduction][11].

LA RÉALITÉ

Le courage au combat résulte de l'acceptation de risquer sa vie en allant au combat. Pourquoi les hommes vont-ils à la guerre et s'exposent-ils à ce risque déraisonnable? Les réponses varient selon les individus et selon les époques, mais certaines motivations se dessinent comme des constantes au cours des époques. L'une de ces motivations est l'aspiration à une certaine gloire que l'on peut obtenir par un geste courageux. Patrick Davis a résumé ces motivations lorsqu'il a décrit les émotions ressenties au moment où il s'est joint au Ghurkha Rifle, au cours de la Deuxième Guerre mondiale :

Je crois qu'en certaines occasions, et particulièrement lorsque nous sommes jeunes, nous avons besoin de nous représenter en héros. Le plus souvent, la vie est misérable, sans intérêt et ennuyante. Les jeunes n'acceptent pas cette vie et l'image du héros est un remède à leur mal de vivre […] Nous éprouvons le besoin de trouver, d'être sondé, d'être mis à l'épreuve, de confronter la plus réelle des réalités, la mort [Traduction][12].

Malheureusement, l'épreuve du combat, lorsqu'elle arrive, est souvent moins glorieuse et beaucoup plus pénible que ce que le jeune idéaliste a imaginé. Le combat est l'une des expériences les plus stressantes qui soit et à laquelle s'associe la peur constante de mourir ou d'être gravement blessé, sans compter l'inconfort physique, la privation de sommeil et l'impression d'être isolé et désorienté. Nombre de soldats ressentent donc parfois une peur et une angoisse intenses qui s'accompagnent de symptômes physiques, notamment des palpitations, des tremblements et des nausées[13]. Le Soldat Stanley Scislowski qui a combattu en Italie au sein du Perth Regiment a décrit ses réactions juste avant la première attaque alors que « les reins et les intestins ne laissent aucun répit. Toutes les cinq minutes, ou ce qui semblait être toutes les cinq minutes, nous devions aller nous soulager, ce qui donnait une procession constante d'hommes se précipitant vers les latrines. Nous avons appris, pour la première fois, le puissant effet diurétique et laxatif que les nerfs peuvent avoir sur un homme juste avant le combat [*Traduction*][14]. »

Le Petit Robert définit le courage comme étant « la fermeté devant le danger, la souffrance physique ou morale ».

Pour survivre et réussir face à un tel stress, les soldats ne doivent pas seulement être entraînés au maniement des armes, mais ils doivent être psychologiquement préparés à conserver le contrôle de leurs facultés mentales et physiques. Pour cela, les armées sont structurées selon une société hiérarchique de grades et d'organisations à l'intérieur d'un cadre de traditions et de symboles, tous conçus pour créer un sentiment d'appartenance à un groupe afin d'appuyer les soldats qui font face à l'épreuve critique du combat. Lorsque l'entraînement au maniement des armes est tel que les hommes peuvent agir instinctivement et suivre les leaders qui prennent l'initiative malgré un stress qui pourrait être paralysant, les hommes au combat trouvent alors, à l'intérieur d'eux-mêmes, le courage nécessaire.

Un éthos militaire a également été élaboré afin de conditionner le soldat professionnel à ne pas se laisser envahir par ses émotions, mais plutôt à les subordonner à sa mission à l'intérieur du cadre restreint que forment les camarades, l'unité et le pays[15]. Au Canada, l'éthos des Forces canadiennes systématise ainsi « les croyances et attentes au sujet du service militaire d'une façon qui unit tous les membres de la profession […] les valeurs militaires fondamentales — le devoir, la loyauté, l'intégrité et le courage — sont reconnues par tous les militaires et constituent le noyau de la profession militaire. […] Faire son devoir signifie de comprendre ses responsabilités et de s'en acquitter avec intégrité et courage. »[16]

LA PEUR ET LA FORCE DE LA VOLONTÉ

Le Colonel Ardant du Picq, théoricien militaire français, fut l'un des premiers à tenter sérieusement de comprendre le courage au combat. Au 19e siècle, il écrit que « [l]a bravoure absolue, qui ne refuse pas le combat même à chances inégales, s'en remettant à Dieu ou à la destinée, cette bravoure n'est point naturelle à l'homme; elle est le résultat de la culture morale […] le courage, c'est-à-dire la domination de la volonté sur l'instinct, dont la durée plus ou moins grande fait la victoire ou la défaite[17]. » Plus tard, au cours de la Première Guerre mondiale, Sir Charles Wilson, alors médecin militaire du 1er Bataillon, The Royal Fusiliers, fut en mesure d'étudier plus en détail les fondements du courage. Pendant quatre années d'une guerre de tranchées épouvantable, il a tenu un journal afin d'essayer de comprendre les effets de la guerre moderne sur les hommes confiés à ses soins, Quelque vingt ans plus tard, lorsque, à titre de Lord Moran, il fut nommé médecin personnel de Winston Churchill, ses pensées revinrent à son journal. Son livre *The Anatomy of Courage* est considéré comme un ouvrage précurseur dans le domaine de l'étude des effets psychologiques de la guerre.

Le but de Lord Moran était de « trouver comment naît le courage et comment il est maintenu dans une armée moderne de gens libres. » Il conclut que le « courage est une qualité morale : ce n'est pas un don du hasard comme l'aptitude aux jeux. C'est une décision prise froidement entre deux éventualités, la décision volontaire de ne pas lâcher; un acte de renonciation qui ne doit pas être fait une seule fois, mais plusieurs fois grâce à la force de la volonté. Le courage, c'est la force de la volonté[18]. » Lord Moran divise également les soldats en différentes catégories selon leur réaction face à la peur :

- ceux qui éprouvent de la peur, qui le montrent et qui se dérobent;
- ceux qui éprouvent de la peur, qui le montrent, mais qui font leur travail;
- ceux qui éprouvent de la peur, mais qui ne la montrent pas;
- ceux qui n'éprouvent pas de peur [*Traduction*][19].

La question de la peur est donc inextricablement liée à la définition du courage. La peur provoquée par le combat ou par la perspective du combat peut être si puissante que certains hommes refuseront ou seront incapables d'y faire face. Si la peur ne peut être surmontée, il est alors évident qu'il ne peut y avoir d'action courageuse. Les hommes qui ont manqué à leur devoir — c'est-à-dire ceux qui n'ont fait aucune tentative pour continuer malgré leur peur — étaient considérés avec mépris par leurs camarades et par les officiers.

Au cours des siècles, au fur et à mesure que les armes ont évolué, la source de la peur éprouvée par les soldats a changé. En Afrique du Sud, en 1900, la principale arme à craindre était le fusil Mauser que les tireurs d'élite des Boers utilisaient dans le cadre de tactiques complètement désuètes pour infliger des

pertes massives à l'infanterie britannique. Quinze ans plus tard, l'artillerie était la plus grande tueuse d'hommes du champ de bataille. L'industrialisation de la guerre, qui s'est poursuivie de 1939 à 1945, a permis d'obtenir de plus grandes concentrations de puissance de feu au moyen de pièces d'artillerie, de mortiers, de mitrailleuses, d'aéronefs et de chars de plus en plus meurtriers. Herb Peppard, qui a combattu en Italie avec la 1re Force d'opérations spéciales du Canada, n'a jamais oublié la sensation de se trouver en plein cœur du tir de l'artillerie ennemie : « Subir un barrage d'artillerie fut une expérience entièrement différente et totalement terrifiante […] Je me sentais exposé, inutile, vulnérable. Il n'y avait aucune façon de combattre cette terreur […] Il n'y avait nulle part où aller, que ce soit vers l'avant ou vers l'arrière […][20]. » Compte tenu des risques de mourir et de la peur associée au combat, l'historien John Keegan est étonné que des hommes acceptent volontairement un tel risque. Il ne peut s'empêcher d'être impressionné par une citation qu'il attribue au Baron de Montesquieu, un philosophe du 18e siècle, voulant « qu'une armée rationnelle se sauverait » face à l'éventualité de trouver la mort au combat [*Traduction*][21]. Dans les faits, il est arrivé à plusieurs reprises, au cours de toutes les guerres, que des unités se soient enfuies, habituellement sous l'effet de la panique, ou ont refusé d'obéir aux ordres. L'événement le plus notable du genre est probablement la mutinerie de l'Armée française en 1917.

Autrefois, il n'aurait pas été acceptable d'admettre sa peur au combat. Au Moyen Âge, la plus grande gloire consistait à aller au devant des situations dangereuses de façon impulsive et sans défaillir. L'historien Philippe Contamine explique qu'au 12e siècle, on disait que « [l]a force donne aussi bien l'intrépidité que la bravoure à la guerre. Certes, la seconde qualité est plus séduisante, mais la première lui est supérieure »[22]. Gerald Linderman observe cette même attitude au 19e siècle. Il prétend qu'au début de la guerre civile américaine, les politiciens au pouvoir et les généraux croyaient que la guerre prendrait la forme d'un conflit entre gentilshommes honorables. Avec une telle attitude empreinte de romantisme, « le courage avait, pour les soldats de la guerre civile, une signification étroite, rigide et puissante : une action héroïque exécutée sans peur »[23]. Dès la Deuxième Guerre mondiale, cependant, la peur a commencé à être acceptée comme un sentiment naturel. Geoffrey Picot, officier du 1st Hampshire Regiment, pouvait accepter que le courage et la peur cohabitent, définissant le courage comme n'étant « certainement pas l'absence de peur. C'est davantage faire son devoir alors que vous êtes terrifié. [24]» Au milieu des horreurs de la bataille d'Okinawa, en 1945, l'Américain Eugene Sledge, membre des Marines, confiait à un officier respecté sa honte d'avoir si peur. L'officier se moqua de lui en lui disant que tout le monde avait peur : « Le courage, expliqua-t-il à Sledge, c'est de surmonter la peur et de faire son devoir en présence du danger, non de ne pas avoir peur [*Traduction*][25]. » La définition du courage est alors passée à l'extrême opposé — d'une qualité imputée uniquement à l'aristocratie, le courage était désormais reconnu comme étant possible chez toute personne, peu importe son rang social. Aujourd'hui, tous les soldats qui font leur devoir, que ce soit sous le tir nourri de l'ennemi ou sous la menace posée par les dispositifs explosifs de circonstance, font preuve de courage — le courage du soldat ordinaire à l'ère de la démocratie. Le Général Sir Peter de la Billière, commandant des Forces britanniques au cours de la première guerre en Iraq, a reconnu le courage de tous ses hommes lorsqu'il a admis que tous n'ont pas la même facilité en regard du courage; certains doivent vraiment déployer de très grands efforts pour exécuter leurs tâches. Il a affirmé qu'il est possible qu'un tel homme :

Ne se distingue pas tellement aux yeux des autres, mais il aura davantage sacrifié et fait face à de plus grandes exigences que ses compagnons en apparence plus courageux. C'est pourquoi j'ai toujours respecté le courage des "centaines d'autres" sans lesquels aucun commandant ou leader ne peut efficacement mener au combat son navire, son aéronef ou son armée [Traduction][26].

LE PREMIER GROUPE : DEVOIR ET HONNEUR

Si, à certains moments au cours du combat, tous les hommes éprouvent de la peur, de quelle façon le courage leur permet-il de continuer? Selon de nombreuses études, c'est la loyauté à un groupe d'appartenance qui constitue leur principale source de motivation. Comme le dit Herb Peppard : « D'abord et avant tout, si nous n'avions pas été compagnons et camarades, nous nous serions probablement enfuis sous l'effet de la panique. Chaque homme comptait sur son compagnon […] Notre survie dépendait de l'autre. Nous nous faisions donc confiance. En tant que camarades, nous n'aurions

jamais laissé tomber personne [*Traduction*][27]. » Dans son livre *Men Against Fire*, l'historien militaire américain S.L.A. Marshall remarque que l'esprit de solidarité était l'une des plus importantes motivations des soldats au combat : « Ce qui permet à un fantassin de continuer à progresser avec son arme, c'est la présence réelle ou perçue d'un camarade. C'est ce que je considère comme l'une des vérités les plus simples de la guerre [*Traduction*]. » En fait, la loyauté envers le groupe d'appartenance semble être la principale motivation observée dans toute l'histoire de la guerre. Au 19e siècle, le Colonel Ardant du Picq, théoricien militaire français, avait déjà remarqué l'importance de l'appartenance au groupe lorsqu'il écrivit : « Quatre braves qui ne se connaissent pas n'iront point franchement à l'attaque d'un lion. Quatre moins braves, mais qui se connaissent bien, sûrs de leur solidarité et, par suite, de leur appui mutuel, iront résolument. Toute la science des organisations d'armée est là[28]. » Et dès le 16e siècle, dans *Henri V* de William Shakespeare, le roi, avant la bataille d'Agincourt, rappelle à ses hommes l'importance de l'esprit de corps :

> « De nous, poignée d'hommes, heureuse poignée, poignée de frères,
>
> Car celui qui aujourd'hui verse son sang avec moi,
>
> Sera mon frère [...][29] »

Un certain nombre d'autres facteurs peuvent également aider le soldat à agir avec courage. Parfois, il peut s'agir du simple réflexe de survie; parfois, c'est la rage ou le désir de venger les amis tués au combat. Selon chaque personne et dépendamment des circonstances, ces facteurs semblent cependant se réduire à un petit groupe d'explications universelles qui se chevauchent — le sens du devoir, la foi dans la cause — et le plus fort de tous — l'honneur personnel. En tant qu'animal social, l'homme a besoin du respect de ses pairs et sans ce respect, tout son être est remis en question. S.L.A. Marshall affirmait que, parmi les soldats au combat, « la peur est générale chez les hommes [mais] ils craignent habituellement que leur peur s'exprime dans des actes spécifiques que leurs camarades considèreront comme de la lâcheté […] L'honneur personnel est l'une des choses à laquelle la majorité des hommes accorde plus de valeur qu'à la vie [*Traduction*][30]. »

LAC C-103529

Figure 2 : Le Major George Pearkes a été décoré de la Croix de Victoria pour le courage dont il a fait preuve lors d'une attaque contre Passchendaele, au mois d'octobre 1917, pendant la Première Guerre mondiale

L'un des meilleurs exemples de courage motivé par le devoir et l'honneur est sans nul doute les actions du Major George Pearkes, au mois d'octobre 1917, pour lesquelles il fut décoré de la Croix de Victoria. Dirigeant une compagnie d'infanterie canadienne dans le cadre d'une attaque contre les défenses avancées de Passchendaele, le Major Pearkes est touché à la cuisse par un tir de contre-barrage allemand. Son premier réflexe est de se demander s'il doit retourner à l'arrière pour obtenir des premiers soins. Mais voyant ses hommes hésiter à poursuivre leur avance, toute l'instruction reçue, enfant, dans une école publique d'Angleterre, lui revient à l'esprit : « J'avais froid, j'étais plein de boue, j'étais sale […] [mais] vous continuez parce que vous sentez qu'il est de votre devoir de continuer. Vous n'y pensez pas. Vos hommes continuent parce que vous continuez [*Traduction*][31]. » Il mena ses hommes à travers des terrains marécageux et même si sa compagnie subit de lourdes pertes en cours de route, Pearkes et ses hommes atteignirent leur objectif final. À ce moment, Pearkes n'avait plus que 20 hommes avec lui. La compagnie se trouvait maintenant à environ mille mètres de sa ligne de départ. Comme les bataillons sur les flancs avaient été incapables d'avancer, cette force peu nombreuse était laissée sans protection. Malgré sa blessure, Pearkes motiva ses hommes à s'accrocher et, ensemble, ils résistèrent à une série de contre-attaques allemandes jusqu'à l'arrivée des renforts. À la fin de la guerre, George Pearkes fut décoré de la Croix de Victoria, de l'Ordre du service distingué et de la Croix militaire. Après 1918, Pearkes demeura

dans l'armée et occupa plusieurs postes de commandement au cours de la Deuxième Guerre mondiale. En 1945, il fut élu membre du Parlement et, en 1957, il devint ministre de la Défense nationale. À la suite de son décès, en 1984, le bâtiment qui abritait le Quartier général de la Défense nationale à Ottawa, fut baptisé en son honneur et devint l'édifice Major-général George R. Pearkes.

ANESTHÉSIER SES ÉMOTIONS

L'entraînement et la discipline jouent également un rôle, mais de façon inattendue lors d'événements violents soudains. Des preuves non scientifiques indiquent que soumis à un stress immense, les soldats au combat éprouvent un état de conscience modifié qui leur permet d'agir de façon instinctive, sans ressentir d'émotions. Certains ont comparé cet état d'esprit à l'état extatique causé par la drogue. Déjà à l'époque de la guerre en Afrique du Sud, un officier britannique décrivait son expérience au combat comme un « état de complet détachement […] Plus un homme est brave, plus il est évident qu'il est conscient de cet étrange état. Appelez-le indifférence égoïste ou insensibilité à la peur [*Traduction*][32]. » Au cours de la Première Guerre mondiale, le soldat autrichien et futur violoniste Fritz Kreisler décrivait cet état comme « l'étrange état psychologique, presque hypnotique »[33]. Un autre vétéran de la Première Guerre mondiale, le philosophe et prêtre français Pierre Teilhard de Chardin, écrivait que les hommes au combat semblaient se dépersonnaliser et « quand on est de nouveau au repos, et que la mentalité première est revenue, il semble qu'on ait vécu dans un demi-rêve […][34]» . Le soldat britannique Henry Russell fut surpris, durant la bataille de la Somme au cours de la Première Guerre mondiale, de sa capacité à progresser dans le *no man's land* sous le tir ennemi sans éprouver quelque peur que ce soit. Après réflexion, il considérait qu'il ne pouvait pas être qualifié de courageux : « D'une façon extraordinaire que je n'explique pas, mon corps a anesthésié la peur de telle façon que même pleinement conscient, la peur n'entrait pas en ligne de compte [*Traduction*][35]. »

James Jones soulève une question lorsqu'il décrit cet état psychologique « d'anesthésie » comme un mécanisme de survie qui envahit le soldat soumis au tir : « Il s'en foutait complètement […] Il avait toujours peur, mais même cette peur était amortie par une sorte d'apathie émotionnelle […] au point de ne plus être qu'une sentsation vaguement gênante. Il se foutait de tout. Et cette indifférence lasse, au lieu de le paralyser le poussait en avant, lui donnait de l'élan[36]. » J. Glenn Gray, un vétéran américain de la Deuxième Guerre mondiale, a observé que « face à un danger de mort, de nombreux soldats entrent dans un état second où toute l'acuité de la conscience disparaît. Dans cet état […] ils peuvent fonctionner comme des cellules d'une organisation militaire et faire ce que l'on attend d'eux parce que c'est devenu automatique [*Traduction*][37]. » Ainsi, lorsque les sens sont submergés par un barrage de menaces, de bruit et de confusion, l'entraînement et la discipline prennent le dessus afin de permettre au soldat de poursuivre le combat et même, lorsque les circonstances s'y prêtent, d'accomplir des actions extraordinaires.

LA QUESTION DE LA TÉMÉRITÉ

Pour la plupart des hommes, un certain nombre de facteurs entrent en jeu pour leur permettre de surmonter la peur au combat et de poursuivre avec courage. Que penser alors de ce petit nombre d'hommes qui, en apparence, semblent n'éprouver aucune peur? Ces rares personnes dérangent l'idée traditionnelle selon laquelle le courage est une qualité qui ne peut être attribuée qu'à ceux qui ressentent réellement de la peur, mais qui arrivent à la surmonter par une détermination consciente. Ces hommes qui n'éprouvent pas de peur bénéficient d'un grand respect et les recommandations pour les décorations de bravoure sont plus susceptibles d'être approuvées si l'énoncé de la recommandation indique que le soldat a agi « froidement et sans égard pour sa propre sécurité ». Comment peut-on expliquer une telle attitude?

Lord Moran, dans *The Anatomy of Courage*, reconnaît, en dépit du fait que la plupart des hommes doivent composer avec la peur au combat, qu'il existe vraiment des hommes qui n'ont jamais peur. Il ne peut expliquer le phénomène. Il ne peut que spéculer sur le fait en disant « qu'il y a certains hommes qui semblent n'éprouver aucune peur quoique leur esprit soit actif; ces hommes — ceux que j'ai connus

se comptent sur les doigts d'une seule main — possèdent, dans mon jargon personnel, une plus grande tolérance à la douleur ou sont moins sensibles à la douleur. Mais sont-ils vraiment moins sensibles que nous ou ont-ils plutôt atteint un niveau extrême de contrôle qui est hors de notre portée [*Traduction*][38]? » Glenn Gray, un officier d'infanterie américain, qui a servi en France au cours de la Deuxième Guerre mondiale, reconnaît l'existence du soldat sans peur lorsqu'il décrit ses expériences de combat. Selon lui, ces soldats pouvaient être classés en trois catégories : ceux dont le goût de l'aventure est si grand qu'ils acceptent la possibilité de mourir plutôt que de connaître l'ennui; ceux qui, en tant que vrais soldats professionnels, acceptent la mort comme une issue possible de la profession qu'ils ont choisie; et certains, qui croient profondément au mystère de leur destinée, ce qui leur permet de demeurer serein en dépit des dangers qui les entourent[39].

Les études effectuées après la Deuxième Guerre mondiale indiquent, en fait, qu'un très petit nombre d'hommes n'éprouvent aucune peur — certains analystes pensent que ces hommes pourraient être des « mésadaptés sociaux » ou mêmes des psychotiques en raison de l'absence d'émotions normales[40]. Une telle affirmation peut sembler un peu brutale pour ceux qui, du moins en surface, ne manifestent aucune peur évidente ou dont la tolérance à la peur est supérieure à celle des autres. Parmi ces derniers, nombreux sont ceux pour qui le combat était vraiment stimulant et excitant. Lucien Dumais du régiment Les Fusiliers Mont-Royal, qui a reçu la Médaille militaire à Dieppe et qui, plus tard, organisa un réseau d'évasion souterrain dans la France occupée, admet que « l'action et l'aventure l'avaient toujours attiré, et plus c'était risqué, plus c'était intéressant »[41]. Philip Caputo, un vétéran américain de la guerre du Vietnam, admet avec honnêteté « [e]n fait, j'étais heureux ce jour-là [d'aller combattre]. Mon anxiété avait disparu au moment de prendre place dans l'hélicoptère et j'éprouvais une joie inconnue, autant qu'inexplicable[42]. »

Les personnes qui ont ce genre de personnalité semblent poussées à constamment vivre sur le bord du précipice, ne trouvant satisfaction que dans l'excitation de jouer avec la mort. Le psychologue américain Marvin Zuckerman a concentré ses études sur un groupe qu'il décrit comme étant « à la recherche de sensations fortes » et qui englobe un large éventail d'adeptes, depuis les amateurs de sports extrêmes jusqu'aux pompiers volontaires. Selon lui, pour produire des endorphines, ces personnes ont besoin de stimuli plus constants et plus forts que la population en général. Les endorphines sont un opioïde analgésique qui peut réduire le stress et provoquer des effets semblables à ceux de la morphine. Zuckerman affirme que dans les forces armées, les personnes qui ont besoin d'une telle stimulation sont souvent celles qui se portent volontaires pour les missions les plus dangereuses. Pour certaines de ces personnes en mal de sensations fortes, la maîtrise de la peur devient une accoutumance, un objectif en soi. Le très réputé chercheur en médecine, Hans Selye, en est venu à la conclusion que certaines personnes peuvent même devenir intoxiquées par leurs propres hormones de stress, un peu comme les alcooliques avec l'alcool[43].

L'ÉPUISEMENT AU COMBAT

Est-il possible, même pour ceux qui recherchent les sensations fortes, d'être toujours courageux? Toutes les personnes normales vivent un certain niveau de stress lorsqu'elles sont soumises au tir. Au fur et à mesure que le soldat acquiert de l'expérience, sa peur au combat diminue, mais son angoisse peut augmenter avant ou après la bataille. Si, par contre, il continue de participer à des combats intenses pendant des périodes prolongées, s'il perd un trop grand nombre d'amis proches ou s'il frôle trop souvent la mort, sa confiance risque de s'effondrer. Comme l'a fait remarquer avec cynisme Patrick Davis, « n'importe qui peut faire preuve de bravoure au moins une fois [*Traduction*] »[44]. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, on a tenté, dans le cadre d'un certain nombre d'études, de savoir combien de temps un soldat pouvait participer à des combats continus et ne pas perdre courage. Selon le théâtre de guerre et en fonction du type de combat vécu, les résultats ont démontré que le soldat commençait à perdre son efficacité au combat après avoir été soumis au tir pendant une période allant de 30 à 160 jours. Récemment, un manuel de l'Armée américaine portant sur le contrôle du stress au combat réduisait cette limite à un intervalle de « 14 à 21 jours cumulatifs de combat ou même après quelques jours de lourdes pertes [*Traduction*] »[45]. Le soldat qui subit un trop grand stress, pendant une période trop longue, peut devenir mentalement apathique et lent à obéir aux ordres; le soldat prudent

peut devenir téméraire alors que le bagarreur peut devenir calme et morose[46]. Cet état mental est appelé « épuisement au combat. »

Après son expérience des tranchées de la Première Guerre mondiale, Lord Moran fut le premier à se rendre compte que le courage, chez l'homme, n'est pas une qualité constante, mais une qualité qui peut s'affaiblir :

Le courage, c'est la force de l'esprit et aucun homme n'en possède des réserves illimitées. S'il épuise toutes ses réserves à la guerre, c'est fini, il ne lui en reste plus. Le courage d'un homme, c'est son capital et il ne cesse de le dépenser [Traduction][47].

LAC PA-128850

Figure 3 : La photo du Soldat Heath Matthews de la Compagnie Charlie, 1er Bataillon du Régiment royal canadien, illustre les effets des blessures et du stress dus au combat à la suite d'un raid de nuit lancé par une formation de la taille d'une compagnie au mois de juin 1952, pendant la guerre de Corée

Lord Moran prétend cependant que le courage peut être régénéré par le succès, mais demeure convaincu que si un soldat doit donner tout ce qu'il a pendant une trop longue période, son courage ne peut que s'éteindre : « Si un soldat doit constamment utiliser son capital, il devra, de temps en temps, y verser de nouvelles contributions. Il faut contribuer à la caisse si on veut y puiser […] Car le sens du devoir accompli est un excellent tonique pour le moral. Une fois de plus, la loyauté envers un bon bataillon peut retenir un homme et raffermir son but; la confiance du soldat éprouvé remplace la vieille peur vague de l'inconnu. Mais en même temps, cela joue contre le soldat […] Les hommes s'usent comme les vêtements [*Traduction*][48]. »

Le Lieutenant-général William Slim, qui a vaincu les Japonais en Birmanie, abonde dans le même sens que Lord Moran :

Tous les hommes possèdent un certain degré de courage physique — et ce degré de courage est surprenant. Le courage, vous savez, c'est comme avoir de l'argent à la banque; nous commençons avec un certain capital de courage. Pour certains ce capital est assez élevé, pour d'autres moins, et nous commençons à retirer sur notre propre solde car, ne l'oubliez pas, le courage est une qualité qui s'épuise. Nous pouvons l'utiliser au complet. S'il y a des demandes importantes et, ce qui est plus grave encore, s'il y a des demandes continues de courage, nous commençons à en retirer trop. Si nous continuons à trop en retirer, nous faisons faillite — nous nous écroulons [Traduction][49].

Alors que tous les soldats possèdent un certain degré de courage qui leur permet de continuer face au danger, il y a ceux qui ressortent du lot par leur courage supérieur aux autres. Au cours des dernières décennies du 20e siècle, des recherches ont été entreprises pour déterminer s'il était possible d'accroître le courage et l'esprit de combat chez les soldats. Une de ces études en particulier, effectuée par le psychologue militaire israélien Reuven Gal, a essayé d'établir s'il y avait des caractéristiques communes parmi les hommes qui avaient reçu les plus hautes distinctions pour leur bravoure durant la guerre du Yom Kippur. Malgré l'emploi de techniques statistiques des plus sophistiquées, Reuven Gal n'a pas réussi à trouver quelque caractéristique commune que ce soit et dut conclure que les hommes au combat ne sont pas nés héros, mais deviennent des héros face à une situation dangereuse. Parmi les situations dangereuses les plus courantes pour lesquelles on a reconnu que le courage des soldats a transcendé le devoir, Gal souligne les situations suivantes : lorsque le groupe était isolé et combattait pour sa survie; lorsqu'un subordonné prenait le commandement après que le chef d'une attaque eut été blessé ou tué

et lorsqu'une personne se sacrifiait pour sauver la vie des autres membres du groupe[50]. Dans ce sens, la nature humaine et le combat n'ont peut-être pas beaucoup changé depuis l'an 350 avant J.-C., lorsqu'un philosophe chinois écrivit que « le courage et la couardise dépendent des circonstances [*Traduction*][51]. »

Des études effectuées après la Deuxième Guerre mondiale indiquent en fait, que très peu d'hommes n'éprouvent aucune peur — certains analystes pensent que ces hommes pourraient être des « mésadaptés sociaux » ou même des psychotiques en raison de l'absence d'émotions normales.

LE COMBATTANT OBSTINÉ

Sir John Smyth, lui-même décoré de la Croix de Victoria, a tenté de comprendre le courage en étudiant les dossiers de militaires décorés de la Croix de Victoria. Il fut forcé d'admettre que « le courage est une chose étrange et même si plusieurs personnes ont essayé de l'analyser, je crois personnellement qu'il n'y a ni rime, ni raison [*Traduction*] ». En même temps, Smyth se sent obligé d'admettre qu'une caractéristique particulière semblait être commune aux hommes ayant fait l'objet de l'étude, soit « un certain degré d'obstination — le refus d'être vaincu ou régentés [*Traduction*] »[52]. Ces hommes semblent être poussés à combattre plus facilement que d'autres. Ils sont souvent plus agressifs, possèdent une tolérance à la peur supérieure et, aux yeux des autres, semblent n'éprouver aucune peur. Ils peuvent également faire preuve d'une sorte d'entêtement à ne pas céder devant l'ennemi.

L'historien militaire britannique John Keegan a également été intrigué par ce même type de personnalité observé au sein de la société des guerriers polynésiens. C'est « l'homme puissant » qui, par la force de sa volonté, acquiert richesses, femmes et suiveurs. Ces hommes sont peut-être l'illustration du concept d'Alfred Adler selon lequel le désir profondément enraciné de domination ou de supériorité constitue l'un des moteurs du comportement humain. Cette attitude peut être à l'origine de la détermination de l'homme courageux de ne pas céder devant l'ennemi. Quelle que soit la raison, il y a des hommes durs, des hommes qui ont beaucoup de cran et qui refusent d'abandonner lorsque le combat est à son paroxysme[53].

L'analyste militaire Anthony Kellett considère l'efficacité au combat des hommes qui se trouvent sur la ligne de front comme un continuum : les hommes déterminés et engagés à une extrémité, les hommes inefficaces à l'autre extrémité et, quelque part au milieu, tous les autres[54]. Après leur première expérience de combat, ceux qui se trouvent au milieu exécuteront leurs tâches aussi efficacement qu'ils le peuvent, mais leur principal but sera de demeurer en vie. Dans des conditions extrêmes, ils pourraient être motivés à agir courageusement, soit en raison d'une menace immédiate, soit par les actions de ceux qui sont davantage prêts à prendre l'initiative. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, après la campagne de Sicile, le Colonel britannique Lionel Wigram avait déclaré brutalement que le peloton moyen de vingt hommes se compose généralement de « six hommes déterminés à aller n'importe où et à faire n'importe quoi, douze "moutons" qui suivent quelques pas derrière s'ils sont bien dirigés et de quatre à six hommes qui prendront la poudre d'escampette [*Traduction*] »[55].

Robert Hepenstall affirme que ces « hommes déterminés » — ceux qui se trouvent à l'extrémité la plus efficace du continuum de Kellett — ont été l'épine dorsale de la Force spéciale de l'Armée canadienne (FSAC) pendant la guerre de Corée. Il reconnaît en eux les combattants, les soldats de fortune, les « heureux guerriers ». Ces hommes avaient un talent naturel pour le combat et voulaient être aux premières loges. Ils cherchaient même à se distinguer. En réfléchissant à leur influence, Hepenstall avait l'impression « que ces hommes avaient pris sur eux tout le fardeau de la guerre et avaient mis de l'ordre dans le chaos […] C'étaient des soldats expérimentés et avertis qui ont voulu, une fois de plus, utiliser leurs connaissances contre l'autre homme armé[56]. » Plusieurs de ces hommes qui s'étaient portés volontaires pour aller combattre en Corée avec la FSAC y sont ensuite demeurés et ont combattu pendant toute la durée de la guerre au sein des 1er et 3e bataillons au cours des rotations suivantes. Lorsque les pourparlers de paix ont commencé et que l'excitation de la guerre mobile fut passée, certains

de ces hommes ont même demandé de partir en patrouille, tâche dont la plupart des soldats auraient aimé être dispensés. Pour eux, c'était un acte purement égocentrique, une chance de faire leurs preuves et d'acquérir une réputation en tant que combattant[57].

Est-il possible de reconnaître à l'avance le soldat téméraire, l'homme courageux, le héros? Souvent, les apparences qui prévalent dans les zones arrière se révèlent totalement fausses lorsque le combat arrive. Le Colonel Strome Galloway, un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale, se rappelle d'un officier qui avait été décoré de la médaille de la bravoure au cours des batailles d'Italie, en 1944, mais dont l'apparence ne laissait présager rien de bien courageux : « C'était un gars dégingandé, le visage couvert de tâches de rousseur, pas un cheveu sur la tête; il avait un baccalauréat en sciences, il n'avait rien d'un soldat et il jouait très bien du piano […] Il était le gars le plus invraisemblable qui soit; on aurait été porté à dire que "cet homme n'allait jamais être un soldat" […] Puis, il y avait le gros gars, fort et musclé, qui se dégonflait au moindre danger [*Traduction*][58]. »

LE COURAGE ET LE STRESS AU 21e SIÈCLE

Sous quelle forme se présentera le courage au combat au 21e siècle? Chose certaine, les armes auxquelles les soldats auront à faire face seront incroyablement plus puissantes : le fusil à âme lisse de 1812 a été remplacé par le missile guidé. Le soldat n'a plus besoin de voir l'ennemi dans le blanc des yeux pour pouvoir tirer; aujourd'hui, l'ennemi peut être complètement anéanti alors qu'il se trouve hors de la vue, à des milliers de mètres plus loin. Depuis 2009, tous les soldats d'infanterie de l'Armée canadienne sont équipés de l'arme personnelle C7A1 dont la cadence de tir est de 700 à 900 coups par minute en mode entièrement automatique — ce qui donne à chaque soldat une puissance de feu semblable à celle de toute une section d'infanterie de 1944.

> *« La guerre coûte terriblement cher en termes d'émotions humaines. [Ce prix est bien différent de celui habituellement chiffré, en dollars, en morts et en blessés et] tout combattant finit par le payer, s'il demeure suffisamment longtemps exposé aux horreurs du champ de bataille. La faiblesse et la lâcheté n'ont rien à voir avec l'éventuel effondrement du soldat victime de la tension du combat. Ce n'est, en effet, pas l'homme qui est trop faible, mais c'est la conduite de la guerre qui impose un stress trop important pour que des êtres sains puissent l'endurer. »*

Alors que le développement des armes s'est poursuivi sans relâche depuis l'invention du fusil à âme lisse, de son côté, *l'homo sapiens* — notre espèce — n'a pas évolué aussi rapidement. Comme le prétendait Freud, les instincts primaux fondamentaux de l'homme et de la femme continuent toujours de régir le comportement. On a pu constater cette affirmation au début de chaque guerre à laquelle les Canadiens ont participé alors que les mêmes motivations poussaient des jeunes hommes passionnés à prendre les armes en quête d'aventure. L'historien britannique Michael Howard nous fait cependant une mise en garde puisque « pour le jeune soldat qui participe à un combat pour la première fois, il sera peut-être impossible de combler le fossé entre la guerre telle que dépeinte et les réalités de la guerre, entre la façon dont ses camarades ou les officiers ou subordonnés — et lui-même — devraient se comporter et la façon dont ils se comportent réellement »[59]. Richard Gabriel, ancien officier du renseignement américain qui devint par la suite psychiatre de combat, a même affirmé que dans cette ère de guerre électronique, les généraux trouvent qu'il est trop facile d'envoyer des soldats au combat dans des conditions où c'est l'homme, et non les machines, qui fixe les limites du rendement au combat[60].

Certains ont prétendu que les soldats des époques antérieures étaient plus forts et plus courageux que les soldats d'aujourd'hui. Les soldats britanniques de 1812 étaient reconnus pour être issus des couches les plus basses de la société — ils avaient été élevés durement, n'avaient aucune éducation, étaient ignorants et ne fonctionnaient que soumis à une discipline rigoureuse. Mais ils ont fait face aux armées de Napoléon. Comme les sociétés sont de plus en plus éduquées et ont atteint un niveau de vie plus élevé, certains chefs militaires se sont demandés si les hommes qui viendraient combler les rangs de leur

régiment auraient le courage (ou la fermeté muette) des générations passées. À cet égard, Lord Moran lutte avec sa propre hypothèse, à savoir pourquoi, au cours de la Première Guerre mondiale, certains des hommes de son régiment n'éprouvaient aucune peur. Il ne pouvait que supposer une chose : ces hommes n'avaient aucune imagination et il les surnomma les « manants. » Il soupçonne que la chose appelée courage naturel que l'on retrouve chez les guerriers des guerres passées « semble avoir son origine dans un esprit vide [*Traduction*] »[61].

L'idée que les hommes étaient de moins en moins courageux persistât jusqu'aux dernières décennies du 20e siècle. Ainsi, en 1939, les recrues de l'Armée britannique étaient beaucoup plus en santé que celles de 1914, mais étaient davantage portées à remettre en question les ordres susceptibles de les mener à leur propre mort. Sir Alan Brooke se désole de constater que « nous ne ressemblons en rien à ce que nous étions au cours de la dernière guerre. Dans ce pays, il y a eu beaucoup trop d'abondance, trop d'importance accordée à la sécurité […] Notre seule préoccupation est d'assurer notre confort et d'éviter de nous faire mal[62]. » Richard Gabriel considère cependant la question sous un angle différent — quelles répercussions les guerres du 20e siècle ont-elles eu sur les soldats? « La guerre coûte terriblement cher en termes d'émotions humaines. [Ce prix est bien différent de celui habituellement chiffré, en dollars, en morts et en blessés et] tout combattant finit par le payer, s'il demeure suffisamment longtemps exposé aux horreurs du champ de bataille. La faiblesse et la lâcheté n'ont rien à voir avec l'éventuel effondrement du soldat victime de la tension du combat. Ce n'est, en effet, pas l'homme qui est trop faible, mais c'est la conduite de la guerre qui impose un stress trop important pour que des êtres sains puissent l'endurer[63]. »

Depuis 1945, cependant, les craintes de Gabriel et de ses confrères ne se sont guère perpétuées. Pourquoi? La principale raison tient du fait que la majorité des opérations militaires qui ont été menées depuis cette époque ont été des opérations de maintien de la paix et de contre-insurrection, également connues sous le nom de conflits de faible intensité. Ces opérations sont bien différentes des grands conflits de 1914–1918 et de 1939–1945 car elles ne font pas appel à des armées nombreuses composées de sous-sections représentatives de la population. Ce qui caractérise ces conflits, c'est qu'ils sont limités à des régions géographiques spécifiques où les combats intensifs sont de courte durée, qu'ils entraînent une utilisation limitée des armes lourdes et qu'ils sont suivis de périodes de récupération dans des zones relativement sûres.

Même si les troupes qui participent à des conflits de faible intensité n'ont pas à endurer des jours complets de bombardement constant et des attaques à grande échelle au goût amer comme celles qu'ont subis les Canadiens en Normandie, en 1944, elles demeurent soumises à un stress qui peut démoraliser et atteindre psychologiquement certains soldats. La guerre en Afghanistan est d'un type tellement différent qu'il est difficile de la comparer à toute autre guerre du 20e siècle. La détermination courageuse peut être sapée par la loyauté incertaine des villageois locaux et la menace constante d'une embuscade. L'incapacité de riposter aux attaques faites au moyen de dispositifs explosifs de circonstance ou par des kamikazes peut mener, chez les survivants, à des maladies causées par le stress opérationnel aussi sûrement que les violents assauts de la Deuxième Guerre mondiale. L'environnement incertain, associé à la menace constante de mourir dans l'exécution des opérations, est maintenant la cause d'un grand stress chez les soldats. En fait, on rapporte que les soldats canadiens qui ont participé à des opérations de maintien de la paix au cours de la dernière décennie du 20e siècle ont subi des maladies causées par le stress opérationnel semblables à celles subies au cours des guerres antérieures. Une étude, effectuée en 1982, d'un bataillon américain déployé au Sinaï confirme que l'impossibilité de riposter peut, même pour les troupes les mieux entraînées, rendre les missions de maintien de la paix encore plus stressantes que les opérations actives[62].

Dans ces conditions, où trouvera-t-on le courage? La réponse doit découler des facteurs qui semblent avoir soutenu les combattants tout au long de l'histoire — entraînement et discipline, loyauté envers les camarades, engagement envers l'unité, sens du devoir et, ce qui est plus important, foi dans la cause, tout cela mis en application consciemment et inconsciemment par une volonté déterminée. En Afghanistan, les soldats canadiens ont démontré toutes ces qualités. D'après l'histoire des soldats canadiens au combat, on peut prétendre sans se tromper qu'il existe au sein de la société canadienne une source de courage qui

existe toujours à l'aube du 21e siècle. Grâce à la confiance qu'ils ont en leurs armes et en leurs chefs ainsi que grâce à la foi en leur mission, les soldats sauront trouver, le moment venu, cette qualité insaisissable qui, selon Sir John Smyth n'a « ni rime, ni raison ».

NOTES

1. Dollard Ménard et C.B. Wall, « The Meaning of Bravery », dans *The Canadians at War 1939/1945*, Volume 1, Association du Reader's Digest [Canada], 1969, p. 196.
2. *Ibid*.
3. *Ibid*., p. 197.
4. *Ibid*.
5. *Ibid*.
6. J.A. Simpson et E.S.C. Weiner, *The Oxford English Dictionary, Second Edition*, Londres, Clarendon Press, 1989, p. 1051.
7. Correspondance avec J.L. Gallagher, juin 2005.
8. William Ian Miller, *The Mystery of Courage*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2000, p. 6.
9. Cité dans Douglas N. Walton, *Courage: A Philosophical Investigation*, Berkley, University of California Press, 1986, p. 60.
10. Adrian Room, *Dictionary of Changes in Meaning*, Londres, Rouitledge & Kegan Paul, 1986, p. 277.
11. *The Encyclopaedic Dictionary*, Londres, 1903, p. 532.
12. Patrick Davis, *A Child at Arms*, Londres, Buchan & Enright, 1985, p. 19.
13. Samuel A. Stouffer et coll., *The American Soldier*, Volume II, Princeton, Princeton University Press, 1949, p. 76 et 201.
14. Stanley Scislowski, *Not All of Us Were Brave*, Toronto, Dundurn Press, 1997, p. 115.
15. David Bercuson, *Significant Incident*, Toronto, McClelland and Stewart, 1996, p. 27.
16. Ministère de la Défense nationale, Institut de leadership des Forces canadiennes, S*ervir avec honneur : La profession des armes au Canada*, Kingston, Académie canadienne de la Défense, 2003, p. 54.
17. Colonel Ardant du Picq, *Études sur le combat*, Paris, Ivrea, 1999, p. 51 et 54.
18. Lord Moran, *Anatomy of Courage*, Londres, Constable and Company, 1945, p. 61.
19. *Ibid*., p. 3.
20. Herb Peppard, *The Lighthearted Soldier: A Canadian's Exploits with the Black Devils in WW II*, Halifax, Nimbus Publishing, 1994, p. l43.
21. John Keegan, « Towards a Theory of Combat Motivation », dans *Time to Kill: The Soldiers' Experience of War in the West 1939–1945*, eds. Paul Addison and Angus Calder, Londres, Pimlico Books, 1997, p. 3.
22. Philippe Contamine, *La guerre au Moyen Âge*, Paris, Presses universitaires de France, 1980, p. 407.
23. Gerald F. Linderman, *Embattled Courage: The Experience of Combat in the American Civil War*, New York, Free Press, 1987, p. 17.
24. Geoffrey Picot, *Accidental Warrior: In the Front Line from Normandy till Victory*, Londres, Penguin, 1994, p. 302.
25. E.B. Sledge, *With the Old Breed at Pelelieu and Okinawa*, Novato (Californie), Presidio Press, 1981, p. 93.
26. Tom Bower, *Heroes of World War II*, Londres, Boxtree, 1995, p. 6.
27. Herb Peppard, *The Lighthearted Soldier: A Canadian's Exploits with the Black Devils in WW II*, p. 145.
28. Colonel Ardant du Picq, *Études sur le combat*, p. 66.
29. William Shakespeare, *Henry V*, acte 4, scène 3, Paris, Éditions Montaigne, 1947, p. 197.
30. Cité dans Ben A. Shephard, *A War of Nerves*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2001, p. 236.
31. Bill McNeil, ed., *Voice of the Pioneer*, Volume 2, Toronto, Macmillan Publishers, 1984, p. 209.
32. Henry H. Pearse, *Lumsden's Horse*, Londres, Longmans, Green & Co., 1903, p. 144.
33. Cité dans Modris Eksteins, *Le Sacre du printemps : la Grande Guerre et la naissance de la modernité*, Paris, Éditions Plon, 1991, p. 204.
34. Pierre Teilhard de Chardin, *Genèse d'une pensée : Lettres 1914–1919*, Paris, B. Grasset, 1961, p. 198.
35. Malcolm Brown, *Tommy Goes to War*, Londres, Dent, 1978, p. 168.
36. James Jones, *Mourir ou crever*, Paris, Stock, 1963, p. 259.

37. J. Glenn Gray, *The Warriors: Reflections on Men in Battle*, Albany (New York), State University of New York Press, 1967, p. 102.

38. Lord Moran, *Anatomy of Courage*, p. 7.

39. J. Glenn Gray, *The Warriors: Reflections on Men in Battle*, p. 122 à 129.

40. William Ian Miller, *The Mystery of Courage*, p. 129.

41. Lucien Dumais, *The Man Who Went Back*, Londres, Futura, 1975, p. 7.

42. Philip Caputo, *Le bruit de la guerre*, Paris, Atlas, 1979, p. 88.

43. Ralph Keyes, *Chancing It: Why We Take Risks*, Toronto, Little, Brown and Company, 1985, p. 47 et 128.

44. Patrick Davis, *A Child At Arms*, Londres, Buchan & Enright, 1985, p. 253.

45. Samuel A. Stouffer et coll., *The American Soldier*, p. 288; William Ian Miller, *The Mystery of Courage*, p. 61; Richard Holmes, *Firing Line*, Londres, Pimlico Books / Random House, 1985, p. 214 à 16; Wendy Holden, *Shell Shock: The Psychological Impact of War*, Londres, Channel Four Books, 1998, p. 101; Headquarters, U.S. Department of the Army, Field Manual 22–51, *Leader's Manual for Combat Stress Control*, Chapitre 2, Section II, Washington (D.C.), le 29 septembre 1994, http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/army/fm/22–51

46. Richard A. Gabriel, *Il n'y a plus de héros : folie et psychiatrie dans la guerre moderne*, Paris, Albin Michel, 1990, p. 110.

47. Lord Moran, *Anatomy of Courage*, p. xvi.

48. *Ibid*., p. 64.

49. Sir William Slim, *Courage and Other Broadcasts*, Londres, Cassell and Company Ltd., 1957, p. 6 et 7.

50. Reuven Gal, « Courage Under Stress », dans *Stress in Israel*, ed. S. Breznitz, New York, Van Nostrand Reinholt, 1983.

51. Cité par le Col. P. Abrams, dans le cours de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, « Réalités du combat », appendice E, p. 1.

52. Sir John Smyth, *The Story of the Victoria Cross 1956–1963*, Londres, Frederick Muller, 1963, p. 19.

53. Ibid., p. 19; Douglas N. Walton, *Courage: A Philosophical Investigation*, p. 99; ouvrage d'Addison, p. 8.

54. N.A. Kellett, *Motivational Implications of Infantry in the Defence*, Note d'état-major 14/85 du DASE, 10, Kellett Papers, Direction — Histoire et patrimoine, MDN.

55. Cité dans Ben A. Shephard, *A War of Nerves*, p. 237.

56. Robert Hepenstall, *Find the Dragon: The Canadian Army in Korea, 1950–1953*, Edmonton, Four Winds Publishing Company, 1995, p. 11 et 173.

57. *Ibid*., 199.

58. Entrevue avec Strome Galloway, le 1er novembre 1998.

59. Cité dans Dr. W.J. McAndrew, « Stress Casualties in Italy 1943–1945 », *Canadian Defence Quaterly*, hiver 1988, p. 55.

60. Richard A. Gabriel, *Il n'y a plus de héros : folie et psychiatrie dans la guerre moderne*, p. 90.

61. Moran, 3–4. Selon la définition d'Aristote, une action par de tels hommes ne pourrait se qualifier de réellement courageuse étant donné que les auteurs de l'action n'auraient pas pris en ligne de compte le risque en cause — un homme qui agit sans imagination n'est guère différent de celui qui agit sous l'influence de la drogue.

62. Arthur Bryant, *The Turn of the Tide*, London, Collins, 1958, p. 188.

63. Richard A. Gabriel, *Il n'y a plus de héros : folie et psychiatrie dans la guerre moderne*, p. 120.

64. Allan D. English, « Leadership et stress opérationnel dans les Forces canadiennes », *Revue militaire canadienne*, Automne 2000, p. 33 à 38.

Source: Caméra de combat

Source : Caméra de combat

Combler les lacunes : Développer les francs-tireurs au sein des FC

Sergent K. Grant, CD

Les bons soldats doivent posséder trois qualités. D'abord, ils doivent être en bonne condition physique. Ensuite, ils doivent maîtriser les techniques de campagne et, enfin, ils doivent être des tireurs de précision[1].

Pour les Forces canadiennes (FC), les trente dernières années ont marqué une période de transition entre la doctrine d'attrition associée à la guerre froide, la doctrine manœuvrière associée aux opérations de maintien de la paix et de soutien de la paix et les opérations adaptables et dispersées (OAD). Pendant chaque décennie, les FC ont consacré beaucoup de temps et d'effort à s'adapter à l'évolution de l'environnement opérationnel. La citation du début ne saurait être contestée; et deux leçons tirées de notre expérience en Afghanistan indiquent que pour être efficace sur le champ de bataille, un soldat doit être en bonne condition physique et il doit bien connaître les techniques de campagne. À cet effet, les FC ont consacré beaucoup de temps au développement et à la mise en œuvre de l'instruction et du soutien s'articulant autour de ces deux qualités.

Actuellement, et cette définition sera encore vraie dans l'avenir, les OAD peuvent être le mieux décrites comme des opérations asymétriques mettant aux prises des adversaires sur un terrain complexe parmi une forte population civile. Dans cet espace de combat asymétrique, les unités feront face à un ennemi qui ne peut être engagé que de manière fugitive, au mieux. Pour neutraliser efficacement cet ennemi, les unités auront besoin d'un moyen intégré capable d'un tir direct précis sur l'ennemi et ayant la même connaissance du concept de l'opération, de l'espace de combat, de la tactique, des techniques et des procédures d'une compagnie d'infanterie. À la base de cette capacité et de toutes les opérations se trouvent le soldat et la section d'infanterie.

Mais pour développer davantage le concept de franc-tireur, il faut se pencher sur deux questions. Le programme de tir opérationnel (PTO) actuel offre-t-il une instruction suffisante au tir pour bien préparer les soldats aux OAD ou faut-il le réévaluer? Par ailleurs, existe-t-il des lacunes dans les capacités de la section? L'examen des leçons retenues au Canada et à l'étranger suggère qu'il y a de graves lacunes en termes de capacités et d'instruction au niveau de la section; il s'agit plus particulièrement de la capacité d'engager un ennemi se trouvant à plus de 300 mètres à l'aide d'une arme légère de précision. Le présent article examine le système d'instruction en vigueur, définit les lacunes et, en tenant compte du rapport coût/efficacité et de la compatibilité de l'instruction, il recommande des façons de remédier à ces lacunes.

INSTRUCTION

Le Programme de tir opérationnel des Forces canadiennes (PTOFC), soit le programme actuel d'instruction au tir, a pour objet de développer, d'améliorer et/ou de maintenir l'adresse au tir. Il facilite l'instruction au maniement des armes au niveau de l'unité et permet l'instruction progressive des soldats en matière d'utilisation de leurs armes avec un maximum d'efficacité. En conséquence, le programme est conçu pour permettre la réalisation des objectifs suivants :

- transmettre les connaissances et les habiletés voulues pour permettre au tireur d'engager efficacement des objectifs à toutes les distances, jusqu'à la portée efficace maximale de l'arme utilisée;
- assurer l'instruction progressive et continue des soldats afin que ceux-ci conservent et améliorent leurs habiletés dans le maniement des armes et leur adresse au tir;
- dans le cadre des programmes des compétitions de tir aux armes légères des FC, développer des tireurs et des moniteurs experts capables d'encadrer la prochaine génération de tireurs[2].

Le programme est fondé sur un modèle d'apprentissage progressif à plusieurs niveaux dont le plan d'instruction intègre des volets sur le tir à l'intérieur et sur le tir à l'extérieur. Le volet intérieur fait appel au simulateur de tir aux armes légères (STAL), incorporé au programme comme outil de confirmation des habiletés fondamentales des tireurs avant les exercices de tir réel. Même si les unités ont accès à des STAL, peu d'entre elles s'en servent régulièrement aux fins d'instruction. Les autres exigences en matière d'instruction, le manque d'opérateurs qualifiés et le bris de matériel empêchent souvent les soldats de tirer profit de cette instruction.

Le volet extérieur ou volet de tir réel comporte quatre épreuves de tir avec l'arme personnelle (ÉTAP) et de nombreux exercices de tir. Aux fins de cet article, l'ÉTAP de niveau 1 porte sur le groupement et le zérotage à une distance de 100 mètres et dans diverses positions. L'ÉTAP de niveau 2 concerne l'application du tir à une distance de 200 mètres et elle comprend un supplément de tir de nuit tandis que l'ÉTAP 3 peut être décrite comme une confirmation de la capacité du tireur à engager des objectifs tout en s'avançant de 400 mètres à 25 mètres. Pour obtenir la qualification de tireur de précision, il faut obtenir une note minimale de 80 % aux ÉTAP 2 et 3[3].

Avant un déploiement, les régiments d'infanterie procèdent à une ÉTAP 4 qui est une épreuve de tir beaucoup plus exigeante conçue pour augmenter la compétence des soldats au moyen du « tir instinctif[4] »; ce programme est parfois appelé « programme de tireur ». Les exercices de tir instinctif permettent de confirmer que le tireur peut engager l'ennemi à courte distance rapidement et avec précision avec son arme personnelle[5].

De plus, des exercices de tir supplémentaires sont conçus pour confirmer que le tireur peut engager divers objectifs par faible éclairage lorsqu'il dispose d'un équipement spécial. Avant d'aborder le supplément de l'ÉTAP 4, un tireur doit être jugé compétent pour les parties 1 et 2 de l'ÉTAP 4. En ce qui concerne les tireurs compétents, les exercices de tir menant au supplément de l'ÉTAP 4 doivent être des exercices de tir réel, et les tireurs doivent renforcer leurs habiletés avant de tenter l'épreuve. Un tireur doit d'abord réussir les parties 1 et 2 de l'ÉTAP 4 ainsi que tout supplément de cette ÉTAP avant d'aborder le parcours de combat collectif avec cette même arme[6].

Peu de personnes nieront que le PTOFC est un outil logique et efficace pour former les soldats et les mettre à l'épreuve. Toutefois, il y a une différence entre la « philosophie de l'instruction » et la mise en pratique. ***L'adresse au tir est une habileté éphémère; il faut de nombreuses heures d'exercice pour la maintenir et/ou l'améliorer***. Contrairement aux unités des forces spéciales, l'armée régulière a constamment subi des restrictions budgétaires qui ont entraîné des pénuries de munitions. La liste des activités d'instruction obligatoires augmentant sans cesse, les commandants ont continué à réduire le temps consacré aux exercices de tir et s'en sont remis à l'ÉTAP annuelle comme norme acceptable de compétence dans le maniement des armes. Le minimum est devenu la norme!

L'encadrement aussi s'est dégradé à un tel point qu'au lieu de consacrer plus de temps pour éliminer des erreurs que fait un tireur, le personnel du champ de tir blâme l'arme et la remplace ou distribue plus de cartouches au tireur afin que ce dernier reprenne une partie de l'ÉTAP, mais en dispensant peu de conseils valables (voire pas du tout). La situation est tellement grave que peu de militaires du rang ont déjà tiré sur des cibles situées à plus de 300 mètres, peuvent repérer ou interpréter le sillage ou ont déjà tiré au juger ou sur des cibles mobiles. Naturellement, de moins en moins de soldats ont déjà engagé efficacement des objectifs en utilisant les organes de visée métalliques ou savent comment procéder. On a avancé que l'effectif des FC ne présentait plus la masse critique de bons tireurs capables de transmettre leurs habiletés. La meilleure preuve est qu'en 2007, 2008 et 2009, les équipes des FC participant aux compétitions internationales de tir de combat ont embauché des moniteurs civils.

DÉTERMINATION DES LACUNES

Balistique. À première vue, le PTOFC semble couvrir tous les aspects du tir jusqu'à une distance de 300 mètres inclusivement, soit la distance maximale de tir pendant l'instruction. Du point de vue de

la balistique, le fusil canadien C7A2 de 5,56 mm équipé de la lunette de visée réglementaire C79A2-1 permet d'*engager* le tir contre des objectifs jusqu'à une distance de 600 mètres. La lunette de visée C79 est étalonnée jusqu'à 800 mètres, mais à cette distance, le projectile est subsonique.

Ennemi intelligent. Toutefois, certains événements donnent à penser qu'un ennemi intelligent, comme les talibans, est conscient de cette limite et, de plus en plus, il engage sciemment les patrouilles canadiennes et britanniques depuis des positions situées à plus de 300 mètres. Même si la patrouille peut voir l'objectif, elle peut difficilement faire feu avec précision sur lui à pareilles distances. À cet égard, l'expérience des Américains en Afghanistan corrobore cette assertion, comme le rapporte le Sergent d'état-major John Hawes du C-Trp., 3-71 RSTA, 10th Mountain Division :

De nombreux engagements ont visé nos convois de ravitaillement/patrouilles motorisées. Dans ces cas, l'ennemi occupait toujours les hauteurs parce que toutes les routes dans ma Z ops (ZR) se trouvaient dans des vallées et épousaient le relief du terrain. L'ennemi nous surplombant, il nous avait à sa merci. Il lui suffisait de s'exposer une petite seconde, de vider un chargeur de fusil AK dans notre direction approximative et de se remettre à couvert … Dans la plupart des cas, les fusils et les armes collectives n'avaient que peu d'effet contre cet ennemi. J'explique cela de deux façons : mauvaise précision du tir au-delà de 300 m, soit la distance à laquelle nos armes sont zérotées, et manque de connaissances sur la façon de tirer sur une cible mobile ou bondissante et de faire feu suivant des angles[7].

Évidemment, le système d'instruction et les normes des Américains ne sont pas les mêmes qu'au Canada et leurs instructions permanentes d'opération (IPO) sont également différentes. Mais leur expérience en Afghanistan est similaire. Malheureusement, rien n'a été consigné et aucune étude n'a été menée par les FC quant aux types de contacts cinétiques avec l'ennemi et aux distances de ces contacts[8].
En comparaison, l'exemple précédent montre la nécessité de pouvoir engager des objectifs au-delà des limites utilisées lors de l'instruction. Naturellement, les États-Unis (en 1992) et la Nouvelle-Zélande (en 2009) ont effectué des études qui ont mis en évidence cette grave lacune.

PRÉCISION VS SUPPRESSION

La nécessité. Historiquement, les effets de la suppression ont été souvent plus importants que ceux de la précision. Une explication à cela est que la suppression était plus aisée parce que la densité de la population était moindre. Au cours de conflits entre États, les civils avaient tendance à « quitter les lieux » lorsqu'une armée approchait et, en zone de guerre, les pertes civiles étaient plus facilement acceptées. En outre, la densité relativement plus élevée des combattants rendait le tir de suppression plus efficace. Toutefois, en raison de la transition entre conflits entre États et conflits intra-États et de l'accroissement du nombre d'OAD, la population civile a gagné en densité et, pour des motifs juridiques et éthiques, l'impératif a cessé d'être la neutralisation de l'ennemi, mais plutôt la réduction au minimum des pertes civiles. Évidemment, compte tenu de la prolifération des moyens de télécommunications par satellite en temps quasi réel, l'« effet CNN[9] » préoccupe énormément les commandants à tous les niveaux et ceux-ci s'efforcent de réduire la probabilité de pertes civiles dans l'espace de combat.

Le terrain urbain complexe signifie aussi que les insurgés se cacheront parmi la population civile et utiliseront d'autres tactiques asymétriques pour se dissimuler aux yeux des soldats occidentaux. Tout avantage tactique découlant de la supériorité aérienne et d'intenses tirs interarmées n'existera plus dans l'espace de combat urbain, d'autant plus qu'il faudra réduire au minimum les dommages collatéraux. Par conséquent, les engagements devraient se produire à des distances de plus en plus courtes — à la portée de sections — mais les objectifs seront fugitifs, partiellement exposés, partiellement protégés ou totalement protégés. Dans pareille situation, il s'agit d'obtenir un effet maximal avec un minimum de force et d'effort logistique pendant une OAD. Comme les opérations en cours nous le rappellent bien, notre principale vulnérabilité est la perception de la population locale, mondiale et, surtout, canadienne, perception sur laquelle repose notre justification du recours légitime à la force.

Capacité. La liste des armes « de suppression » dont dispose la section sur le champ de bataille est longue. En ce qui concerne les armes portatives, il y a les grenades à main, le fusil C7, le lance-grenades M203 et la mitrailleuse légère C9. Au niveau immédiatement supérieur, on trouve la mitrailleuse polyvalente C6, le mortier de 60 mm et l'arme de suppression à courte portée (ASCP). Les VBL sont armés de mitrailleuses polyvalentes en tourelle, de mitrailleuses de calibre 50 et du canon automatique Bushmaster de 25 mm. Enfin, il y a l'appui offert par l'artillerie, assuré par des mortiers de 81 mm ainsi que par des obusiers de 105 mm et de 155 mm.

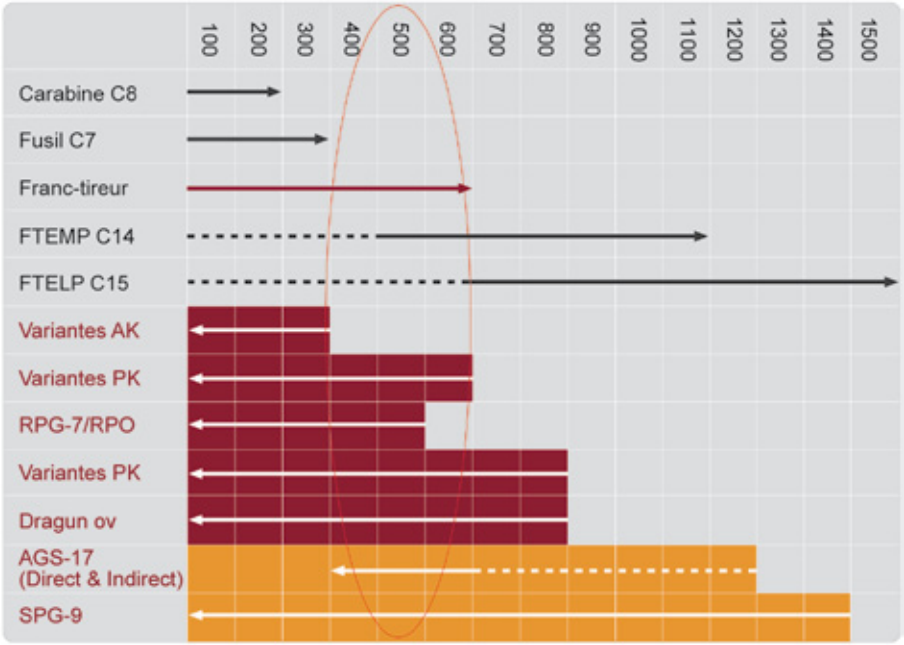


Figure 1 : Lacunes en termes de capacité — Armes portatives de précision[10]

En comparaison, il y a relativement peu d'armes portatives « de précision ». Exception faite du fusil de tireur d'élite à moyenne portée (FTEMP) C14 et du fusil de tireur d'élite à longue portée (FTELP) C15, il n'y a que les fusils C7 et C8 ainsi que le pistolet de 9 mm. Cela souligne la nécessité, pour l'infanterie et surtout pour l'infanterie légère, d'utiliser efficacement les armes portatives (par opposition aux armes montées sur les véhicules) et de faire feu avec précision au cours d'opérations à pied loin des véhicules (que ces opérations durent quelques minutes, des heures ou des jours). Il doit en être de même si la situation tactique exige un tir de précision, par exemple à cause de la présence de civils ou de soldats amis à proximité, comme l'indique l'exemple des Américains.

Les lacunes. Comme les engagements se déroulent au-delà de la limite adoptée pour l'instruction, il existe des lacunes entre le tir pendant l'instruction et le tir en situation réelle. Il faut parvenir à faire feu avec précision sur des cibles mobiles, partiellement exposées et/ou fugitives. En termes simples, une instruction supplémentaire intégrée au PTOFC permettrait de combler largement cet écart.
La question est la suivante : si l'habileté requise était atteinte, le fusil réglementaire possède-t-il la puissance voulue pour neutraliser l'adversaire, voire simplement l'atteindre à ces plus grandes distances? Cette question est pertinente parce qu'au sein de l'infanterie, un certain doute persiste quant à l'imprécision inhérente du fusil C7. Avant de poursuivre, il est important de comprendre ce point et de déterminer si l'acquisition d'un nouveau fusil devrait être envisagée dans le cadre d'une nouvelle approche des capacités de la section d'infanterie pour les OAD.

LE FUSIL RÉGLEMENTAIRE C7

Pour évaluer les capacités de l'arme, celle-ci doit être considérée sous l'angle de ses différents composants. Nous nous pencherons donc sur l'arme, ses organes de visée et l'objectif.

L'arme. Le fusil C7 et les autres variantes du M16[11] sont mondialement reconnus comme des armes extrêmement performantes et polyvalentes. Toutefois, en ce qui concerne les lacunes en termes de capacité, il est important de comprendre les limites balistiques de la cartouche de 5,56 mm. De façon réaliste, la cartouche de 5,56 mm avec balle C77 est efficace jusqu'à 400 mètres; au-delà de cette distance, la balle commence à perdre trop d'énergie (de vitesse). Cela ne signifie pas que le tir est imprécis, mais simplement que la puissance de frappe ou la capacité à pénétrer l'objectif (armure, protection, etc.) est considérablement réduite. Un plus gros calibre — comme le 7,62 x 51 mm actuellement proposé pour le fusil de « tireur d'élite », dans le cadre du Projet de remplacement des armes légères (PRAL) II — a, en comparaison, une portée supérieure et un plus grand pouvoir de perforation.

En ce qui a trait au calibre de l'arme, il faut considérer avec soin la méthode d'engagement de l'objectif. Comment l'objectif est-il protégé? L'ennemi porte-t-il des vêtements anti-balles ou se dissimule-t-il derrière un mur? À quelle distance se trouve-t-il? Quel est l'effet désiré? Faut-il pouvoir faire mouche à tous les coups à une distance de 600 mètres? Enfin, si l'effet désiré ne peut être obtenu du fusil réglementaire, peut-il l'être d'une des autres armes organiques de la section?

L'analyse des lacunes en termes de capacité a permis de répondre à certaines de ces questions. Par exemple, la distance de l'objectif est comprise entre 300 mètres et 600 mètres. Nous préférons le tir précis au tir de suppression et l'effet désiré est d'éliminer la menace avec un minimum de munitions.

Il reste donc la question de la protection de l'objectif, ce qui, du point de vue de la balistique, relève du pouvoir de perforation. La cartouche de 5,56 mm peut offrir une plus grande précision. La meilleure preuve est que de nombreux tireurs de compétition utilisent des versions à précision améliorée du fusil M16 (canon lourd, détente de Match, canon flottant, bipied, organes de visée améliorés et munitions de qualité Match) pouvant procurer des groupements inférieurs à 1 minute d'angle, et ce, à un coût minimal. Toutefois, si l'adoption d'une cartouche de qualité Match, à balle plus lourde, accroît la précision, le pouvoir de perforation s'en trouve réduit. De plus, les leçons retenues par d'autres pays ayant fait appel à cette combinaison montrent que le fusil d'un tireur d'élite doit être limité au fonctionnement semi-automatique, sinon le canon lourd, indispensable, sera vite détruit.
La conséquence directe est que pour le combat rapproché, le soldat qui utilise cette arme comme arme principale voit sa capacité limitée. Si le calibre 5,56 mm est retenu, il est raisonnable de penser que si l'objectif se trouve à 600 mètres, il faudra plus d'une balle pour le neutraliser. Cela suggère donc un calibre plus puissant.

L'adoption d'un plus gros calibre garantit un plus grand pouvoir de perforation, mais le tireur de précision est « isolé » au sein de la section. L'interchangeabilité des chargeurs entre les membres de la section engagés dans un combat est un facteur important, mais non restrictif. En outre, le ravitaillement et les coûts de la gestion du cycle de vie des munitions, si un autre calibre est utilisé, posent un problème. Si l'arme était la même que celle qui est actuellement proposée comme fusil de tireur d'élite à courte portée (FTECP) dans le cadre du PRAL II, les coûts associés au cycle de vie pourraient être réduits.

Si le tireur de précision fait partie de la section, mais si son fusil de précision constitue son arme secondaire plutôt que son arme principale, est-il raisonnable tactiquement qu'un membre de cette section transporte deux armes compte tenu du fait que l'attirail de combat actuel pèse déjà environ 80 livres? Serait-il préférable de ranger le fusil de précision dans le VBL afin que chacun y ait accès (mais dans ce cas, il ne serait pas toujours à portée de la main)? Si le fusil de précision est une arme principale, des munitions supplémentaires pourraient être distribuées aux membres de la section, comme cela se fait pour d'autres systèmes d'armes.

Les organes de visée. La portée efficace annoncée des fusils C7A1 et C7A2 équipés d'une lunette de visée C79A2-1 est de 400 mètres. Les lunettes de visée C79 de première génération installées sur le fusil C7 au cours des années 1990 perdaient, à l'usage, assez de précision pour que les soldats n'aient plus confiance en la capacité de leur arme à atteindre la cible. La source du problème n'était pas la lunette même, mais son support. Le nœud du problème était que la lunette avait tendance à « se relever » après le tir de quelques coups, c'est-à-dire que son réglage en hauteur se modifiait, puis la lunette revenait à son zérotage initial, mais pour quelques coups encore. De plus, si le côté de la lunette subissait un choc, le zérotage pouvait être altéré au point de provoquer un écart pouvant atteindre 18 pouces à 100 mètres. Différentes solutions ont été tentées pour régler le problème du relèvement, dont la pose d'élastiques sur le haut de la lunette[12], l'installation de ruban de Téflon sur les filets de la vis de réglage en hauteur et l'ajout de rondelles à ressort au haut de la vis de réglage en hauteur pour augmenter la tension. Récemment distribuée, la lunette C79A1/2 de seconde génération, munie d'un nouveau support, a permis de régler une bonne partie des problèmes précédemment mentionnés. Naturellement, les améliorations associées à la troisième et dernière génération et visant le support — au moment de la rédaction de ce texte, les 2 500 premiers supports modifiés ont été livrés au dépôt — élimineront presque toutes les lacunes des variantes antérieures. Les améliorations apportées à la base ne permettront pas, à court ou à moyen terme, de redonner aux soldats confiance envers leur arme sauf pour le tir à courte distance, en combat rapproché.

Ne faisant pas confiance à la lunette de visée de leur arme, certains ont cherché, sans directives, à se procurer une lunette de visée plus fiable. Des organes de visée métalliques ont été achetés, mais ils n'ont été distribués que sur demande. Certaines unités ont acquis des lunettes de visée spéciales et les ont distribuées, mais uniquement pour constater qu'elles perdaient leur précision sous le rude climat afghan.

À la fin des années 1990, il est devenu clair, pour l'ensemble des FC, que les combats en zone bâtie (cbt ZB) seraient la forme future des combats[14]. Les unités ont commencé à acheter et à essayer les viseurs holographiques EOTech en vue d'une utilisation en milieu urbain. Même si les viseurs EOTech sont particulièrement efficaces dans le cas de scénarios de combat rapproché, ces viseurs holographiques ont une efficacité limitée à grande distance (plus de 200 mètres) car le point rouge est alors trop gros et commence à cacher l'objectif. Par ailleurs, ce type de viseur tend à « osciller[15] », ce qui exige plus de concentration de la part du tireur. Les marqueurs laser utilisés de concert avec les lunettes de vision nocturne (LVN) réglementaires ont été conçus pour les engagements de nuit, à courte distance. Dans les deux cas, les soldats ont tenté de faire feu sur des objectifs à plus grande distance à l'aide de ces viseurs et ont connu un succès limité et, parfois, nul; ainsi, pour le tir à plus grande distance, le C7 n'était plus qu'une arme de secteur. Un point crucial est que ces deux appareils de visée fonctionnent électriquement. À l'heure actuelle, chaque soldat a besoin de 22 piles AA par jour. Adopter une lunette de visée électrique ne ferait qu'accroître cette quantité.

Peu importe l'appareil de visée choisi, il doit permettre des réglages en hauteur et en direction reproductibles et uniformes.

Finalement, il faut souligner que des appareils de visée comprennent maintenant des micro-ordinateurs intégrant des compensateurs de chute des balles et des télémètres laser indiquant où viser pour faire mouche chaque fois. Mais la production en série n'est pas pour demain, de sorte qu'aujourd'hui comme dans un avenir prévisible, le soldat ne doit pas compter sur ces systèmes, ce qui nous ramène aux fondements de l'adresse au tir.

Munitions. Actuellement, le fusil C7 moyen — pris dans le râtelier, avec des munitions réglementaires — peut produire un groupement de 3 minutes d'angle. À une distance de 600 verges, cela représente 18 pouces ou la largeur d'une cible-silhouette 11/59. Toutefois, des essais montrent qu'avec d'autres munitions que les munitions réglementaires (par ex., des cartouches rechargées manuellement ou des munitions de qualité Match), le fusil moyen permet des groupements inférieurs à 2 minutes d'angle, ce qui fait du fusil C7 une arme militaire très précise, comparable au fusil australien Steyr AUG et au fusil britannique SA-80[16].

La cartouche SS109 de calibre 5,56 x 45 mm OTAN a été conçue par la Fabrique Nationale (FN) de Belgique en vue d'essais d'armes légères par l'OTAN au cours des années 1970. La cartouche américaine, avec balle M855, a été développée aux États-Unis pour le fusil M16. En vertu du STANAG 4172, il s'agit de la cartouche standard des forces de l'OTAN. La cartouche canadienne comporte la balle C77.

Les spécifications figurant dans le manuel des procédures d'épreuve et d'inspection des munitions (MOPI) et sur les dessins portant sur la fabrication de la balle C77 permettent certaines tolérances[17]. Des variations dans le poids de la balle associées à des variations concernant les amorces, la quantité de poudre et la douille (découlant toutes de l'usure de l'outillage en cours de production) entraînent des écarts considérables dans la trajectoire des balles. Ainsi, le MOPI fixe comme norme acceptable un groupement de 3 minutes d'angle à 100 verges. De façon réaliste, il peut s'agir d'une norme acceptable pour des munitions de mitrailleuse, mais compte tenu des exigences plus grandes imposées au soldat opérant dans un environnement urbain, il faut se demander si cette norme est acceptable pour les munitions de fusil.

Exception faite de la question du groupement, un facteur crucial est la distance d'effet terminal, soit la distance à laquelle la balle se comporte comme prévu et « culbute (ou bascule) » au contact des tissus afin de transférer rapidement son énergie pour produire une grave blessure et un important choc hydrostatique. À des vitesses inférieures à 2 500 pi/s, la balle ne peut culbuter et ne fait que « perforer » l'objectif[18]. Certains cas rapportés donnent à penser que des personnes atteintes (d'après l'observateur) à plusieurs reprises par des balles de calibre 5,56 mm alors qu'elles se trouvaient à des distances atteignant 600 mètres ne se sont pas effondrées. Cela suppose que l'ensemble fusil/lunette de visée/munitions procure une précision suffisante pour toucher la cible, mais que la balle n'a pas assez d'énergie pour être efficace.

D'après ce qui précède, il est évident que ni la lunette de visée ni le fusil ne sont la cause du problème, mais bien les munitions. Même si l'objectif peut être engagé au-delà de 300 mètres, le groupement et l'effet terminal constituent alors le problème principal. En ce qui concerne les lacunes de capacité et le choix des armes, il faut accorder une grande attention au calibre (tactiquement, est-il raisonnable de demander à un fantassin de transporter une deuxième arme?) et à l'effet désiré.

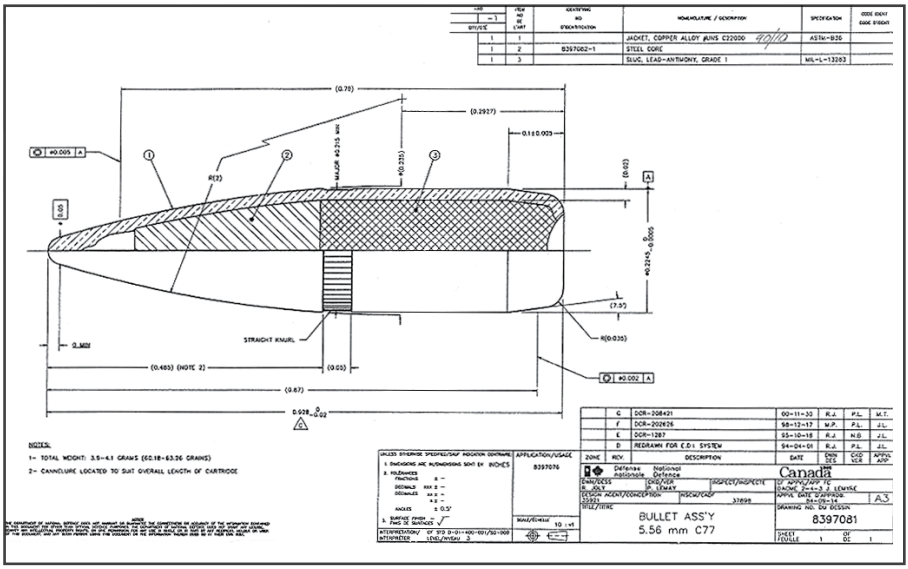


Figure 2 : Dessin de la balle d'une cartouche de 5,56 mm

POSSIBILITÉS

Supposons pour l'instant que l'arme et les munitions ne présentent aucun problème. Compte tenu que les soldats sont vulnérables au-delà de 300 mètres, quelles sont alors les possibilités s'il faut faire feu avec précision sur un objectif se trouvant à ces grandes distances? Il y a trois possibilités et elles sont exposées ci-après : plus de tireurs d'élite, des tireurs de précision organiques au sein de sections ou de pelotons et l'amélioration de l'adresse au tir de tous les soldats.

TIREURS D'ÉLITE

La solution simple aux problèmes de matériel et de personnel lorsqu'il faut faire feu efficacement à des distances dépassant 300 mètres consiste à recourir aux tireurs d'élite.

Les FC définissent le tireur d'élite comme suit : « Le tireur d'élite est un fantassin hautement qualifié qui peut choisir et occuper une position avantageuse, y demeurer pendant de longues périodes dans des conditions difficiles et tuer des militaires ennemis sélectionnés ou détruire du matériel critique, et ce, à longue distance avec son fusil[19]. » Sa valeur ne repose pas seulement sur sa capacité à tirer avec précision à grande distance, mais aussi sur sa capacité d'observer et de rendre compte. Des tireurs d'élite britanniques sont d'ailleurs utilisés comme ressources ISTAR depuis 2002[20]. Pour les tireurs d'élite, être considérés comme une ressource ISTAR peut rendre flous leurs rôles car ces soldats se perçoivent comme des tireurs alors que les commandants s'en servent comme plates-formes ISTAR.

Évidemment, au combat, la mission *principale* d'un tireur d'élite est d'appuyer les opérations en engageant à longue distance des cibles choisies. Ainsi, le tireur d'élite cause des pertes dans les rangs ennemis, ralentit l'ennemi, effraie les soldats ennemis, mine leur moral et crée de la confusion dans leurs opérations. Comme mission *secondaire*, le tireur d'élite recueille et transmet des informations du champ de bataille. Un tireur d'élite bien entraîné constitue une arme d'appui polyvalente pour un commandant d'infanterie. L'importance du tireur d'élite ne se mesure pas seulement aux pertes qu'il inflige dans les rangs ennemis. La présence du tireur d'élite suscite la crainte parmi les troupes ennemies et influe sur leurs décisions et leurs actions. Le rôle du tireur d'élite est toutefois unique en ce sens qu'il est le seul élément de l'unité qui puisse engager des objectifs ponctuels à des distances supérieures à la portée efficace du fusil C7[21]. Ce rôle gagne en importance si l'objectif est retranché ou s'il se mêle à la population civile ou encore s'il s'agit d'une opération de maîtrise de foules.

Mais le nombre de tireurs d'élite est limité; il n'y a qu'un seul peloton de 18 tireurs ou 9 équipes de deux[22]. Par conséquent, leurs affectations sont strictement contrôlées et on leur assigne généralement des objectifs adéquats, comme des chefs ennemis, des personnes clés, des spécialistes, des tireurs d'élite ennemis, ainsi que du matériel et des véhicules clés de l'ennemi. Ces personnes et ce matériel se trouvent dans les zones d'objectifs[23].

En raison de l'exceptionnel niveau d'entraînement des tireurs d'élite, leurs tâches, pendant les opérations offensives, visent à aider le commandant à satisfaire à des exigences secondaires, comme recueillir de l'information, priver l'ennemi de ses ressources, aider à tromper l'ennemi ou à l'éloigner de l'effort principal, aider à fixer l'ennemi pour empêcher le regroupement ou le repositionnement, empêcher l'ennemi de prendre l'initiative et entraver les actions offensives de l'ennemi[24].

Voici un exemple. Lors du déploiement d'éléments du 2 RCR à Haïti en 2003, des tireurs d'élite faisaient partie des troupes au niveau de compagnie. Ils étaient régulièrement utilisés dans des postes d'observation secrets en plein coeur des zones urbaines. Ils assuraient la surveillance dans le cadre d'opérations de bouclage et de fouille et étaient souvent insérés de 12 à 24 heures à l'avance pour fournir une mise à jour de la situation. Par ailleurs, ils étaient utilisés comme lien capteur-tireur, car à partir des postes d'observation secrets, ils pouvaient alerter la force d'intervention rapide ou d'autres éléments pour les amener à profiter des occasions fugaces qui se présentaient et à réagir aux menaces émergentes[25].

Compte tenu de leurs capacités et de leur utilisation, les tireurs d'élite sont rarement chargés d'appuyer des sous-unités de compagnies (niveaux de la section et du peloton) pendant des patrouilles, voire jamais, de sorte qu'ils ne participent aucunement à ce type d'opération de combat. Les tireurs d'élite sont des soldats hautement compétents qui seraient mal employés s'ils étaient chargés d'appuyer une section patrouillant à pied dans un environnement dispersé.

Caméra de combat IMG 2082

Par ailleurs, il faut plusieurs années pour former un tireur d'élite; il s'agit d'une longue et coûteuse instruction, de sorte que peu arrivent à se qualifier. Comme il n'y a que peu de tireurs d'élite en mesure d'accomplir des tâches, les possibilités de déploiement de cette ressource sont limitées. De plus, les armes, les caméras numériques et l'équipement d'enregistrement des tireurs d'élite sont très dispendieux, et ce matériel ne peut donc être largement distribué.

En tenant compte de leurs limites inhérentes et du coût associé à l'instruction de haut niveau des tireurs d'élite, il semble raisonnable d'étudier davantage le concept de tireur de précision. Mais si la formation de plus de tireurs d'élite n'est pas la solution, comment alors répondre aux exigences des OAD concernant la nécessité de tirer avec précision sur un objectif au-delà de 300 mètres et comment s'assurer de profiter de l'impact psychologique que génère la présence d'un tireur d'élite? Il faut trouver autre chose.

FRANCS-TIREURS

L'autre possibilité consiste à adopter une approche spécialisée de l'instruction sur le maniement des armes. Aux États-Unis, par exemple, l'Armée de terre et le Corps des Marines ont adopté cette approche; tous les soldats américains reçoivent une instruction élémentaire de 12 jours axée sur le maniement du fusil réglementaire M-16/M-4. Comme les fusils C7A1 et A2, le fusil M-16 peut atteindre des cibles jusqu'à une distance de 600 mètres, mais les soldats n'apprennent pas à engager des objectifs se trouvant plus loin. Comme les escouades d'infanterie en campagne souffrent souvent de l'absence d'appui de la part d'équipes de tireurs d'élite, cette lacune a été comblée en formant des tireurs de précision désignés (DM) intégrés aux escouades. Ces tireurs engagent des objectifs inopinés, surtout ceux qui sont à une distance telle qu'ils pourraient difficilement être touchés par un soldat équipé d'une arme réglementaire munie de simples organes de visée métalliques. La tâche de ces tireurs est de fournir un tir de précision, de sorte que le commandant peut alors envisager des possibilités tactiques supplémentaires.

Dans ce contexte, le coût de l'instruction est peu élevé car cette instruction est courte comparativement à celle d'un tireur d'élite; par ailleurs, les champs de tir requis ainsi que les centres d'instruction de secteur (CIS) sont en place et, enfin, le développement des programmes de cours peut se faire relativement vite en faisant appel, comme modèles, aux OREN associés à l'instruction des tireurs d'élite.

Au premier abord, le concept de franc-tireur semble bien compris par les fantassins. Le recours aux francs-tireurs remonte à la guerre d'Espagne, face à Napoléon, alors que des compagnies de fusiliers ont commencé à être utilisées dans le cadre d'escarmouches, à l'avant de l'infanterie de ligne, mais aussi pour remplir des tâches exigeant un tir précis. Au fil des ans, toutefois, l'expression « *tireur d'élite* », apparue pendant la Première Guerre mondiale, en est surtout venue à désigner quelqu'un qui peut engager un objectif à des distances supérieures à la moyenne avec un taux de succès également supérieur à la moyenne. L'emploi de cette expression dans ce contexte est toutefois fautif.

Il est important de comprendre que l'expression « *tireur de précision* » désigne une habileté générale au sein des FC, pas une aptitude particulière à faire feu avec précision. Selon le PTOFC, un tireur de précision est un « tireur très habile au tir ». Un franc-tireur, par comparaison et aux fins du présent texte, est un fantassin ayant reçu une instruction supplémentaire spécialisée et disposant d'un fusil spécial; sa tâche est de faire feu avec précision jusqu'à une distance de 600 mètres pour appuyer les opérations.

Cette idée n'a pas été mise en pratique uniquement par l'Armée américaine et le Corps des Marines, mais aussi par les Israéliens, les Britanniques[26], les Néo-Zélandais[27] ainsi que par la plupart des pays du bloc de l'Est. Évidemment, il est clair que le recours à un habile franctireur, comme un tireur d'élite, « permet au peloton de faire feu avec précision sur un adversaire. Par exemple, si des adversaires se dissimulent derrière des civils… vous disposez de quelqu'un qui peut localiser un adversaire dans la foule et l'abattre, sans atteindre de personnes innocentes[28]. » [*Traduction libre*] En effet, le franc-tireur devient, pour qui l'emploie, un multiplicateur de force.

Pour mieux illustrer ce point, voici un exemple provenant de la province de Farah, en Afghanistan et, plus précisément, de la ville de Shewan; pendant une patrouille, un peloton de Marines se heurte à des adversaires 10 fois supérieurs en nombre et, pendant le combat, le tireur de précision désigné, sans aide, a déjoué une embuscade tendue par une compagnie ennemie équipée de RPG et de mitrailleuses et, apparemment, 20 combattants adverses seraient tombés sous son tir précis et dévastateur… Mais le plus impressionnant est que ce tireur de précision n'a manqué aucune de ses cibles même si les balles de l'ennemi frappaient le sol à moins d'un pied de sa position[29]…

Outre cet exemple concernant des soldats américains, il faut souligner que les FC ont aussi eu recours à des francs-tireurs. Dans le cadre de son déploiement en Yougoslavie lors des premiers jours de l'opération HARMONY, le PPCLI a fait appel à des francs-tireurs plutôt qu'à des tireurs d'élite. Dans un compte rendu après action, le Lieutenant-colonel (à l'époque, mais il est maintenant brigadier-général [à la retraite]) Nordick a clairement fait état de la nécessité de disposer de francs-tireurs de préférence à des tireurs d'élite :

La nécessité d'assurer la sécurité à un endroit ou dans un secteur précis était une tâche constante et souvent assignée à court préavis. Les règles de l'ONU stipulaient que cette protection devait être efficace, mais aussi très visible. Souvent, la présence de l'ONU apportait une forme de dissuasion pour certains et un sentiment de sécurité pour d'autres. Même si une grande visibilité peut contribuer à générer une impression de sécurité, une simple présence ne garantit pas la sécurité. Très souvent, nous avons déployé à la fois des patrouilles à pied pour la sécurité rapprochée et des patrouilles motorisées pour élargir notre couverture de zone. Les patrouilles motorisées permettaient aussi de vite concentrer une force à un endroit précis en guise d'élément d'intervention rapide. Les PO fixes étaient habituellement reliés entre eux et des positions de tireurs d'élite y étaient associées; ces positions faisaient partie d'un plan de sécurité passive et elles étaient normalement occupées par des tireurs de précision des pelotons plutôt que par de véritables tireurs d'élite. Évidemment, dans le contexte de l'ONU, un tireur d'élite était rarement nécessaire; à tout le moins, il ne fallait pas de tireur aussi performant. L'expression « tireur de précision » (ou « franc-tireur ») est plus appropriée et précise. Ces tireurs de précision étaient assez souvent employés pour justifier leur affectation et leur désignation permanentes au sein de la compagnie[30]. [Traduction libre]

Nordick a aussi recommandé « qu'ils soient affectés à raison d'un tireur de précision par section d'infanterie et d'un autre à chaque PC de peloton. Au PC de compagnie devraient se trouver deux tireurs de précision et un véritable tireur d'élite, de préférence un sous-officier supérieur qualifié, pour fournir à la fois un recyclage continu et des conseils. Ces tireurs de précision devraient être identifiés tôt au cours du processus d'instruction et recevoir une instruction supplémentaire axée sur l'adresse au tir. Tous les membres du peloton devraient recevoir une formation sur les techniques d'observation pour aider les tireurs de précision[31]. » [*Traduction libre*]

Depuis lors, l'emploi et l'instruction des francs-tireurs ont été confiés aux commandants. Certains ont relevé le défi, ont acheté le matériel spécial requis et ont fait appel à des francs-tireurs provenant du rang. Au moment de leur déploiement, les Forces opérationnelles 106 et 306, par exemple, disposaient de fusils AR-10T au niveau de la compagnie et de fusils de tireur d'élite C3 au niveau du peloton, respectivement. À l'initiative de commandants, d'autres rotations en Afghanistan ont inclus des C7-CT. Naturellement, pour combler l'instruction déficiente en 2009, le R22eR a envoyé ses « tireurs de précision désignés » à la Concentration d'habileté au maniement des armes légères des Forces canadiennes (CHMALFC), à Ottawa pour recevoir une instruction avant le déploiement.

Ainsi donc, des francs-tireurs ont été déployés en nombre suffisant pour justifier leur affectation permanente comme ressource. Il reste alors la question de l'instruction.

BESOINS EN INSTRUCTION

Il est clair qu'à l'emploi, les francs-tireurs sont efficaces. Toutefois, compte tenu que nous avons 51 régiments d'infanterie de la Réserve, neuf régiments de la Force régulière, quatre centres d'instruction de secteur, deux unités des FOSCAN et une École d'infanterie, la préparation d'un programme d'instruction rentable et facile à mettre en œuvre constitue un défi de taille. Il reste qu'un programme d'études fondé sur un modèle de deux semaines et abordant les sujets suivants doit être élaboré :

- Sécurité dans le maniement des armes
- Adaptation, nettoyage et entretien du fusil
- Aspect théorique et entretien de la lunette de visée
- Notions élémentaires de tir de précision
- Tir sur des cibles mobiles
- Tir sur des cibles fugitives (s'exposant moins de 3 secondes)
- Balistique
- Interprétation du vent
- Effets des conditions météorologiques
- Estimation de la distance
- Aspect théorique du zérotage et du tir à froid
- Techniques d'observation, repérage du sillage
- Engagements par faible éclairage/sans éclairage
- Utilisation des LVN et du viseur Kite
- Encadrement

Bien que cette liste ne soit nullement exhaustive, elle commence à définir les limites. De plus, en utilisant comme point de départ certains volets du cours canadien de tireur d'élite, le cours de franc-tireur permettrait l'interopérabilité et constituerait un outil potentiel pour déceler de futurs tireurs d'élite. Pour que le cours réussisse, il est essentiel de prévoir des séances quotidiennes d'application du tir visant à asseoir l'expérience du franc-tireur en ce qui concerne le tir dans différentes conditions météo. Au minimum, chaque stagiaire devrait tirer 1 000 cartouches par période de cinq jours, et ce, sur des cibles à diverses distances; cette activité s'ajoute aux études régulières et au travail en classe[32].

Le temps passé au champ de tir contribue à élaborer la « mémoire musculaire » et aide à percevoir intuitivement la « sensation » que procure un tir de qualité. Sans cette mémoire musculaire, la probabilité de faire mouche au premier coup diminue considérablement.

Pour illustrer la valeur de l'expérience, il suffit d'assister à la compétition de tir au fusil dans le cadre de la compétition de tir aux armes légères des Forces canadiennes (CTALFC) tenue annuellement à Ottawa. Pendant l'étape I de la compétition pour la Médaille de la reine pour tireur d'élite, la probabilité de toucher dès le premier coup une cible-silhouette 12 à une distance de 500 mètres est inférieure à 50 %. Cela s'explique en partie par l'éventail des tireurs expérimentés occupant le pas de tir et en partie par les conditions de tir existantes. À l'étape II, les choses se passent toutefois différemment. Après quatre jours de compétition, les 60 meilleurs tireurs des FC et des équipes internationales se trouvent au pas de tir et les résultats parlent d'eux-mêmes : plus de 80 % de coups au but dès le premier tir[33].

Caméra de combat AS2008-0084a

OÙ ET QUI?

Logiquement, ce cours devrait se dérouler à la cellule des tireurs d'élite de la BFC Gagetown, au sein de l'École d'infanterie et sous sa supervision. L'expertise, les champs de tir et les installations d'instruction nécessaires existent déjà; toutefois, des écoles supplémentaires peuvent être souhaitables dans les quatre centres d'instruction de secteur du Canada. Les champs de tir de Connaught, en Ontario, ou de Dundurn, en Saskatchewan devraient être utilisés dans le cadre de l'instruction. Le choix de ces emplacements s'explique par le vent. Les champs de tir traditionnels des FC tendent à prendre la forme de longs corridors étroits aménagés parmi la végétation. À ces endroits, le tir à longue distance n'est pas excessivement difficile car le vent est rarement un facteur important à considérer. Puisque l'estimation du vent est une habileté cruciale, il faut choisir des champs de tir où le vent fait en sorte que les conditions de tir varient largement. Le champ de tir de Connaught, par exemple, était, jusqu'à l'aménagement récent de bermes, le plus vaste champ de tir du Commonwealth et beaucoup le considéraient comme un endroit où bien tirer était difficile à cause du vent. De plus, Connaught a une longueur de 1000 verges (900 mètres), mais permet des distances de tir supérieures selon le programme d'instruction des tireurs. Les champs de tir de Dundurn en Saskatchewan présentent les mêmes défis.

EMPLOI

Idéalement, le meilleur candidat au poste de franc-tireur est le soldat/caporal appartenant à l'infanterie, un soldat ayant terminé son instruction professionnelle élémentaire et prêt à passer à l'étape suivante de son instruction. Il ne faut toutefois pas oublier que le bassin de recrutement de stagiaires, pour tous les cours, est le même. La déduction clé (contrainte) est qu'il faudra, de la part du reste du bataillon d'infanterie, compenser l'effectif de toute compagnie d'infanterie. Toute solution doit être neutre du point de vue des années-personnes (AP). Un autre cours ne ferait qu'accroître la pression sur le soldat

et le système d'instruction et augmenterait aussi la pression sur l'institution. Une possibilité serait de transférer à la Réserve la capacité de mise sur pied de la force avant un déploiement.

Au niveau de la section, le franc-tireur pourrait occuper un des deux postes de fusilier[34]. Pour respecter la pratique des FC consistant à instruire 2,5 personnes[35] par poste, les titulaires des deux postes de fusilier pourraient être formés comme francs-tireurs. En intégrant le franc-tireur à la section, l'avantage tactique est ainsi amené au plus bas niveau. Si une patrouille à pied entre en contact avec l'ennemi, sa capacité à tirer avec précision sur cet ennemi est fortement accrue.

Sur les huit membres d'une section d'infanterie standard, deux occupent des postes de commandement, deux utilisent des armes d'appui C9 et deux utilisent des armes M203. Il reste donc deux postes de fantassin. Cette proportion reste la même pour une section d'infanterie mécanisée comptant 10 membres. Toutefois, sur les dix membres de cette section, sept seulement descendent du véhicule et, si un membre reste tout près aux fins de sécurité, six soldats seulement avancent vers l'objectif. Les deux autres membres sont le conducteur et le tireur qui restent toujours à bord du véhicule. Le commandant de section reste aussi pour combattre depuis le véhicule. Mais maintenant que nous avons commencé à produire des soldats qui peuvent tirer avec plus de précision, la question devient : dans la structure organisationnelle, quel est le meilleur endroit où les employer? Deux réponses s'imposent immédiatement : la section et le peloton.

L'autre possibilité est d'intégrer le franc-tireur au détachement d'armes du peloton. Armé d'un fusil de plus gros calibre ayant une portée et une force de frappe supérieures (par exemple, le calibre 7,62 mm), le franc-tireur pourrait engager des objectifs jusqu'à une distance de 800 mètres avec garantie d'effet terminal. Dans ce cas, le principal avantage est que le tireur est coimplanté avec l'adjudant du peloton qui agit comme observateur. En outre, le détachement d'armes occupe généralement une position à partir de laquelle il peut fournir un appui-feu à distance; dans un environnement comptant plusieurs objectifs, le franc-tireur pourrait engager les objectifs en périphérie. De plus, si un seul combattant ennemi a engagé le peloton, il serait tactiquement avisé d'ordonner au franc-tireur de neutraliser ce combattant plutôt que de faire feu sur lui avec toutes les armes et, ainsi, de consommer davantage de munitions dont on dispose pourtant en quantité limitée.

Caméra de combat KN2009-616-03464

MAINTIEN DE LA COMPÉTENCE

Une fois les tireurs formés, il faut régler la question du maintien de leur compétence. Comme il a été mentionné précédemment, l'adresse au tir est une habileté qui se perd facilement; il faut de nombreuses heures d'exercice pour maintenir et améliorer ses qualités de tireur. Il suffit de voir les budgets « munitions » de la FOI, des forces spéciales ou du SAS pour constater que loin de diminuer, ils ont augmenté chaque année en vue de maintenir la compétence des tireurs.

Les habiletés à moitié acquises au cours de l'instruction risquent de s'effacer sous la pression des combats; plus il s'écoule de temps après l'instruction de base ou le recyclage d'un tireur, plus il est probable que l'habileté de ce tireur diminuera. Il faut une intense période annuelle de recyclage, sous la forme de camps de tir, suivie de deux épreuves annuelles, le tout appuyé par des périodes mensuelles d'exercices au champ de tir.

Pour soutenir cette approche, promouvoir l'adresse au tir comme habileté élémentaire et mettre cette habileté à l'épreuve dans des conditions proches de celles du combat, les francs-tireurs devraient être tenus de participer à des compétitions de tir provinciales et nationales, comme celles de l'Operational Shooting Association (OSA), de l'Ontario Rifle Association (ORA), ainsi qu'à la CTALFC.

Les munitions pour armes légères sont relativement peu coûteuses; l'entraînement au tir et les compétitions de tir permettent d'améliorer de nombreuses qualités souhaitables au niveau crucial de la « petite unité ». La plupart des compétitions ont lieu les fins de semaine d'été; pour travailler en détail les notions élémentaires, le STAL peut être utilisé efficacement hors des heures de travail ou pendant les temps morts de l'instruction, et ce, toute l'année, à un coût limité et sans véritable impact sur l'instruction courante. Alors que l'instruction des unités ralentit au printemps, l'entraînement au champ de tir pendant les heures creuses, hors du calendrier d'instruction, permet au tireur de vivre des conditions changeantes et d'accumuler une expérience qui lui sera utile au cours d'opérations. En visant le sommet, les tireurs apprennent progressivement toutes les subtilités de leur art.

Toutefois, les soldats ne doivent pas se limiter à tirer au fusil ou à participer à des compétitions de tir à longue distance. Les compétitions de tir au pistolet de l'International Practical Shooting Confederation

Caméra de combat VL2007-1011-02a

(IPSC) et de l'International Defensive Pistol Association (IDPA) ont lieu dans des clubs, partout au pays, et elles visent à promouvoir l'adresse au tir au pistolet, les drills de maniement — incluant le passage d'une arme à une autre — et cela apporte une touche de variété à l'instruction.

RELÈVEMENT DES NORMES

Cette troisième voie concerne l'approche « généraliste » en vertu de laquelle l'adresse globale au tir doit être relevée dans toute l'Armée de terre afin que tout soldat disposant d'une arme personnelle puisse engager des objectifs à longue distance. Il est évident que l'adresse au tir est une habileté cruciale au sein de l'infanterie. Cela est tellement vrai que depuis 1854, l'Armée britannique dispose du Small Arms School Corps (SASC) (appelé à l'origine School of Musketry) dont la tâche est d'enseigner et d'améliorer l'adresse au tir, de mettre à l'essai, de développer et d'améliorer des fusils et de fournir des experts à l'Armée de terre.

L'importance de l'adresse au tir est illustrée par le fait que dans l'Armée britannique, cette habileté surpasse maintenant la condition physique au titre de qualité principale que doit posséder le fantassin, au niveau élémentaire. Aujourd'hui, les soldats peuvent achever avec succès leur instruction de base pour peu qu'ils réussissent les épreuves de tir avec l'arme personnelle, et ce, même s'ils échouent à l'épreuve portant sur l'aptitude au combat. À l'opposé, les soldats ne peuvent réussir leur instruction élémentaire s'ils échouent à l'épreuve de tir avec l'arme personnelle, et ce, même s'ils réussissent toutes les autres phases de l'instruction.

Insister davantage sur l'adresse au tir au sein de l'ensemble du système d'instruction va dans le sens de l'approche des FC visant à produire des soldats hautement entraînés possédant un éventail d'habiletés plutôt que des soldats généralistes ne possédant que des habiletés limitées. De plus, cela éviterait d'avoir à élaborer un cours et, chaque soldat étant un tireur de précision, la capacité à faire feu avec précision sur l'ennemi serait fortement accrue. Le seul inconvénient, mais de taille, est que sans changement dans les normes relatives aux munitions, l'effet terminal reste limité à 200 mètres, de sorte que neutraliser efficacement un objectif se trouvant à 600 mètres demeure problématique. Si cette démarche était retenue, alors, de façon réaliste, il faudrait envisager une arme de calibre différent pour l'infanterie de ligne.

Relever l'adresse au tir de l'ensemble des membres des FC exigerait beaucoup d'instruction supplémentaire. Une partie du coût de cette instruction pourrait être absorbée en articulant l'instruction initiale autour du simulateur de tir aux armes légères (STAL), mais pour que cette approche soit efficace, le logiciel du STAL devrait être mis à jour[36]. Il faudrait une approche logique et progressive dont la pierre angulaire serait le rétablissement du cours de moniteur de tir aux armes légères (CMTAL) comme cours autonome.

Ce rétablissement du CMTAL pourrait être considéré comme un moyen d'offrir au soldat un apprentissage concentré et comme une première étape dans la marche vers le leadership. Ayant suivi le CMTAL, le soldat aura eu l'occasion d'accomplir des tâches au sein d'une petite équipe et aura aussi pu assumer un certain leadership, de sorte qu'il sera mieux préparé en vue de la phase de qualification élémentaire en leadership (QEL) de l'instruction. Naturellement, une qualification CMTAL associée à une QEL pourrait être considérée comme nécessaire pour devenir caporal-chef, tout comme les qualifications de tir aux armes légères PP3A/PP3B sont requises pour la promotion au grade d'adjudant.

En allant plus loin, une qualification de tireur de précision supérieure à l'ÉTAP 3 devrait être obligatoire pour pouvoir devenir caporal-chef pour la bonne raison qu'il est clairement établi que des soldats efficaces doivent être en bonne condition physique, maîtriser les techniques de campagne et tirer avec précision. De même, les chefs subalternes doivent être en mesure d'encadrer et de diriger leurs sections; comment peuvent-ils mieux y parvenir sinon en devenant des maîtres dans l'utilisation de leurs armes principales (ou, à tout le moins, en les maniant mieux que la moyenne)?

La progression de l'instruction au tir de précision se fait par étapes classiques entrecoupées de plateaux; l'adresse au tir augmente grâce à des exercices intelligents et, une fois le niveau voulu atteint, il peut être maintenu sans grande difficulté ni coût excessif. Comme dans le cas du franc-tireur, le maintien de la compétence exige une période annuelle d'instruction intensive sous la forme de camps de tir, mais cela se ferait alors au niveau de la compagnie — chaque année, pendant une semaine, la compagnie se rend au champ de tir et ne fait que s'entraîner au tir pendant cinq à sept jours. Les avantages de cette approche ressortent après l'instruction de l'ÉTAP 4, avant un déploiement. Après cette instruction intensive, le niveau d'adresse au tir augmente substantiellement.

Pour soutenir cette approche, il faudrait un cadre d'instructeurs affectés à chaque CIS. Munis d'un programme d'instruction, ces instructeurs seraient chargés de voir à ce que chaque compagnie suive cette instruction intensive d'une semaine. En outre, les STAL actuels devraient être mis à jour pour s'assurer que les habiletés acquises au champ de tir ne soient pas perdues.

Il est évident que le coût des munitions nécessaires pour augmenter l'adresse au tir de tous les membres des FC serait prohibitif. Le temps et les ressources d'instruction sont limités et le fait de prévoir du temps pour que chaque compagnie puisse suivre une instruction intensive d'une semaine à un champ de tir, une fois par année est contraire au bon sens au vu du modèle d'instruction actuel; par ailleurs, cette approche ne permet toujours pas de combler les lacunes en termes de capacité.

Toutefois, des ressources pourraient être concentrées au sein de l'infanterie pour maximiser l'instruction axée sur l'adresse au tir tout en limitant les besoins de crédits. La réalité est qu'à défaut de rehausser le niveau de l'instruction en matière de tir (en allouant plus de temps obligatoire sur les champs de tir), le bassin de recrutement aux fins du programme des francs-tireurs sera inévitablement limité et il s'épuisera rapidement. Pour l'adresse au tir, une instruction supplémentaire est une première étape cruciale dans la mise en place de toute nouvelle capacité.

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

Une constatation se détache de l'ombre des opérations : il existe de graves lacunes en termes de capacités au niveau de la section et cela limite l'aptitude à faire feu avec précision (adresse au tir) sur un ennemi situé à des distances comprises entre 300 et 600 mètres (matériel). Traitant de ces lacunes, le présent article pose une série de questions et propose différentes réponses, chacune ayant des avantages et des inconvénients.

Nous nous sommes d'abord demandé si le système d'instruction avec ÉTAP convenait pour préparer les soldats aux OAD. Il est clair qu'en matière d'instruction au tir, il y a une grande différence entre la théorie et la mise en pratique, et que l'ÉTAP, qui devait d'abord correspondre au minimum exigé, constitue maintenant la norme en termes d'adresse au tir. Peu d'unités disposent d'assez de temps ou de munitions pour continuer à promouvoir l'instruction avancée au tir, à leur niveau. Les STAL qui devaient représenter un moyen peu coûteux et efficace d'améliorer l'adresse au tir restent inutilisés pour différentes raisons : attente de pièces, manque d'opérateurs qualifiés ou désintérêt des stagiaires. Cela étant dit, le système d'ÉTAP à 4 niveaux procure aux soldats le niveau d'instruction voulu pour le combat rapproché et il représente une base solide sur laquelle implanter des habiletés plus pointues en matière d'adresse au tir. Ce qui manque, c'est du temps d'instruction au champ de tir.

L'article aborde aussi la question des lacunes dans les capacités de la section, et lacunes il y a! La nécessité de faire feu avec précision sur des objectifs se trouvant au-delà de la limite des 300 mètres utilisée pendant l'instruction a été soulignée dans plusieurs comptes rendus après déploiement. Le Canada n'est évidemment pas le seul pays à avoir constaté ce besoin, comme le prouve le nombre de pays ayant adopté le concept de franc-tireur ou de tireur de précision désigné.

Enfin, une comparaison des différentes solutions possibles pour remédier aux lacunes montre que former et déployer davantage de tireurs d'élite n'est pas une issue rentable. Ce n'est pas rentable non plus de hausser l'adresse au tir de tous les membres des FC. Cela nous amène aux francs-tireurs. Après avoir pris connaissance de documents concernant les francs-tireurs et avoir constaté que

les francs-tireurs sont largement employés par les pays occidentaux et les pays de l'Est, et compte tenu du fait que les FC ont commencé à les utiliser, l'auteur du présent article présente les recommandations suivantes :

ADRESSE AU TIR

- Au minimum, l'infanterie doit améliorer le niveau actuel d'instruction et d'exercice en matière de tir afin de dépasser les exigences prescrites pour l'ÉTAP 3. Tout échec aura un impact direct sur tout programme proposé relatif aux francs-tireurs.
- Le MOPI doit être réécrit pour resserrer les normes en matière de munitions afin que les cartouches comportant la balle C77 permettent des groupements de moins de 2 minutes d'angle.

La solution rentable pour combler les lacunes en termes de capacités comprend la gestion des attentes. Par conséquent, les recommandations reposent sur les hypothèses suivantes : le franc-tireur sera intégré à la section; l'arme du franc-tireur sera son arme principale; le coût de la mise en œuvre est un facteur à considérer; la communité de calibre parmi les armes de la section est primordiale.

ARME

- L'arme doit permettre le tir semi-automatique.
- L'arme doit permettre d'obtenir des groupements de moins d'une minute d'angle avec des munitions de qualité Match afin de garantir la plus forte probabilité de coup au but.
- L'arme doit être similaire au fusil de tireur d'élite à courte portée (FTECP) actuellement proposé dans le cadre du PRAL II.

MUNITIONS

- Les munitions destinées au fusil du franc-tireur doivent être de qualité Match et permettre des groupements inférieurs à 1 minute d'angle.

LUNETTE DE VISÉE

- La lunette doit permettre des réglages *rapides, uniformes et reproductibles* en direction comme en hauteur.

INSTRUCTION

- Le cours de franc-tireur doit être élaboré par la cellule des tireurs d'élite, à Gagetown, et être administré par l'École d'infanterie; il doit être dispensé dans les quatre CIS du pays.
- Le cours doit durer deux semaines et chaque stagiaire doit disposer d'au moins 2 000 cartouches.
- L'épreuve semestrielle, associée à un recyclage annuel intensif ainsi qu'à une participation à des compétitions locales et/ou nationales, doit permettre de conserver la compétence requise pour être employé comme franc-tireur.

FRANC-TIREUR

- Le franc-tireur doit toujours être en mesure d'agir normalement comme fantassin dans la section.
- Un franc-tireur doit être intégré à chaque section, mais la norme d'instruction de 2,5 personnes par poste doit être maintenue.

La création d'un programme de francs-tireurs est un objectif réaliste en termes de main-d'œuvre, d'infrastructure et de coût. Les FC possèdent déjà les éléments essentiels, soit les établissements, les champs de tir conventionnels ainsi que l'instruction élémentaire requise pour soutenir l'initiative.

La réussite du programme de francs-tireurs exige que les FC mettent davantage l'accent sur l'instruction axée sur l'adresse au tir au niveau de l'unité. Les militaires doivent absolument posséder un large éventail d'habiletés au tir pour que le processus de sélection puisse être lancé, sinon le programme ne pourra être viable car la base de recrutement disparaîtra rapidement. *L'adresse au tir est une habileté*

éphémère qui doit être enseignée, cultivée et mise à l'épreuve aussi souvent que possible sinon elle se perd. **En matière d'instruction axée sur l'adresse au tir, si les fondements ne sont pas substantiellement renforcés parmi l'ensemble des militaires, le programme de francs-tireurs ne pourra être viable et, ultimement, il disparaîtra.**

NOTES

1. En 2002, alors commandant du Secteur du Centre de la Force terrestre (SCFT), le Bgén Leslie s'adressait à l'ensemble des compétiteurs de la CTALFC et il prononça alors ces paroles. L'année suivante, la CTALFC était annulée pour quatre ans. L'auteur était présent.
2. PTOFC, B-GL-382-001/PT-002, p. 3
3. Il faut souligner que l'expression « tireur de précision » employée ici désigne une réalisation, pas une habileté.
4. PTOFC, B-GL-382-001/PT-002, p. 4
5. PTOFC, B-GL-382-001/PT-002, p. 20
6. PTOFC, B-GL-382-001/PT-002, p. 21
7. Hawes, John, SSG, Tp C, 3-71 RSTA, 10th Mountain Division. Extrait d'un article intitulé « The Designated Marksman Equation (Material x Training/Tactics = Mission Success) » affiché sur le site Designatedmarksman.com. Accès le 10 février 2010.
8. L'auteur est au fait de l'existence d'une base de données sur des « incidents d'importance » utilisée à Kandahar pour consigner ces renseignements, et d'autres, sur chaque contact. Malheureusement, il est impossible d'accéder d'ici à cette base de données.
9. L'**effet** CNN est une théorie selon laquelle la chaîne de télévision Cable News Network (CNN) a eu un fort impact sur la politique étrangère américaine. L'expression s'applique généralement à un large éventail de médias modernes et fait référence à l'impact potentiel de ces médias modernes sur les décideurs.
10. Il est difficile d'indiquer la portée efficace des armes de l'ex-Union soviétique (par ex., la portée efficace de l'AK-74 est censée être de 200 à 500 mètres, mais cette arme serait moins précise que le fusil C7A2). Les portées indiquées proviennent de différentes sources et ne sont mentionnées qu'à titre indicatif. Les armes collectives (en orange) et d'autres armes de suppression sont incluses car l'ennemi ne se heurte pas nécessairement aux mêmes contraintes en matière de précision.
11. Le fusil M16 est l'arme de calibre 5, 56 x 45 mm la plus répandue dans le monde. Actuellement, le M16 ou ses variantes sont utilisés par 15 pays membres de l'OTAN et plus de 80 autres pays du monde. Site Web Wikipedia sur le fusil M16 : http://en.wikipedia.org/wiki/M16_rifle. Accès le 19 février 2010.
12. Il est intéressant de souligner qu'à 4 000 milles d'ici, en Irlande, l'Armée irlandaise a mis au point une solution similaire; il s'agit de fixer un morceau de chambre à air en caoutchouc d'un côté du support de la lunette de visée, de le passer au-dessus de l'arrière de la lunette et de le fixer à l'autre côté du support. Le but est de faire en sorte que la lunette « retourne en batterie » après chaque coup.
13. Bulletin de mise à jour n° 2 d'EO Tech — Modification de la lunette C79A2-1 — Tambour de zérotage, 1er février 2010.
14. Cette affirmation est soutenue par la publication des FC intitulée *Opérations terrestres 2021 : Opérations adaptables et dispersées — Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain* qui décrit l'environnement opérationnel futur comme des combats entre adversaires asymétriques, en terrain complexe et parmi une forte population civile.
15. Dans ce contexte, le mot « osciller » désigne l'impression que le point de visée bouge. Cela peut se produire si l'alignement entre l'œil et la lunette change pour une raison quelconque. Les battements du coeur, une position instable, un dégagement oculaire variable et la respiration qui affecte la position du corps sont tous des éléments qui font bouger le fusil, qui modifient l'image de visée de sorte que le tireur a l'impression que le point de visée oscille d'avant en arrière par rapport à la cible.
16. Compte rendu après action 2009 de l'éqp de tir de cbt des FC intitulé « Equipment Problems CF Combat Shooting Team 2009 Bisley ». Dans ce compte rendu, on indique que le fusil australien Steyr AUG permet des groupements de 0,75 minute d'angle seulement et le fusil SA-80, de 1,5 minute d'angle. L'auteur n'a pu trouver de source pour appuyer ces affirmations.
17. Dessins 8397081 (balle C77 de 5,56 mm) et 8397082 (noyau). Ces deux dessins montrent que l'écart peut atteindre 0,6 grain tant pour le noyau en acier doux que pour celui en plomb. En outre, la tolérance est de 3,08 grains pour la balle complète. Comme 1 grain est égal à 0,067 gramme, l'écart pour le noyau d'une balle peut atteindre 0,205 gramme. Des munitions de cette qualité ne peuvent en aucun cas produire des résultats de qualité Match.
18. Les spécifications techniques de la cartouche SS109 précisent que la vitesse initiale moyenne doit être de 2 985 pi/s ou 910 m/s. Comme la vitesse de la balle moyenne diminue de 300 pi/s tous les 100 m, il ressort qu'à un peu moins de 200 m, la balle n'offre plus les performances voulues. À une distance de 600 m, la balle se déplace à environ 1200 pi/s. Il est important de souligner qu'à moins de 2500 pi/s, la balle basculera à l'impact, mais sans se fragmenter, de sorte qu'elle fera

simplement un trou, un peu plus gros que si elle ne basculait pas. Il est également important de comprendre que la balle se fragmente, mais sans avoir été conçue expressément à cet effet.

19. B-GL-392-005/FP-001, TIREUR D'ÉLITE, para 6, p. 1.

20. Gouvernement britannique, Operational Insights : Company Level Tactics in Helmand, décembre 2008, p. 56. « Des observateurs et un transmetteur accompagnent souvent les tireurs d'élite pour que cette ressource soit employée au mieux. L'observateur et le transmetteur, en particulier, font que l'équipe du tireur d'élite représente plus que de la puissance de feu; elle devient un outil ISTAR. » [*Traduction libre*] Les CAA et les OOA reconnaissent que les tireurs d'élite tendent à s'installer là où ils peuvent voir très loin et, donc, ils cherchent à se coimplanter avec eux si possible.

21. Cette observation concerne des armes légères portatives. Il est entendu que le canon automatique Bushmaster de 25 mm peut envoyer un projectile dans une fenêtre à 2 km, mais il est difficile de grimper un escalier à la volée en le transportant.

22. Le groupe est scindé en deux sections de huit tireurs d'élite, auxquelles s'ajoutent le maître-tireur d'élite de l'unité et son conducteur, soit un total de 18 personnes. Chaque section est répartie en deux détachements de quatre tireurs d'élite, l'un sous les ordres d'un sergent et l'autre, commandé par un caporal-chef. De plus, chaque détachement peut être scindé en deux équipes de deux tireurs. L'effectif du groupe de tireurs d'élite peut être augmenté selon le rôle de l'unité, la nature du déploiement opérationnel ou la situation tactique. Si le groupe est embarqué dans des véhicules légers, on peut lui affecter des conducteurs supplémentaires (jusqu'à un conducteur par détachement de quatre personnes) de façon qu'une fois le détachement débarqué, tous ses membres puissent quitter le véhicule. Un magasinier peut en outre être attribué au groupe. B-GL-392-005/FP-001, TIREUR D'ÉLITE, para 19, p. 6.

23. B-GL-392-005/FP-002, TIREUR D'ÉLITE, para 2 et 5, p. 9-10

24. B-GL-392-005/FP-002, TIREUR D'ÉLITE, para 22, p. 14

25. B-GL-392-005/FP-002, TIREUR D'ÉLITE, p. 10

26. Le 18 janvier 2010, les Britanniques annoncent « qu'un nouveau fusil a été acquis pour les troupes combattant en Afghanistan et cette arme augmentera la puissance de feu à longue distance disponible sur le front. Plus de 400 fusils de franc-tireur L129A1 de calibre 7,62 mm seront distribués pour accroître la capacité de la section à faire feu avec précision sur des talibans se trouvant à grande distance ».[*Traduction libre*] Site Web du Ministry of Defence : http://www.mod.uk/DefenceInternet/Defence News. Accès le 24 février 2010.

27. En 2009, dans le cadre du programme de remplacement des armes légères, le ministre de la Défense de la Nouvelle-Zélande a ordonné une étude, au niveau des sections, afin de connaître les besoins en termes de portée, de surclassement et de capacités en vue du choix de l'arme légère d'appui (LSW), de l'arme individuelle (IW) et de l'arme du tireur de précision désigné (DMW). Au moment de la rédaction du présent article, le rapport connexe avait été demandé, mais non reçu.

28. C. Mark Brinkley, *Top Shots For Every Squad*, Marine Corps Times, 29 juillet 2002

29. Mercure, Cpl. James M., Marine Corps News, article *Marines Make Insurgents Pay the Price*, mis en ligne sur le site Military.com à l'adresse http://www.military.com/news/article/marine-corps-news/marine-makes-insurgents-pay-the-price.html. Accès le 4 décembre 2009.

30. Capturing Lessons Learned From United Nations Operations — 3 PPCLI, partie deux — Operations in Theatre, para 9. Accès au site Web, à l'adresse http://kms.kingston.mil.ca/kms/fileview.aspx? le 21 janvier 2010.

31. Capturing Lessons Learned From United Nations Operations — 3 PPCLI, partie deux — Operations in Theatre, para 9. Accès au site Web à l'adresse http://kms.kingston.mil.ca/kms/fileview.aspx? Le 21 janvier 2010.

32. L'encadrement standard des tireurs de haut niveau, comme les compétitions olympiques de tir avec armes à air comprimé et armes de calibre .22, exige de tirer beaucoup, qu'il s'agisse du début de la saison ou de l'entraînement d'un nouveau tireur. L'objectif est d'aider le tireur à adopter la bonne position et à développer la sensation du « coup parfait ». Il s'agit de s'assurer que les francs-tireurs soient plus à l'aise que la moyenne lorsqu'ils utilisent leur fusil et qu'ils peuvent apprivoiser le recul — aspect crucial pour un tir précis.

33. Ces chiffres sont basés sur des observations faites par l'auteur au cours de plusieurs années et, naturellement, ces valeurs sont liées aux conditions du tir.

34. Sur les huit membres d'une section d'infanterie standard, deux occupent des postes de commandement, deux utilisent des armes d'appui C9 et deux utilisent des armes M203. Il reste donc deux postes de fusilier. Cette proportion reste la même pour une section d'infanterie mécanisée comptant 10 membres. Toutefois, sur les dix membres de cette section, sept seulement descendent du véhicule et, si un membre reste tout près aux fins de sécurité, six soldats seulement avancent vers l'objectif. Les deux autres membres sont le conducteur et le tireur qui restent toujours à bord du véhicule. Le commandant de section reste aussi pour combattre depuis le véhicule.

35. La norme adoptée par l'ensemble des FC est de 2,5 personnes par poste. Il n'y a pas de preuves empiriques ou d'études pouvant appuyer ce chiffre.

36. Les STAL actuellement en service comportent des processeurs et des logiciels qui n'ont pas été mis à jour, dans certains cas, depuis leur installation initiale. Compte tenu du rythme de développement des logiciels, d'énormes améliorations (qualité des images et vitesse des processeurs) sont possibles pour un coût modique.

Source: Caméra de combat

Une CS rouge, blanche ou rose? De la compréhension du besoin d'une approche globale de la culture dans le renseignement militaire

Caporal-chef A.J.D. Gavriel, B.A.

SCÉNARIO

(SANS CLASSIFICATION) *À 14 h dans le district X, Kandahar, des insurgés ont lancé contre un détachement de la police nationale afghane (PNA) (COORDONNÉES 1111 0000) une attaque à la voiture bourrée d'explosifs improvisés qui a tué quatre officiers de police et en a blessé grièvement six autres. Selon l'unique source d'information, la cible de l'attaque était le chef de la PNA du district, Hamid BARAKZAI.*

(SANS CLASSIFICATION) ÉVALUATION *: L'activité des insurgés dans le district X s'est amplifiée alors que quatre attaques distinctes ont été lancées contre le poste de la PNA au cours des trois dernières semaines. Les opposants au gouvernement afghan cherchent probablement à chasser de la région les officiers de la PNA dans le but de se débarrasser des représentants du gouvernement national qui entravent leurs opérations, et d'accroître leur contrôle sur la population locale*[1]*.*

INTRODUCTION

Ce type de situation est courant en Afghanistan — un pays qui a toujours été l'objet de conquêtes et d'affrontements entre de grandes civilisations et des tenants d'idéologies divergentes depuis l'époque d'Alexandre, 300 ans avant J.-C. Deux siècles avant l'invasion par Alexandre, à l'époque d'Hérodote et de ses études sur les adversaires de la Grèce au temps des guerres persiques, on reconnaissait l'importance de la culture dans les conflits et on l'a exploitée dans les conflits subséquents, comme la guerre du Péloponnèse qui opposa les Athéniens aux Spartiates. L'importance intégrale du rôle de la culture dans les conflits a tour à tour été oubliée puis réapprise.

Le conflit dans la partie rurale de l'Afghanistan se caractérise par « des rivalités entre clans pour des questions de statut et de favoritisme politique, le contrôle des systèmes d'irrigation [et], par le *Tarburwali* — l'affrontement endémique entre cousins », ce qui amène à se demander si beaucoup de ces problèmes sont vraiment aussi rouges et blancs qu'ils le semblent[2]. Je tenterai de définir dans ces pages l'utilité du domaine théorique de l'anthropologie pour orienter la fonction du renseignement militaire à travers le paysage culturel complexe de l'Afghanistan dans le but de générer une vision exacte et globale de la situation, ce qui est essentiel pour informer les commandants de ce qui se passe *réellement* dans leur ZResp. Après tout, « on ne peut gagner la partie sans en maîtriser les règles »[3].

LA TRANSFORMATION DES ADVERSAIRES ET DES ENVIRONNEMENTS OPÉRATIONNELS FAIT DE LA CULTURE UN ÉLÉMENT INCONTOURNABLE

Dans l'environnement symétrique classique « rouge » contre « bleu » de la menace, les conflits impliquaient deux forces rivales, de composition semblable, cherchant à envahir et à tenir un terrain, un **terrain physique**, c'est-à-dire d'en interdire l'accès à l'adversaire. Dans cet environnement, le renseignement militaire consistait à obtenir des renseignements détaillés sur le dispositif de l'ennemi et la configuration du champ de bataille, soit les traits caractéristiques du terrain, les passages, les obstacles, le terrain canalysant, les voies d'approche, la position clé et le terrain vital. En satisfaisant à ces besoins d'information, les éléments de recherche du renseignement fournissaient aux états-majors concernés

suffisamment de renseignements pour connaître l'intention de l'ennemi ainsi que ses plans d'action potentiels et ses centres de gravité, et, subséquemment, pour donner une image claire du champ de bataille au commandant.

Dans l'environnement contemporain de la menace asymétrique, les adversaires, de composition essentiellement différente, tentent d'exploiter les points faibles de l'autre dans le but d'atteindre l'état final recherché. Dans la lutte contre l'insurrection, la population, ou le **terrain humain**, est l'espace vital à conquérir et à interdire à l'ennemi. Dans ce nouvel environnement, le terrain géographique a sur les opérations un seul effet, qui demeure constant et inchangé, mais il perd sa nature décisive car, pour contrer l'insurrection, on doit être perçu comme l'autorité légitime par la population locale.

Dans les théâtres d'opérations comme l'Afghanistan, les conflits se produisent au sein de sociétés complexes que l'armée connaît peu. Dans une telle situation, le renseignement militaire n'a pas de besoins précis de renseignements à combler, lesquels permettraient aux ressources de recherche de générer l'information requise pour produire une image claire de l'environnement opérationnel. C'est là le point faible du fort — un manque de compréhension majeur des enjeux socioculturels qui finissent par avoir des incidences sur nos opérations et nos efforts de lutte contre l'insurrection fomentée par les talibans. Les lacunes engendrées par la méconnaissance des valeurs et des comportements quotidiens, voire de la culture, qui caractérisent le terrain humain dans lequel œuvrent nos forces, se manifestent dans les évaluations du renseignement qui, empreintes de préjugés ethnocentriques, ne traduisent pas avec exactitude comment l'ennemi perçoit nos actions et y réagit. Ces lacunes entraînent aussi un manque total de compréhension de la façon dont les éléments dynamiques locaux alimentent le conflit. Les talibans, quant à eux, détiennent un avantage certain sur les forces occidentales en ce qu'ils connaissent très bien la population locale et qu'ils exploitent cette connaissance contre nous.

Les théâtres d'opérations contemporains, comme celui de l'Afghanistan dans lequel nous sommes engagés, ont créé la nécessité de redéfinir le but du renseignement, soit un but qui incorpore les connaissances de la société et de la culture, afin de surmonter les difficultés engendrées par la transformation des adversaires et des environnements opérationnels. En bref, ces difficultés nous ont rappelé que la culture est un élément qui compte.

ANTHROPOLOGIE 101 : QU'EST-CE QUE LA CULTURE?

L'analyse du renseignement militaire tend à adopter les théories économiques et politiques occidentales sur la culture et « l'homme rationnel ». Les sources auxquelles nous puisons nos informations essentielles faussent inévitablement la façon dont les analystes interprètent les prémisses et font leurs évaluations. En présence de sociétés non occidentales, l'*opérationnalisme* s'impose, c'est-à-dire que nous devons définir les conditions et les méthodes de mesure dans le but d'éliminer les préjugés occidentaux de nos analyses. Si nous procédions autrement, au lieu de prévoir ce que ferait un insurgé afghan dans une situation donnée, avec ses valeurs et ses perceptions, nous prévoirions plutôt ce qu'un Occidental rationnel ferait dans les mêmes circonstances. L'anthropologie, soit la discipline qui se consacre à l'étude générale de l'humanité, est unique en ce qu'elle est la seule discipline qui s'intéresse au monde non occidental et, en conséquence, c'est la discipline la plus appropriée pour fournir aux analystes du renseignement une définition adéquate de la culture[4].

L'anthropologie socioculturelle est « le domaine de l'anthropologie générale qui étudie la culture humaine contemporaine, ou les façons, calquées ou apprises, de se comporter et de penser »[5].
Les théories de l'anthropologie socioculturelle sont façonnées par des concepts fondamentaux, notamment, le concept de la culture, l'ethnocentrisme, le relativisme culturel et l'holisme.
Les anthropologues emploient des méthodes ethnographiques et ethnologiques dans le but de recueillir, d'analyser et d'interpréter les données culturelles pour générer une connaissance de la culture.

La **culture**, en anthropologie, est définie comme un ensemble acquis de valeurs, d'idées, d'attentes et de pratiques partagé par les membres d'une société. Une société est un groupe de gens partageant une culture commune. Si l'on comparait les humains à un système informatique, la culture serait le logiciel de programmation qui leur permet de fonctionner. Tout comme en informatique, il existe différentes façons de fonctionner (systèmes d'exploitation) et bien que ces systèmes permettent à tous les ordinateurs d'exécuter essentiellement la même fonction, chacun a ses propres processus et concepts d'exploitation.

La culture n'est pas innée chez l'être humain, elle s'**acquiert** plutôt par enculturation ou socialisation, soit le processus par lequel les valeurs, les idées et les coutumes d'une société quelconque sont inculquées à l'individu. La culture est **partagée** par les membres de la société. Elle est **calquée**, ce qui signifie que les membres d'une société vivent et pensent selon des modes qui créent des modèles précis et répétitifs. La culture est **symbolique** car elle fait intervenir des symboles afin d'organiser sa relation avec le monde naturel. La culture est également quelque chose qui **évolue** et **s'adapte** parce qu'elle subit parfois l'effet de la transformation interne de la pensée ou du contact avec les pratiques et les idées d'autres cultures, et qu'elle cherche à augmenter les chances de survie des membres de la société. Elle est **intégrée**, c'est-à-dire qu'elle est liée à tous les aspects, et **intériorisée** dans le sens qu'elle est habituelle et perçue comme naturelle par les membres de la société. Enfin, la culture peut aussi être considérée comme **arbitraire** puisque parfois elle ne s'appuie pas nécessairement sur la raison. Ces caractéristiques universelles définissent les qualités de la culture — *la culture est acquise, partagée, calquée, symbolique, changeante, adaptable, intégrée, intériorisée et parfois arbitraire.*

L'**ethnocentrisme** est la croyance que sa propre culture est supérieure aux autres. On commet un préjugé ethnocentrique lorsqu'on juge une culture par rapport à la norme de sa propre culture plutôt que par rapport aux critères de cette culture particulière. Le relativisme culturel est l'idée selon laquelle, pour comprendre les autres, on doit en examiner la culture de leur point de vue. Le **relativisme culturel** supplante le préjugé ethnocentrique en cherchant « à comprendre une société ou une culture sans porter de jugement et avance qu'une culture doit être comprise en regard des valeurs et des idées qu'elle véhicule »[6]. Cette démarche ne signifie pas que les autres cultures ne peuvent être jugées, mais les jugements doivent s'appuyer sur la pleine compréhension des idées et des pratiques de celles-ci et non sans nier les valeurs et les croyances de sa propre société.

Selon le concept de l'**holisme**, un concept intégré de l'anthropologie, « il est préférable de considérer les cultures comme des systèmes intégrés »[7]. En anthropologie, l'holisme perçoit la culture comme un système complexe qu'on ne peut comprendre sans comprendre les éléments qui le composent. On cherche à comprendre chacun des composants et comment ils sont tous liés entre eux.

RENSEIGNEMENT ETHNOGRAPHIQUE : GÉNÉRER LA CONNAISSANCE DE LA CULTURE

Renseignement ethnographique (ETHINT) *— « discipline de collecte du renseignement générant une connaissance de la société et de sa culture grâce à l'emploi de méthodes spécialisées de collecte de renseignements ethnographiques et de processus d'analyse guidés par des concepts anthropologiques »*[8].

La connaissance de la société et de la culture est l'information essentielle partagée sur les valeurs et les croyances, l'économie et l'environnement, l'organisation sociale et politique, et l'ethnicité et la langue d'un groupe social — tous ces aspects étant des catégories de connaissance souvent tenues pour acquises par les membres de la collectivité[9].

On croit à tort qu'un anthropologue est le spécialiste de toutes les cultures du monde — ce n'est pas le cas. En réalité, un anthropologue est le spécialiste du concept de la culture et le générateur de la connaissance de la culture. Les anthropologues abordent l'étude globale de la culture par l'**ethnographie** qui est « le compte rendu de première main du quotidien et de l'organisation sociale d'un groupe culturel réel qui s'appuie sur l'observation personnelle au cours d'une période prolongée »[10].

La recherche ethnographique se caractérise par certains « éléments fondamentaux qui incluent, entre autres, des concepts anthropologiques élémentaires, des méthodes et des techniques de collecte et des analyses »[11]. Un anthropologue qui fait une étude ethnographique, c'est-à-dire un *ethnographe*, « cherche à comprendre et à décrire la scène culturelle à l'aide de l'**émique**, soit le point de vue intérieur »[12]. La principale différence entre un rapport ethnographique et un article journalistique est que le journaliste recherche l'événement ou l'inhabituel tandis que l'ethnographe cherche à capter le quotidien.

L'ethnographie exige de s'immiscer dans la vie quotidienne des membres de la collectivité étudiée puisque ces derniers sont la source ultime de la connaissance de la société et de sa culture. Les ethnographes emploient des méthodes et des techniques de collecte pour leur travail sur le terrain, dont la principale est l'**observation participante**. L'observation participante suppose pour le chercheur de s'immerger complètement dans la culture étudiée afin qu'il puisse adopter les valeurs de la collectivité et devenir intimement familier avec la vie quotidienne de celle-ci. Les autres méthodes de collecte sont de nature qualitative et quantitative et incluent, entre autres, les entrevues organisées ou ponctuelles de même que les sondages et la collecte d'échantillons. Mais comme toute l'information recueillie au moyen d'instruments de collecte présente une marge d'erreur élevée, l'ethnographie emploie des méthodes de collecte et des concepts qui permettent de réduire au minimum non seulement le risque d'erreur humaine mais aussi les effets de données partielles, incomplètes ou hors contexte sur la culture.

Tout comme le renseignement militaire, l'information ethnographique ne devient pas du renseignement tant qu'elle n'a pas été traitée. L'information ethnographique désigne particulièrement l'information recueillie au moyen de méthodes de collecte ethnographiques. Après la collecte, les données subissent un traitement visant à en confirmer la validité et l'absence de biais, c'est-à-dire qu'elles sont dépourvues des préjugés culturels et ne renforcent pas les stéréotypes de la personne qui les a recueillies. L'information ethnographique valable est de portée globale, mise en contexte, triangulée avec d'autres données et intégrée pour créer des schémas précis. Ce processus transforme l'information ethnographique en renseignement ethnographique et c'est ce qui distingue essentiellement l'ETHINT des autres disciplines de collecte du renseignement.

Les autres disciplines de collecte du renseignement, notamment le HUMINT et l'IMINT, exigent l'intervention d'opérateurs spécialisés et/ou d'analystes dûment formés pour recueillir et interpréter l'information afin de produire du renseignement. De la même façon qu'il faut du personnel spécialement entraîné pour les entrevues et le traitement des sources de HUMINT, l'ETHINT exige l'intervention de spécialistes dûment formés pour recueillir des données ethnographiques afin de générer la connaissance de la culture. Cela est nécessaire non seulement pour assurer un élément de collecte mais aussi pour garantir que cet élément est apte à protéger les données contre la corruption. Alors que le HUMINT risque d'être victime du plan de déception de l'ennemi, l'ETHINT, quant à lui, risque d'être victime du « comportement ethnocentrique — l'imposition de ses propres valeurs et normes parce qu'on se croit supérieur à l'autre — [ce qui est] une erreur fatale en ethnographie »[13].

La méthodologie ethnographique en tant que « démarche pour connaître la vie sociale et culturelle des collectivités, est considérée à la fois un art et une science »[14]. C'est une science lorsqu'elle emploie des techniques de collecte éprouvées et l'observation systématique sur une période donnée dans le but de produire une image précise des perspectives et des comportements du groupe social étudié à un point particulier du temps et de l'espace. Il y a, par contre, des limites scientifiques aux données car la connaissance de la société et de sa culture n'est pas une vérité absolue ni universelle. Il n'existe pas un unique point de vue afghan. Les attitudes varieront probablement selon la région ou le groupe ethnique et les perceptions refléteront inévitablement les préjugés de leurs porteurs. Voici un exemple : « Les Nuristani considèrent que les Pachtounes sont des gens foncièrement mauvais [tandis que] les Pachtounes considèrent les Nuristani comme des bêtes sauvages rampantes et sales[15].» Cet état de choses n'invalide pas les données mais exige plutôt de comprendre les données dans leur contexte. Bien que l'ethnographie ne produise pas une vérité scientifique absolue, elle génère, en revanche, suffisamment de connaissances pour établir un niveau de prévisibilité culturelle en captant les comportements et les idées calqués qui sont partagés par la collectivité.

RENSEIGNEMENT SUR LA CULTURE : INCORPORATION DES CONNAISSANCES SUR LA CULTURE

Renseignement sur la culture (CULINT) *— « discipline du renseignement qui analyse les connaissances sur la culture dans le but d'évaluer ou de déterminer la façon dont elles influencent et modifient l'environnement opérationnel, l'ennemi et les éléments pris en compte dans la planification opérationnelle »*[16].

Dans le film intitulé « The Beast », le personnage central, un soldat soviétique nommé Constantine Koverchenko, développe un intérêt personnel envers la culture afghane locale. Un compagnon d'armes, Samad, un Afghan au service de l'Armée soviétique, lui explique le code d'honneur des Pachtounes afghans. Le code, appelé Pashtunwali, comporte trois obligations principales : Melmastia — offrir l'hospitalité aux visiteurs; Badal — rechercher la justice et se venger; Nanawateh — offrir l'asile ou un refuge à quiconque le demande même si c'est un ennemi. Plus loin dans le film, Koverchenko est capturé par des moudjahidins qui ont l'intention de le tuer conformément à l'obligation Badal pour la destruction de leur village par les Soviétiques. Mais lorsque Koverchenko murmure le mot « Nanawateh », les moudjahidins doivent mettre fin à leur projet et offrir un refuge au soldat.

Cet exemple illustre l'idée fausse la plus répandue à propos du renseignement sur la culture — notamment qu'il consiste à révéler un code caché ou secret d'une société étrangère et que la connaissance de ce code procure un contrôle sans restriction sur une population. Cette idée fausse est souvent issue d'autres idées fausses selon lesquelles la culture est une loi naturelle à laquelle tous les membres d'un groupe social donné doivent se plier.

La culture est un partage de façons de penser et de se comporter, mais des différences existent au sein de n'importe quel groupe. Le fait de comprendre la culture d'un groupe social permet de savoir pourquoi les membres agissent d'une façon quelconque et ce qu'ils pensent du monde extérieur ou comment ils le perçoivent. « La culture pourrait également être considérée comme un code de fonctionnement qui est valable pour tout le groupe. La culture conditionne le rayon d'action et les idées de l'individu, y compris ce qu'il peut faire ou ne pas faire et comment et avec qui le faire. La culture dicte aussi les circonstances

Type de renseignement :	**Renseignement sur la culture (CULINT)**	**Renseignement ethnographique (ETHINT)**
Fonction du renseignement :	Point d'intérêt	Collecte
Définition :	« discipline du renseignement qui analyse les connaissances sur la culture dans le but d'évaluer ou de déterminer la façon dont elles influencent et modifient l'environnement opérationnel, l'ennemi et les éléments pris en compte dans la planification opérationnelle »	« discipline de collecte du renseignement générant une connaissance de la société et de sa culture grâce à l'emploi de méthodes spécialisées de collecte de renseignements ethnographiques et de processus d'analyse guidés par des concepts anthropologiques »
Source de cueillette :	Information ethnographique	Méthodologies de cueillette d'information ethnographique
Point d'intérêt analytique :	De quelle façon la culture d'un groupe culturel affecte-t-elle l'environnement opérationnel?	Que se passe-t-il dans le groupe social?

qui commandent de modifier ou de changer les règles. La culture agit sur la façon dont on perçoit le bien et le mal, et permet de distinguer l'essentiel de l'accessoire, de classer les choses et de traiter celles qui sont inclassables. Les règles culturelles sont souples. Par exemple, le régime de parenté d'une tribu amazonienne exige que les cousins se marient entre eux, mais on modifie souvent la définition de cousin afin de permettre aux gens de se marier[17]. »

Le **renseignement sur la culture** est la discipline du renseignement qui analyse les connaissances sur la culture dans le but d'évaluer ou de déterminer la façon dont elles influencent et modifient l'environnement opérationnel, l'ennemi et les éléments pris en compte dans la planification opérationnelle. Le CULINT ne génère pas la connaissance de la culture mais cherche plutôt à comprendre les effets de la culture et du terrain humain.

La connaissance de la culture a une utilité particulière pour le renseignement militaire en ce qu'elle peut être exploitée pour jauger l'efficacité des opérations d'information de l'ennemi et de la coalition, pour mesurer la réaction locale ou les retombées potentielles des plans d'action de la coalition, pour comprendre la façon dont l'organisation sociale locale peut avoir une incidence sur les opérations, pour comprendre comment les éléments dynamiques locaux peuvent alimenter le conflit, voire comment les valeurs et les perceptions locales façonnent l'opinion des gens du pays sur les forces de la coalition et leurs opérations.

La connaissance de la culture est par surcroît utile à tous les niveaux opérationnels, du niveau stratégique, pour « l'élaboration de la ligne de conduite et des plans militaires à l'échelon national et international », jusqu'au niveau de la planification et de la conduite des campagnes et des opérations aux niveaux opérationnels et tactiques[18]. On peut appuyer le renseignement stratégique en acquérant une compréhension totale des structures sociales et des idéologies que les insurgés exploitent pour implanter leurs réseaux et mobiliser des segments de la population. La préparation efficace du renseignement sur la culture de l'environnement opérationnel pourrait aider le renseignement opérationnel à comprendre les divers groupes et factions qui occupent la zone de responsabilité du commandant et aussi les facteurs sociaux susceptibles d'alimenter le conflit. Comprendre comment les valeurs indigènes sont représentées dans le règlement des conflits peut être profitable aux organisations, par exemple aux responsables de la coopération civilo-militaire (COCIM). De même, la connaissance de la culture pourrait être utile aux unités des opérations psychologiques (OPSPSY) pour préparer des campagnes d'opérations d'information auxquelles les gens du pays seraient réceptifs. Le fait d'informer les soldats sur la culture durant l'instruction préalable au déploiement sera profitable pour les opérations tactiques car les soldats seront davantage en mesure de respecter les coutumes locales, ce qui, en conséquence, éliminera presque complètement la possibilité que des amis potentiels deviennent des ennemis à cause de notre insensibilité envers leur culture.

COLLECTE DU RENSEIGNEMENT ETHNOGRAPHIQUE À L'AIDE DE MESURES DISCRÈTES ET DE MOYENS RSR

L'accès aux sources principales de renseignements ethnographiques exige de s'immiscer dans la vie quotidienne des individus quoiqu'il existe d'autres **mesures dissimulées**, ou sources secondaires, qui complètent les méthodes interactives de collecte de données et d'analyse. En plus des sources classiques de renseignements, exploitées par les ethnographes pour leur recherche discrète, les moyens RSR militaires, qui comprennent les plates-formes de collecte stratégiques, peuvent accroître la capacité de l'ethnographe à employer des mesures discrètes. Ces moyens permettent, par surcroît, au chercheur d'observer des collectivités et des groupes marginaux et d'en recueillir des informations, comme les réseaux d'insurgés ou d'adversaires auxquels le chercheur n'aurait habituellement pas accès ou dans lesquels il ne pourrait pas s'introduire.

Les ethnographes font l'analyse du contenu de sources secondaires écrites, que l'on désigne **renseignement de sources ouvertes (OSINT)**, dans le but de dégager les thèmes ou le contenu du patrimoine écrit (ou du patrimoine oral dans le cas de sociétés analphabètes). La **littérature** d'une société comprend les contes folkloriques, les poèmes, les récits culturels et elle traduit souvent les valeurs sous-jacentes qui dictent les comportements. Elle est un élément important à la fois pour les sociétés alphabètes et analphabètes car elle permet la transmission d'une génération à la suivante des valeurs culturelles cruciales. « Un récit culturel est une histoire qui prend la forme d'un enchevêtrement logique d'événements expliquant un moment de l'histoire du groupe qui illustre les valeurs, le caractère ou l'identité propre de celui-ci. Les récits sont des moyens par lesquels les idéologies de la société sont

exprimées et absorbées par ses membres[19]. » L'examen de la littérature d'une société permet parfois d'en connaître les valeurs fondamentales, et de savoir comment les événements sont perçus et interprétés et comment on pourrait mobiliser le groupe à l'aide de récits qui se rapportent à sa culture.

L'**information historique** d'un groupe social est utile à plus de choses que la seule analyse documentaire de son origine. Bien que la connaissance de l'origine du peuple pachtoune d'Afghanistan soit utile au renseignement de base et à l'analyse de la situation générale, l'analyse de l'histoire des Pachtounes durant l'occupation soviétique peut générer de l'information sur les conflits tribaux sous-jacents qui ont été exacerbés à ce moment. Cela s'applique aussi à l'ex-Yougoslavie. La recherche des origines historiques des Serbes, des Croates et des Bosniaques aide à comprendre ce qui rend chaque groupe social distinct des autres. Toutefois, l'analyse du rôle de chacun de ces groupes au cours de la Seconde Guerre mondiale, alors que les différences entre eux étaient exacerbées, aurait fourni une information pertinente sur la nature du conflit et le niveau de haine qui l'alimentait.

Le **renseignement par imagerie (IMINT)** est le « renseignement découlant de l'imagerie acquise au moyen de capteurs photographiques, radars, électro-optiques, infrarouges, thermiques et multi-spectraux, lesquels peuvent être posés au sol, transportés à bord de navires ou sur des plates-formes aériennes »[20]. « La plus grande partie de l'IMINT provient de sources comme les satellites, les avions et les véhicules aériens télépilotés[21] », dont certaines peuvent assurer une surveillance vidéo en temps réel des cibles d'intérêt. L'IMINT assure un niveau d'observation non participante que ne permettent pas les pratiques ethnographiques classiques. Les techniques analytiques de l'IMINT, comme l'analyse des habitudes de vie, peuvent fournir des données ethnographiques de très grande valeur sur le quotidien de la collectivité étudiée. La connaissance des habitudes de vie d'un groupe de nomades baloutchis qui vit dans les regs du sud de l'Afghanistan est essentielle pour comprendre la différence entre ce groupe et un groupe de trafiquants ou de contrebandiers. L'analyse classique de l'IMINT peut fournir de l'information de base sur l'emplacement et l'usage des bâtiments, voire sur l'économie d'une collectivité et les différents modes de production. En outre, l'IMINT peut permettre d'étudier la proxémie jusqu'au niveau de l'interaction sociale des individus, surtout dans les sociétés rurales, comme celles d'Afghanistan, dans lesquelles nombre d'activités sociales se déroulent en plein air. L'IMINT permet aussi d'observer le déroulement d'un shura dirigé par les anciens d'un village. On peut exploiter cette capacité de collecte pour étudier le déroulement normal d'un shura ou l'espace social et la disposition des places assises des participants. L'IMINT fournit l'outil le plus utile d'observation non participante auquel n'aurait habituellement pas accès un chercheur ethnographe. Le pouvoir de cet outil dans la recherche ethnographique est largement sous exploité. On pourrait facilement transformer l'IMINT utilisé à des fins ethnographiques en un outil essentiel de recherche de l'information sur les collectivités et les groupes sociaux de toutes les régions du globe et fournir à l'ethnographe suffisamment de données préliminaires sur une collectivité avant qu'il y mette les pieds.

Le **renseignement transmissions (COMINT)** est le « renseignement obtenu de communications électromagnétiques ou de systèmes de communication par des personnes autres que leurs utilisateurs ou destinataires prévus »[22]. Dans le COMINT, l'information est obtenue « grâce à l'interception de communications et de liaisons de données. Cette information peut être recueillie sous forme verbale par la réception de messages radiodiffusés [ou] par l'interception de communications point à point comme les liaisons téléphoniques[23]. » L'information obtenue grâce au COMINT offre une observation discrète et une forme d'interaction à sens unique avec les membres d'un groupe social. Ce type des données serait plus difficile et beaucoup plus laborieux à utiliser dans la recherche car le chercheur ne peut intervenir pour obtenir plus de renseignements ou des explications des membres du groupe social dont il intercepte les conversations. Il procure, en revanche, un avantage en ce qu'il élimine un problème majeur de la recherche ethnographique à savoir le fait que l'observateur ne voit le groupe social que lorsque l'ethnographe est présent et jamais dans un milieu entièrement naturel. Bien que la limite créée par l'incapacité de participer du chercheur exige de prolonger l'étude, ce type d'information est une excellente source de données sur ce que disent les gens et comment ils expriment leurs idées et leurs préoccupations. Un observateur non participant serait, dans ce cas, capable de constater, par exemple, comment les membres du groupe règlent leurs différends ou de découvrir les causes qui ont engendré

les différends. Une chose aussi simple que les ragots sur des membres du groupe ou des chefs pourrait révéler ce que le groupe pense des traits de personnalité des membres. Les communications écrites ou électroniques sont aussi étudiées dans la recherche ethnographique classique. Par exemple, dans l'étude d'une organisation professionnelle ou d'un bureau, « les énoncés de mission et les rapports annuels révèlent la raison d'être ou la fin convenue de l'organisation et indiquent l'image qu'elle désire projeter dans le monde extérieur. Les rapports d'évaluation internes pointent les objets des préoccupations. Les budgets en disent beaucoup sur les valeurs de l'organisation[24]. » En outre, « le courriel électronique est souvent moins retenu que la correspondance générale et, en conséquence, il est très révélateur des relations et des querelles et luttes de pouvoir internes »[25].

Le **renseignement humain (HUMINT)**, une « catégorie de renseignement découlant de renseignements bruts recueillis et fournis par une source humaine »[26], engage une gamme d'opérations incluant les séances de débreffage des forces amies, les opérations de recherche de sources d'information et les interrogatoires. Les sources du HUMINT, qui incluent les informateurs de réseaux ennemis et le personnel ennemi capturé (détenus) peuvent également être des sources utiles à l'ethnographe qui étudie la culture de l'ennemi. Les sources du HUMINT offrent une interaction, mais pas d'intrusion, avec les membres d'une collectivité difficile d'accès pour l'ethnographe. Ces sources ne permettent pas toutefois d'intrusion car elles ne peuvent être observées dans leur milieu naturel. À cause de cette restriction, la probabilité est plus forte que l'information sur la culture obtenue des informateurs ou des détenus soit idéalisée. Cette représentation des données sur la culture — descriptions ou récits idéalisés de la vie des gens — peut quand même servir de référence pour une analyse subséquente de la valeur du comportement et des perceptions révélés des membres du groupe. Les membres de groupes ennemis qui font défection ou cherchent l'amnistie ou la réconciliation peuvent aussi être des intervenants clés. Ces individus pourraient être des agents culturels car ils comprennent l'idéologie ennemie de même que les opinions contestataires qui les ont incités à faire défection.

À l'inverse, l'absence de cette connaissance risque d'avoir de graves conséquences comme le fait remarquer M. Montgomery McFate, Ph. D. spécialiste principal des sciences sociales du *Human Terrain System* lorsqu'il affirme qu'au « niveau stratégique, la méconnaissance de la culture risque d'engendrer des politiques qui exacerbent l'insurrection; au niveau opérationnel, l'absence de la connaissance de la culture risque d'engendrer une opinion publique défavorable, et au niveau tactique, l'ignorance de la culture met en danger et les civils et les soldats »[27].

Une connaissance d'un degré suffisant de la culture d'un groupe social pour appuyer l'analyse du renseignement sur la culture, comme le relativisme culturel, ne s'acquiert pas du jour au lendemain. La connaissance de la culture établit le niveau du renseignement élémentaire à utiliser « pour préparer le terrain au terme des opérations et combler les besoins du renseignement en ce qui concerne les faits immuables de l'environnement opérationnel »[28].

Il y a trois niveaux de connaissance de la culture : la sensibilisation à la culture, la compréhension de la culture et, en dernier lieu, le renseignement sur la culture[29]. On atteint le niveau de la **sensibilisation à la culture** lorsqu'on connaît ce qui différencie la culture du groupe social de la nôtre. Cela suppose d'avoir une compréhension rudimentaire de la religion, de la langue, de l'histoire et de l'économie du groupe et une compréhension élémentaire ordinaire des choses permises et des interdits. C'est le niveau type de connaissance de la culture du touriste en visite dans un pays étranger. On atteint le niveau de la **compréhension de la culture** lorsqu'on connait le pourquoi des choses. Comprendre la culture suppose qu'on comprend les perceptions, les attitudes, la mentalité et les croyances issues des valeurs et des comportements d'un groupe social. Alors que la sensibilisation à la culture permet de reconnaître la religion du groupe, la compréhension de la culture permet de connaître la place que la religion occupe dans la vie de tous les jours et dans quelle mesure elle façonne les valeurs, les perceptions et les actions des membres du groupe. On atteint le niveau du **renseignement sur la culture** lorsque cette compréhension permet de savoir ce qui se passe après que les aspects culturels ont façonné l'environnement opérationnel et fait sentir leur influence ou leur impact sur les opérations, l'ennemi ou les aspects pris en compte durant la planification. À ce niveau, la connaissance de la culture génère

non seulement le renseignement de base mais aussi le renseignement de situation et le renseignement d'appréciation. Un niveau suffisant de connaissance de la culture peut également être utile au renseignement sur les objectifs et au renseignement d'avertissement.

CONNAISSANCE DE LA CULTURE	**Renseignement sur la culture**	Le quoi! Comment cela façonne-t-il l'environnement opérationnel? la planification? les opérations?
	Compréhension de la culture	Le pourquoi! Perceptions? Attitudes? Croyances?
	Sensibilisation à la culture	Le quoi! Religion? Langue? Les choses permises et les interdits?

L'information sur la culture provient d'une foule de sources générales différentes, mais l'information alimentant le renseignement sur la culture (CULINT) devrait être uniquement le renseignement ethnographique (ETHINT). Comme dans la collecte du renseignement humain (HUMINT), une information de presse ne serait pas considérée une source valable de données HUMINT car la personne chargée de leur collecte n'est pas en mesure d'évaluer la crédibilité ou la fiabilité de la source. Par ailleurs, l'information sur la culture qui n'est pas de nature ethnographique provenant de sources générales ne peut être évaluée sur le plan de la crédibilité ou de la fiabilité. La collecte du renseignement doit se faire par des moyens spécialisés, humains ou techniques, afin d'obtenir des données qui seront par la suite présentées dans une forme intelligible que les analystes du renseignement de toutes sources pourront utiliser. La capacité est le critère principal du choix de la source ou de l'agence apte à fournir certains types de données et, dans le cas de l'information sur la culture, l'ETHINT est la seule source qui « [a] le groupe-capteur approprié ou la capacité d'exploitation » pour recueillir et générer la connaissance de la société et de la culture[30].

ÉLIMINATION DES BIAIS ETHNOCENTRIQUES DANS L'ANALYSE DU RENSEIGNEMENT AU MOYEN DU RELATIVISME CULTUREL

Le **point de vue de l'autre** ou la nécessité de « penser comme l'adversaire » est le principe fondamental de l'US Joint Intelligence[31]. Pour déterminer ce point de vue, les analystes du renseignement doivent comprendre la façon de penser de l'adversaire et continuellement raffiner leur capacité à penser comme lui. La *Doctrine du renseignement interarmées* avance que le commandant des forces interarmées (JFC) devrait demander au personnel du renseignement J2 d'évaluer les actions proposées en pensant à la façon probable dont l'adversaire les percevra et dont il y réagira. « Les moyens que prendra l'adversaire pour s'adapter à l'environnement, conceptualiser la situation, envisager des solutions et réagir à nos actions sont autant de choses à connaître mais qui risquent d'être faussées par l'ethnocentrisme si le personnel du renseignement ne possède par suffisamment de connaissances sur la culture pour comprendre le monde du point de vue de l'adversaire »[32]. »

Presque toutes les évaluations du renseignement procèdent d'une vision ethnocentrique car nous nous référons à nos propres hypothèses sur la façon dont pourraient agir les forces ennemies pour évaluer leurs plans d'action. Ces hypothèses sont générées par notre logique, nos valeurs et nos idées — notre programmation culturelle — et elles constituent en réalité une évaluation de ce que serait notre plan d'action dans les mêmes circonstances. Toutes nos évaluations ont un biais ethnocentrique car nous ne comprenons pas les valeurs ni les croyances des cultures dans lesquelles nous œuvrons et, en

conséquence, nous fondons nos évaluations sur la norme d'une autre culture, notamment la nôtre. Toutefois, un biais ethnocentrique peut être éliminé au moyen du relativisme culturel.

On doit atteindre un niveau de relativisme culturel, ou de compréhension de la culture sous les rapports des valeurs et des croyances, pour éliminer les biais ethnocentriques de l'analyse du renseignement et fournir aux états-majors du renseignement le point de vue nécessaire dont fait état la doctrine du renseignement interarmées de l'Armée américaine. « La capacité de penser comme l'adversaire se fonde sur la compréhension détaillée des buts, des motivations, des objectifs, de la stratégie, des intentions, des capacités, des méthodes de fonctionnement, des points vulnérables et du sens des valeurs et de la perte de l'adversaire, laquelle se fonde en grande partie sur la compréhension détaillée de la culture de celui-ci[33]. »

Ce niveau global de connaissance, accessible seulement par un point de vue relatif de la culture et non ethnocentrique, est décrit dans la doctrine du renseignement comme « le niveau essentiel pour reconnaître les défis que présentent nos intérêts envers la sécurité nationale, mettre en place une politique sur la sécurité, formuler, s'il y a lieu, une stratégie et des objectifs militaires clairs, pertinents et réalisables, déterminer, planifier et mener des opérations qui faciliteront la réalisation des objectifs de la politique [nationale], et identifier les CG [centres de gravité] stratégiques et des opérations de l'adversaire »[34].

LE BESOIN D'UNE APPROCHE GLOBALE DE LA CULTURE

Le spectre des couleurs du renseignement est constitué des trois points d'intérêt principaux de connaissance de la situation (CS), notamment l'ennemi, « le rouge », le terrain géographique, « le brun » et la population locale, « le blanc ». Bien que le spectre des couleurs ne soit pas reconnu comme doctrine, il est représenté dans l'organigramme de la Force opérationnelle de l'Afghanistan (FOI-A) où tous les centres de renseignement de toutes sources (CRTS) se concentrent sur les enjeux rouges et bruns et une

PROCESSUS DE RENSEIGNEMENT INTERARMÉES		
Planification et direction		Les besoins d'information et de renseignement sont définis par le commandant et le personnel du renseignement.
Collecte	**ETHINT**	Les méthodes de collecte du renseignement ethnographique servent à cultiver l'information ethnographique.
Traitement et exploitation		L'information ethnographique est analysée et transformée dans une forme intelligible, soit la connaissance de la culture, aux fins d'utilisation par les analystes du renseignement.
Analyse et production	**CULINT**	La connaissance de la société et de la culture est analysée, intégrée à d'autres types de renseignement et transformée en produits qui permettent d'appuyer la mission du commandant.
Diffusion et intégration		Le renseignement est transmis au « consommateur » qui s'en sert pour ses besoins.
Évaluation et rétroaction		Le personnel du renseignement à tous les niveaux évalue si les diverses opérations du renseignement sont bien exécutées.

cellule distincte du QG FOI-A, se concentre sur les enjeux blancs. Mais comme certains enjeux ne sont pas aussi rouges et blancs qu'ils le semblent, les responsables ont introduit une autre expression, la CS rose, pour désigner les enjeux qui n'ont pas leur place dans le spectre des couleurs.

Le spectre des couleurs du renseignement contredit le concept anthropologique de la culture qui affirme que la culture est un tout et que la meilleure façon de la représenter est comme un ensemble de systèmes intégrés. On ne peut toutefois pas comprendre ces systèmes complexes sans en connaître les composants et la façon dont ils sont interconnectés. Le danger de classer les points d'intérêt du renseignement dans le rouge et le blanc réside dans le fait que cela est contraire à la démarche globale. Le classement par couleur rouge et blanche des éléments de CS simplifie trop des enjeux qui doivent être compris dans leur complexité. Sans une compréhension globale, le dispositif du renseignement ne peut fournir au commandant une image exacte de ce qui se passe dans sa ZResp et, au bout du compte, ce dernier ne pourra pas concevoir un plan de campagne efficace pour mettre fin au conflit local.

Pour illustrer cela, reportons-nous au scénario en début d'article de l'attaque à la voiture bourrée d'explosifs improvisés contre un détachement de la PNA dans le district x. Selon la conclusion logique de l'évaluation de l'incident, l'activité des insurgés contre ce poste de police s'est accrue parce que la PNA perturbe les opérations de ces derniers et les empêche d'exercer leur contrôle sur la population locale. Cette évaluation suppose aussi, peut-être inconsciemment, plusieurs hypothèses : les auteurs du méfait sont des insurgés, les insurgés s'opposent au gouvernement de l'Afghanistan, les insurgés détestent la PNA parce qu'elle est efficace. Ce qui cloche dans cette évaluation est que son champ d'application est linéaire et qu'il n'y a pas de contexte. Comme on le verra dans la description de contexte reproduite ci-dessous, il devient évident qu'un point de vue global et un contexte local fournissent une explication totalement différente de l'amplification du conflit dans le district en question.

(SANS CLASSIFICATION) DESCRIPTION DE CONTEXTE — DISTRICT X[35]

(SANS CLASSIFICATION) *Le district X, Kandahar, est sous la domination d'une tribu de la lignée pachtoune, les Zakarai. Les Zakarai forment une collectivité pastorale autonome vivant dans une vallée riche en ressources qui fait l'envie depuis longtemps de leurs voisins rivaux. Au fil des années, les Zakarai ont dû défendre leur souveraineté sur le district X en prenant les armes contre des groupes voisins qui revendiquaient leur terre. Les Zakarai n'ont aucun accès direct à de l'eau car la collectivité vivant en amont dans le district Y, les Barakzai, revendique la propriété des ressources d'eau. Les Barakzai ont souvent menacé de détourner la rivière du district X si les Zakarai refusaient de payer une taxe élevée pour l'eau qu'ils y puisaient. Les Zakarai ont accepté de payer la taxe à la condition que les Barakzai acceptent de reconnaître leur souveraineté sur le district X et de ne plus revendiquer leur terre.*

(SANS CLASSIFICATION) *Il y a plusieurs mois, Hamid BARAKZAI a été nommé commandant de la PNA du district X. Dès sa nomination, il a commencé à accorder des faveurs à des membres des tribus Barakzai et Popolzai en les autorisant à s'installer sur quelques-unes des meilleures terres agricoles du district X. Il a également commencé à recruter uniquement des Barakzai dans la PNA et il refuse d'émettre aux Zakarai des permis pour que ces derniers vendent leurs produits au marché. Les Barakzai du district Y voisin ont pris avantage de la situation et presque doublé la taxe d'eau. Quand les Zakarai du district X ont refusé de payer la taxe, ils ont été violemment pris à parti par des agents de la PNA, tous des membres de la tribu Barakzai recrutés par le chef de la PNA en vertu de sa nouvelle politique d'embauche.*

(SANS CLASSIFICATION) *Devant l'arrivée intempestive, dans leur collectivité, de gens de groupes rivaux qui se voient offrir des postes et des emplois privilégiés, les habitants ont décidé de demander l'appui des insurgés afin qu'ils les aident à se débarrasser du chef de police et à regagner leur souveraineté sur le district. Les Zakarai ne sont ni des insurgés ni des opposants au gouvernement national, mais ils n'ont aucune voix sur la scène politique. Ne voyant pas d'autre façon de régler leur problème, ils ont décidé d'attaquer Hamid BARAKZAI dans le but d'assurer la survie de leur groupe.*

Comme le montre ce scénario, il y a trop de situations dans lesquelles il est difficile de faire une distinction entre les ennemis et les habitants. Une conséquence périlleuse de tout conflit dans la ZResp est la perspective d'une guerre classique, laquelle n'est pas du tout appropriée à la contre-insurrection.

Ce scénario montre comment les divers éléments présents dans la ZResp sont interconnectés et, entre les lignes, le danger potentiel que présente une évaluation inexacte du renseignement. La situation décrite, prise dans toute sa complexité, pourrait être réglée tout simplement en remplaçant le commandant de la PNA. L'évaluation préliminaire, toutefois, peut forcer le commandant à réagir d'une manière susceptible de grossir le nombre des ennemis du gouvernement afghan et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en isolant davantage, voire en persécutant, une population déjà privée d'une partie de ses droits.

Le renseignement sur la culture et le renseignement ethnographique, qui les deux adoptent la définition anthropologique de la culture, ne sont pas des concepts nouveaux mais plutôt des disciplines du renseignement qui ont été oubliées durant les quarante années de la guerre froide contre un adversaire connu, symétrique et prévisible. Leur réintégration, par contre, exige un changement de paradigme dans la doctrine du renseignement interarmées qui actuellement se concentre trop sur l'adversaire et néglige les autres éléments de l'environnement opérationnel qui influent sur la mission du commandant. « La doctrine du renseignement doit reconnaître que la connaissance de tous les peuples étrangers dans une zone d'opérations interarmées est un principe fondamental de la guerre interarmées; elle ne se limite pas à l'ennemi[36]. »

E TENEBRIS LUX. OUI, MAIS QUELLE LUMIÈRE?

La devise latine de la Branche des services du renseignement, *E Tenebris Lux*, se traduit par « Des ténèbres jaillit la lumière ». Tous ceux d'entre nous qui, au cours d'une patrouille de reconnaissance de nuit, ont essayé, à l'aide d'une lampe de poche à filtre rouge, de lire les inscriptions faites au marqueur Staedtler rouge sur leur carte, savent que les lentilles à travers lesquelles nous voyons un objet ne montrent pas toujours ce qu'il faut voir.

Dans les environnements opérationnels au terrain humain aussi complexe que celui de l'Afghanistan, il ne fait aucun doute que l'important rôle de la culture dans cette société a une incidence sur les opérations de contre-insurrection. Cela étant, une seule chose est sûre — le fait de se concentrer uniquement sur l'adversaire et de n'accorder à la culture qu'une attention dérisoire ne nous permettra jamais de conceptualiser les véritables problèmes qui touchent notre ZO et, en conséquence, nous empêchent de trouver des solutions efficaces.

Comme l'a souligné le professeur Thomas Barfield, un anthropologue qui a travaillé plus de trente années en Afghanistan, « mettre en œuvre des politiques ou rechercher des alliés sans bien connaître le contexte local revient à rechercher la fuite d'essence d'une canalisation avec une allumette »[37]. Cette déclaration met symboliquement en évidence la nature à double tranchant du renseignement; un renseignement conforme ou exact et global facilite la planification efficace des opérations tandis qu'un renseignement non conforme, ou inexact et partiel l'empêche.

Kandahar est une province où règne le conflit. Naturellement, ce conflit n'a rien à voir avec la guerre menée par les insurgés contre la FIAS — à l'instar des Américains en Iraq qui ont réalisé que la destitution des dirigeants et la politique de débaassification avaient alimenté un conflit civil entre des tribus rivales. Si nous ne comprenons pas la dynamique locale, comment pouvons-nous savoir si une attaque contre un poste de police est une action commandée par des talibans ou des éléments d'Al Qaeda qui tentent de renverser le gouvernement afghan ou simplement un affrontement entre deux groupes dont un craint de perdre son influence aux mains de l'autre. On ne peut tout simplement pas expliquer les subtilités de ce conflit en les classant comme éléments rouges et blancs de la CS. En outre, sans une bonne connaissance de la situation, nous considérons inévitablement que tous les combattants dans la ZO sont des insurgés et nos ennemis, nous ne comprenons pas la dynamique locale qui alimente le conflit ou que nous pourrions exploiter pour l'atténuer, et les états-majors du renseignement ne peuvent fournir aux commandants une explication précise sur ce qui se passe réellement ni les conseiller sur les meilleurs plans d'action à mettre en œuvre.

La solution, par contre, réapprise maintes fois au cours de l'histoire, est à notre portée. Contrairement aux anciens érudits et guerriers comme Tacite, qui le premier a exploré le domaine du renseignement sur la culture dans son ouvrage *Germanie* — traité sur les mœurs des barbares et cartographie de la menace pesant sur Rome — nous bénéficions du raffinement des études des cultures et de la production de la connaissance correspondante en disciplines comme l'ETHINT et le CULINT. Ensemble, ces disciplines procurent la bonne lentille et l'approche globale qui nous permettent de parcourir le terrain humain complexe auquel nos forces sont confrontées dans le milieu contemporain de la contre-insurrection.

AU SUJET DE L'AUTEUR…

Le Caporal-chef Alexei Gavriel, de la 6e Compagnie du renseignement, diplômé en anthropologie de l'Université de Boston, étudie l'intégration de la connaissance sur la société et la culture dans la planification opérationnelle et le renseignement militaires contemporains. Il a dirigé, en tant qu'anthropologue en sciences appliquées, des recherches ethnographiques dans divers endroits isolés, dans les villages de gardiens de troupeaux de rennes de la toundra russe, dans les ghettos des Roms de la Slovaquie, et parmi les groupes nationalistes-séparatistes de l'ex-Yougoslavie. Le Cplc Gavriel s'est rendu à Kandahar, en Afghanistan, en 2008 avec le CRTS de la FO 1-08, et y a travaillé en tant qu'analyste du renseignement. Pour en savoir plus sur le sujet et consulter la liste des publications, visitez le site www.cultural-intelligence.net.

OUVRAGES CITÉS

BARFIELD, Thomas.
Presentation—Indigenous Knowledge and Analysis, Edmonton, 1 GBMC Counter-insurgency Professional Development Conference, 2009.

COLES, John P.
Incorporating Cultural Intelligence Into Joint Doctrine, Centre des opérations d'information interarmées, 7–13, 2006.

DEPARTMENT OF DEFENSE (DoD).
Joint Publication 2–0: Joint Intelligence, Washington, Joint Chiefs of Staff—Government of the United States of America, 2007.

Field Manual 3–24: Counter-insurgency, Washington, Headquarters Department of the Army - Government of the United States of America, 2006.

FETTERMAN, David M.
Ethnography: Step by Step Second Edition, Thousand Oaks, Sage Publications, 1998.

GAVRIEL, Alexei J.D.
Incorporating Culture into Joint Intelligence: Cultural Intelligence and Ethnographic Intelligence Theory, Unpublished, Program for Culture and Conflict Studies, Naval Postgraduate School, s.d.

GWYNNE, Margaret A.
Applied Anthropology: A Career Oriented Approach, Boston, A B Longmen Publishing, 2003.

LECOMPTE, Margaret, et Jean Schensul
Ethnographer's Toolkit 1: Designing and Conducting Ethnographic Research, Lanham, AltaMira Press, 1999

MARINE CORPS INTELLIGENCE ACTIVITY (MCIA)
Cultural Intelligence: Global Scope, Operationally Focused, Quantico, Marine Corps Intelligence Activity, 2007.

MCFATE, Montgomery
Anthropology and Counter-insurgency: The Strange Story of their Curious Relationship, Military Review, mars-avril, p. 24–38, 2005a.

Does Culture Matter? The Military Utility of Cultural Knowledge, Joint Forces Quarterly, 38, p. 42–48, 2005b.

MILLER, Barbara
Vangonotes for Cultural Anthropology: Third U.S. Edition, New Jersey, Pearson Publishing, 2006.

MILLER, Barbara, Penny Van Esterik et John Van Esterik
Cultural Anthropology: Second Canadian Edition, New Jersey, Pearson Publishing, 2004.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (MDN).
Doctrine du renseignement interarmées (B-GJ-005-200/FP-000), Ottawa, Gouvernement du Canada, 2003.

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN).
AAP-6 : *Glossaire OTAN de termes et définitions*, Bruxelles, Agence OTAN de normalisation, 2008.

NOTES

1. Nota : Même s'il ressemble à nombre d'incidents qui se produisent en Afghanistan, le scénario employé dans cet article est fictif.
2. Barfield, 2009, s.l.
3. Barfield, 2009, s.l.
4. Nota : D'autres sciences sociales étudient les sociétés étrangères mais à travers une lentille déformée par des théories occidentales tandis que l'anthropologie est une tentative pour comprendre ces sociétés au moyen de leur propre vision des choses.
5. Miller, 2004, p. 27.
6. Miller, 2006, Episode 1.
7. Gwynne, 2003, p. 333.
8. Gavriel, s.d.
9. Barfield, 2009, s.l.
10. Miller, 2006, Episode 1.
11. Fetterman, 1998, p. 2.
12. Fetterman, 1998, p. 2.
13. Fetterman, 1998, p. 23.
14. LeCompte, 1999, p. 1.
15. Barfield, 2009, s.l.
16. Gavriel, s.d.
17. DoD, FM 3-24 2006, 3–7.
18. MDN, B-GJ-005-200/FP-000, 2003, p. 2–1.
19. DoD, FM 3-24 2006, 3–8.
20. MDN, B-GJ-005-200/FP-000, 2003, p. 2–17.
21. MDN, B-GJ-005-200/FP-000 2003, p. 2–17.
22. OTAN, AAP-6 2008, 3-R-9.
23. MDN, B-GJ-005-200/FP-000 2003, p. 2–18.
24. Fetterman,1998, p. 58.
25. Fetterman, 1998, p. 59.
26. OTAN, AAP-6 2008, 3-R-8.
27. McFate, 2005b, p. 43.
28. http://ftp.rta.nato.int/public/PubFullText/RTO/MP/RTO-MP-IST-040/MP-IST-040-07.pdf.
29. MCIA, 2007, s.l.
30. MDN, B-GJ-005-200/FP-000, 2003, p. 2–7.
31. DoD, JP 2-0 2007, II–1.
32. DoD, JP 2-0 2007, II–2.
33. DoD, JP 2-0 2007, II–2.
34. DoD, JP 2-0 2007, II–2.
35. Même s'il ressemble à nombre d'incidents qui se produisent en Afghanistan, le scénario employé dans cet article est fictif.
36. Coles, 2006, p. 10.
37. Barfield, 2009, s.l.

Source: Caméra de combat

Source: Caméra de combat

Formation de soldats résilients — À la recherche de solutions au stress opérationnel

Lieutenant-colonel R. Cossar

Jamais l'homme n'a pu fabriquer de matériau aussi résilient que l'esprit humain
—Traduction libre d'une citation de **Bern Williams**

Un travail considérable est fait pour remédier aux effets du stress opérationnel chez les soldats engagés dans des opérations de combat partout dans le monde. Nos citoyens, en se joignant volontairement aux forces militaires, ont fait le choix d'exercer dans le domaine de la guerre pour diverses raisons, qui vont d'un désir altruiste d'aider leur prochain à celui de vivre des sensations fortes dans un environnement où les conditions sont extrêmes. Endosser les responsabilités d'un soldat, c'est risquer d'y laisser sa vie, un membre ou sa santé mentale. Autrement dit, les sacrifices de nos soldats pourraient bien être leur propre mort, des blessures physiques ou des atteintes à leurs facultés mentales sous la forme d'anxiété, de dépression ou d'un syndrome de stress post-traumatique (SSPT). En tant que pays ayant accepté de participer aux efforts visant à assurer la sécurité mondiale, en partie par l'envoi de nos troupes, nous devons absolument assurer une gestion optimale de ses ressources, notamment les soldats. Cela implique une planification minutieuse afin de réduire au minimum le nombre de décès, de blessures et de traumatismes mentaux. Même si l'instruction militaire est en grande partie conçue pour atteindre ce but, l'auteur est d'avis qu'une plus grande place pourrait être accordée à la formation sur l'atténuation des effets du stress opérationnel. Ce document traite du concept de résilience chez les soldats et des différentes stratégies d'adaptation (« coping »). Il aborde en outre la formation sur la résilience en tant que moyen pour réduire les niveaux actuels de stress opérationnel dans les unités militaires.

Les variables influant sur la manifestation de troubles liés au stress opérationnel, tels que le SSPT, sont trop nombreuses pour être énumérées. Elles englobent les facteurs de stress présents avant un traumatisme (dont diverses expériences de vie dysfonctionnelles), les circonstances entourant les expériences vécues en milieu opérationnel, de même que les mesures prises après un traumatisme (méthodes individuelles d'adaptation, disponibilité du soutien communautaire, etc.)[1]. En dépit de la perception du public, selon laquelle la plupart des personnes exposées à un événement traumatisant seront touchées par un SSPT, dans les faits, relativement peu de gens développeront des troubles par suite de leurs expériences[2]. Dans la population générale, le risque à vie de souffrir d'un SSPT est de 1 %, en revanche, dans certains sous-groupes de population comme le personnel militaire, on peut s'attendre à ce que les taux de victimes du stress soient beaucoup plus élevés[3]. Même s'il est à présent reconnu que la grande majorité des personnes exposées à une expérience menaçante et violente se rétabliront sans aucune séquelle, il reste que 5 % de ces personnes ne s'en remettront jamais complètement[4].

En utilisant des expressions tels « le cœur du soldat » et le « choc de la bataille » pour décrire l'état des soldats rendus inaptes au combat pour des raisons psychiatriques, les fichiers militaires britanniques indiquent que plus de 40 000 combattants bénéficiaires d'une pension pour avoir servi lors de la Première Guerre mondiale (ce qui représentait à l'époque 20 % de tous les effectifs de l'Armée britannique) ont eu du mal à surmonter les effets du stress opérationnel[5]. En 1927, des rapports canadiens mentionnent que 9 000 combattants ont reçu une pension d'invalidité par suite d'un diagnostic de « traumatisme dû au bombardement et névrose », et que des milliers d'autres étaient en attente d'une décision ou avaient vu leur demande rejetée[6]. En jetant un coup d'œil sur quelques-unes des guerres survenues au cours du siècle dernier, on peut constater que, aux États-Unis, le taux de victimes de traumatismes psychiques associé à la Seconde Guerre mondiale se chiffrait à environ 20 %, celui de la guerre de Corée, moins élevé, atteignait 7 %, mais dans certaines études, le taux d'anciens combattants de la guerre du Vietnam ayant souffert des effets du stress opérationnel atteindrait jusqu'à 30 %. D'autres études américaines indiquent un taux de 7 % de SSPT dans les unités aériennes affectées à la guerre du golfe Persique en 1990. On y mentionne aussi que, chez les soldats actuellement déployés en Irak et en Afghanistan, ce taux est d'environ 12 %[7].

Il importe de reconnaître certaines différences sur le plan de la composition des forces militaires. Beaucoup de militaires parmi le personnel déployé ne quittent jamais la sécurité relative d'un camp de base, où ils ont pour tâche d'assurer un soutien logistique. En revanche, d'autres soldats des troupes de soutien au combat, dont les fonctions principales ne prévoient aucune confrontation avec l'ennemi, sont régulièrement confrontés à la dure réalité des zones de combat. Ainsi, bien que l'on reconnaisse que 10 % à 15 % des effectifs militaires déployés subiront les effets du stress opérationnel, il est probable que ces taux soient en réalité plus élevés dans les unités de combat, ce qui biaise les résultats d'ensemble.

Une extrapolation de ces chiffres donne à penser que le taux de victimes du stress opérationnel dans une unité engagée dans un combat peut effectivement atteindre 30 %. Il est malheureusement difficile d'obtenir des statistiques des Forces canadiennes (FC) sur les traumatismes liés au stress opérationnel (TSO). Soulignons ici que le médecin-chef des FC, alors qu'il présentait un rapport sur la nécessité d'engager des centaines de professionnels de la santé mentale devant un comité parlementaire, a déclaré que la prévalence des cas de SSPT chez les militaires des FC était un problème « très très grave »[8]. Fait intéressant, on trouve sur le site Web du ministère de la Défense nationale (MDN) une étude des FC menée en 2008 sur plus de 8 000 militaires ayant servi en Afghanistan, dans laquelle il est mentionné que 5,9 % des participants avaient présenté des symptômes de SSPT ou de dépression[9]. Il convient toutefois de souligner qu'il existe une différence entre éprouver *certains symptômes* du SSPT et présenter l'ensemble des *symptômes chroniques requis pour établir un diagnostic* de SSPT. Sachant que l'accès à des données fiables est essentiel à la prestation de soins de santé efficaces, l'absence de statistiques précises sur les TSO dans les FC est un problème pour le moins préoccupant, qui a d'ailleurs été mis en évidence au cours des sept dernières années par le biais de trois rapports de l'ombudsman sur les FC. Il reste à espérer que le Système d'information sur la santé des Forces canadiennes (SISFC) fournira les moyens de saisir des données précises sur les TSO au sein de la communauté des FC[10].

Il existe toute une gamme d'événements traumatisants sur le plan psychologique, des scènes de violence entre personnes, en passant par les accidents et les actes de terrorisme, jusqu'aux catastrophes naturelles affectant des millions de personnes[11]. Malgré ce large éventail de causes, l'évaluation des traumatismes reste d'ordre subjectif. Il est peu probable que des personnes dont l'état psychologique est fragile avant même que ne survienne un traumatisme changent en raison de nouvelles expériences. Chez d'autres personnes, psychologiquement stables, des facteurs de stress post-incident plus ou moins importants pourront se combiner et soulever des difficultés majeures. Là encore, la plupart des gens se montreront résilients et reprendront une vie normale, tandis qu'un très petit nombre parmi eux seront aux prises avec des problèmes de santé évidents, tels qu'un trouble de stress aigu (TSA) et que, certains, touchés plus que d'autres, souffriront d'un SSPT[12]. Abstraction faite des effets à long terme, chez la plupart des gens ayant vécu un événement traumatisant quelconque, les effets immédiats atteignent normalement un sommet pour ensuite s'atténuer dans les jours et les semaines qui suivent l'événement, jusqu'à ce que leur vie reprenne un cours normal. Ces réactions sont généralement de nature physique, comportementale, émotionnelle et cognitive[13]. Les réactions physiques peuvent inclure des variations de la température corporelle, des étourdissements, des évanouissements, des nausées et des troubles intestinaux. Les réactions comportementales peuvent prendre la forme d'une modification des habitudes de sommeil, d'une hypervigilance, d'une irritabilité, d'un repli sur soi et d'une consommation abusive de substances. Quant aux réactions émotionnelles, elles se manifestent, entre autres, par des sentiments d'impuissance, de peur, de deuil et de vulnérabilité, tandis que les réactions cognitives peuvent comprendre l'intrusion d'images mentales (« flashback »), des difficultés de concentration, une désorientation et une remise en question de ses convictions spirituelles. Ces courtes listes ne sauraient en aucun cas englober toutes les réactions qu'une personne victime d'un traumatisme peut manifester; l'important, c'est de ne pas oublier que la personne victime d'un traumatisme peut être distraite et moins efficace pendant un certain temps, et que, dans ce contexte, une certaine forme de soutien est généralement appréciée.

Dans le cadre des recherches visant à trouver des façons adaptées de venir en aide aux personnes exposées à des incidents traumatisants, on s'interroge sur les raisons expliquant que 70 à 90 % des soldats ne manifesteront aucun SSPT ou d'autres symptômes liés au stress opérationnel, bien qu'ils aient aussi été exposés à des événements stressants. Autrement dit, nous devons parvenir à cerner les raisons qui font que certaines personnes sont plus résilientes que d'autres face à un traumatisme.

COMPRENDRE CE QU'EST LA RÉSILIENCE

Plutôt que de se concentrer uniquement sur les personnes qui présentent un risque, nous devons aussi nous pencher sur celles moins enclines à éprouver des troubles liés au stress, compte tenu du fait que la plupart des gens traversent les événements de la vie sans sourciller, certaines personnes saisissant même les situations périlleuses comme une occasion de vivre des sensations fortes[14]. Il semble que ces personnes soient capables de surmonter des traumatismes en adaptant leur schéma cognitif au monde qui les entoure pour ensuite poursuivre leur vie. La résilience est un processus humain naturel caractérisé par des actions positives en période de stress[15]. Certains chercheurs soutiennent que, comme la plus grande part des connaissances empiriques sur les affections humaines découlant de traumatismes ont été recueillies en observant des personnes en traitement, nous avons dès lors présumé qu'elles réagissaient toutes de façon similaire[16]. Contrairement à certains ouvrages dans lesquelles on laisse entendre que l'absence de troubles psychologiques est en soi pathologique, les recherches dans le domaine donnent aujourd'hui à penser que la résilience chez une personne est en fait le signe d'une adaptation saine, mais que celle-ci ne doit pas être confondue avec l'héroïsme[17]. La majorité des personnes surmontent le stress, et certaines vont même être productives lorsqu'elles sont confrontées à des situations stressantes[18]. En somme, la *résilience* renvoie à l'aptitude d'une personne qui, en dépit de légers problèmes de santé mentale, parvient tout de même à maintenir un état d'équilibre psychologique malgré qu'elle ait vécu des événements très bouleversants ou qui ont mis sa vie en péril[19]. Cependant, cela ne signifie pas qu'une personne généralement résiliente exposée à une certaine forme de traumatisme ne sera nullement affectée par de tels événements. Une personne, aussi résiliente soit-elle, peut en effet s'attendre à être déstabilisée pendant un certain temps, mais on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que sa vie ne sera pas dirigée par cet événement et qu'elle gardera, d'un point de vue cognitif, le contrôle sur ses agissements et ses pensées[20]. Autrement dit, la majorité des personnes sont des êtres résilients capables de surmonter les effets d'un traumatisme quelques jours ou quelques semaines après y avoir été exposées.

Dans la foulée des événements qui ont suivi le passage de l'ouragan Katrina, une semaine après la catastrophe, Levy, qui était venu offrir un soutien psychologique, a observé que la plupart des sinistrés s'affairaient déjà à retirer les débris et à reconstruire leur vie[21]. Tout en sachant que ces personnes souffraient en leur for intérieur, Levy n'en était pas moins très conscient qu'elles étaient déjà en

Caméra de Combat IS2007-7264

train de se remettre de la tragédie. D'ailleurs, très peu de sinistrés avaient alors demandé du soutien psychologique, et leur résilience globale n'avait pas manqué d'impressionner Levy. La vérité, cependant, c'est que la plupart des gens ne seront pas profondément affectés par les traumatismes qu'ils ont vécus. Par conséquent, si nous voulons avoir une véritable compréhension des dysfonctionnements auxquels certaines personnes doivent faire face, nous devons aussi comprendre les raisons qui font que tant d'autres parviennent apparemment à évacuer les effets du stress et à aller de l'avant. Pratiquement exemptes de séquelles psychologiques, les personnes ayant des dispositions à la résilience réagissent aux situations stressantes d'une façon telle qu'elles peuvent s'aider elles-mêmes et les autres, tout en se prenant en main ou en se lançant dans de nouvelles tâches[22].

Face à une telle résilience, l'exposition à une situation de guerre ou à une tragédie peut en fait devenir le moteur qui poussera une personne à vivre plus intensément sa vie[23]. Une catastrophe ou un traumatisme peuvent en effet inciter les gens à apporter des changements positifs à leur vie. À titre d'exemples, la majorité des soldats norvégiens affectés au Liban au milieu des années 80 ont constaté qu'ils avaient acquis une plus grande confiance en eux-mêmes et accru leur niveau de tolérance au stress, alors qu'une minorité appréciable d'anciens combattants américains de la Seconde Guerre mondiale ont signalé avoir acquis une capacité d'analyse, une autonomie et une résilience accrues à l'égard d'événements stressants. Selon Grossman, on ne peut nier les aspects positifs de la participation aux opérations militaires lorsque l'on constate les nombreux combattants de la Seconde Guerre mondiale qui ont eu une vie bien remplie dans le domaine des affaires ou à des postes de direction, et qui ont donné naissance à la société progressiste qui a émergé dans la seconde moitié du siècle dernier[24]. De même, une recherche réalisée sur une cohorte de plus de 1 200 soldats a révélé que ces soldats signalaient plus souvent des effets positifs que négatifs et qu'en outre, 40 % des anciens combattants avaient le sentiment d'avoir en quelque sorte acquis une plus grande maîtrise et estime d'eux-mêmes, ainsi une capacité accrue de surmonter facilement les facteurs de stress de la vie[25]. Ce qui est d'autant plus intéressant peut-être, c'est que ces résultats se sont avérés linéaires, c'est-à-dire que les soldats qui avaient participé à un plus grand nombre de combats semblaient avoir tiré davantage de bénéfices de leurs expériences. Des études longitudinales menées auprès d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ont fait ressortir que bien que ces combattants n'oublieraient probablement jamais les expériences vécues à la guerre, nombreux étaient ceux qui avaient obtenu plus de succès dans leur vie civile que leurs homologues n'ayant pas participé à des combats. Des anciens combattants issus de certaines unités d'élite de l'Armée britannique ont par ailleurs indiqué que leur expérience de la guerre du Golfe avait eu une influence positive sur leur santé mentale. En outre, il semble que les anciens combattants finlandais de la Seconde Guerre mondiale qui ont combattu pour défendre leur territoire national soient ressortis de cette expérience (au cours de laquelle un soldat sur sept a péri) relativement épargnés par le SSPT. En effet, le taux de SSPT chez ces anciens combattants, qui est d'environ 5 %, est peu élevé en comparaison du taux observé chez les anciens combattants de la guerre du Vietnam, qui se chiffre à près de 20 %[26].
Le fait de se battre pour la survie d'une nation pourrait aussi expliquer que, chez les soldats israéliens qui ont combattu lors de la guerre du Kippour, les taux de SSPT étaient moins élevés que ceux calculés au cours de guerres plus récentes, alors que la menace qui pesait sur Israël était loin d'être aussi extrême que lors de la guerre du Kippour[27]. Même si la résilience démontrée peut en partie s'expliquer par le processus d'autosélection des forces de combat d'élite, on pourrait, à juste titre (surtout si l'on considère le nombre relativement peu élevé de victimes du SSPT observé dans certaines unités militaires), argumenter que le fait de vivre des traumatismes liés au combat, et d'être encore là pour en témoigner ne peut qu'accroître la force intérieure d'une personne.

Le postulat de la *croissance dans l'adversité*, qui pousse plus loin cette réflexion, a été énoncé par un certain nombre de personnes[28]. Ce postulat repose sur le principe que le changement est une conséquence inévitable de l'expérience. La capacité d'accepter le changement et de l'utiliser à son propre avantage va non seulement plus loin que la résilience, il constitue en soi une fonction adaptative[29]. Certains chercheurs parlent à présent d'utiliser l'adversité comme tremplin de la croissance personnelle[30]. Ils affirment que l'étude psychologique doit aussi aborder le processus qui permet aux gens de transposer leurs expériences stressantes en une « croissance optimale ». Une scientifique, qui menait des recherches empiriques sur la résilience, avait ainsi incité certains des sujets qu'elle interviewait à parler de cette « motivation à apporter un changement positif » engendrée par le stress vécu[31]. Bien que la croissance stimulée par l'adversité soit intimement liée à la résilience, elle pourrait

aussi bien être un phénomène distinct. Dans le présent document, nous la considérons toutefois comme faisant partie intégrante du phénomène de résilience.

Une étude, ayant pour objectif de mieux cerner le phénomène de résilience chez les soldats, a contribué à valider l'efficacité de questionnaires (échelles de mesure) remplis par des anciens combattants ayant participé à l'opération Iraqi Freedom (OIF), entre 2003 et 2006[32]. L'inventaire du risque associé au déploiement et des facteurs de résilience (Deployment Risk and Resilience Inventory) que nous désignerons ici par DRRI, est allé plus loin que d'autres échelles de mesure similaires en intégrant des renseignements pré- et post-opérationnels. Les principales échelles du DRRI comportent des questions sur les facteurs de stress antérieurs, l'état de préparation à la mission, les inquiétudes familiales, les menaces perçues, le combat, les expositions à des substances chimiques, le soutien social post-déploiement et d'autres facteurs de stress post-déploiement. Bien que les chercheurs concluent que le DRRI constitue une mesure quantitativement utile pour cerner l'état mental d'un soldat, le résultat le plus important de cette étude, en ce qui concerne les soldats, est que l'on y reconnaît que les questions de stress opérationnel tout autant que de résilience sont indissociables des expériences de toute une vie, lesquelles peuvent ou non faire partie de la sphère d'influence directe d'une personne. Ainsi, c'est plutôt la façon dont un soldat gère ces influences qui détermine s'il réagira en étant résilient ou en développant une pathologie. Il a été montré que la résilience, en tant que concept, ouvrait la voie à de nombreuses autres considérations, telles que la robustesse (psychique), le sentiment d'efficacité personnelle (ou auto-

Caméra de combat AR2007-S001-0012

efficacité), un locus de contrôle interne et le soutien communautaire. Cela donne à penser que nous devrions étudier la combinaison des traits de personnalité et du soutien communautaire qui engendrent cette résilience permettant de réagir efficacement face à des événements traumatisants et stressants.

ROBUSTESSE

Il est reconnu que la robustesse a pour effet de protéger les gens contre les effets d'un stress extrême. Elle a en outre été associée à un rendement supérieur sur le plan de l'accomplissement des tâches, à une attitude optimiste, à l'endurance physique, et à un bon état de santé global[33]. On reconnaît aussi que la robustesse est un trait de personnalité assez constant, qui comporte trois grandes dimensions, à

savoir, l'engagement, le contrôle et l'aptitude à relever des défis[34]. De façon plus précise, l'*engagement* (par opposition à l'*aliénation*) renvoie à la recherche active d'un sens et d'un but à la vie, qui permet aux soldats de croire en leur mission et au travail qu'ils accomplissent. En contexte militaire, la dimension de *contrôle* fait référence à la capacité de changer les choses autour de soi, du moins en partie, par ses propres actions. Plutôt que de s'en remettre au destin, les soldats en contrôle prennent les mesures nécessaires pour façonner les événements autour d'eux. La troisième dimension, l'*aptitude à relever des défis*, a trait à l'ouverture au changement et à la capacité de trouver un sens à ces changements. En acceptant que le chaos et les soulèvements soient souvent la norme, le soldat a tendance à saisir les événements stressants comme autant d'occasions de croissance personnelle[35]. Ces éléments ont une influence considérable sur la perception que le soldat a de lui-même et de son travail, ainsi que sur les efforts qu'il déploie pour trouver des solutions. Ces trois dimensions de la robustesse permettent de percevoir les aspects stressants de la vie à la fois comme faisant partie d'une existence normale (les défis étant perçus comme des situations qui peuvent être surmontées) et comme des expériences qui font que la vie vaut la peine d'être vécue[36]. La robustesse est aussi associée à l'existentialisme, en ce qu'elle oblige l'individu à structurer son propre monde de façon à ce qu'il soit tourné vers l'avenir, à la recherche d'une vie stimulante[37]. Pour la personne robuste, les événements stressants sont vécus comme des occasions de modeler l'avenir, et le fait de modeler cet avenir atténue les effets que peut avoir le stress. La robustesse permet de résoudre efficacement les problèmes et d'interagir de manière positive avec les autres qui, à leur tour, renforcent la résilience d'une personne face à l'adversité.

EFFICACITÉ PERSONNELLE

La notion d'efficacité personnelle est elle-même liée à celle de la robustesse et par le fait même, au concept de résilience. Le sentiment d'efficacité personnelle découle de la confiance qu'une personne a en sa capacité d'agir de manière à parvenir aux résultats souhaités. L'efficacité personnelle s'inscrit dans le prolongement de la théorie sociale cognitive (TSC) de Bandura, selon laquelle toute personne a la possibilité de façonner ses propres expériences par la pensée autoréférente, l'autorégulation et des efforts soutenus[38]. Pour les soldats, l'efficacité personnelle se traduit par la conviction que, le moment venu, ils feront ce qu'il faut pour atteindre le but fixé. L'efficacité personnelle est associée à des foyers de motivation, comme des efforts accrus, le choix d'objectifs de plus en plus difficiles à atteindre et une attitude persévérante face aux facteurs de stress. Les personnes estimées être d'une grande efficacité personnelle sont plus susceptibles que les autres d'adopter des stratégies centrées sur le problème, car elles sont ouvertes aux défis et savent trouver des solutions pour parvenir aux résultats voulus.

L'*efficacité collective*, qui s'inscrit dans le prolongement du concept d'efficacité personnelle, permet à un groupe de ressentir une confiance similaire en sa capacité de réussir[39]. Cet aspect revêt une importance particulière pour un groupe de soldats qui, en tant qu'équipe, se doivent de travailler en étroite collaboration pour que tous soient gagnants. Ensemble, ces deux aspects de l'efficacité peuvent avoir un effet très positif sur la façon de gérer une difficulté[40]. Lorsqu'une personne atteint le but qu'elle s'était fixé, cela a généralement pour effet de renforcer l'estime qu'elle a d'elle-même, et une attitude positive agit comme un bouclier contre les réactions attribuables au stress opérationnel[41]. Par extension, l'amélioration de l'efficacité collective augmente la résilience, ce qui se traduit par des soldats d'une efficacité accrue et par une augmentation globale de la force de combat.

LOCUS DE CONTRÔLE

Considéré comme étant interne ou externe, le *locus de contrôle* indique que les personnes ont soit le sentiment d'influer sur les événements qui surviennent dans leur environnement, soit le sentiment que ces événements découlent de facteurs sur lesquels elles n'ont aucune influence[42]. Lorsque l'on permet à une personne d'influencer les résultats, elle en retire un plus grand sentiment d'autonomie, ce qui lui permet ensuite une gestion proactive centrée sur l'objectif à atteindre. Selon une étude menée auprès d'un groupe de soldats déployés au Kosovo pour des opérations de maintien de la paix, l'autonomie atténuerait le lien de cause à effet entre le stress et la santé psychologique[43]. Même si, dans le cadre de cette étude, les facteurs de stress étaient davantage liés aux longues journées de travail

successives et au fait d'être loin de leur foyer, la capacité des soldats d'influer sur leur environnement de travail a néanmoins eu pour effet d'atténuer la gravité des menaces perçues. L'aptitude à agir sur son environnement, appelée *autodétermination*, est décrite comme étant le sentiment qu'une personne a d'avoir la maîtrise de sa propre vie[44]. Même si l'armée est souvent perçue comme une institution qui repose sur la stricte obéissance aux ordres, elle offre aux soldats, par le biais de la philosophie de commandement de mission, des occasions inégalées d'influencer les événements autour d'eux. En ayant une bonne compréhension des intentions de commandement de la mission, les soldats ont la possibilité de faire preuve d'autodétermination, d'autonomie et d'un locus de contrôle interne qui, ensemble, renforcent la résilience.

SOUTIEN COMMUNAUTAIRE

Dans nos relations sociales, ce sont à la fois l'influence du bien et du mal qui ont le plus de répercussions sur la psyché[45]. Alors que la théorie selon laquelle le SSPT découle d'un événement traumatisant demeure centrale à notre compréhension actuelle de cette affection, la mesure de la gravité d'un tel événement réside dans la perception personnelle du patient. Des recherches récentes indiquent clairement que le risque de SSPT est deux fois plus élevé dans le cas d'un traumatisme infligé par un être humain que dans le cas d'une catastrophe naturelle. On croit que cela découle principalement du fait que les liens humains s'en trouvent détruits[46]. Les gens ont besoin d'empathie et de proximité physique, de préférence de leurs pairs, pour raffermir leur confiance dans les autres[47].

L'un des aspects les plus destructeurs du traitement du SSPT en Occident est qu'il exclut la participation de la collectivité au processus de création d'une santé globale. C'est là une défaillance, puisque le sentiment d'être soutenu par la société contribue énormément au processus de rétablissement global et peut en fait aider à prévenir le SSPT[48]. Examinons d'abord le fait que, sur le plan de la santé mentale, les anciens combattants américains de la Seconde Guerre mondiale ont subi moins de séquelles que ceux de la guerre de Corée qui, a leur tour, ont été moins touchés que ceux de la guerre du Vietnam. Du point de vue du front intérieur, chacune de ces guerres a été moins populaire que la précédente, et l'attitude de la société a eu une influence sur la santé mentale des soldats de retour de la guerre. Les sociétés qui intègrent les réalisations militaires à leur culture au lieu d'éviter l'expérience de l'après-guerre semblent parvenir à donner à leurs anciens combattants le sens et l'importance qu'ils revêtent. Dans la culture finlandaise, on évoque encore l'esprit de la guerre d'Hiver lorsque l'on se remémore le combat mené pour le maintien de la solidarité contre les forces russes et germaniques lors de la Seconde Guerre mondiale. Cette reconnaissance sociale a fait en sorte que les anciens combattants finlandais ont été reconnus toute leur vie comme des héros qui ont pris les armes au nom de leur patrie. Il importe de souligner que la reconnaissance du peuple finlandais ne s'est pas tant manifestée par des cérémonies que par la prestation à vie de soins médicaux, et que le rétablissement des combattants souffrant de traumatismes a été facilité par un soutien social actif et fécond[49]. Les soins, de nature spirituelle ou physique, ont fait partie intégrante de la vie des anciens combattants finlandais depuis la fin de la guerre, et cela explique que les taux de SSPT soient inférieurs à cinq pour cent dans les cohortes de ces anciens combattants. En dépit de taux relativement élevés de cas d'incapacité physique attribuables au fait qu'un soldat sur trois avait subi des blessures, les taux globaux de troubles mentaux demeurent très modestes. Si ces anciens combattants ont pu associer les expériences d'intégrité durable à leurs expériences de la guerre, c'est simplement grâce à l'attitude du pays à l'égard de leur sacrifice.

Le même changement culturel requis pour que les soins médicaux soient centrés sur la promotion de la santé plutôt que sur le traitement est nécessaire pour qu'une société soit le moteur d'une « déstigmatisation » qui permettra aux problèmes de santé mentale, tels que le SSPT, de se positionner l'avant-scène du processus de guérison communautaire. L'absence de lien entre le soutien communautaire et la personne, qui fait que cette communauté est ce qu'elle est, crée un environnement dans lequel les victimes sont jugées responsables des problèmes qu'elles éprouvent, même si ces problèmes découlent d'événements qui, au départ, se sont produits au départ à l'échelle communautaire, pour ensuite se répercuter à l'échelle individuelle[50]. La résilience est renforcée par le soutien sans préjugé

accordé à la victime, et c'est cette résilience qui permet à la plupart des gens de conserver leur équilibre tant face aux effets aigus immédiats d'un événement que devant la possibilité que cet événement ait des répercussions à long terme sur leur santé mentale.

Selon les recherches dans le domaine, c'est le soutien social qui est important, puisqu'il a une influence positive sur la santé mentale d'une personne[51]. Des études auprès d'anciens combattants américains de la guerre du Vietnam, qui avaient été faits prisonniers de guerre, ont en effet révélé que même le lien communautaire qu'ils avaient créé en tapant des messages sur les murs des cellules avait contribué à leur résilience[52]. De même, aux lendemains de l'ouragan Katrina, après s'être rendu au Mississippi à titre d'intervenant de la Croix-rouge, Levy a écrit : « J'ai à présent une conscience plus aiguë de l'importance du lien social qui unit la communauté et l'individu, tant du point de vue de ce qu'un individu reçoit de la communauté que de celui des bénéfices potentiels qu'il peut retirer en donnant à la communauté[53]. » Qui plus est, une vie sociale repose sur l'engagement, et « les personnes engagées participent à la vie professionnelle et familiale, et s'investissent dans les relations interpersonnelles et les institutions sociales. » En ce sens, la « connexité sociale » encourage les gens à agir sur leur propre vie et à rechercher

Caméra de combat IS2007-7327

activement des solutions à leurs problèmes. Invariablement, cette attitude est garante d'une collectivité où les gens ne font pas que recevoir du soutien, mais où ils sont aussi capables de donner aux autres. Les expériences de Levy dans le contexte de l'ouragan Katrina sont celles d'une communauté qui, fondamentalement, s'aidait elle-même.

LA COMMUNAUTÉ MILITAIRE

Dans les milieux militaires, il existe une communauté qui, par nature, est à la fois horizontale et hiérarchique. L'entraide manifestée par les pairs est souvent influencée par les différents types de leadership et les objectifs de l'institution elle-même. Les organisations militaires occidentales, notamment les FC, ont mis en œuvre des programmes axés sur la *qualité de vie* qui facilitent l'accès des soldats à des services de soutien communautaires bien rôdés, de manière à accroître l'efficacité des soldats affectés à des opérations[54].

Bien que la perception d'un événement diffère invariablement d'une personne à l'autre, le soutien et la compréhension dont un soldat peut bénéficier au sein de sa section ou de son peloton, sont renforcés par les expériences communes au groupe[55]. Le lien social tissé dans les moments difficiles contribue au maintien de la résilience une fois les épreuves passées, mais il ne saurait être vraiment efficace que si le groupe est encore ensemble. Ce concept de soutien communautaire est directement lié aux travaux de Blustein, qui traitent de la place qu'occupe l'accomplissement d'un travail valorisant dans l'atténuation des troubles mentaux[56]. La participation active à une tâche valorisante aboutit à un sens de l'autodétermination ou au sentiment d'avoir la maîtrise de sa propre vie. Il est donc tout particulièrement important que les soldats confrontés à des facteurs de stress opérationnels se voient confier des tâches valorisantes, dans un lieu à proximité de leurs pairs. Il est par ailleurs impératif que les dirigeants assurent le maintien d'un soutien social, surtout dans la foulée d'événements traumatisants. Ce type de lien étant de plus en plus reconnu, dans les milieux militaires, on revient aujourd'hui aux rotations d'unité complètes et on s'éloigne des pratiques qui, dans le cadre de la guerre du Vietnam, consistaient à envoyer des renforts individuels lorsque des soldats étaient coupés de tout lien (avant ou après) avec leurs unités de combat[57]. Dans les milieux militaires, la question des congés accordés aux soldats doit être traitée avec beaucoup de doigté, puisque ces congés pourraient avoir pour effet d'éloigner ces soldats de leurs pairs et de les plonger dans des situations qui ne seront pas nécessairement compatibles avec ce qu'ils viennent tout juste de vivre au combat.

Une étude menée en Israël a fait ressortir le fait que l'on accorde une importance accrue à la communauté militaire lorsque l'on reconnait que le stress opérationnel affecte tout autant l'individu que l'organisation dans son ensemble. La capacité militaire de procéder à des déploiements ou de diriger des missions ne peut qu'être réduite si les militaires sont eux-mêmes inaptes au combat. Chez un soldat, le véritable engagement, le sens de l'effort quotidien et la satisfaction professionnelle pourraient être prédits simplement par la perception que ce soldat a du soutien organisationnel. En d'autres mots, selon cette étude, le niveau de fonctionnement d'un soldat est directement influencé par le sentiment qu'il a d'être soutenu par les dirigeants de son organisation, d'être respecté et de sentir que l'on se soucie de lui. La conclusion de cette étude sur des soldats israéliens est que, dans les faits, l'absence d'un réseau social est en soi, un facteur de stress important. Un dirigeant qui sait qu'un soldat peut au cours d'une même journée tantôt faire preuve de courage, tantôt être paralysé par la peur, peut, au besoin, appliquer des solutions psychologiques adaptées[58].

D'autres tensions au niveau organisationnel peuvent émerger lorsque des soldats sont de nouveau en déploiement pour des affectations dans des unités où d'autres militaires, qui n'ont peut-être pas vécu les mêmes expériences, ne sont pas conscients des effets que le stress peut avoir eu sur le soldat nouvellement de retour, ou qui sont tout simplement trop occupés pour s'occuper efficacement des questions de réintégration. Ces combinaisons de conflits interpersonnels et organisationnels peuvent avoir des répercussions directes sur l'évolution des problèmes liés au stress opérationnel, tels que le SSPT, des années après les événements en cause[59]. Des réseaux sociaux efficaces tissés tout au long d'une vie augmentent la résilience d'une personne face aux épreuves et peut atténuer la manifestation de troubles associés au stress post-opérationnel.

MÉTHODES D'ADAPTATION

Deux thèmes qu'il importe de retenir sont, d'une part, le fait que les personnes font appel à leur capacité d'adaptation pour surmonter divers facteurs de stress et, d'autre part, que le stress opérationnel n'est pas qu'une simple réaction à un événement traumatisant qui découle de la participation à un combat. Les activités militaires ne sont pas toutes liées à des situations mettant la vie en danger, et comme le suggère une maxime bien populaire, les déploiements à l'étranger sont 99 % du temps ennuyants et 1 % du temps absolument terrifiants. Bien que l'ennui ou la terreur d'un soldat puisse être pour un autre une source d'excitation, il reste que la vie militaire est surtout routinière, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Une telle routine est souvent associée à l'absence de confort associé au foyer et à la famille; elle signifie séparation d'avec les siens, problèmes de communication, manque de sommeil, maladie, changements environnementaux et d'autres difficultés nécessitant un certain niveau d'adaptation[60].

Pour surmonter des épreuves difficiles ou des traumatismes graves, la plupart des gens passeront par deux des trois étapes post-incident suivantes. La première, la *réaction immédiate*, se caractérise bien souvent par des montées d'adrénaline et des états physiologiques destinés à aider l'organisme à surmonter une situation dramatique. Fait intéressant, alors que 25 % des gens deviennent vraiment calmes lorsque leur vigilance est très sollicitée, la plupart vont simplement faire ce qui doit être fait, en dépit des réactions physiologiques suscitées par leur anxiété ou leur peur. Cette *étape réactionnelle* peut durer des heures, voire des jours, et le passage à la deuxième étape peut être retardé si les besoins fondamentaux ne sont toujours pas comblés. Bien que la deuxième étape soit pour la plupart des gens celle du rétablissement complet, un mince pourcentage de la population traversera aussi une *étape d'adaptation*, au cours de laquelle les problèmes liés au stress opérationnel émergent. Si une personne se montre peu résiliente, elle s'isolera, physiquement et mentalement. Ce n'est que lorsqu'elle aura pris conscience qu'elle doit adapter sa vie de manière à pouvoir gérer les effets résiduels d'un traumatisme, qu'elle cherchera de l'aide ou trouvera des méthodes d'auto-adaptation qui, bien souvent prendront la forme de médicaments ou d'une lente progression vers le suicide[61]. Il reste que la plupart des gens qui décident eux-mêmes de consulter pour recevoir de l'aide peuvent, avec un traitement, franchir avec succès l'étape du rétablissement.

LES DICHOTOMIES DE L'ADAPTATION

Le comportement adopté face à un traumatisme ou à d'autres facteurs de stress peut être perçu comme étant adaptatif ou inadéquat quant aux ressources personnelles utilisées pour s'adapter aux exigences ponctuelles d'une situation[62]. La première des deux principales approches consiste en une adaptation centrée sur le problème ou sur les émotions. L'*adaptation centrée sur le problème* a pour démarche la recherche de renseignements sur le facteur de stress et la prise de mesures visant à atténuer ou à éliminer la menace, tandis que l'*adaptation centrée sur les émotions* tend à atténuer la détresse émotionnelle en recherchant d'autres émotions, en allant chercher un soutien émotif ou, le plus souvent, en évacuant ses émotions au contact d'autres personnes[63]. La seconde approche à cette dichotomie de base a été décrite comme s'opposant à une démarche d'évitement. Les stratégies sont alors centrées sur le problème et les mesures prises par l'individu pour le surmonter, tandis que l'évitement est considéré d'emblée comme étant une réaction inadéquate, puisqu'il implique qu'une personne se replie sur elle-même et nie l'existence du facteur de stress. Ainsi, la résolution active d'un problème est plus étroitement liée à un ajustement adéquat que ne l'est la simple évacuation de ses émotions[64].

La recherche dans ce domaine indique que les gens appliquent généralement des stratégies de style adaptatif dans des environnements où le niveau de stress est moindre, mais qu'ils s'en remettent le plus souvent à des stratégies faisant appel à la répression émotionnelle ou à l'évitement lorsque les choses se corsent au point d'être trop difficiles à gérer[65]. Une étude menée auprès d'anciens combattants israéliens de la guerre du Liban (1982) a révélé que certaines personnes atteignaient un seuil critique où elles basculaient des stratégies d'adaptation aux stratégies d'évitement. Le problème s'amplifiait alors pour devenir une sorte de cercle vicieux qui les entraînait toujours plus bas, tandis que les réactions « adaptatives » se raréfiaient, même en dehors de leurs expériences militaires. Ce faisant, les réactions de stress au combat de ces soldats étaient donc plus susceptibles de se manifester sous une forme marquée, comme le SSPT. Par opposition, pour surmonter une épreuve, les personnes résilientes sont plus enclines à adopter des stratégies de type anti-évitement centrées sur la résolution du problème.

L'IMPORTANCE DE DONNER UN SENS AUX ÉVÉNEMENTS STRESSANTS

Pour l'essentiel, les réactions adaptatives font appel à des évaluations cognitives du problème plutôt qu'émotives. De telles évaluations permettent de trouver un sens qui, à son tour, induit une certaine maîtrise de soi et, le cas échéant, permet de retrouver l'estime de soi[66]. La communication de renseignements cognitifs et émotifs aux personnes traumatisées permet à celles-ci d'atténuer efficacement leur niveau d'anxiété général. Savoir, c'est pouvoir. Ainsi, le fait de connaître les réactions émotives, comportementales et physiologiques possibles permet aux gens de rationaliser l'expérience à laquelle ils sont confrontés[67]. Une fois outillés de l'information appropriée, ils peuvent

gérer efficacement les événements et accepter les changements situationnels[68]. Une telle connaissance accroît le sentiment d'efficacité personnelle des gens et renforce leur croyance dans le fait qu'ils peuvent dominer des situations difficiles[69]. La plus grande part de l'information transmise consiste simplement à amener la personne à adopter une attitude positive qui la motivera à agir au quotidien et à trouver un sens à ce qui lui est arrivé.

Il est impératif que les dirigeants militaires fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour favoriser le recours à des stratégies de style adaptatif par le biais de la communication de renseignements. Comme le concluait Noy dans son étude sur les Forces de défense israéliennes (FDI), la communication de renseignements aux soldats accroît leur capacité d'évaluer une situation de manière cognitive, réduit les rumeurs dominées par les émotions et enrichie leurs ressources adaptatives[70]. Toute personne, quelle qu'elle soit, a besoin qu'une autre personne en qui elle a confiance jette un éclairage sur les événements éprouvants auxquels elle est confrontée, sur ce qu'elle ressent et sur les répercussions probables[71]. Même si un grand nombre d'anciens combattants ont déclaré que leurs expériences avaient eu certains effets négatifs sur leur vie, une fois la guerre terminée, environ 70 % d'entre eux ont constaté qu'ils avaient appris à mieux gérer les situations difficiles en raison d'une auto-discipline et d'une autonomie accrues et parce qu'ils avaient acquis une plus grande compréhension de la vie. Selon une autre étude, des soldats qui étaient sortis des camps de la base au cours d'une mission en Bosnie avaient trouvé plus de sens à leur travail, simplement parce qu'ils avaient été exposés à la douleur et aux souffrances d'autres personnes occasionnées par les luttes précédentes[72]. Fait intéressant, les soldats exposés plus que d'autres à la violence des combats, bien qu'ils n'aient pas été épargnés par certains symptômes du stress opérationnel, avaient retirés plus de bénéfices personnels parce que cela avait modifié leur perception de la valeur qu'ils accordaient à la vie humaine[73]. Apparemment, l'exposition au stress engendré par le combat conférerait aux soldats une sorte d'immunité contre d'éventuelles situations de stress, les soldats exposés ayant acquis la certitude que rien de plus difficile à gérer ne pourrait désormais leur arriver[74].

Ainsi, la connaissance habilite les gens à rationaliser les expériences vécues. Lorsqu'ils disposent d'une information adéquate, ils peuvent dès lors analyser efficacement les événements et d'accepter de faire les changements qui s'imposent[75]. D'après un conseil national de recherches américain, plus grande est la connaissance et la compréhension d'une personne à l'égard d'événements futurs, plus faible est le stress qu'elle éprouve[76]. Lorsqu'une personne est bien informée, son sentiment d'efficacité personnelle est accru et elle acquiert la conviction de pouvoir faire face à l'adversité[77]. La plus grande part de cette information consiste simplement à susciter des attentes positives à l'égard des événements, qui auront ensuite pour effet de motiver la personne à agir.

RÉPRESSION ÉMOTIONNELLE ET STRATÉGIES ADAPTATIVES

Au cours des dernières décennies, on a observé une augmentation constante du recours aux séances de débreffage psychologique (DP) organisées dans la foulée d'événements traumatisants pour aider les victimes. Habituellement, ces séances réunissent de nombreux psychologues dans un endroit où ils peuvent aider chaque victime à exprimer ses émotions. Même si dans certains cas la victime a failli y laisser la vie, la plupart du temps, elle est uniquement confrontée à un changement brusque de perception quant à la façon dont elle abordera désormais la vie quotidienne. Quoi qu'il en soit, des séances de DP sont mises à disposition en présumant que le traumatisme subit par une personne a perturbé son schéma cognitif. Le terme « débreffage psychologique », décrit comme étant les « premiers soins psychologiques », est souvent utilisé pour qualifier toute séance d'intervention de courte durée visant à permettre à des personnes d'exprimer ce qu'elles ressentent à l'égard d'un événement éprouvant et, idéalement, de prévenir à long terme une réaction pathologique au stress chez ces personnes. Les FC ont mis ce programme en œuvre au début des années 90 et ont entraîné des équipes au sein d'unités de pelotons déployées dans les Balkans. Bien qu'il semble que de telles formes de DP soient appliquées de plus en plus souvent, le manque de données empiriques sur leur efficacité a incité des professionnels du domaine de la psychologie et des institutions comme les FC à rechercher des stratégies plus efficaces[78].

Il est tout à fait plausible que la reconstruction de mémoire au cours de la phase des « faits » d'une séance de DP puisse malencontreusement faire revivre à la personne des émotions par rapport auxquelles elle n'avait pas encore pris suffisamment de distance[79]. Plutôt que d'être cathartique par nature, cette remémoration aux fins de partage avec le groupe peut interrompre ou inverser chez la personne le processus de prise en charge de la situation. En fait, ces séances peuvent même donner lieu à une aggravation de l'expérience, lorsque des gens revivent leur propre expérience en greffant à leur propre modèle cognitif le caractère négatif des témoignages des autres. En revanche, le fait de comparer ses expériences à celles d'un autre peut amener une personne à invalider certains sentiments subjectifs[80].

Lorsqu'une personne est amenée par un chef de groupe (qui peut être ou non un psychologue) à exprimer ce qu'elle a ressenti lors d'un événement traumatisant, cela peut momentanément la replonger dans le feu de l'action, alors que ce dont elle a réellement besoin est de prendre ses distances par rapport à cet événement ou de faire taire ses émotions. De plus, on ne peut pas exclure le risque qu'un thérapeute incite en fait les participants à croire qu'ils présentent une pathologie. Le vocabulaire persistant et persuasif d'un thérapeute peut en outre consolider un schéma moins dramatique d'une situation, laissant la personne à elle-même, piégée dans ses propres peurs et sa propre souffrance[81]. Malgré la variabilité des processus de DP, certains laissent aujourd'hui entendre que leur application non nuancée peut en fait entraver le processus naturel de rétablissement et nuire aux personnes généralement résilientes face aux pathologies associées au stress opérationnel[82].

Les méthodes utilisées par les gens pour surmonter une situation varieront probablement en fonction de la situation, indépendamment de leurs aptitudes à la résilience. Manifestement, l'aptitude d'une personne à demeurer capable de s'adapter aux changements qui se présentent lui permettra toutefois d'atteindre un sentiment d'homéostasie ou d'un nouvel équilibre plus rapidement. La robustesse, le sentiment d'efficacité personnelle, un locus de contrôle interne et un milieu communautaire favorable participent tous au processus permettant à une personne de s'adapter efficacement à une situation difficile. Étant donné la clarté du lien qui unit ces facteurs et la résilience, et compte tenu des effets positifs de cette résilience sur la santé mentale globale, il nous incombe, en tant que communauté militaire où les risques de traumatismes sont inhérents, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour renforcer la résilience de nos soldats.

FORMATION SUR LA RÉSILIENCE AXÉE SUR LA RÉDUCTION DU STRESS OPÉRATIONNEL

Les organisations militaires modernes se montrent excellentes lorsqu'il s'agit de former les soldats à un éventail de compétences qui, globalement, permettent d'assurer la survie du soldat et la victoire sur le champ de bataille. On enseigne aux soldats l'art d'utiliser leurs armes efficacement, d'entretenir leur équipement, de travailler en équipe, d'attaquer, de se défendre, et de survivre à leurs blessures. En fait, une armée bien entraînée reçoit de la formation dans des compétences dont la liste est quasi infinie. Ces compétences visent à faire en sorte qu'elle sorte vainqueur des combats qu'elle sera appelée à mener. Comme c'est très souvent le cas dans la vie de tous les jours, cet apprentissage est sous-tendu par une multitude de relations croisées faisant en sorte que la formation à une compétence donnée a en fait une influence positive sur d'autres compétences.

Tandis que certains types de formation induiront naturellement un certain niveau de robustesse et d'efficacité personnelle, les prochaines étapes de cette formation doivent accorder une plus grande importance au fonctionnement psychologique de l'esprit et à son influence sur les actions d'un soldat exposé au stress opérationnel. Même si la plupart des humains sont résilients, on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que tous n'en sont pas au même point le long du continuum de la résilience (voir la Figure 1, plus bas), et que, par conséquent, la robustesse face au stress varie d'une personne à l'autre. Le plus difficile en ce qui concerne la formation sur la résilience, c'est d'amener tous les soldats, sans égard à leur niveau de résilience actuel, plus loin dans le continuum.

Lorsqu'un soldat a appris à tendre une embuscade, cela signifie que, au besoin, il saura ce qu'il doit faire pour y parvenir. Il en va de même de l'éthique, si elle est enseignée en classe, on augmente la probabilité que des décisions respectueuses de l'éthique soient prises sur le champ de bataille. La connaissance prépare le soldat à une tâche donnée. De façon similaire, le fait pour un soldat de

< Peu résilient Résilient Trés résilient>

Figure 1. Continuum de la résilience. Le fait de se situer plus à droite le long du continuum réduit le risque de troubles liés au stress opérationnel, tel que l'anxiété et le SSPT.

connaître les différentes réactions du cycle émotionnel qu'il traversera lorsqu'il sera appelé à tuer une autre personne lui permet de rester concentré sur sa tâche plutôt que de se laisser déconcentrer par une euphorie pathologique ou par la culpabilité que suscite naturellement un tel geste[83]. Le fait de savoir que la résilience est en fait un processus normal qui suit son cours chez les personnes exposées à un événement traumatisant permettra de faire échec au message porté par les médias, lequel peut donner l'impression que tout ancien combattant est inexorablement voué à souffrir de troubles mentaux pour le reste de sa vie[84]. Plutôt que de se contenter d'aider les soldats qui souffrent de symptômes liés au stress opérationnel dans la foulée d'événements éprouvants, les organisations militaires contemporaines ont tout intérêt à promouvoir de façon proactive l'acquisition de compétences ayant des effets positifs sur la santé mentale, comme la résilience[85]. Ce faisant, elles augmenteront l'efficacité des militaires et, par le fait même, celle de l'organisation militaire dans son ensemble.

Sachant que le fait d'être bien informé sur le stress contribue à le réduire, l'American Psychological Association (APA) a répondu à l'appel à la formation sur la résilience par une initiative à l'intention de la population américaine[86]. Selon l'APA les comportements et les traits associés à la résilience sont présents chez une majorité de personnes et, tout le monde, pour ainsi dire, peut renforcer cette compétence. À l'instar de nombreux programmes d'acquisition de compétences, ce programme comportera de nombreux aspects communs qui seront personnellement intériorisés de multiples façons. Le programme de l'APA est passé au peigne fin par des psychologues américains de la communauté qui dispensent des renseignements et de la formation aux citoyens concernés. Ce programme a donné lieu à un autre programme visant à accroître la résilience du public en temps de guerre. Une série de brochures destinées à différents publics a donc été publiée pour rappeler ces questions aux gens et leur suggérer des moyens d'atténuer les effets négatifs qu'ils peuvent ressentir en temps de guerre. L'initiative de l'APA, tout en aidant les gens, un groupe à la fois, à renforcer leur aptitude à vivre une vie bien remplie, permet en même temps l'émergence d'une population en meilleure santé et orientée vers la communauté. Si un tel programme peut être appliqué avec succès à une nation entière, il reste à imaginer toute son efficacité s'il était appliqué à des groupes de personnes beaucoup plus restreints, comme ceux d'une organisation militaire.

Dans le cadre des efforts déployés pour renforcer la robustesse chez les gestionnaires, une étude a montré qu'un groupe ayant reçu une formation sur la robustesse réagissait plus efficacement à une situation stressante que ne le faisait un groupe de relaxation/méditation ou de soutien social[87]. Le programme de formation axé sur la robustesse fait appel à la cognition, à l'émotion et à l'action pour surmonter le stress; il est suivi de périodes de discussion post-action pour améliorer la perspective du participant à l'égard de l'engagement, de la maîtrise de soi et des défis. En théorie, l'exposition prolongée au stress, comme c'est souvent le cas au cours d'opérations militaires, peut occasionner des maladies physiques et mentales. Certains faits permettent de croire qu'une telle détresse pourrait se manifester par une baisse du sentiment d'appartenance à la communauté ou de la satisfaction au travail. Toute adaptation efficace passe par une compréhension approfondie de la situation et l'application de mesures décisives pour réduire les facteurs de stress. Le programme de formation axé sur la robustesse mise sur l'adaptation, le soutien social, la relaxation, la nutrition et la bonne forme physique. D'une durée de plus de 15 semaines, il accroît les aptitudes adaptatives et la motivation des participants à utiliser ces aptitudes. Pour y parvenir, le programme s'applique à approfondir les connaissances concernant les facteurs de stress, tout en mettant l'accent sur les réactions personnelles des participants au stress et en les amenant à accepter qu'une situation contre laquelle on ne peut rien n'est pas nécessairement synonyme d'échec. En acceptant certaines responsabilités au sein de leur communauté, en exerçant un contrôle là où ils le peuvent, et en relevant des défis, les participants ayant suivi la formation sur la robustesse se sont avérés mieux outillés pour vivre une vie bien remplie et enrichissante. Des programmes comme celui axé sur la robustesse se sont montrés efficaces dans toutes sortes de situations en milieu de travail et pourraient être mis à profit dans le cadre d'un programme militaire axé sur le renforcement de la résilience du soldat.

D'autres traits associés à la résilience peuvent aussi être renforcés par l'entraînement. En effet, lorsqu'une personne augmente sa capacité à atteindre les buts qu'elle s'est fixés, cela a pour effet d'accroître son locus de contrôle interne et son sentiment d'autonomie[88]. Beaucoup de personnes ont du mal à atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés simplement parce qu'elles placent la barre trop haute au départ, plutôt que de subdiviser leur objectif en plusieurs jalons clairement définis et atteignables. Ainsi, en l'absence de jalons bien définis, d'un suivi personnel et de la capacité de voir plus loin que les obstacles, leurs tentatives sont vouées à l'échec. À mesure que la motivation autonome augmente, le désir de comprendre les facteurs de stress et d'être plus résilient face à l'adversité augmente lui aussi. La clé du succès consiste ici à acquérir une capacité d'autorégulation qui fournira toute l'endurance mentale nécessaire à l'atteinte des objectifs d'un individu. Les méthodes d'instruction militaire et les calendriers des cours sont aussi importants si l'on veut s'assurer que les défis que doivent relever les apprentis sont clairs et réalistes. Les objectifs autonomes étant dérivés de l'intérêt personnel à réussir, on a découvert que cela donnait d'excellents résultats lorsqu'une personne s'appropriait les objectifs du groupe. Le fait de s'entraîner en groupe et de travailler en équipe au renforcement de l'efficacité collective est par conséquent lié au renforcement de la résilience d'un soldat.

La confiance qu'a un soldat en ses propres compétences est essentielle, et les forces militaires bâtissent cette confiance par un entraînement répétitif qui permet au soldat de réagir de façon automatique lorsqu'il fait face à des situations menaçantes. Plus communément appelé « surapprentissage », l'entraînement répétitif a pour but d'éliminer le processus de réflexion associé aux tâches les plus simples, comme le maniement d'armes. Le soldat peut alors se concentrer sur des décisions importantes qui permettront d'éliminer les menaces dans son environnement. Comme ce type d'entraînement table surtout sur des réactions automatisées faisant appel à la mémoire musculaire, il est d'une utilité limitée lorsque le soldat apprend à appliquer ses compétences cognitives à des situations qui ne seront jamais identiques[89]. Le danger, lorsque l'on fait appel au surapprentissage pour enclencher un processus de réponse cognitive, est qu'il peut limiter la réponse d'un soldat si la situation à laquelle il est confronté varie. L'apprentissage des règles d'engagement (RE) est l'une des sphères où la connaissance du matériel est essentielle pour réagir de façon appropriée à un nombre infini de scénarios possibles. Là encore, l'apprentissage d'une telle compétence par des expositions répétées accroît le sentiment d'efficacité personnelle du soldat et, par le fait même, sa motivation et sa persévérance à atteindre le but fixé.

Une méthode plus appropriée d'apprentissage qui renforcera la capacité d'un soldat de réfléchir sur le champ de bataille fait appel à un système d'intensification progressive des expériences. Grâce à l'augmentation des compétences acquises et à l'entraînement au stress, on peut, d'un côté, éviter qu'un soldat se sente paralysé au cours d'un événement traumatisant et, de l'autre, que ses réactions à cet événement aient des répercussions négatives sur sa santé mentale[90]. Par l'accès à une information crédible, on peut guider les soldats à travers toutes les étapes de l'acquisition d'une tâche, de l'exposition au stress et de la répétition au cours de situations stressantes[91]. Tandis que ce type d'apprentissage se fait le plus souvent avec des compétences en main, comme le tir à l'arme à feu, il devrait être tout autant applicable à l'apprentissage faisant appel à l'expérience cognitive vécue sous les tirs ou à un autre facteur de stress important. Dans le cadre d'une étude consistant à suivre des officiers militaires tout au long d'un programme d'instruction d'une durée de neuf semaines, on a découvert que l'obtention d'un diplôme de compétences devait être associée à des scénarios suscitant un niveau de stress supérieur, mais uniquement une fois que chacun des niveaux a été complété avec succès[92]. Les expériences doivent être stimulantes, positives et gratifiantes si l'on veut renforcer une compétence. Peu importe la compétence enseignée, lorsque nous donnons une formation, celle-ci doit être axée sur la réussite des apprenants, ce qui signifie que la formation donnée doit également les préparer mentalement à faire le travail.

La nécessité d'accroître la résilience des soldats ayant été reconnue, une étude a subséquemment été menée en vue d'examiner un programme portant sur le développement du quotient d'adversité (QA), afin d'examiner les applications possibles d'un tel programme dans le cadre de la formation dispensée au sein des FC[93]. Les principaux objectifs de l'application d'un tel programme seraient de tirer avantage d'une formation sur le leadership, d'aider ceux aux prises avec des symptômes de stress opérationnel et,

espérons-le, d'éviter d'autres cas de SSPT. Conçu comme un programme de prévention, le programme de développement du QA améliorerait la résilience, en évitant ainsi la survenue de troubles liés au stress opérationnel. Élaboré à même les concepts de robustesse et de locus de contrôle interne, il avait pour thème sous-jacent la nécessité de l'attribution d'un sens, dont nous avons discuté précédemment.

Caméra de combat IS2007-1001

Si la préoccupation dominante concernant ce programme était le manque de données empiriques quant à son efficacité, le plus important, c'est que d'autres personnes poursuivent leurs recherches sur les enjeux de la résilience dans le contexte de l'instruction militaire.

Un Programme d'entraînement à la résilience militaire (PERM), conçu par le Secteur du Québec de la Force terrestre (SQFT), est mis en œuvre cette année expressément pour les unités qui reçoivent l'instruction préalable au déploiement[94]. Dans l'ensemble, ce programme accorde une attention égale au soldat, à la chaîne de commandement et aux familles apportant aux militaires le soutien social. Il vise à améliorer la résilience à l'échelle individuelle et organisationnelle au cours des cycles pré- et post-déploiement, de même que dans la vie de garnison au quotidien. Conçu pour s'intégrer aux calendriers d'instruction existants, le PERM améliore les quatre piliers essentiels décrits par les chercheurs au cours de recherches visant à comprendre le phénomène de résilience. Le premier, le pilier biologique, favorise une mise en forme adéquate de l'appareil musculaire et du système nerveux. Le deuxième, l'élaboration de stratégies psychologiques, vise à habiliter le soldat à réagir adéquatement aux situations difficiles qui se présentent. Le troisième pilier a trait au renforcement des réseaux de soutien social que le soldat tisse avec ses pairs, sa famille et l'organisation militaire dans son ensemble. Le quatrième et dernier pilier traite du lien spirituel qui permet aux gens d'attribuer eux-mêmes un sens aux expériences qu'ils vivent. Le programme est en cours de validation, mais si l'on en juge par les efforts multidisciplinaires intensifs déployés pour sa mise au point, il se peut que nous en ayons enfin accès au bon programme.

Abstraction faite des programmes de formation qui seront éventuellement adoptés, nous nous devons aussi d'aborder les méthodes de prestation. Pour se doter d'une force de combat efficace, les forces armées doivent renfoncer à la fois les compétences physiques et cognitives. L'instruction porte sur l'acquisition de compétences, tandis que la formation sur le stress opérationnel a trait à l'aptitude à utiliser ces compétences en présence de situations défavorables. La formation sur la résilience consiste à faire en sorte que les soldats acquièrent la robustesse, l'efficacité personnelle et l'autonomie nécessaires qui leur permettront d'exercer efficacement ces compétences dans des situations très stressantes. Les mêmes principes de l'aguerrissement au combat peuvent être appliqués à la formation sur la résilience en manipulant les sons, la lumière, les odeurs, le goût et le toucher. Il ne s'agit pas tant de rendre les combattants insensibles que de les sensibiliser à leur milieu et de leur permettre de mener à bien la tâche à accomplir[95]. À l'instar des séances de rétroaction où l'on discute des tactiques, la formation sur la résilience devrait être propice aux échanges et à l'apprentissage entre militaires[96]. La formation efficace axée sur l'acquisition de la myriade de compétences militaires étant, de par sa nature, une partie sous-jacente de la formation sur la résilience, la recherche de méthodes permettant de se concentrer directement sur l'amélioration de la résilience devrait être un moyen rentable de gérer les ressources en personnel militaire.

Le U.S. Department of Defense Task Force on Mental Health reconnaît que l'on observe un accroissement des troubles psychologiques chez les anciens combattants des conflits du début du 21e siècle et, bien que ces problèmes se soient manifestés de nombreuses façons, l'observation d'un pic des cas de suicide est un indicateur particulier de cette situation. Nous ne disposons d'aucune statistique canadienne sur le suicide chez les militaires canadiens, en revanche, pour l'année 2005 seulement, on a dénombré 17 cas de suicide par jour chez les anciens combattants américains[97]. Pour réagir à cette situation, le traité *Psychological Kevlar Act of 2007* a été établi afin de trouver des solutions à ce problème et de réduire le sentiment de vulnérabilité que ressentent les soldats à l'égard des facteurs de stress. L'aspect le plus inquiétant de cette recherche est l'utilisation du propranolol pour atténuer les effets du stress extrême sur le cerveau. Ce médicament, ingéré après un événement traumatisant, est destiné à inhiber la mémoire, en lui retirant tout son pouvoir sur les émotions. Bien qu'il n'y ait guère de doutes que l'utilisation de ce médicament puisse comporter certains avantages, il y a de fortes chances qu'il crée une nouvelle race de soldats mutants indifférents à la violence parce que leur conscience a été neutralisée avec des médicaments. Outre le nombre croissant de soins en traumatologie, la préparation proactive aux facteurs de stress permettra, au bout du compte, d'augmenter l'efficacité des soldats. Une partie de cette préparation requiert de savoir ce qui est juste et d'appliquer de bonnes valeurs à nos actions.

Comme le dit Grossman, la méthode la plus sûre pour induire un SSPT chez une personne est de transgresser ses valeurs morales[98]. Dans cette optique, l'Armée canadienne a mis en place un programme pour la formation de « combattants respectueux de l'éthique », qui sauront quelles valeurs on s'attend à ce qu'ils véhiculent et qui seront à même de reconnaître de quelle manière ils doivent agir pour respecter l'éthique, dans toutes les situations. En enseignant ce qu'est la loyauté, le sens du devoir, l'intégrité et le courage dans le contexte de la prise de décisions respectant l'éthique, l'armée investit énormément dans le capital social qui la compose. Même s'il ne s'agit-là que d'une facette de l'instruction militaire, elle n'en est pas moins un pas en avant pour améliorer la résilience des soldats.

Enseigner aux soldats comment être résilients équivaut à leur apprendre à faire feu avec une arme ou à diriger une patrouille de combat. Un soldat bien informé d'une situation et de ses dénouements possibles est un soldat avisé et bien armé lorsque vient le moment d'agir. Un soldat informé des réactions émotives et psychologiques qu'il est susceptible de présenter dans certaines situations est beaucoup moins anxieux lorsque de telles réactions surviennent. L'expérience est une façon d'accroître ses connaissances, mais les réactions varient d'une expérience à l'autre. Il est par conséquent préférable de recevoir l'instruction pertinente avant la survenue d'un événement traumatisant, de manière à ce que le processus d'attribution cognitive permette de neutraliser le stress. Autrement dit, l'apprentissage d'un soldat ne doit pas reposer uniquement sur ses expériences personnelles. Pour cette raison, la formation des forces militaires du Canada en matière de résilience constitue une étape importante de la fonction de leadership consistant à préparer nos soldats à toutes les opérations.

AU SUJET DE L'AUTEUR…

Depuis 1987, le Lieutenant-colonel Ross Cossar joue un rôle actif au sein de la Première réserve du Hastings and Prince Edward Regiment. Au retour d'une affectation en Afghanistan (TF3-06), il a transféré à la Trent University à Peterborough les crédits qu'il avait accumulés au cours d'études à temps partiel au Collège militaire royal du Canada. Il poursuit actuellement des études à temps plein en psychologie à la Trent University, où il s'intéresse tout particulièrement à la psychologie militaire.

NOTES

1. Charuvastra, A. & Cloitre, M. (2008). Social bonds and post traumatic stress disorder. *Annual Review of Psychology*, 59, 301–328; McKeever, V.M., & Huff, M.E. (2003). A diathesis-stress model of posttraumatic stress disorder: Ecological, biological and residual stress pathways. *Review of General Psychology*, 7, 3, 237–250; Morris, A.S. (2008). Making it through a traumatic life experience: Applications for teaching, research and personal adjustment. *Training and Education in Professional Psychology*, 2, 2, 89–95; and O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge
2. Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications and Stam, R. (2007). PTSD and stress sensitization: A tale of brain and body. Part one: Human studies. *Neuroscience and Behaviour Reviews*, 31, 530–557
3. Charuvastra, A. & Cloitre, M. (2008). Social bonds and post traumatic stress disorder. *Annual Review of Psychology*, 59, 301–328
4. McKeever, V.M., & Huff, M.E. (2003). A diathesis-stress model of posttraumatic stress disorder: Ecological, biological and residual stress pathways. *Review of General Psychology*, 7, 3, 237–250
5. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge
6. Marin, A. (2002). *Rapport au ministre de la Défense nationale, Rapport spécial, Traitement systémique des membres des FC atteints du SSPT*. Citing Neary and Granatstein, The Veterans Charter and Post WWII Canada (1998)
7. Bartone, P.T. (1999). Hardiness protects against war-related stress in army reserve forces. *Consulting Psychology Journal: Practice and Research*, 51, 2, 72–81; and Grieger, T.A., Cozza, S.J., Ursanso, R.J., Hoge, C., Martinez, P.E., Engel, C.C., & Wain, H.J. (2006). Posttraumatic stress Disorder and depression in battle injured soldiers. *American Journal of Psychiatry*, 163, 1777–1783
8. CTV News, Thurs March 6, 2008. Military Recruiting Hundreds to Combat PTSD recovered from http://www.ctv.ca/servlet/Article News/Story/CTVNews/20080306/PTSD_Military

9. Défense nationale — Documentation, stress opérationnel, le 19 février 2009. Lien d'accès : http://www.forces.gc.ca/site/news-nouvelles/view-news-afficher-nouvelles-fra.asp?id=2871

10. McFayden, M. 2008. *Un long chemin vers la guérison : le combat contre les traumatismes liés au stress opérationnel*, Rapport spécial au ministre de la Défense nationale

11. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge and Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications

12. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health. Cambridge* University Press, Cambridge, and Bonanno, G.A. (2005). Resilience in the face of potential trauma. *Current Directions in Psychological Science*, 14, 135–138

13. Daniels, J.A., Bradley, M.C. & Hayes, M. (2007). The impact of school violence on school personnel: Implications for psychologists. *Professional Psychology, Research and Practice*, 38, 6, 652–659

14. Bonanno, G.A. (2004). Loss, trauma and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59, 1, 20–28; Stein, D.J., Seedat, S., Iverson, A., & Wessely, S. (2007). Post-traumatic stress disorder: medicine and politics. *Lancet*, 369, pp 139–144

15. Devilly, G.J., Gist, R., and Cotton, P. (2006). Ready! Fire! Aim! The status of psychological debriefing and therapeutic interventions: In the work place and after disasters. *Review of General Psychology*, 10, 4, 318–345

16. Bonanno, G.A. (2004). Loss, trauma and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59, 1, 20–8

17. Bonanno, G.A. (2004). Loss, trauma and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59, 1, 20–28; Seery, M.D., Silver, R.C., Holman, E.A., Ence, W.A., & Chu, T.Q. (2008). Expressing thoughts and feelings following a collective trauma: Immediate responses to 9/11 predict negative outcomes in a national sample. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 76, 4, 657–667; Wortman, C.B., & Silver, R.C. (1989). The myths of coping with stress. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 57, 349–357

18. McKeever, V.M., & Huff, M.E. (2003). A diathesis-stress model of posttraumatic stress disorder: Ecological, biological and residual stress pathways. *Review of General Psychology*, 7, 3, 237–250; O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge; Bonanno, G.A., Galea, S., Bucciarelli, A., & Vlahov, D. (2007). What predicts psychological resilience after disaster? The role of demographics, resources and life stress. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 75, 5, 671–682; Devilly, G.D., & Cotton, P. (2003) Psychological debriefing and the workplace. Defining a concept, controversies and guidelines for interventions. *Australian Psychologist*, 38, 144–150

19. Bonanno, G.A. (2004). Loss, trauma and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59, 1, 20–28; Waugh, C.E., Frederickson, B.L., & Taylor, S.F. (2008). Adapting to life's slings and arrows: Individual differences in resilience when recovering from an anticipated threat. *Journal of Research in Personality*, 42, 1031–1046

20. Bonanno, G.A. (2004). Loss, trauma and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59, 1, 20–28

21. Levy, M.S. (2008). The impact of Katrina: Shedding light on things forgotten. *Professional Psychology, Research and Practice*, 39, 1, 31–36

22. Bonanno, G.A., Galea, S., Bucciarelli, A., & Vlahov, D. (2007). What predicts psychological resilience after disaster? The role of demographics, resources and life stress. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 75, 5, 671–682

23. Brit, T.W., Adler, A.B., & Bartone, P.T. (2001) Deriving benefits from stressful events: The role of engagement in meaningful work and hardiness. *Journal of Occupational Health Psychology*, 6, 1, 53–63

24. Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications

25. Aldwin, C.M., Levenson, M.R., & Spiro, A. (1994). Vulnerability and resilience to combat exposure: Can stress have life long effects. *Psychology and Aging*. 9, 1, 34–44

26. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge; Hautamaki, A., & Coleman, P.G. (2001). Explanation for low prevalence of PTSD among older Finnish war veterans: social solidarity and continued significance given to wartime sufferings. *Ageing and Mental Health*, 5 (2) pp 165–174

27. Solomon, Z., Mikulincer, M., & Avitzur, E. (1988). Coping, locus of control, social support and combat related posttraumatic stress disorder: A prospective study. *Journal of Personality and Social Behaviour*, 55, 2, 279–285

28. Linley, P.A., & Joseph, S. (2005). The human capacity for growth through adversity. *American Psychologist*, 60, 3, 262–264

29. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge

30. Linley, P.A., & Joseph, S. (2005). The human capacity for growth through adversity. *American Psychologist*, 60, 3, 262–264

31. Vliet, K.J. van (2008). Shame and resilience in adulthood: A grounded theory study. *Journal of Counselling Psychology*, 55, 2, 233–245

32. Vogt, D.S., Proctor, S.P., King, D.W., King, L.A., & Vasterling, J.J. (2008). Validation of scales from the deployment risk and resilience inventory in a sample of operation Iraqi freedom veterans. Assessment, 15, 4, 391–403

33. Maddi, S.R. (1999). The personality construct of hardiness: I. Effects on experiencing, coping and strain. *Consulting Psychology Journal: Practice and Research*, 51, 2, 83–94

34. Maddi, S.R. (1999). The personality construct of hardiness: I. Effects on experiencing, coping and strain. *Consulting Psychology Journal: Practice and Research*, 51, 2, 83–94; Maddi, S.R. (2005). On hardiness and other pathways to resilience. *American Psychologist*, 60, 3, 261–262; Bartone, P.T. (1999) Hardiness protects against war-related stress in army reserve forces. *Consulting Psychology Journal: Practice and Research*, 51, 2, 72–81; Bonanno, G.A. (2004). Loss, trauma and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59, 1, 20–28

35. Maddi, S.R. (1999). The personality construct of hardiness: I. Effects on experiencing, coping and strain. *Consulting Psychology Journal: Practice and Research*, 51, 2, 83–94; Brit, T.W., Adler, A.B., & Bartone, P.T. (2001) Deriving benefits from stressful events: The role of engagement in meaningful work and hardiness. *Journal of Occupational Health Psychology*, 6, 1, 53–63; and Hall, W.H. (1986). Health and personality among army officers. *1st Australian Psychological Research Unit*, ISSN 0156-8825

36. Bartone, P.T. (1999). Hardiness protects against war-related stress in army reserve forces. *Consulting Psychology Journal: Practice and Research*, 51, 2, 72–81

37. Maddi, S.R. (2005). On hardiness and other pathways to resilience. *American Psychologist*, 60, 3, 261–262

38. Bandura, A. 2003. Auto-efficacité : le sentiment d'efficacité personnelle, Paris, De Boeck Université

39. Bandura, A. 2003. Auto-efficacité : le sentiment d'efficacité personnelle, Paris, De Boeck Université

40. Stajkovic, A.D. (2006). Development of a core confidence higher-order construct. *Journal of Applied Psychology*, 91, 6, 1208–1224

41. Stajkovic, A.D. (2006). Development of a core confidence higher-order construct. *Journal of Applied Psychology*, 91, 6, 1208–1224; Jex, S.M., & Bliese, P.D. (1999). Efficacy beliefs as a moderator of the impact of work related stressors: A multi-level study. *Journal of Applied Psychology*, 84, 3,349–361; Bonanno, G.A. (2004). Loss, trauma and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59, 1, 20–28

42. Rotter, J. (1966). General expectancies for internal verses external control of reinforcements. *Psychological Monographs*, 80, Whole No. 609; Solomon, Z., Mikulincer, M., & Flume, H. (1988). Negative life events, coping responses and combat related psychopathology: A prospective study. *Journal of Abnormal Psychology*, 97, 3, 302–307

43. Bonanno, G.A. (2005). Resilience in the face of potential trauma. *Current Directions in Psychological Science*, 14, 135–138

44. Blustein, D.L. (2008). The role of work in psychological health and well being: A conceptual, historical and public policy perspective. *American Psychologist*, 63

45. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge; Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications; Charuvastra, A. & Cloitre, M. (2008). Social bonds and post traumatic stress disorder. *Annual Review of Psychology*, 59, 301–328

46. Charuvastra, A. & Cloitre, M. (2008). Social bonds and post traumatic stress disorder. Annual Review of Psychology, 59, 301–328; Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications

47. Devilly, G.D., & Cotton, P. (2003) Psychological debriefing and the workplace. Defining a concept, controversies and guidelines for interventions. *Australian Psychologist*, 38, 144–150

48. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge

49. Hautamaki, A., & Coleman, P.G. (2001). Explanation for low prevalence of PTSD among older Finnish war veterans: social solidarity and continued significance given to wartime sufferings. *Ageing and Mental Health*, 5 (2) pp 165–174

50. Charuvastra, A. & Cloitre, M. (2008). Social bonds and post traumatic stress disorder. *Annual Review of Psychology*, 59, 301–328

51. Solomon, Z., Mikulincer, M., & Avitzur, E. (1988). Coping, locus of control, social support and combat related posttraumatic stress disorder: A prospective study. *Journal of Personality and Social Behaviour*, 55, 2, 279–285; Solomon, Z., Mikulincer, M., & Flume, H. (1988). Negative life events, coping responses and combat related psychopathology: A prospective study. *Journal of Abnormal Psychology*, 97, 3, 302–307

52. Sussman, N. (2006). In session with Dennis S. Charney, MD: Resilience to Stress. *Primary Psychiatry*, 13, 8, 39–41

53. Levy, M.S. (2008). The impact of Katrina: Shedding light on things forgotten. *Professional Psychology, Research and Practice*, 39, 1, 31–36

54. Rostker, B.D. (2006). Steady under fire: All-volunteer force proves its resilience, so far. *Rand Review*, Fall 2006

55. Noy, S. (1991). Combat Stress Reactions. In David A. Mangelsdorf and Reuvan Gal (Eds.). *Handbook of Military Psychology*. P 507–530. London. John Wiley

56. Blustein, D.L. (2008). The role of work in psychological health and well being: A conceptual, historical and public policy perspective. *American Psychologist*, 63

57. Noy, S. (1991). Combat Stress Reactions. In David A. Mangelsdorf and Reuvan Gal (Eds.). *Handbook of Military Psychology*. P 507–530. London. John Wiley

58. Daddis, G.A. (2004). Understanding Fear's Effect on Unit Effectiveness. *Military Review*, July/August, 22–27

59. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge

60. Ippolito, J., Adler, A.B., Thomas, J.l., Litz, B.T., & Holzl, R. (2005). Extending and applying the demand-control model: The role of soldiers coping on a peacekeeping deployment. *Journal of Occupational Health Psychology*, 10, 4, 452–464

61. O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic events and mental health*. Cambridge University Press, Cambridge

62. Zach, S., Raviv, S., & Inbar, R. (2007). The benefits of a graduated training program for security officers on physical performance in stressful situations. *International Journal of Stress Management*, 14, 4, 350–369

63. Solomon, Z., Mikulincer, M., & Flume, H. (1988). Negative life events, coping responses and combat related psychopathology: A prospective study. *Journal of Abnormal Psychology*, 97, 3, 302–307

64 Morris, A.S. (2008). Making it through a traumatic life experience: Applications for teaching, research and personal adjustment. *Training and Education in Professional Psychology*, 2, 2, 89–95

65. Solomon, Z., Mikulincer, M., & Flume, H. (1988). Negative life events, coping responses and combat related psychopathology: *A prospective study. Journal of Abnormal Psychology*, 97, 3, 302–307

66. Taylor, S.E. (1983). Adjustment to threatening events: A theory of cognitive adaptation. *American Psychologist*, November, 1161–1173

67. U.S. Department of Health and Human Services. (2004). *Mental Health Response to Mass Violence and Terrorism: A Training Manual*. Rockville MD

68. Morris, A.S. (2008). Making it through a traumatic life experience: Applications for teaching, research and personal adjustment. *Training and Education in Professional Psychology*, 2, 2, 89–95

69. Daniels, J.A., Bradley, M.C. & Hayes, M. (2007). The impact of school violence on school personnel: Implications for psychologists. *Professional Psychology, Research and Practice*, 38, 6, 652–659; Benight, C.C., & Harper, M.L. (2002). Coping with self efficacy perceptions as a mediator between acute stress response and long term distress following natural disasters. *Journal of Traumatic Stress*, 15, 177–186

70. Noy, S. (1991). Combat Stress Reactions. In David A. Mangelsdorf and Reuvan Gal (Eds.). *Handbook of Military Psychology*. P 507–530. London. John Wiley

71. Schok, M.L., Kleber, R.J., Elands, M. and Weerts, J.M.P. (2008). Meaning as a mission: A review of empirical studies on appraisals of war and peacekeeping experiences. *Clinical Psychology Review*, 28, 357–365; Devilly, G.D., & Cotton, P. (2003) Psychological debriefing and the workplace. Defining a concept, controversies and guidelines for interventions. *Australian Psychologist*, 38, 144–150

72. Brit, T.W., Adler, A.B., & Bartone, P.T. (2001) Deriving benefits from stressful events: The role of engagement in meaningful work and hardiness. *Journal of Occupational Health Psychology*, 6, 1, 53–63

73. Aldwin, C.M., Levenson, M.R., & Spiro, A. (1994). Vulnerability and resilience to combat exposure: Can stress have life long effects. *Psychology and Aging*. 9, 1, 34–44; Schok, M.L., Kleber, R.J., Elands, M. and Weerts, J.M.P. (2008). Meaning as a mission: A review of empirical studies on appraisals of war and peacekeeping experiences. *Clinical Psychology Review*, 28, 357–365

74. Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications; Aldwin, C.M., Levenson, M.R., & Spiro, A. (1994). Vulnerability and resilience to combat exposure: Can stress have life long effects. *Psychology and Aging*. 9, 1, 34–44

75. Morris, A.S. (2008). Making it through a traumatic life experience: Applications for teaching, research and personal adjustment. *Training and Education in Professional Psychology*, 2, 2, 89–95

76. Driskell, J.E. & Johnston, J.H. (1998). Stress exposure training. In J.A. Cannon-Bowers & E. Salas, (Eds.), *Making Decisions under Stress: Implications for Individual and Team Training*, 191–217. Washington DC, American Psychological Association

77. Benight, C.C., & Harper, M.L. (2002). Coping with self efficacy perceptions as a mediator between acute stress response and long term distress following natural disasters. *Journal of Traumatic Stress*, 15, 177–186; Daniels, J.A., Bradley, M.C. & Hayes, M. (2007). The impact of school violence on school personnel: Implications for psychologists. *Professional Psychology, Research and Practice*, 38, 6, 652–659

78. Daniels, J.A., Bradley, M.C. & Hayes, M. (2007). The impact of school violence on school personnel: Implications for psychologists. *Professional Psychology, Research and Practice*, 38, 6, 652–659; Devilly, G.D., & Cotton, P. (2003) Psychological debriefing and the workplace. Defining a concept, controversies and guidelines for interventions. *Australian Psychologist*, 38, 144–150; Foy, D.W., Erikson, C.B. & Trice, G.A. (2001). Introduction to group interventions for trauma survivors. *Group Dynamics, Theory, Research and Practice*, 5, 4, 246–251; Lewis, S.J. (2003). Do one shot preventative interventions for PTSD work? A systematic research synthesis of psychological debriefings. *Aggression and Violent Behaviour*, 8, 329–343

79. Devilly, G.D., & Cotton, P. (2003) Psychological debriefing and the workplace. Defining a concept, controversies and guidelines for interventions. *Australian Psychologist*, 38, 144–150

80. Daniels, J.A., Bradley, M.C. & Hayes, M. (2007). The impact of school violence on school personnel: Implications for psychologists. *Professional Psychology, Research and Practice*, 38, 6, 652–659

81. Devilly, G.D., & Cotton, P. (2003) Psychological debriefing and the workplace. Defining a concept, controversies and guidelines for interventions. *Australian Psychologist*, 38, 144–150

82. Bonanno, G.A., Galea, S., Bucciarelli, A., & Vlahov, D. (2007). What predicts psychological resilience after disaster? The role of demographics, resources and life stress. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 75, 5, 671–682; Seery, M.D., Silver, R.C., Holman, E.A., Ence, W.A., & Chu, T.Q. (2008). Expressing thoughts and feelings following a collective trauma: Immediate responses to 9/11 predict negative outcomes in a national sample. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 76, 4, 657–667

83. Grossman, D. (1996). *On Killing: The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society*. New York, Bay Back Books

84. Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications

85. Angelopoulos, P.A., Houde, S., Thompson, M.M., McCreary, D.R., Blais, A., Pasto, L. (2002). Canadian Forces training and mental preparation for adversity. *Recherche et développement pour la défense Canada* (RDDC), 2002–147. (En anglais seulement.)

86. Bartone, P.T, Adler, A.B., & Viatkus, M.A. (1998). Dimensions of psychological stress in peacekeeping operations. *Military Medicine*, 163, 587–593; Newman, R. (2005). APA's resilience initiative. *Professional Psychology: Research and Practice*, 36, 3, 227–229

87. Maddi, S.R. (1999). The personality construct of hardiness: I. Effects on experiencing, coping and strain. *Consulting Psychology Journal: Practice and Research*, 51, 2, 83–94

88. Koestner, R. (2008). Reaching ones personal goals: A motivational perspective focused on autonomy. *Canadian Psychology (Psychologie canadienne)*, 49, 1, 60–67

89. Keinan, G. (1996). Training effective performance under stress: Queries, dilemmas and possible solutions. In J.E. Driskell, & E. Salas (Eds.). *Stress and Human Performance*, 257–277. Mahwah NJ, Lawrence Erlbaum Associates Inc.

90. Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications

91. Keinan, G. (1996). Training effective performance under stress: Queries, dilemmas and possible solutions. In J.E. Driskell, & E. Salas (Eds.). *Stress and Human Performance*, 257–277. Mahwah NJ, Lawrence Erlbaum Associates Inc.; Driskell, J.E. & Johnston, J.H. (1998). Stress exposure training. In J.A. Cannon-Bowers & E. Salas, (Eds.), *Making Decisions under Stress: Implications for Individual and Team Training*, 191–217. Washington DC, American Psychological Association

92. Zach, S., Raviv, S., & Inbar, R. (2007). The benefits of a graduated training program for security officers on physical performance in stressful situations. *International Journal of Stress Management*, 14, 4, 350–369

93. Angelopoulos, P.A., Houde, S., Thompson, M.M., McCreary, D.R., Blais, A., Pasto, L. (2002). Canadian Forces training and mental preparation for adversity. *Recherche et développement pour la défense Canada* (RDDC), 2002–147. (En anglais seulement.)

94. Information obtenue auprès de Christiane Routhier, Ph. D., coordonnatrice, Conception

95. Daddis, G.A. (2004). Understanding Fear's Effect on Unit Effectiveness. *Military Review*, July/August, 22–27

96. Noy, S. (1991). Combat Stress Reactions. In David A. Mangelsdorf and Reuvan Gal (Eds.). *Handbook of Military Psychology*. P 507–530. London. John Wiley

97. McFayden, M. (2008). Special Report to the Minister of National Defence. A Long Road to Recovery: Battling Operational Stress Injuries. Coleman, P. (2008). Pentagon, big pharma: Drug troops to numb them to horrors of war. *Alternet*

98. Grossman, D. (2004). *On Combat. The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. PPCT Research Publications

Source: Caméra de combat

Optimiser l'engagement pris par le Canada en faveur de la réforme de la police en Afghanistan

Major N. Flight

Dans le cadre de l'engagement qu'il a pris envers le gouvernement de l'Afghanistan, le Canada a investi des ressources considérables pour améliorer la Police afghane. Après plusieurs années, il est prudent de faire une évaluation pour savoir si les fonds ont été bien dépensés et les ressources, réparties judicieusement. Plusieurs questions fondamentales se posent à cet égard : Le modèle d'encadrement actuel est-il efficace? A-t-il l'effet stabilisateur recherché? Le modèle canadien s'adapte-t-il à l'évolution des circonstances avec efficacité ou assez vite? Afin de répondre aux questions, il est utile d'examiner les leçons fournies par d'autres forces policières qui ont participé à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) au cours du dernier demi-siècle. Même une analyse sommaire des missions exécutées dans ce contexte révèle qu'il n'est pas facile de faire progresser la réforme de la police dans les États défaillants. Une comparaison entre ces missions et celle que le Canada mène en Afghanistan porte à croire que notre démarche actuelle est bonne, mais qu'elle n'est pas aussi souple et poussée qu'elle pourrait l'être. Il nous faut un nouveau modèle « optimisé » d'intégration des Forces canadiennes et de la police civile qui mettra l'accent sur la transition[1] à opérer pour encadrer la mise sur pied et le renforcement d'une force de police locale professionnalisée et son accès éventuel à l'autonomie.

À la lumière de cette analyse et à partir de l'Afghanistan comme modèle, le présent article vise à exposer une stratégie en plusieurs phases portant sur l'intégration du programme de mentorat de la police canadienne, l'influence qu'il exerce et son évolution, et à proposer un modèle qui serait applicable dans d'autres conflits, dans l'avenir.

DSC0954 Photo : Cpl Bucci, 2 UPM

Figure 1 : Composant une équipe vraiment diversifiée, le Cpl Osellame (PM), le Sdt Kirkwood (1 RCR) et les policiers afghans qu'ils encadrent reviennent d'une patrouille ardue dans le sud de Pashmoul

FAIRE REVIVRE LES ÉTATS DÉFAILLANTS

Après l'effondrement du Rideau de fer, on s'est de plus en plus intéressé au phénomène des « États défaillants » qui a suscité beaucoup de réflexions critiques sur les modèles d'intervention qu'il conviendrait de leur appliquer. En effet, d'aucuns ont affirmé que « l'insécurité au XXIe siècle semble due non pas tant aux collisions entre États puissants qu'aux débris issus de l'implosion de certains États »[2]. Des organismes de recherche tels que la RAND Corporation, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Centre for Global Development, entre autres, ont affecté des ressources grandissantes à l'analyse du phénomène susmentionné, et ce, pour une bonne raison. Une étude récente menée par le Centre for Strategic and International Studies résume un argument que

l'ensemble de la collectivité internationale a adopté, à savoir qu'une « des principales leçons issues des événements du 11 septembre est que les États défaillants importent, non pas seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi en ce qui concerne la sécurité nationale. Si on les abandonne, ces États risquent de devenir des sanctuaires pour les réseaux terroristes ayant des ramifications mondiales ... et exploitant cet environnement dysfonctionnel[3]. »

Dans un même ordre d'idées, Mark Turner et Martin Wolf, journalistes du Financial Times, renforcent le caractère pressant de la question en faisant valoir que « les États défaillants ou en déroute posent un des grands défis de notre ère [...]. Ils répandent le chaos chez leurs voisins et ailleurs. Ce sont des sources réelles ou éventuelles de terroristes et de réfugiés, et le crime organisé, le trafic de la drogue et la maladie y ont leurs racines [...]. Il faut faire quelque chose, mais personne ne sait quoi au juste[4]. » Les auteurs de nombreuses études approfondies ont cherché à répondre à la question : « Que faire? » Au risque de simplifier la question à l'extrême, certains tendent à tirer des conclusions communes sur la voie à suivre. Parmi les recommandations les plus frappantes figurent les suivantes : réformer les systèmes de sécurité; réformer la gouvernance (primauté du droit et démocratisation); favoriser le développement (services publics essentiels, services de santé, approvisionnement en eau et services d'utilité publique), et encourager le commerce légitime. Or, pour que la réforme réussisse, on doit d'abord et avant tout se pencher sur la question de la sécurité. Sans la sécurité, tous les autres changements risquent d'être anéantis par des forces échappant au contrôle du gouvernement légitime au pouvoir. Afin de mieux comprendre ce que l'on entend par « réforme des systèmes de sécurité, ou RSS », voyons comment la définit l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD)[5]:

L'objectif général de la réforme des systèmes de sécurité est de créer un climat de sécurité propice au développement, à la lutte contre la pauvreté et à la démocratie. Pour l'atteindre, il faut que deux conditions fondamentales soient remplies : i) l'État doit être capable de créer […] une situation propre à atténuer l'impact des facteurs de vulnérabilité auxquels la population est exposée; ii) l'État doit être capable d'employer les instruments d'action à sa disposition pour prévenir ou prendre en main les phénomènes qui menacent la sécurité et sont préjudiciables au bien-être de la collectivité[6].

En Afghanistan, la sécurité relève de la police; par conséquent, on suppose, en l'occurrence, que la police afghane, en tant qu'institution, constituera l'outil par excellence que l'on emploiera sur la ligne de front pour réduire la vulnérabilité immédiate du peuple afghan au chapitre de la sécurité.

« [...] les États défaillants ou en déroute posent un des grands défis de notre ère [...].
Ils répandent le chaos chez leurs voisins et ailleurs.
Ce sont des sources réelles ou éventuelles de terroristes et de réfugiés, et le crime organisé, le trafic de la drogue et la maladie y ont leurs racines [...].
Il faut faire quelque chose, mais personne ne sait quoi au juste. »

RÉUSSITES ET LUTTES : LA RÉFORME DE LA POLICE DANS LES ÉTATS DÉFAILLANTS

Heureusement, il existe de nombreuses bonnes études de cas internationales où les efforts de réforme de la police ont été couronnés de succès, ou ont été ardus. En effet, l'Académie mondiale pour la paix conclut que le nombre grandissant d'organismes travaillant à la réforme de la police prouve l'importance accrue qu'on lui accorde[7]. Une mise en garde s'impose toutefois : ce n'est pas une entreprise pour les velléitaires, car les forces de police en devenir se coupent souvent des populations qu'elles sont censées servir et protéger; bon nombre agissent et fonctionnent plutôt comme des contingents militaires que comme des agents de la sécurité publique. C'est actuellement le cas dans la majorité de l'Afghanistan.

Nonobstant la mise en garde précédente, il existe un ensemble de leçons qui aident à formuler des pratiques exemplaires. L'expérience britannique en Malaisie (1948–1960) nous apprend que la priorité ultime doit consister à former de solides chefs pour la police locale et à les appuyer avec un mentorat soutenu. Ensuite, on a fait l'éloge des cours donnés sur le renseignement criminel, de la transition continue à la « malaisination » de la force de sécurité[8] et celle de l'élimination des officiers de police corrompus. Lors de la campagne chypriote (1955–1959), des préoccupations semblables ont eu la primauté : mentionnons la nécessité de choisir des chefs locaux professionnels pour la police, la sensibilisation et le renseignement humain. Ensemble, les études de cas faites sur ces deux pays concluent qu'« en raison de la nature des conflits, livrés par de petites unités, la force anti-

DSCF0767 Photo : Sgt McGougan, 2 UPM

Figure 2 : Une ELMOP exécute une patrouille à pied dans le sud de Pashmoul. Afin d'instaurer une stabilité durable, il est essentiel de recueillir du renseignement humain et de gagner le respect de la population

insurrectionnelle de première ligne était la police [...] les campagnes anti-insurrectionnelles efficaces misent sur le bon renseignement humain; or, aucune unité militaire ne peut égaler une bonne unité de police lorsqu'il s'agit de constituer, avec des renseignements d'origine humaine, une image précise de la zone des opérations[9]. »

Dans son analyse sur la réforme de la police en Afrique subsaharienne, Alice Hills voit les choses d'une autre façon. Elle conclut que la formation et les ressources ne suffisent pas : il faut aussi une orientation ou une approbation politique valable[10]. Le corollaire est qu'un mandat clair et cohérent pour la police et un engagement du gouvernement en faveur du changement constituent ensemble les tout premiers éléments d'une réforme efficace.

En Iraq, les Américains se sont surtout préoccupés de combattre la corruption et les pratiques abusives dans la force policière. En effet, les auteurs d'un rapport paru en 2006 sur la situation dans le nord-est de Bagdad ont constaté que les trois quarts des Irakiens ne faisaient pas suffisamment confiance à la police pour la renseigner sur les activités des insurgés[11]. Face à un tel problème, les stratégies de réforme qui sont fructueuses comprennent ce qui suit : présenter à la police des modèles de comportements positifs; normaliser le mentorat dans tous les secteurs, créer un centre d'éthique au ministère de l'Intérieur et recommander la création d'un Bureau des affaires internes et de l'inspecteur général.

Ce que les analyses existantes montrent clairement, c'est que les courts programmes de formation établis au cas par cas sont voués à l'échec. De même, chercher à appliquer des stratégies allant à l'encontre des leçons positives retenues des missions internationales, c'est accepter un résultat loin d'être optimal. Par conséquent, quelle est donc la meilleure démarche à suivre en Afghanistan?

[...] chercher à appliquer des stratégies allant à l'encontre des leçons positives retenues des missions internationales, c'est accepter un résultat loin d'être optimal. Par conséquent, quelle est donc la meilleure démarche à suivre en Afghanistan?

METTRE SUR PIED DES SERVICES DE POLICE EN AFGHANISTAN : 101

Tout comme en Iraq, la situation en Afghanistan n'est pas bonne. Afin de parvenir à un professionnalisme policier caractéristique des pays industrialisés, il faut surmonter les pratiques enracinées dans les institutions et la culture. L'Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU) et le Center for Strategic and International Studies ont tous deux une sombre opinion sur l'état actuel des services de police afghans et sur la réforme de ces derniers. Plus précisément, ils estiment que de nombreux Afghans perçoivent toujours la Police nationale afghane (PNA) comme étant un élément du problème de sécurité plutôt que de la solution[12]. Ils citent principalement la corruption généralisée, l'extorsion pratiquée au niveau local, l'analphabétisme, une propension à ne pas respecter les normes internationales relatives aux droits de la personne et un manque général de professionnalisme. Ajoutez à cela la toxicomanie, la jeunesse de certains membres, la tentation omniprésente de s'adonner à l'occasion au trafic de stupéfiants, le patrimoine, l'insuffisance de la paie (ou le vol de la paie par les autorités provinciales ou les chefs de district), et vous constatez que la vérité est encore plus stupéfiante que la fiction.

Enfin, et malheureusement pour le cadre d'agents de la PNA effectivement résolus à opérer des changements, les insurgés afghans semblent être parfaitement conscients des points vulnérables de la PNA, au niveau tant individuel que collectif. C'est pourquoi la PNA est devenue la principale cible des insurgés; par exemple, au cours de la seule année 2006, 627 de ses agents ont été tués, et la tendance se poursuit. Malgré cette toile de fond décourageante, certaines recommandations ont été formulées, dont les suivantes : réclamer une vision et une stratégie communes pour la PNA; élaborer une stratégie détaillée axée sur la primauté du droit; rendre l'aide des pays donateurs dépendante de la réforme du ministère de l'Intérieur; favoriser la qualité plutôt que la quantité pour ce qui est des effectifs de la PNA; accorder la priorité à la viabilité financière du secteur de la sécurité[13].

LES CAPACITÉS CANADIENNES D'ENCADREMENT

Bien que le Canada participe activement aux combats en Afghanistan depuis 2002, l'accent qu'il met sur le renforcement des capacités de la police est relativement nouveau. L'adoption d'une démarche canadienne pangouvernementale, à l'automne 2007, a coïncidé avec la formulation d'une vision par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN, à savoir habiliter les institutions afghanes à devenir autonomes grâce à une professionnalisation et à un encadrement ciblés. À preuve, le Rapport Manley a recommandé ce qui suit au Parlement : « ... [q]ue le Canada continue de s'acquitter de ses responsabilités en matière de sécurité à Kandahar au-delà de février 2009 […] mais qu'il fasse une plus large place à la formation accélérée des Forces de sécurité nationale afghanes […]. À mesure qu'augmenteraient les capacités des Forces de sécurité nationale afghanes, le Canada devrait en venir à jouer un rôle beaucoup moins important au chapitre des combats[14]. »

Pour faire suite, à l'origine, au Rapport Manley, le Groupe d'experts interministériel a défini six priorités fondamentales pour la région; la première consiste à permettre aux FSNA de maintenir un environnement plus sûr et de promouvoir l'ordre public. L'objectif que le Canada s'est fixé pour 2011 se rapporte expressément à l'évolution de la police : faire en sorte que la PNA, appuyée par les moyens du secteur judiciaire et des services correctionnels, manifeste alors une capacité accrue de promouvoir l'ordre public dans des districts clés de la province de Kandahar[15]. À l'heure actuelle, 600 agents de la PNA ont été entraînés pour exécuter diverses activités avec l'appui de la police civile canadienne (sous la gouverne de la GRC), tandis qu'une équipe de liaison et de mentorat opérationnel de police (ELMOP), dirigée par les Forces canadiennes, a amélioré la capacité de la PNA de survivre et d'entreprendre des activités de sécurité dans deux districts périphériques.

L'effort actuel de la police civile canadienne repose sur une structure de gestion établie par la GRC et partageant les locaux de l'Équipe de reconstruction provinciale canadienne. Le conseiller principal de la police civile relève directement du représentant du Canada à Kandahar. La police civile remplit principalement deux missions : aider les centres d'instruction régionaux qui donnent le cours de base

aux policiers (10 semaines) et encadrer la PNA dans la ville de Kandahar même. Le petit quartier général est chargé de répartir les ressources et de lancer ou suivre les projets importants (plus de quatre millions de dollars) visant à soutenir la force de police naissante. Ainsi, il acquiert des équipements, améliore l'infrastructure et fournit des conseils généraux sur les services policiers au niveau provincial. La police civile a aussi affecté un certain nombre de ses agents à l'avant, dans de plus petites bases d'opérations, afin d'encadrer les dirigeants et les équipes d'enquête au niveau des districts. La police civile est essentiellement dirigée par la GRC et elle bénéficie du soutien d'autres agents de police civils canadiens. Il va sans dire qu'il s'agit d'agents de la paix professionnels apportant à l'équipe de mentorat une expérience variée en matière d'enquête et de services de police. Cependant, la pire contrainte réside dans le fait qu'ils n'ont pas une liberté de mouvement complète dans les districts moins sûrs, en raison des restrictions nationales concernant la sécurité de leur personne et la responsabilité qui en découle.

DSC03883 Photo : Cplc Gary Obrien, 3 UPM

Figure 3 : 77 Bravo — Une ELMOP, à Pashmoul, dans le Zhari, en compagnie du détachement de la police afghane lui ayant été confié. Les membres de l'Équipe ont vécu pendant six mois avec leurs collègues afghans

L'ELMOP est une sous-unité mixte des Forces canadiennes comprenant un nombre à peu près égal de policiers militaires et de fantassins. Ces mentors se déploient dans les postes de police des sous-districts les plus éloignés où ils sont intégrés dans des groupes de la PNA comptant de huit à trente membres. Ils ont pour tâche première d'encadrer ces groupes aux chapitres de la surviabilité, des services de police, de la logistique, du commandement et du contrôle. Il convient de souligner que, contrairement à ce qui est le cas dans l'entité américaine correspondante mieux connue, la majorité des policiers militaires canadiens sont des agents de la paix accrédités qui portent l'insigne de police, ce qui donne un amalgame idéal de soldats et d'agents de la paix dans cet environnement. À l'heure actuelle, environ les deux tiers sont des membres de la Force régulière (agents accrédités), tandis que des réservistes (pas tous accrédités) composent le dernier tiers. Signalons ici qu'un certain nombre de policiers militaires réservistes sont des policiers civils faisant carrière en tant que tels au Canada. Les PM se distinguent principalement de leurs homologues civils par l'instruction poussée qu'ils ont reçue au chapitre du commandement de petites unités et à celui des techniques de combat (armes, communications, soins médicaux, navigation, manœuvres et opérations de détention) et par le principe fondamental des FC selon lequel ils sont employés en vertu d'un régime de responsabilité illimitée, comme tous les soldats des Forces canadiennes.

Un troisième élément distingue les PM de leurs collègues civils, et il n'est pas propre à la police : c'est la présence d'une organisation générique de protection de la force. Une organisation du même genre appuie actuellement l'Équipe de reconstruction provinciale canadienne; elle procure une mobilité à toute une gamme d'intervenants civilo-militaires et aux partenaires membres d'autres ministères fédéraux dans la ville de Kandahar et dans les environs, tout en assurant leur protection. Mentionnons, entre autres, les représentants du MAECI, de l'ACDI, de la GRC et de Service correctionnel Canada. L'organisation de protection de la force est d'habitude axée sur une sous-unité d'infanterie mécanisée (blindée) dont la taille dépend de l'ampleur de la tâche de protection. Comme il s'agit d'une sous-unité des armes de combat, elle est par définition mobile du point de vue tactique, elle assure sa propre protection et elle est autosuffisante... tout comme l'ELMOP.

VERS UNE SOLUTION OPTIMALE

Il est clair que certaines activités sont essentielles à la mise sur pied et au maintien en puissance d'une force de police locale crédible et capable d'agir. Elles comprennent ce qui suit (sans ordre de priorité particulier) : des efforts concentrés pour former des chefs locaux; des cours sur la collecte et l'analyse du renseignement d'origine humaine; un mentorat axé sur le bon exemple; des cours d'alphabétisation. Afin d'influer le mieux possible sur la formation des chefs, le gouvernement du pays hôte doit appuyer les efforts déployés pour repérer des candidats doués jeunes (ou plus jeunes) et leur fournir la formation nécessaire et un encadrement assidu. Cela n'existe pas en Afghanistan à l'heure actuelle. Selon Dobbins et Crane, « la sélection, la formation et l'encadrement de tels candidats façonneront de manière décisive la force ainsi constituée; on ne saurait s'attaquer trop tôt à ces tâches »[16]. Enfin, le pays hôte doit être disposé à décrire ce à quoi il veut que sa force de police nationale ressemble en fin de compte. En effet, cela continue de susciter un débat animé; Wilder résume cet état de choses en disant que c'est ce qui gêne le plus la croissance de l'institution en Afghanistan et il précise ce qui suit : « Ce qu'il faut d'abord et avant tout pour réformer la police avec succès en Afghanistan, c'est une vision commune du rôle de la PNA ... l'absence d'une stratégie collective, cinq ans après le début de la réforme, nuit grandement aux efforts de réforme et complique la coordination des interventions des divers intervenants dans le secteur[17]. »

La plupart des observateurs conviennent que la création d'un groupe d'experts interministériel sur l'Afghanistan doit dorénavant être le « fleuron » qui redéfinira la norme de coopération entre les divers intervenants du gouvernement canadien. En effet, le succès que l'on a déjà remporté en coordonnant l'action des ministères par l'intermédiaire du Bureau du Conseil privé et celle de la Force opérationnelle en Afghanistan atteste l'existence de cette synergie positive. Cependant, il reste encore à tirer parti de l'occasion qui se présente d'améliorer sensiblement les moyens de renforcer les capacités de la police. Pareille transformation nécessiterait l'établissement de relations plus directes entre le bureau du Grand prévôt des Forces canadiennes (le commandant supérieur de la Police militaire et le conseiller du Chef d'état-major de la Défense en la matière) et la haute direction de la GRC au sujet des opérations de déploiement, en général, et de l'interopérabilité, en particulier.

À tout le moins, l'occasion est propice pour les organisations de prendre davantage conscience des capacités les unes des autres et de formuler des concepts normalisés canadiens de mentorat et d'évaluation en vue de les appliquer aux tâches à accomplir dans les États défaillants. Si les recommandations formulées en ce sens sont adoptées, on améliorera les communications entre les organismes, la répartition des tâches entre eux et leur intégration dans les opérations dirigées par les forces opérationnelles des FC, car la police militaire et l'Armée de terre connaîtront déjà le contexte opérationnel. En outre, les organisations de police militaire, qui contribuent à la mise sur pied des forces dans l'Armée de terre, pourraient s'occuper de faire subir à la police civile l'entraînement obligatoire préalable au déploiement, par l'intermédiaire de centres régionaux de préparation, en fonction des exigences de chaque mission. Bref, bien des économies sont possibles grâce à l'harmonisation des diverses démarches canadiennes au chapitre du renforcement des capacités de la police dans les États défaillants. Enfin, chaque fois que les mentors de la police civile et de la PM des Forces canadiennes se trouvent dans le même espace opérationnel, il faudrait que leurs quartiers généraux soient installés au même endroit pour garantir la transmission rapide des renseignements et l'harmonisation des tâches et pour promouvoir l'apprentissage interagences libre.

OPTIMISER LE MODÈLE CANADIEN

Maintenant que nous savons qui sont les intervenants et quelles sont les possibilités, il nous faut élaborer un modèle canadien d'encadrement de la police pour les États défaillants, un modèle qui sera pertinent, souple et progressif. À la lumière des résultats de la vaste gamme de missions internationales, on peut poser la principale hypothèse suivante : la mise sur pied et le renforcement d'un service de police nécessitent un effort à long terme. Il s'ensuit donc qu'un modèle réaliste doit pouvoir être adapté à la

situation, au fur et à mesure qu'elle évolue. Compte tenu de cette réalité, il existe cinq critères principaux qui définissent le contexte du mentorat, à savoir :

- la nature de la tâche confiée à la police;
- la maturité relative ou l'existence des systèmes tels que l'appareil judiciaire et le service correctionnel;
- la menace physique;
- le degré d'intégration dont les équipes de mentors ont besoin;
- l'état du leadership de la police locale, d'après les évaluations.

Comment ces critères s'appliquent-ils à l'Afghanistan? En deux mots, le travail de la police dans la province de Kandahar n'a rien à voir avec celui de la police dans le centre-ville de Fredericton ou dans n'importe quelle autre ville nord-américaine, d'ailleurs. Les tâches de la police dans le cadre d'une contre-insurrection (COIN) sont axées davantage sur la sécurité et moins sur la primauté du droit. Tonita Murray écrit ce qui suit : « [...] la sécurité de l'État est d'habitude protégée par les forces militaires, mais la sécurité civile relève de la police civile. Certes, la ligne de démarcation entre les deux est un peu floue, mais en général, la police ne participe pas à la guerre[18]. » C'est là une énigme qui persiste en Afghanistan aujourd'hui. Le plus souvent, la PNA est en position de combattre les insurgés, ce qui nous oblige à repenser la méthode d'encadrement. Une transition rapide à un modèle axé sur la primauté du droit est entravée également par l'analphabétisme, par un faible niveau de scolarité et par la méfiance de la population. La liste qui suit n'est pas exhaustive, mais les tâches de police dans le contexte de la COIN tendent à se rapporter aux activités suivantes[19] : la sensibilisation à la menace que représentent les dispositifs explosifs de circonstance, les premiers soins au combat, les tactiques propres aux petites unités (tirs et mouvements), les manœuvres d'encerclement et la fouille des personnes, des véhicules et des enceintes, les patrouilles communautaires et le partage des renseignements, les opérations de détention, la protection rapprochée et la lutte contre le terrorisme. Il est d'emblée évident que ces tâches ne correspondent pas à des rôles normaux de la police dans les pays occidentaux. En effet, ce n'est qu'une fois que l'on a rendu le contexte suffisamment favorable que les tâches de police axées sur la primauté du droit deviennent pertinentes et exécutables. Ces tâches comprennent les enquêtes criminelles, la préparation des témoignages, l'observation des règles de la preuve, l'expertise judiciaire et l'exécution du travail policier au niveau communautaire.

DSCF1101 Photo : Cpl Bucci, 2 UPM

Figure 4: Le Cpl Martin (PM) supervise un exercice de tir

Dans son rapport de 2007, l'Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU) a conclu ce qui suit : « [...] une force de police civile, même bien entraînée et équipée, n'aura que des moyens minimes pour faire respecter et promouvoir la primauté du droit, en l'absence d'un système judiciaire bien établi[20]. » L'AREU ajoutait que, comme on n'a pas su intégrer la police et l'appareil judiciaire dès le début, on a abouti à une vision désarticulée des choses, à un manque d'harmonisation des ressources et à des résultats observables incongrus. C'est certainement le cas aujourd'hui en Afghanistan où il ne sert pas

à grand-chose de réunir des preuves pour un tribunal, car la plupart des membres de la PNA et des citoyens savent que ce dernier ne siégera jamais. De même, bien que l'on ait beaucoup insisté sur la professionnalisation des établissements correctionnels dans la ville de Kandahar et dans les environs, les progrès sont lents et n'ont aucun pendant dans les régions voisines. Par conséquent, les personnes arrêtées parce qu'on les soupçonne d'avoir commis des actes criminels sont régulièrement remises en liberté dans la collectivité (par la police afghane ou les organismes de sécurité), car le système n'a pas les moyens suffisants pour traiter le cas des présumés contrevenants.

Il suffit de dépouiller les médias mondiaux pour se documenter à fond sur la menace qui existe actuellement en Afghanistan, surtout dans la partie méridionale qui comprend la province de Kandahar. En effet, à la mi-janvier 2010, le Canada avait sacrifié 139 de ses fils et de ses filles à la cause afghane. La menace, plus que tout autre facteur, influe sur les actes ou les initiatives dans les États défaillants de ce genre. La mobilité est entravée. Les unités militaires et les groupes humanitaires doivent « renforcer » leur protection en recourant au blindage, à des munitions ou à des compagnies privées de sécurité. La simple traversée d'un district en véhicule nécessite des préparatifs détaillés et assidus. Les collectivités et les interprètes sont menacés parce qu'on les accuse d'aider les « infidèles »[21] de l'extérieur (la coalition) et de l'intérieur (les FSNA). Par conséquent, l'évolution de la nature des menaces dominantes constitue un des principaux critères qu'il faut prendre en compte quand on choisit la gamme la plus indiquée de moyens pour encadrer les forces de police en devenir.

Il existe un continuum dans les moyens d'encadrement, depuis les mentors intégrés, à l'extrême gauche de l'échelle, jusqu'aux mentors mobiles moins omniprésents et aux visites d'inspection sur place, à l'extrême droite. En pratique, dans la plupart des cas, l'intégration des mentors est ce qu'il faut actuellement dans les districts en voie d'émerger. Au risque de banaliser les contributions d'autres pays aux efforts d'encadrement, je m'abstiendrai ici de donner des exemples directs. Je me contenterai de dire, cependant, que la seule formule de mentorat ayant produit des résultats dignes de mention dans les régions dangereuses telles que la province de Kandahar a été l'intégration directe des mentors dans la police locale et leur affiliation à cette dernière. Cette formule est la meilleure pour diverses raisons, notamment les suivantes : les mentors rehaussent la protection et la motivation de la police locale; ce sont des modèles visibles; ils assurent une supervision constante pour garantir le respect des droits de la personne et enrayer la corruption. En outre, une telle conjonction des forces suscite une volonté plus grande d'obtenir des résultats. À mesure que leurs capacités grandissent parallèlement à leur propre leadership et à leur sens de l'initiative, les forces locales peuvent être affranchies d'un tel mentorat intégré, à condition que l'on n'ait pas laissé se développer des dépendances logistiques ou tactiques. En fin de parcours, les inspections sur place régulières devraient suffire pour garantir que les forces locales se conforment aux politiques et pratiques établies, comme c'est le cas dans la grande majorité des forces de police accréditées, partout dans le monde.

La principale leçon à retenir des écrits sur la réforme de la police en Malaisie, à Chypre, en Afrique, au Kosovo et en Iraq est qu'il faut absolument encourager la création d'un solide leadership local et le dynamiser. Tant qu'il n'y aura pas de programme de formation des chefs proprement dit pour la PNA, le cycle actuel axé sur le népotisme et un piètre leadership se perpétuera. En outre, aux premiers stades de la reconstruction du pays, il est essentiel que des tierces parties neutres (en l'occurrence, des policiers mentors canadiens) puissent recruter des jeunes gens et des jeunes filles doués affichant les qualités voulues pour faire des études, diriger les membres de la PNA qui leur seront confiés et s'occuper d'eux. Idéalement, ces candidats entreraient dans un système de formation qui les préparerait à assumer des responsabilités de plus en plus grandes, depuis la charge d'un groupe de huit à douze membres de la PNA jusqu'à la direction d'un commandement provincial ou plus élevé. Afin d'accomplir cela, cependant, les dirigeants gouvernementaux doivent mettre fin à la pratique séculaire consistant à nommer des amis et des parents dans les postes. Récemment, on a vu certains membres de la PNA bien réagir, dans le district de Panjwayi, aux cours d'alphabétisation de base que leur a donnés le mullah local (avec l'aide de l'ELMOP). Même si un changement global n'est pas possible, la formation de chefs (qui qu'ils soient) représente la prochaine étape à franchir et peut-être le premier grand bond en avant dans la réforme de la police afghane.

LES OPTIONS DU CANADA — TOUT DÉPEND DE LA SITUATION

Le modèle optimisé propose trois combinaisons de mentors; chacune est recommandée à un stade donné ou si certaines conditions sont réunies, en fonction de cinq critères (tâche de la police, systèmes, menace, intégration et leadership). Les stades sont les suivants :

- **1er stade : Les FC dirigent, et la police civile remplit les rôles secondaires.** À ce stade de la reconstruction du pays, des éléments des FC déploieraient le principal effort canadien au chapitre de l'encadrement de la police, ainsi qu'à ceux de l'élaboration et de la coordination des plans et des activités des mentors. La police civile limiterait ses interventions aux zones non menacées ou protégées, dans le contexte opérationnel; elle acquerrait les meilleures compétences possible dans des rôles tels que l'instruction dans les centres de formation et la coordination des efforts diplomatiques et du travail de développement par l'intermédiaire du MAECI et du personnel chargé de la gouvernance.
- **2e stade : La police civile dirige avec le soutien de l'organisation de protection des forces, et les FC continuent de s'occuper des zones défavorables.** À ce stade, la police civile s'occupe au premier chef de l'encadrement de la police dans le contexte tactique. Comme une certaine menace persistera toujours, la présence d'un élément de protection de la force sera nécessaire pour garantir la mobilité et assurer la protection. La police civile fixerait les priorités quant à l'encadrement et à l'itinéraire des visites, et l'élément de protection de la force agirait en fonction de ces priorités pour faire en sorte que les objectifs soient atteints. Les FC continueraient de fournir un mentorat intégré dans les zones moins favorables ou le long des approches essentielles des centres protégés.
- **3e stade : La police civile fonctionne seule.** Quand la menace s'estompera et que la force locale aura fait la preuve de ses capacités et de son sens de l'initiative, la mission pourra évoluer vers un modèle ne prévoyant aucun encadrement de la police par les Forces canadiennes. À ce stade, le mentorat intégré ne sera plus nécessaire; il s'agit là d'une tâche à très forte intensité d'effectifs. Cet état pourra être maintenu aussi longtemps que le gouvernement canadien voudra contribuer à la mission, ou jusqu'à ce que les choses se détériorent sur le plan de la sécurité.

Le tableau suivant montre comment le modèle à trois stades s'appliquerait en fonction des cinq critères :

Critères	1er stade : Les FC dirigent/La police civile remplit les rôles de soutien	2e stade : La police civile dirige/ Les FC remplissent les rôles de soutien	3e stade : La police civile fonctionne seule
Nature de la tâche de la police	COIN — Sécurité	Primauté du droit	Primauté du droit
Capacité des systèmes (judiciaire/ correctionnel)	Naissante	En cours d'élaboration	Éprouvée
Menace	Élevée	Moyenne — variable	Faible
Degré d'intégration des mentors	Mentors intégrés	Mobile — Mentors affiliés	Mobile — Inspections sur place
État du leadership local	Faible	En cours d'élaboration	Solide

TEMPS

En général, on peut dire qu'en optant pour une démarche mixte (police civile et FC), le Canada a déployé ses ressources d'encadrement de la police d'une façon raisonnable. Bon nombre des synergies tactiques engendrées ont cependant résulté de relations et d'efforts de coordination sur le terrain, et non d'un plan opérationnel. Il va donc de soi que le modèle actuel peut être modifié pour produire des économies encore plus grandes dans le conflit actuel et qu'il peut servir de référence pour formuler un modèle d'intervention et d'encadrement pour les conflits à venir. Comme je le donnais à entendre dans

les recommandations antérieures, la nécessité d'une telle transformation doit cependant être reconnue au niveau ministériel. Ce n'est qu'alors que le changement institutionnel aura la meilleure incidence possible sur les plans du personnel et des ressources, par suite de l'investissement fait dans la capacité de la police, en l'occurrence :

- Institutionnaliser la liaison directe entre le MDN (GPFC et Armée de terre) et la GRC ainsi que la planification qu'ils font en partenariat.
- Formuler en collaboration un concept canadien multi-organismes d'encadrement pour les États défaillants.
- Exploiter les possibilités de mettre en commun les leçons opérationnelles et d'inculquer à la police civile les compétences opérationnelles du MDN, et vice-versa.
- Exploiter les possibilités de faire découvrir aux chefs subalternes et supérieurs de la police civile les processus de commandement, d'état-major et de planification du MDN, et vice-versa.
- Former (au Canada) et déployer des quartiers généraux de police mixtes ou affiliés.

En fin de compte, l'expérience internationale au XXe siècle a clairement montré que la reconstruction de pays n'est pas une tâche pour les velléitaires. De même, la création ou la reconstitution des forces de police locales destinées à appuyer le secteur de la sécurité nationale s'est révélée une tâche complexe et exigeante à laquelle le Canada a affecté certains de ses fils et filles en uniforme. En effet, il n'est pas déraisonnable de penser qu'une république comme l'Afghanistan en restera au « premier stade » pendant au moins une génération. Le cheminement fondamental consiste donc à harmoniser les analyses politiques et les attentes des partenaires en ce qui concerne le rythme de la réforme de la police

Caméra de combat IS2009-3062-03

Figure 5: Le Capitaine Eric Butts, officier de coopération civilo-militaire (COCIM), salue le malik de Sheykh Mehdi pendant une patrouille de sécurisation dans le district de Dand

dans de tels contextes. Ce n'est qu'alors que les contributions des pays donateurs conserveront leur pertinence, leur utilité et leur efficacité. La démarche que le Canada a adoptée pour encadrer la police en Afghanistan est la bonne, pourvu que les résultats escomptés soient réalistes. Ce qui est plus profitable,

cependant, c'est l'occasion que la situation actuelle offre d'évaluer notre efficacité collective dans le contexte de la réforme de la police en faisant preuve d'une introspection consciencieuse. La présentation d'un modèle canadien d'encadrement de la police solide et structuré, appuyé par des changements institutionnels au pays, viendra confirmer sans l'ombre d'un doute les progrès réalisés.

NOTES

1. On emploie ici le mot « transition » pour dire que la composition de la force (FC et Police civile) variera en fonction du degré de tension plus ou moins aiguë qui caractérisera l'environnement de sécurité physique. Le mot désigne aussi la gamme des conflits de plus ou moins grande intensité et les variations de l'intensité, de la plus forte à la plus faible. Bref, à mesure que la sécurité grandit et que l'influence de l'ensemble du gouvernement canadien s'accroît dans un théâtre, la nécessité de mentors militaires prépondérants diminue. De même, à mesure que les capacités de la police locale s'améliorent, la nécessité pour la police civile d'exercer son influence diminue.
2. M. C. Haims, D. C. Gompert, G. F. Treverton et B. K. Stearns, *Breaking the Failed-State Cycle*, An Occasional Paper, RAND Corporation, 2008, p. xi.
3. K. Menkhaus, « Quasi-States, Nation-Building, and Terrorist Safe Havens », *The Journal of Conflict Studies*, 2003, p. 10.
4. Mark Turner et Martin Wolf, « The Dilemma of Fragile States », *Financial Times*, 18 février 2005, extrait de S. Patrick, *Weak States and Global Threats: Assessing Evidence of "Spillovers"*, Working Paper no 73, Center for Global Development, 2006, p. 3.
5. L'énoncé de mission de l'Organisation de coopération et de développement économiques est le suivant : « Regrouper les gouvernements attachés aux principes de la démocratie et de l'économie pour : soutenir une croissance économique durable, développer l'emploi, élever le niveau de vie, maintenir la stabilité financière, aider les autres pays à développer leur économie [et] contribuer à la croissance du commerce mondial. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de coordonner leurs politiques nationales et internationales. » Texte tiré du site Internet de l'OCDE, 20 janvier 2010. http://www.oecd.org/document/24/0,3343,fr_36734052_36734103_38075992_1_1_1_1,00.html.
6. D. Hendrickson, N. Ball et L. Williams, *Réforme des systèmes de sécurité et gouvernance*, Éditions OCDE, 2005, p. 20.
7. W. G. O'Neill, Police Reform in Post-Conflict Societies: *What We Know and What We Still Need to Know*, The Security-Development Nexus Program, New York, International Peace Academy, 2005, p. 1.
8. J. S. Corum, *Training Indigenous Forces in Counterinsurgency: A Tale of Two Insurgencies*, The Strategic Studies Institute, US Army War College External Research Associates Program, 2006, p. 19 et 23.
9. Ibid., p. 36.
10. Alice Hills, *Police Reform in Post-Colonial States*, Joint Services Command and Staff College, R.-U., Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, 2001, p. 4.
11. T. Pfaff, *Development and Reform of the Iraqi Police Forces*, The Strategic Studies Institute, US Army War College External Research Associates Program, 2008, p. 8.
12. A. Wilder, *Cops or Robbers? The Struggle to Reform the Afghan National Police*, Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), 2007, p. xii.
13. *Ibid*., p. 43–59.
14. Rapport au Parlement, *Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan*, Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2008, p. 43.
15. Rapport au Parlement, *L'engagement du Canada en Afghanistan : tracer la voie vers 2011*, Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2008, p. 11.
16. J. Dobbins, S. G. Jones, K. Crane et B. C. DeGrasse, *The Beginner's Guide to Nation-Building*, document rédigé pour la Smith Richardson Foundation, RAND National Security Research Foundation, 2007, p. 59.
17. Wilder, p. 43.
18. Tonita Murray, « Police-Building in Afghanistan: A Case Study for Civil Security Reform », *International Peacekeeping*, 14, 1, 2007, p. 108.
19. G. Barrie, *An ANP Assessment Tool — Information Analysis*, Operations Analysis Report, Defence Research and Development Corporation, 2008, p. 4.
20. Wilder, p. x.
21. Conversation entre l'auteur et un interprète de la PNA dans le district du Zhari, le 15 novembre 2008. Le nom n'est pas communiqué pour des raisons de sécurité.

Source: Caméra de combat

Optimiser la persistance létale à Kandahar : Intégration des UAV armés dans le combat tactique interarmées

Colonel L.S. Turner III, USAF, Lieutenant-colonel D. Corbould, 2 PPCLI, Major J.T. Adair, 2 PPCLI, Major L. Hamel, Aviation canadienne

Le présent article est une réimpression d'un article paru dans la revue Colloquium, 2009, vol. 2, nº 2. Cette réimpression a été autorisée par le US Army and Marine Corps Counterinsurgency Center.

INTRODUCTION

Les frappes létales des véhicules aériens sans pilote (UAV) constituent le point culminant d'un processus multidisciplinaire rigoureux (renseignement, opérations et opérations d'information) et d'une compréhension de plus en plus grande de l'environnement de contre-insurrection (COIN). Pour les membres du groupement tactique du 2e Bataillon Princess Patricia's Canadian Light Infantry (GT 2 PPCLI) et de leurs confrères de l'Armée nationale afghane (ANA), les frappes meurtrières des UAV menées au cours du printemps et de l'été 2008 ont réduit les risques pour les forces amies, diminué les dommages collatéraux et désorganisé l'ennemi au point de limiter sa liberté d'action et de l'affaiblir aux yeux de la population — qui est l'élément clé. L'expérience de contrôle des UAV par le GT 2 PPCLI fournit des leçons à ceux qui seront appelés à participer à ces types d'opérations dans un avenir rapproché.

29-3S LTC Leslie Pratt USAF

Figure 1 : Un MQ-9 Reaper du 451st Air Expeditionary Group survole le désert du Registan dans le sud de l'Afghanistan

UN LABORATOIRE POUR L'INTÉGRATION DES UAV ARMÉS ET DE LA FORCE TERRESTRE.

Les membres du GT du 2 PPCLI ont été déployés dans la province de Kandahar entre le mois de février et le mois d'octobre 2008 dans le cadre de la rotation (Roto) 5 de l'opération ATHENA. Leurs prédécesseurs, le GT du 3e Bataillon R22eR, travaillaient déjà à l'établissement de liens avec le 451st Air Expeditionary Group (AEG) de la United States Air Force qui utilisait des UAV MQ-9 et MQ-1 en Afghanistan.

Le 451st AEG avait commencé à élargir sa mission de défense de base aérienne autour de l'aéroport de Kandahar pour la porter dans la zone des opérations de la Force opérationnelle à Kandahar. C'est ainsi que pendant son déploiement, le GT a réussi à orchestrer un nombre incroyable de frappes à partir de son Centre des opérations tactiques (COT). Ces engagements ont causé un minimum de dommages collatéraux, limité de façon significative la liberté de mouvements des insurgés et dressé un mur entre les insurgés et la population. Ce succès repose sur trois réalités : la compréhension des capacités des UAV, des liens solides entre le GT et le 451st AEG et l'assurance que les UAV se trouvaient entre les mains des bonnes personnes, au bon moment. L'utilisation des UAV armés au cours de la Roto 5 de l'opération ATHENA s'est révélé un formidable multiplicateur de combat.

Au cours du printemps et de l'été 2008, à Kandahar, les activités insurrectionnelles s'apparentaient à celles des autres provinces de l'Afghanistan, c'est-à-dire qu'elles étaient dynamiques et se composaient de divers niveaux légèrement distincts les uns des autres et liés au tissu social, économique et culturel de la société afghane[1]. Cet environnement était très difficile à saisir et encore plus difficile à prédire. Même si la FOK avait une compréhension de plus en plus grande de cet environnement, elle demeurait, dans une très grande mesure, « une armée d'étrangers au milieu d'étrangers »[2].

29-7S LTC Leslie Pratt USAF

Figure 2 : La charge utile d'un MQ-9 Reaper varie en fonction de la mission, mais se compose habituellement de bombes guidées par laser GBU-12 et de missiles AGM 114 Hellfire

Cependant, une constante émergeait de cet environnement, les tactiques de guérilla des insurgés. L'ennemi comptait sur ses possibilités de dissimulation et de mobilité au sein de la population pour agir en toute impunité et ne se rassemblait qu'au moment de l'attaque afin de ne constituer qu'une cible fugace. Ces attaques, qui faisaient appel à une combinaison de gros dispositifs explosifs de circonstance (IED) et d'embuscades aux armes légères, avaient pour but de nous affaiblir aux yeux de la population tout en essayant également de nous empêcher d'avoir accès à cette dernière. De plus, l'ennemi avait mis en place une sécurité des communications disciplinée qui limitait encore davantage notre capacité à surveiller ses activités. En fait, pour que le GT puisse attaquer l'ennemi, il devait d'abord identifier les insurgés avec suffisamment de certitude pour pouvoir les engager, ce qui, en soi, constituait un véritable défi. Cette réalité souligne toute l'incidence que le renseignement peut avoir sur le combat de contre-insurrection.

Au début de l'année 2008, la FOK s'était principalement efforcée de consolider les gains obtenus au cours de la rotation précédente et d'approfondir les zones de développement afghanes, plus

précisément les districts de Zharey et de Panjwayi. Compte tenu des étapes générales d'une campagne de contre-insurrection (c.-à-d. dégagement — maintien — construction), on peut dire que la FOK a principalement mené des opérations de dégagement[3]. En pratique, ces opérations de dégagement se sont traduites en opérations de désorganisation visant à annihiler ou à réduire l'influence des insurgés sur la partie de la population qui les appuyait ou sur celle qui n'arrivait pas à prendre parti. Dans les secteurs où le GT ou les FSNA n'étaient pas présentes physiquement et où l'ennemi mettait ouvertement en péril la légitimité du gouvernement, les opérations de désorganisation avaient pour but d'empêcher l'ennemi d'avoir accès à ses refuges traditionnels ou de placer des IED sur les lignes de communication.
En somme, la vaste majorité des opérations avaient pour but d'améliorer la sécurité en nuisant à l'influence et aux opérations des insurgés.

LE RÔLE DU GROUPEMENT TACTIQUE AU COMBAT

Avant son déploiement, le GT a déployé énormément d'efforts pour déterminer son rôle par rapport aux autres organisations amies ou neutres qui se trouvaient dans l'espace de bataille. Finalement, le GT a défini son rôle en termes de succès plutôt qu'en termes de victoire. Seuls les Afghans pouvaient définir ce que, pour eux, signifie « gagner » et obtenir en bout de ligne « la victoire » alors que le GT était la principale force conventionnelle responsable du maintien et de l'amélioration de la sécurité. Le principal défi consistait à promouvoir la gouvernance par la non-violence, ce qui était impossible sans le maintien et l'amélioration de la sécurité. Finalement, notre rôle était de « [façonner] l'espace de bataille par une action létale et non létale afin de mettre en place les conditions favorables au succès des actions des FSNA et des initiatives en matière de développement et de gouvernance. » Nous avons divisé ce rôle en trois principales tâches : influencer (au moyen de toute la panoplie des forces) ceux qui ont besoin d'être influencés afin d'obtenir tous les effets voulus, être partenaire et mentor des FSNA chaque fois que l'occasion se présente et protéger la population contre les insurgés. Cette combinaison d'opérations, facilitée par un engagement ciblé en matière d'information, était conçue pour renforcer la légitimité du gouvernement et miner la crédibilité des insurgés. Même si l'atteinte de ces objectifs nécessite, de toute évidence, des contacts humains directs, la puissance aérienne a joué un rôle important pour influencer les Afghans, l'un des objectifs du GT.

LA PUISSANCE AÉRIENNE DANS LA CONTRE-INSURRECTION (COIN)

Il existe un grand nombre de directives sur le rôle général que joue la puissance aérienne en contre-insurrection, mais on remarque une absence notable de doctrine tactique et de TTP. La doctrine de contre-insurrection canadienne qui a récemment été publiée met clairement en évidence les rapports entre l'élément aérien et l'élément terrestre : « L'élément prédominant en contre-insurrection est la force terrestre même si l'élément aérien est souvent appelé à jouer un rôle de soutien important. »[4] Fait à souligner, la doctrine de contre-insurrection canadienne traite également de façon spécifique de l'utilité des UAV au cours d'opérations COIN :

La présence de l'élément aérien au cours de différentes campagnes COIN et de soutien de la paix a clairement démontré le plein potentiel de la technologie avancée en matière de surveillance, d'acquisition d'objectifs, de reconnaissance et d'attaque d'objectifs. L'utilisation de véhicules aériens télécommandés (UAV) a contribué à élargir ces capacités qui constituent maintenant un élément habilitant important des opérations terrestres. Les armes de précision, en contribuant à la réduction des pertes humaines et des dommages collatéraux causés aux infrastructures situées à proximité de la zone d'un objectif, ont permis d'étendre et d'améliorer l'appui aérien au cours d'une campagne de COIN[5].

Même si cette doctrine a été publiée après le retour du GT au pays, notre expérience des UAV dans un rôle de frappe de précision confirme le rôle des UAV en tant que facilitateurs des opérations terrestres. Le modèle d'intégration air/terre établi par le GT pourrait, à court terme, continuer à avoir une incidence significative sur la façon dont le combat létal est mené en Afghanistan. À plus long terme, l'utilisation des UAV pourrait être considérée en termes d'acquisition et d'organisation et pourrait jouer un rôle dans l'établissement de la doctrine de contre-insurrection interarmées.

LES UAV ARMÉS À L'APPUI DU COMBAT

Avant le déploiement, nous ne nous attendions pas à ce que des UAV appuient les opérations. Pourtant, à Kandahar, les UAV armés se sont révélé une ressource particulièrement bien adaptée au combat de contre-insurrection. Dans le cadre des missions où les UAV ont appuyé les opérations du GT, ces derniers ont surtout joué un rôle de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) et un rôle d'attaque. Ces missions pourraient se définir ainsi : analyse tactique graphique de l'espace de bataille, reconnaissance et acquisition des objectifs, et appui aérien rapproché (AAR), incluant le soutien en matière de vidéo plein écran (FMV), la coordination des frappes aériennes, l'appui-feu direct et la désignation dynamique des objectifs (chasseur-tueur).

Les UAV MQ 1 Predator et MQ 9 Reaper ont tous deux fourni une capacité de RSR persistante, silencieuse, de faible visibilité et de longue durée, associée à une capacité de frappe indépendante — c'est-à-dire « la persistance létale. » Le FMV en temps réel pouvait être regardé depuis le COT du GT au moyen du ROVER ou de la fibre optique, les deux liés à la nacelle de désignation d'objectif de l'aéronef. Cet « apport » a permis au commandement et aux commandants, parfaitement conscients des avantages et des risques d'une frappe, de réduire la « confusion de la guerre » et d'observer les objectifs, acquérant ainsi une compréhension des effets potentiels des options cinétiques par rapport à la valeur du renseignement obtenu par l'observation de l'ennemi. En bout de ligne, les commandants ont ainsi pu faire rapidement la distinction entre les objectifs appropriés et les objectifs non appropriés. Le Predator transportait habituellement un missile AGM-114 Hellfire tandis que le Reaper pouvait transporter quatre missiles Hellfire et deux bombes à guidage laser GBU-12. Le GT a maximisé l'usage de ces armes afin de réduire les dommages collatéraux causés par ces munitions de précision. Finalement, l'emploi de ces ressources a réduit de façon significative les risques pour nos forces en les avertissant à l'avance des menaces émergentes.

Les UAV offraient des avantages extraordinaires. En effet, ils nous ont permis de demeurer virtuellement en contact avec l'ennemi et de maintenir un rythme opérationnel élevé grâce à la surveillance et à des frappes lancées dans des secteurs choisis de l'espace de bataille. Les éléments terrestres ont pu continuer de se concentrer sur l'interaction avec la population et, grâce aux UAV, le GT a pu lancer des frappes dans des secteurs où il lui aurait été impossible de manœuvrer sans une importante puissance de combat terrestre. Ces événements cinétiques ont eu d'importants effets sur l'ennemi, car des engagements ont ainsi pu avoir lieu sans préavis dans des secteurs où les insurgés jouissaient d'une grande liberté d'action. Les frappes ont engendré crainte et incertitude, forçant l'ennemi à consacrer ses ressources à la dissimulation, ce qui a eu pour effet de réduire son efficacité au sein de la population, déjà ambivalente quant à sa présence. Plusieurs raisons expliquent ce succès.

ÉTABLIR ET MAINTENIR DES LIENS CLÉS

À Kandahar, un des principaux produits de la capacité d'observation directe (LOS) fut l'interaction personnelle et quasi quotidienne entre le GT et les opérateurs des UAV. Ironiquement, nous nous sommes assuré que la partie la plus importante du véhicule aérien sans pilote soit « l'humain » — c'est-à-dire les personnes chargées du fonctionnement et du contrôle des UAV. Ensemble, le GT et le 451st AEG ont adopté la capacité fournie par les manœuvres aériennes et terrestres et ont établi des liens personnels solides avec les pilotes et les opérateurs de capteurs qui effectuaient des missions à l'appui du GT. Cette interaction constante, associée à des opérations menées dans un secteur géographique relativement petit, était essentielle à une connaissance aiguë de la situation et à une compréhension commune de l'espace de bataille. Le GT et le 451st AEG ont partagé de l'information sur bon nombre de questions et ont effectué, de façon conjointe, de la désignation d'objectifs, de la planification et des débriefings. Ce climat a favorisé la création de relations interpersonnelles régulières qui ont permis de raccourcir la séquence des événements entre le début de la surveillance de l'objectif et sa destruction et qui ont produit du renseignement de plus grande valeur. Mentionnons de façon plus particulière deux de nos contrôleurs avancés d'attaque interarmées (JTAC) de l'élément de contrôle aérien tactique (ECAT) qui étaient des pilotes et qui ont instauré une compréhension commune avec leurs confrères chargés de diriger les UAV. De même, les opérateurs de capteurs ont établi des rapports solides avec notre cellule du renseignement, ce qui a amélioré notre compréhension commune de l'environnement.

COMPRENDRE LES CAPACITÉS DES UAV

Il était absolument essentiel que le plus grand nombre possible d'officiers d'état-major et de commandants aient une bonne compréhension des capacités du MQ 1 Predator et du MQ 9 Reaper, et plus particulièrement des interactions complexes qui existent entre les opérations fractionnées à distance (RSO) et les opérations LOS. Cette compréhension s'applique également aux capacités du ROVER. Pour le soldat au sol, il est aussi important de comprendre ce que les ressources aériennes voient qu'il est important pour le pilote d'avoir une « perspective terrestre ». Non seulement une compréhension commune engendre-t-elle une confiance mutuelle, mais elle établit le contexte à des opérations où les manœuvres aériennes et terrestres sont liées. Il est à noter que même si le MQ 9 Reaper est classifié comme une ressource d'AAR, ses capacités sont très différentes de celles de l'AAR conventionnel. Dans certains cas, l'AAR conventionnel, en raison de sa signature sonore, ne pouvait pas fournir l'appui dont nous avions besoin. Dans ce contexte, la demande de mission aérienne tactique interarmées (JTAR) devait être formulée avec soin de façon à inclure des besoins comme le FMV et des munitions à long terme d'intégration, de faible puissance et de faible signature sonore.

CONTRÔLER LES UAV ARMÉS AU QUARTIER GÉNÉRAL APPROPRIÉ

Dans la plupart des cas, c'était le QG du GT qui contrôlait les UAV armés. Cette façon de faire s'est révélée efficace car elle plaçait les opérations de renseignement, de recherche d'information et les opérations létales sous une seule et unique autorité, le cmdt du GT. Entouré par une infrastructure de soutien de commandement fonctionnel, cet échelon était celui qui convenait le mieux à la transmission de l'information et du renseignement pertinents aux commandants. Ce choix a permis des prises de décisions pertinentes et la mise en application de mesures rapides. En contrôlant les ressources depuis le COT, le GT a pu effectuer une réaffectation dynamique des ressources en vue de missions de priorité supérieure ou afin de profiter d'occasions uniques. Le GT est demeuré cependant parfaitement conscient de la nécessité de confier les ressources à un commandant subordonné au sol, particulièrement si une « situation de danger — amis à proximité » se développait. Ceci étant dit, l'utilisation des UAV, considérés comme étant essentiellement un autre élément de manœuvre, a permis aux forces au sol d'éviter de telles

29-9S LTC Leslie Pratt USAF

Figure 3 : Un MQ-9 Reaper, armé d'un missile AGM 114 Hellfire patrouille au-dessus de la province de Kandahar à la recherche d'un ennemi actif et insaisissable

situations et de mettre en place des conditions favorables pour que le GT profite des occasions créées par la manœuvre terrestre ou autre dynamique. Au départ, la décision de conserver le contrôle au QG du GT a créé un peu de friction entre le GT et les unités subordonnées, mais il est vite devenu évident, à tous les niveaux, que ces ressources ne pouvaient être utilisées de façon optimale que si le contrôle était exercé par le GT.

SYNCHRONISER LES MANŒUVRES TERRESTRES ET AÉRIENNES

L'autonomie, la persistance et la létalité des UAV armés, combinées à des manœuvres terrestres agressives, ont forcé l'ennemi à faire des erreurs, nous offrant ainsi des occasions d'engagements. Cette situation, que nous appelons « combat tactique en profondeur », s'est révélée être une structure efficace de l'espace de bataille. En règle générale, lorsque les manœuvres aériennes sont correctement synchronisées avec les opérations au sol, elles obtiennent toujours du renseignement et arrivent parfois à frapper des objectifs qui se présentent d'eux-mêmes. Il n'existe pas de recette pour synchroniser les manœuvres aériennes et terrestres. Notre imagination était notre seule contrainte. Souvent, nous avions une assez bonne idée de la façon dont l'ennemi réagirait à nos manœuvres terrestres et de l'endroit d'où viendrait cette réaction. Nous concentrions alors un Reaper ou un Predator sur le secteur où nous prévoyions une réaction et frappions les objectifs au fur et à mesure qu'ils se présentaient. Pendant les périodes et dans les secteurs où les manœuvres terrestres étaient impossibles, nous avons réussi à synchroniser divers types d'aéronefs pour désorganiser et frapper l'ennemi. L'ennemi craignait les aéronefs et il nous est arrivé à certaines occasions, habituellement en réaction à une situation de « troupes en contact avec l'ennemi » (TEC), de faire intervenir un avion à réaction ou des ressources d'aviation. Comme l'ennemi pouvait facilement voir et/ou entendre ces ressources, il se désengageait et cherchait un endroit où se dissimuler. Ensuite, un Reaper ou un Predator prenait la place de l'aéronef et de sa « démonstration de force ». Convaincu que la menace aérienne s'était évanouie, l'ennemi s'exposait et créait une occasion d'engagement. Cette tactique se révéla fort fructueuse.

Camera de combat AR2008-k073-98

Figure 4 : Des soldats canadiens du GT du 2 PPCLI participent à des opérations dans la province de Kandahar au cours de l'été 2008

ÉTABLIR UNE IMAGE PRÉCISE DES FORCES AMIES

Dans notre tâche de raccourcissement de la séquence des événements entre le début de la surveillance de l'objectif et sa destruction, notre plus grand défi consistait à établir une image précise des forces amies — c'est-à-dire la connaissance de la position bleue. Nos contrôles procéduraux évoluèrent rapidement pour finir par se fonder sur des mesures de contrôle permanentes et des méthodes de compte rendu simples. Des comptes rendus comme « Toutes les forces amies se trouvent à l'OUEST de l'itinéraire SUMMIT dans des enceintes » fournissaient une image claire de l'action des forces amies et augmentaient la rapidité de réaction de la puissance aérienne. La localisation des emplacements des Forces de sécurité nationales afghanes (FSNA) se révéla plus laborieuse. Les emplacements des FSNA devaient être constamment vérifiés. À cet égard, les mentors de l'EMOL ont joué un rôle essentiel dans le maintien du contrôle des FSNA. L'utilisation, par les membres de l'EMOL, de mesures de contrôle permanentes s'est révélée la méthode de compte rendu la plus efficace. Notre principe tacite en termes de frappe était : « Il ne suffit que d'une seule erreur. ». Nous avions toujours à l'esprit le souci d'éviter les incidents fratricides et s'il y avait quelque doute que ce soit quant à l'emplacement des forces amies, nous préférions laisser la vie sauve à l'ennemi et combattre un autre jour.

US Department of Defense

Figure 5 : Le Secrétaire de la défense américain, Robert Gates, visite la rampe de lancement des UAV au terrain d'aviation de Kandahar au mois de décembre 2008

ÉTABLIR UNE INTERPRÉTATION COMMUNE DE LA MISE EN APPLICATION DES RDE

Pour nous, les règles d'engagement (RDE) ne constituaient pas de contraintes, mais expliquaient plutôt la façon d'utiliser la force. La différence fondamentale qui nous distinguait de l'ennemi était justement notre respect des RDE. Mise à part la légitime défense, il existait, par rapport aux RDE, des niveaux d'autorisation spécifiques qui devaient être pris en considération avant d'utiliser une arme. Il était absolument essentiel que tous les membres de l'équipe aient une parfaite connaissance des RDE et partagent la même interprétation. Cette connaissance et cette interprétation communes ont été obtenues grâce à des débriefings donnés après les frappes, mais plus important encore, lorsqu'on décidait de ne pas attaquer. En fait, le commandant du 451st AEG exigeait que ses équipages aient un débriefing face-à-face avec les JTAC du GT après chaque mission. De plus, le commandant du GT a eu de nombreuses discussions concernant les RDE et une compréhension et une confiance communes se sont établies à ce sujet. Cette compréhension commune a permis des frappes rapides, proportionnelles et efficaces.

ACCEPTER QUE L'IDENTIFICATION AU COMBAT (IDCBT) ÉVOLUE

Nous combattions un ennemi qui s'adaptait très rapidement aux changements de situations. Pour être efficaces et pour profiter des courtes fenêtres d'engagement offertes par l'ennemi, nous nous sommes rendu compte que les perspectives entourant ce qui constitue l'identification au combat (IDCbt) devaient évoluer. « L'œil fixe » des UAV a facilité l'évolution de l'identification au combat (IDCbt) et a fourni aux observateurs l'occasion d'acquérir une compréhension incroyable de l'environnement et de détecter les contrastes. Dans le contexte d'une compréhension commune du régime de vie des habitants des diverses régions du Zharey et du Panjwayi, les membres de l'élément de contrôle aérien tactique (ECAT), la cellule S2, le CRTS, la cellule ISTAR, les analystes de l'imagerie et les pilotes/opérateurs de capteurs sont devenus des spécialistes dans la détection d'indicateurs hautement fiables. Ces indicateurs ont fait l'objet de briefings aux commandants et le concept des signatures des armes a évolué. Cette évolution a mené à une compréhension de l'identification au combat de l'ennemi qui dépassait l'identification des armes traditionnelles. De plus, le fait que l'analyste de l'imagerie du CRTS soit assis à côté du JTAC ou du pilote à la station de contrôle au sol a facilité les échanges et favorisé la création d'un climat de confiance entre les membres de l'équipe au fur et à mesure que l'IDCbt évoluait.

Cpl Jason Bickerton, Armée de terre du Canada

Figure 6 : Les membres du 451st Air Expeditionary Group et du GT du 2 PPCLI sont réunis sur la rampe de lancement des UAV au terrain d'aviation de Kandahar

EMPLOYER UNE MÉTHODE DE DÉSIGNATION DES OBJECTIFS EFFICACE

Le GT ne s'était pas exercé à la désignation des objectifs avant son déploiement et nous nous sommes vite rendus compte que cette tâche était essentielle à l'atteinte des objectifs du commandant. L'absence d'un plan de désignation des objectifs faisait en sorte que les UAV étaient employés « en réaction », ce qui était loin d'être l'idéal.

Afin de conserver une certaine discipline dans notre méthodologie de désignation des objectifs, nous avons adopté la structure de désignation des objectifs F3EAD de l'Armée américaine : Find, fix, finish, exploit, analyze and disseminate (trouver, fixer, détruire, exploiter, analyser et diffuser). Nous avons souvent utilisé cette structure pour cibler des individus, mais nous l'avons trouvée extrêmement utile pour cibler les réseaux ennemis qui se trouvaient dans notre ZO. De façon plus précise, nous avons souvent utilisé les activités et les emplacements d'objectifs de moyenne importance (OMI), les commandants tactiques de l'ennemi, « comme centre de gravité » pour trouver et cibler efficacement des chasseurs ennemis déterminés. C'était l'élément « trouver » du processus F3EAD qui était le plus difficile et nous avons effectué des analyses détaillées des OMI et des secteurs afin d'accroître les probabilités de recueillir de l'information essentielle et/ou de frapper l'ennemi. Les données fournies par les UAV, contre-vérifiées en regard des données des autres formes de recherche du renseignement, ont été très efficaces dans ce rôle. « L'œil fixe » des UAV possède un champ de vision très étroit qui s'apparente à « regarder dans une paille ». Les données doivent donc être contre-vérifiées. Les UAV dotés d'une capacité de frappe étaient également efficaces pour fixer l'ennemi, et plus particulièrement lorsqu'ils étaient combinés à des manœuvres terrestres et autres manœuvres aériennes. Pour fixer l'ennemi, nous avions toujours des plans de contingence qui faisaient appel à une combinaison de toutes les ressources disponibles (aviation, autres ressources aériennes et artillerie). Une fois l'objectif fixé avec succès, la destruction de l'ennemi se faisait de différentes façons, mais la destruction d'un ennemi camouflé se faisait, de préférence, au moyen d'une attaque de précision lancée depuis une plate-forme aérienne.

Le processus reposait sur la composante « exploiter — analyser — diffuser ». Ces tâches ont été effectuées à des moments clés de la mission dans le cadre d'un caucus rapide dans le COT afin de rétablir les priorités et maintenir l'orientation, mais également une fois la mission finie, avec une analyse détaillée faite par un certain nombre de spécialistes du renseignement. Les résultats obtenus ont souvent été à la base d'une désignation d'objectifs subséquente. Lorsque nous disposions du temps et du personnel nécessaire, l'analyse de la deuxième phase incluait les enregistrements du FMV. Ce fut pendant cette analyse que nous avons réussi à percer davantage les secrets des TTP de l'ennemi. L'exploitation et l'analyse ont été essentielles à notre succès et la capacité de l'équipe de désignation des objectifs à discuter avec ceux qui dirigeaient les aéronefs a joué un rôle essentiel dans le maintien de notre élan.

CRÉER ET PARTAGER UNE IMAGE DÉTAILLÉE DU RENSEIGNEMENT

Dans le cadre du combat mené par le GT à Kandahar, le renseignement constituait des opérations en soi et cette réalité dominait tous les processus d'état-major et plus particulièrement la désignation des objectifs. L'ennemi était parfois tellement bien dissimulé qu'il fallait plusieurs sources pour le localiser. Les données des plates-formes aériennes RSR persistantes étaient habituellement contre-vérifiées au moyen de l'information reçue des autres sources de recherche et leur utilisation nous a permis d'entrer en contact avec l'ennemi, de maintenir ce contact et d'obtenir une connaissance approfondie de l'environnement dans lequel œuvraient nos forces. Des missions ciblées successives, combinées à d'autres données de renseignement utiles, nous ont permis d'avoir une compréhension sans précédent de l'environnement. Le succès de la recherche du renseignement repose sur une articulation claire des priorités, sur la coordination avec les autres ressources et sur une contre-vérification rapide. En règle générale, on avait plutôt tendance à comptabiliser les succès en fonction du nombre de frappes et de la nature de ces frappes. Cependant, même si les frappes effectuées contre les insurgés ont entraîné, de la part de l'ennemi, des réactions qui nous ont fourni des données de renseignement précieuses, il est également arrivé en certaines occasions que la décision de ne pas attaquer a augmenté la valeur de l'information obtenue, ce qui, par la suite, a mené à des attaques plus décisives.

S'ASSURER QUE LES JTAC ET QU'UN REPRÉSENTANT DU S2 ÉTAIENT EN SERVICE AU COT DU GT

Lancer des attaques ou recueillir du renseignement au moyen des UAV n'est pas une tâche très « prestigieuse ». C'est une tâche fastidieuse qui exige de la patience de la part des JTAC et des autres personnes chargées de surveiller « les données ». Pendant la durée d'un déploiement type, il faut trois JTAC qualifiés pour soutenir les opérations. Ces JTAC travaillent à partir du bureau de l'ECAT au COT du GT. L'ECAT de la FOK a quelque peu laissé de côté son rôle traditionnel de liaison et de coordination pour s'engager dans les opérations. Nous avons développé une culture qui optimise l'emploi des UAV. Nos JTAC ont déployé énormément d'efforts pour trouver des occasions de contrôler et d'affecter les aéronefs, ce qui a résulté en un nombre plus grand de données de renseignement, une plus grande protection de la force et de plus grandes possibilités de frappe. De plus, nous avons intégré à notre équipe un analyste de l'imagerie pour nous aider à effectuer l'analyse en temps réel.

CONCLUSION

Les succès obtenus à Kandahar ne sont pas uniquement dus à l'action létale, mais celle-ci a fait disparaître l'ennemi pendant de courtes périodes et a envoyé un message à ceux qui ont été témoins de frappes précises contre les insurgés. Comme le disait le Général Curtis Lemay :

Dans ce genre de guerre, vous ne pouvez pas — vous ne devez pas — mesurer l'efficacité de l'effort par le nombre de ponts détruits, d'immeubles endommagés, de véhicules incendiés ou toute autre norme utilisée pour une guerre conventionnelle. La tâche consiste à détruire l'efficacité des efforts des insurgés ainsi que sa capacité à utiliser la population pour arriver à ses fins[6].

Fonctionnant comme une équipe interarmées, le 451st AEG et le GT du 2 PPCLI ont utilisé les UAV armés pour obtenir des capacités de beaucoup supérieures aux forces individuelles de chacune des deux

organisations. Ce point de vue a été validé par au moins un combattant ennemi qui a déclaré : « Nous prions Allah pour avoir des soldats américains à tuer », tout en ajoutant « Mais nous ne pouvons pas combattre ces bombes venues du ciel. »[7]

Intégrés au GT du 2 PPCLI, les UAV armés ont obtenu du succès parce que nous avons compris leurs capacités, que nous avons maintenu des liens étroits avec les pilotes et que nous nous sommes assurés que les UAV se trouvaient entre les mains des bonnes personnes, au bon moment, afin d'obtenir les effets voulus. Les UAV armés ne remplaçaient pas les « troupes sur le terrain ». Ils étaient plutôt un multiplicateur de force et un prolongement létal et discriminateur des forces terrestres. Grâce aux UAV, nous avons pu étendre notre couverture à des sanctuaires ennemis hautement menaçants, ce qui aurait été tout à fait impossible sans la concentration d'une puissance de combat supplémentaire considérable au sol. Par contre, en gardant notre empreinte relativement faible et en déployant les UAV armés dans ces sanctuaires, nous avons pu atteindre la plupart de nos objectifs d'influence tout en projetant, aux yeux de la population, une image moins menaçante, sans pour autant cesser de maintenir un « œil fixe » lorsque c'était nécessaire, d'être conscients de l'espace de bataille et de « détruire » les objectifs au fur et à mesure qu'ils se présentaient. Comme le fait remarquer Anthony Cordesman : « La plupart des comptes rendus relatifs à la guerre en Iraq et en Afghanistan mettent l'accent sur la dimension terrestre…. Un fait demeure cependant, c'est que l'Iraq et l'Afghanistan sont également des guerres aériennes et des guerres où la puissance aérienne a joué un rôle essentiel dans le combat. »[8] D'un point de vue tactique, la puissance aérienne a été, au cours du printemps et de l'été 2008, un multiplicateur de force.

NOTES

1. International Crisis Group (ICG), « Countering Afghanistan's Insurgency : No Quick Fixes » (2 novembre 2006) http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4485,3
2. TRADOC Culture Center, « TRADOC Culture Center », http://www.dtic.mil/doctrine/education/dlcc0407_lc_army.ppt C'est une phrase régulièrement employée par le Lieutenant-général David H. Petraeus de la US Army
3. US Army FM 3–24, *Counterinsurgency*, Décembre 2006, p. 5–19
4. B-GL-323-004/FP-003 Opérations de contre-insurrection, p. 5–37
5. Ibid. p. 5–38
6. United States Air Force Document 2–3, Irregular Warfare, p. vi.
7. Barry Bearak, « A Nation Challenged: Death on the Ground », *The New York Times*, 13 octobre 2001, B01
8. Anthony H. Cordesman, « Air Combat Trends in the Afghan and Iraq Wars, » Center for Strategic and International Studies, 11 mars 2008, http://www.csis.org/media/csis/pubs/080318_afgh-iraqairbrief.pdf

Source: Caméra de combat

Source: Caméra de combat

Notice Biographique — Armée de terre
Sir Samuel Benfield Steele, CB, KCMG, MVO

Sergent K. Grant, CD

Il faut compter Samuel Steele dans les rangs des plus brillantes personnalités de l'histoire du Canada. D'après un auteur, il « représentait tout à fait l'homme d'action canadien de l'époque victorienne. Fort et brave, il incarnait l'héroïsme qui caractérisait la Police à cheval du Nord-Ouest à ses débuts. Mieux encore, il avait le physique de l'emploi : grand, beau, le torse bombé, il inspirait confiance aux hommes, et les femmes l'admiraient »[1]. Véritable 'Harry Flashman'[2], Sam Steele a porté aussi longtemps son uniforme de l'armée que sa tunique rouge, mais surtout, il a consacré sa vie entière au service de son pays et est devenu une légende dans l'Ouest canadien.

Samuel Benfield Steele est né dans le canton de Medonte, province du Haut-Canada, le 5 janvier 1849. Fils d'un ancien officier de marine et député provincial, il a grandi à Purbrook, la maison familiale de Medonte. Sa famille s'est installée par la suite à Orillia et c'est là que le jeune Sam a fréquenté une école privée et acquis, pendant ses moments libres, des compétences en menuiserie, pêche, traque et tir qui allaient lui être d'un grand secours dans les années à venir.

Après le décès, en 1865, de son père, il a habité pendant un temps avec un demi-frère plus âgé que lui, John Coucher Steele. C'est ce demi-frère qui a eu le plus d'influence sur le jeune Steele et qui lui a inspiré son solide sens de la loyauté et du devoir.

La famille Steele avait une longue tradition militaire et le soulèvement des Fenians, en 1866, a incité Sam à s'enrôler dans la milice, où sa vocation n'a pas tardé à lui apparaître. En service au sein du 35e Bataillon d'infanterie (Simcoe), il a fait partie d'un déploiement en campagne, mais n'a participé à aucun combat. Une fois l'insurrection passée, il s'est installé à Clarksburg (près de Collingwood) pour y exercer les fonctions de commis. Dans ses moments de liberté, il a mis sur pied et entraîné une compagnie pour le 31e Bataillon d'infanterie (Grey). Il avait seize ans quand les dirigeants municipaux lui ont proposé de prendre les commandes de la compagnie, offre qu'il a rejetée en expliquant qu'il se croyait trop jeune pour une telle responsabilité et en leur suggérant de nommer un capitaine très en vue de la collectivité. Il a toutefois conservé sa commission et a continué à servir dans l'unité.

En 1870, quand une expédition canado-britannique a été formée pour maintenir l'ordre dans la région de la rivière Rouge, au Manitoba, et placée sous le commandement du Colonel Garnet Joseph Wolseley, Sam Steele n'a pas tardé à se porter volontaire et, le 1er mai 1870, il a rallié le 1er Bataillon de carabiniers (Ontario), à Barrie. Bien qu'il ait été commissionné dans le 35e, quand on lui a offert de servir à titre d'officier, il a refusé, optant pour le service à titre de simple soldat. « Du point de vue de l'expérience », allait-il écrire plus tard dans son autobiographie, « mieux valait que je n'arbore pas de chevrons, et j'appris beaucoup mieux à mesurer ce que les autres hommes enduraient que si j'avais été promu »[3].

Le trajet terrestre exténuant de la tête des Grands Lacs à la rivière Rouge a fait partie des défis qui lui ont permis de faire la preuve de son courage et de son endurance exceptionnels. Ses talents ne sont pas passés inaperçus, car, peu après que les membres de l'expédition se soient installés à Upper Fort Garry (l'actuelle Winnipeg), il a été promu caporal. Le bataillon a passé l'hiver dans la région de la rivière Rouge et, bien que Sam ait aimé ce travail de pionnier, il n'a pas été tenté de rester dans la région après le démantèlement du bataillon en 1871. Ayant plutôt pris la décision de faire une carrière militaire, il est revenu à Kingston, en Ontario, où était établie l'École d'artillerie de la Force permanente du Canada. Il y a suivi un cours d'un an et a ensuite été affecté à Toronto, où il a été chargé de réorganiser la batterie. Après une année à Toronto, il a repris le chemin de Kingston, où il est devenu instructeur à l'École.

Des rumeurs couraient, en 1873, sur la formation d'une force à cheval qui assurerait une présence armée permanente dans l'Ouest du Canada. À ce moment, Sam Steele avait la réputation d'être un bon administrateur et un excellent soldat. Il a demandé à son commandant, le Lieutenant-colonel George Arthur French, qui la lui a accordée, la permission de se joindre à cette force. Cette issue n'avait rien d'étonnant puisque le Lcol French savait qu'il allait lui-même commander la nouvelle force et voulait que Sam fasse partie de son groupe.

La formation, appelée à l'origine North-West Mounted Rifles, a été rebaptisée par Sir John A. Macdonald quand des journaux américains ont annoncé que le Canada armait sa frontière. Sous son nouveau nom, la Police à cheval du Nord-Ouest (P.C.N.-O.) a reçu la sanction royale le 23 mai 1873, mais ce n'est que le 30 août de cette année-là que les derniers détails de son établissement ont été approuvés par décret. Le texte de loi, dans ses grandes lignes, visait la formation d'un corps d'au plus trois cents hommes célibataires, en bonne santé, respectueux des valeurs morales, âgés de dix-huit à quarante ans, capables de monter à cheval, de lire et d'écrire en anglais et en français (les hommes mariés n'étaient pas admissibles). Sam Steele a été le troisième officier à prêter serment dans la nouvelle force. Au vu de son expérience militaire, il a reçu d'entrée de jeu le grade de constable d'état-major (l'équivalent du sergent-major divisionnaire).

Le 22 octobre 1873, le premier contingent de la P.C.N.-O., accompagné du dernier groupe de colons à se rendre dans l'Ouest cette année-là, faisait son entrée à Lower Fort Garry. L'hiver allait être long et Sam Steele a entrepris de préparer ses troupes. Il était dur envers eux, mais plus encore à son propre égard. Il se gardait le dressage des chevaux les plus rebelles et, à la fin du jour, il consacrait des heures aux travaux administratifs. Ainsi que l'écrivait une recrue, « Des exercices, des exercices, des exercices. Des exercices à pied, des exercices de tir, la garde, l'équitation… Je ne peux pas dire que je me plais particulièrement à dresser ma monture. Surtout quand c'est Steele qui dirige les exercices! Cet homme n'a pas de cœur… »[4]. Pendant tout l'hiver, sa réputation de sergent-major inflexible a continué de croître, mais il avait un but en tête. La perspective d'assurer les services de police d'un territoire naturel vaste, sauvage, non cartographié où circulaient de nombreux trafiquants d'alcool et des guerriers indiens mieux armés que ses hommes signifiait que pour bien faire leur travail, les membres de la P.C.N.-O. devaient être au meilleur de leur forme et aussi bien entraînés que possible et qu'ils devaient monter à cheval aussi bien que les Indiens. Il en allait de leur vie.

LA LONGUE MARCHE

L'hiver avait été long, mais, le temps que se retirent les inondations du printemps, le contingent était devenu une machine bien huilée. En juin, le Constable Steele et le contingent sont partis vers le sud, à Pembina, dans le Dakota du Nord, où ils ont rejoint le nouveau second contingent constitué de recrues. Le Constable Steele a été chargé de déplacer la force entière de Pembina à Dufferin, au Manitoba, en vue de traverser à pied les Prairies jusqu'aux Montagnes rocheuses. Les membres de la force devaient emporter avec eux toutes les provisions et tout l'équipement nécessaires pour installer des postes dans les Prairies, y compris du bétail afin d'établir des fermes à vocation alimentaire. « La longue marche », ainsi qu'elle a été baptisée, figure maintenant dans l'histoire parmi les marches forcées les plus éprouvantes.

> *« Je m'attendais à une randonnée facile, sur un bon cheval, jusqu'aux Rocheuses. Au lieu de cela, je suis en train de faire une marche pénible jusqu'à Edmonton, et c'est moi qui porte le cheval. »*

Le matin du 8 juillet 1874, 343 policiers à cheval sont partis vers l'ouest, à la tête d'une colonne de quatre kilomètres de longueur, pour rallier les Rocheuses. On a laissé entendre que la marche véritable n'avait débuté que deux jours plus tard, une fois les bouviers métis assez dessoûlés pour faire des progrès réels et, aussi, parce que les deux premiers jours étaient essentiels pour distinguer le nécessaire du superflu. Pourtant, si impressionnants qu'ils aient été dans leurs tuniques rouges, casques et manchettes blancs, les hommes de la P.C.N.-O. n'ont pas tardé à manquer de nourriture pour leurs chevaux et leur bétail. La deuxième nuit, un violent orage a effrayé les chevaux dans leur corral, les faisant fuir dans tous les sens, et le Constable Steele et ses hommes ont perdu bien des heures, pourtant précieuses, à les rassembler. Un grand nombre des chevaux venus de l'Ontario avec le deuxième contingent n'étaient

pas habitués aux rigueurs des Prairies et ont bientôt commencé à défaillir. Après peu, la situation était devenue si grave qu'une partie de la force, dont le Constable Steele, a dû être détachée pour mener les bêtes les plus faibles au nord, le long du chemin de Carleton, jusqu'au Fort Edmonton de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Ce n'était pas une mince affaire que d'emmener les animaux affaiblis au Fort Edmonton avant l'hiver. La distance à parcourir jusqu'au Fort, environ 1410 kilomètres, représentait presque le double de la distance jusqu'aux Rocheuses et il fallait la parcourir sur une piste semée de surprises, sans céréales et avec des chevaux qui ne s'étaient jamais nourris d'herbe auparavant. C'était par nature un trajet périlleux. Les Sioux et d'autres tribus guerrières ont suivi la caravane en parallèle sur toute la longueur de la piste et on a raconté qu'ils prenaient des paris audacieux à savoir si cette foule disparate allait atteindre sa destination. Les chevaux étaient si affaiblis qu'il fallait en changer deux fois par jour et le bétail a subi une telle usure des sabots qu'il devait se coucher tous les quelques mètres. Au début de novembre, le groupe a couvert les vingt derniers kilomètres du trajet et pénétré dans Fort Edmonton. Le Constable Steele fermait la marche, tenant une extrémité d'un poteau soutenant le postérieur d'un pur-sang.
Le Caporal Ted Carr, qui tenait l'autre bout du poteau, a dit, paraît-il : « Je m'attendais à une randonnée facile, sur un bon cheval, jusqu'aux Rocheuses. Au lieu de cela, je me retrouve en train de faire une marche pénible jusqu'à Edmonton et c'est moi qui porte le cheval »[5]. L'Inspecteur William Jarvis, commandant, a noté dans son rapport de novembre que le Constable Steele avait fait pendant le voyage le « travail manuel d'au moins deux hommes ». À l'époque, il touchait une solde quotidienne de 1,20 $.

Figure 1 : Mouvements militaires lors de la rébellion de 1885 dans le Nord Ouest

Le Constable Steele a passé l'hiver au Fort Edmonton, tout comme le reste de la division A, s'éloignant à l'occasion pour cueillir des renseignements et pour débarrasser la région de ses trafiquants de whisky. Au printemps, la police est allée s'établir en aval, bâtissant son propre poste, le Fort Saskatchewan.
En juillet 1875, le vapeur Northcote a livré des ordres de promotion, du Constable Steele au grade de chef de la police (sergent-major régimentaire); cette promotion entrait en vigueur en août, et le mutait au quartier général, situé dans le casernement de la rivière Swan, à Livingstone, en Saskatchewan.
L'été suivant, il a été chargé de la réinstallation du quartier général au Fort Macleod, en Alberta, et invité à prendre en chemin des dispositions pour l'important contingent de police participant aux pourparlers du Traité nº 6 avec les Cris aux Forts Carlton et Pitt, en Saskatchewan.

Au Fort Macleod, le Chef Steele a continué de s'acquitter de ses fonctions administratives, a dressé des chevaux et s'est fait le greffier des audiences criminelles que présidaient les officiers en leur qualité de juges de paix. En octobre 1877, il faisait partie du groupe du Commissaire J.F. Macleod qui s'est rendu au Fort Walsh, en Saskatchewan, pour diriger les pourparlers entre le chef Sitting Bull et le

Général A.H. Terry, de l'Armée américaine. Les pourparlers ayant échoué et Sitting Bull et ses guerriers demeurant au Canada, le Chef Steele est rentré au Fort Macleod. Au cours de l'année suivante, en 1878, le quartier général s'est encore déplacé, cette fois au Fort Walsh, et le Chef de police Steele a été promu sous-inspecteur. Il est demeuré au Fort Walsh jusqu'en 1880, moment où il a été promu inspecteur et affecté à son premier commandement autonome, au Fort Qu'Appelle, en Saskatchewan.

Jusqu'à ce moment, les tâches de la P.C.N.-O. étaient nettement centrées sur les escarmouches avec les Indiens et sur le contrôle des activités des trafiquants de whisky. Cette orientation a changé rapidement avec la venue du Canadian Pacific Railway (CPR). La voie principale du CPR coupait en deux le secteur de l'Inspecteur Steele qui, dès lors, a surtout été occupé à régler les différends résultant de la colonisation et de la construction. Comme le chemin de fer progressait vers l'ouest à l'été de 1882, on lui a confié la responsabilité de maintenir l'ordre le long du tracé. Se déplaçant vers l'ouest au même rythme que les baraquements de chantier, l'Inspecteur Steele a établi le poste de la P.C.N.-O. à Regina, où le siège de la force a emménagé en décembre. Il faisait office de magistrat la plupart du temps; il ne faut pas croire que c'était facile de maintenir l'ordre dans la région. Quand le chemin de fer a atteint le Fort Calgary, à l'automne 1883, Sam Steele y est demeuré à titre de commandant.

Sir Samuel Benfield Steele, 1849–1919

Autobiographie : Forty Years in Canada

En avril 1884, le Commandant Steele a été chargé d'accompagner le CPR en Colombie-Britannique, où il a poursuivi son travail jusqu'à l'hiver suivant. Au printemps, un grave conflit de travail s'est déclaré dans la ville de Beavermouth après un refus de paiement des salaires par des sous-traitants. Le Commandant Steele, alors atteint d'une forte fièvre, a quitté le lit et endossé sa tunique rouge. Muni de son fusil Winchester et de la Loi contre les émeutes, il s'est présenté à la foule, annonçant que s'il voyait plus d'une dizaine de gens se rassembler, il tirerait sur eux. Devant sa taille imposante, sa voix puissante et sa ferme détermination, personne n'a eu envie de le contrarier et tous se sont dispersés. C'était du grand Steele, évidemment. La légende veut d'ailleurs qu'il n'ait pas hésité, à l'occasion, à créer de nouvelles lois si cela lui semblait utile à la résolution des différends. Le règlement des conflits de travail et le contrôle des joueurs et des trafiquants de whisky convenaient parfaitement à sa personnalité hardie, à son sens de l'humour et à son énergie sans bordes.

Dès 1885, la force avait acquis une solide renommée et le Commandant Steele y avait beaucoup contribué dans de nombreuses régions de l'Ouest. C'est aussi en 1885 qu'a eu lieu la Rébellion du Nord-Ouest et c'est lui qui a été choisi pour commander les troupes à cheval et les éclaireurs de l'Alberta Field Force du Major-général Thomas Bland Strange, constituée de quelque 110 éleveurs et cowboys et de 25 membres de la P.C.N.-O. Le Commandant Steele l'a menée vers le nord jusqu'à Edmonton pour lui faire ensuite descendre la rivière Saskatchewan Nord à la poursuite du chef cri Big Bear. Deux semaines après la bataille de Frenchman Butte, où les guerriers de Big Bear l'ont emporté sur les forces canadiennes dirigées par le Général Strange, la force de campagne du Commandant Steele a défait les guerriers de Big Bear au lac Loon, livrant la dernière bataille à se dérouler en sol canadien.

De retour en Alberta, le Commandant Steele comptait parmi les rares officiers supérieurs de la P.C.N.-O. à avoir contribué à mater la Rébellion du Nord-Ouest sans avoir entaché leur réputation, l'ayant même rehaussée. Il avait dirigé ses éclaireurs avec imagination et dynamisme et sa petite force avait été la seule à pouvoir tenir tête à Big Bear avant sa reddition, survenue en juillet 1885.

Le Major-général Strange l'a proposé comme Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (CMG)[6], mais cette candidature a fait long feu. Le Commandant Steele a plutôt, en août, été promu surintendant. Cet automne-là, il a repris du service dans la police le long de la voie du CPR en Colombie-Britannique et il était présent lors de l'enfoncement du dernier crampon, à Craigellachie, en novembre.

Il a ensuite été affecté à Battleford, en Saskatchewan, à la tête de la Division D. Il a surtout consacré son temps à l'entraînement des recrues qui s'étaient multipliées depuis le doublement de la taille de la P.C.N.-O., en 1885. En septembre 1886, sa division a été envoyée au Fort Macleod et, au début de 1887, elle s'est à nouveau réinstallée, cette fois à Lethbridge, le nouveau quartier général de la formation dans le sud de l'Alberta.

D'autres tâches ont suivi au cours des deux années suivantes, y compris l'établissement d'un poste de la P.C.N.-O. dans la ville de Galbraiths Ferry, rebaptisée plus tard Fort Steele en l'honneur du Commandant, car il avait élucidé un meurtre qui s'y était produit. Samuel Steele s'est déplacé quelques fois entre la Colombie-Britannique et la Saskatchewan avant de se fixer au Fort Macleod pour prendre le commandement du plus important poste du corps policier, comptant le plus grand nombre de membres à l'ouest de Regina. Au cours de la décennie suivante, il a veillé sur une population croissante dans les Prairies et c'est là qu'en 1889, il a fait la connaissance de sa future femme, Marie Harwood, l'a courtisée et l'a épousée. Ils allaient avoir trois enfants.

En 1892, quand le poste de commissaire adjoint s'est libéré, il était le surintendant le plus chevronné et avait les états de services les plus distingués de la force. Il a exercé des pressions pour obtenir le poste, n'hésitant pas à tirer parti des liens politiques qu'entretenait sa belle-famille. C'est tout de même le Surintendant John Henry McIllree, un officier moins fonceur dont on ne craignait pas qu'il irrite le difficile Commissaire Herchmer, qui a eu le poste.

LA RUÉE VERS L'OR

La période d'administration paisible du Sud de l'Alberta a pris fin tout d'un coup en 1897 avec la découverte de gisements d'or au Yukon. Quand on s'est rendu compte qu'on allait assister à une ruée, les forces policières de l'endroit ont été renforcées. En janvier 1898, le Surintendant Steele a reçu l'ordre de se diriger vers le nord pour établir un poste douanier, et pour en prendre le commandement, à la hauteur des cols White et Chilkoot et au lac Bennett, l'eau d'amont de la rivière Yukon et la principale zone de rassemblement de la ruée. À son arrivée, le mois suivant, il n'y avait que quelques policiers au Yukon; quand il en est reparti, un an et demi plus tard, il avait sous ses ordres presque un tiers de la P.C.N.-O. Le ministre responsable du Yukon au sein du gouvernement libéral, Clifford Sifton, avait fait en sorte que la police de l'endroit relève directement d'Ottawa, outrepassant les autorités de Regina, ce qui avait fait du contingent, à peu de choses près, une force distincte.

Rien n'aurait pu mieux convenir au Surintendant Steele. Non seulement pouvait-il diriger la police comme il l'entendait, mais encore l'isolement du Yukon lui permettait de créer des lois et des règlements au fil des besoins. L'événement le plus caractéristique de cette autorité unilatérale est survenu à Bennett, pendant le dégel de 1898, quand le Surintendant Steele a ordonné que tous les mineurs en puissance enregistrent leurs embarcations et obéissent à de strictes règles de navigation quand ils descendaient la rivière. Plus tard au cours de l'année, il a refusé de laisser pénétrer sur le territoire quiconque n'avait pas une quantité minimale donnée de nourriture et d'argent. Ces mesures, d'une illégalité flagrante qu'il ne niait d'aucune manière, ont si manifestement épargné des vies que les mineurs et Ottawa les ont acceptées.

En juillet 1898, Sam Steele a été chargé du commandement de l'ensemble de la P.C.N.-O. au Yukon et est devenu membre de l'Assemblée territoriale, formée depuis peu. Il pouvait dès lors exercer ses talents de législateur en toute légalité. À Dawson, il s'est concentré sur le maintien de l'ordre. Le jeu, les maisons de débauche et les saloons étaient tolérés, mais strictement contrôlés. Des observateurs ont rapporté que les dimanches étaient aussi paisibles à Dawson qu'à Toronto. Sam Steele mettait les auteurs d'infractions mineures au travail, leur faisant couper du bois de chauffage pour le quartier général de la police,

et embarquait les personnages les plus douteux sur le premier bateau en partance. On aurait cru que les mineurs, des Américains pour la plupart, se seraient dressés contre ce régime sévère, mais ils semblent s'en être accommodés.

Sam Steele a formé une force policière constituée d'hommes qui, selon ses dires, « ont bâti des maisons de bois rond de leur propres mains, transporté de grandes quantités d'or sur des pistes désolées, jusqu'aux rives de Seattle, sans en perdre ni en dérober une seule once. Ils ont soigné les malades et les blessés qu'ils ont trouvés dans des cabanes perdues dans les bois, sont venus en aide aux pauvres qui quittaient en grand nombre le Yukon une fois leurs rêves de fortune effondrés et placé en détention protégée les nombreux malheureux à qui les déceptions, les privations et l'isolement avait enlevé la raison. Avec leurs compagnons de la Force de campagne du Yukon, ils ont combattu des incendies, sauvant deux fois Dawson de la destruction; ils ont évalué et recueilli les impôts miniers; ils ont trié et livré le courrier. Ils ont effectué des patrouilles périlleuses dans la nature sauvage à la recherche de personnes disparues et ont enterré les morts »[7]. [*Traduction*] Et tout cela, ils l'ont fait pour 1,25 $ par jour.

Quand il a été muté à l'extérieur de Dawson en septembre 1899, selon certains dires, pour avoir résisté au système partisan de copinage que sanctionnait Sifton, Sam Steele avait une réputation telle que presque toute la population est sortie dans la rue pour le saluer et lui remettre un sac de poussière d'or.

LA GUERRE DES BOERS

La Guerre d'Afrique du Sud a éclaté avant que Sam Steele puisse se voir attribuer de nouvelles fonctions; il s'est immédiatement porté volontaire. On lui a bientôt offert le poste de commandant adjoint des Royal Canadian Dragoons, qu'il a refusé, car il était d'avis que trop peu de policiers à cheval pouvaient se porter volontaires. Il a accepté par la suite le commandement d'un régiment qui allait être mis sur pied dans l'Ouest du Canada (le 1st Canadian Mounted Rifles), mais s'est contenté du poste de commandant adjoint quand le Commissaire Herchmer a décidé qu'il voulait occuper celui de commandant. Il avait tout juste commencé à recruter des hommes et à acheter des chevaux quand, en janvier 1900, il s'est vu offrir le commandement d'une unité de l'Armée britannique dont les membres seraient recrutés au Canada et qui serait parrainée par Lord Strathcona.

Bien que des contingents antérieurs aient déjà éclairci les rangs de la P.C.N.-O., Sam Steele a réussi à trouver assez d'officiers et d'hommes de troupe, en qui il avait confiance, pour former l'épine dorsale du nouveau régiment et, dès que ces hommes ont été assemblés, il a entrepris un programme d'entraînement rigoureux. Il a organisé chaque journée de leur traversée de l'Atlantique, ne laissant ainsi aucune prise à la baisse de moral qui affligeait les autres unités canadiennes. Une fois en Afrique du Sud, il a mis à profit toutes ses compétences, qu'il a conjuguées à l'influence non négligeable du nom Strathcona, pour que son unité ne soit pas disséminée ou chargée de tâches routinières.

Entre le débarquement de l'unité et le moment où elle a été prête à partir en campagne, en mai 1900, la phase conventionnelle du conflit avait pris fin et une guerre de partisans avait commencé. Après avoir pris part à un plan avorté de dynamitage d'un pont ferroviaire situé à la frontière de l'Afrique orientale portugaise (l'actuel Mozambique), le régiment s'est consacré pendant sept mois à des missions d'éclaireur pour les colonnes qui poursuivaient les insaisissables commandos boers. La poursuite était un exercice ordinairement trop mesuré et trop laborieux pour convenir au Commandant Steele, mais son unité s'y entendait — c'est d'ailleurs à l'un de ses sergents, Arthur Herbert Lindsay Richardson, qu'a été décernée la première Croix de Victoria du Canada pour cette guerre — et le haut commandement britannique en parlait en des termes élogieux. Au moment où le Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) a été prêt à retourner au Canada, en janvier 1901, le leadership de son commandant avait attiré l'attention du Major-général Robert Stephenson Smyth Baden-Powell, qui lui a proposé un commandement divisionnaire dans la South African Constabulary (SAC) qu'il était en train d'organiser. Devenu Membre anglais de l'Ordre de Victoria (MVO)[8] pendant le voyage de retour du LdSH(RC), il a été fait Compagnon de l'Ordre du Bain (CB)[9] au cours de son bref séjour au Canada. Dès juin, il était de retour en Afrique du Sud et s'était joint au SAC.

La dernière année de la guerre a été consacrée à l'instauration de la paix dans les zones rurales par la poursuite des derniers commandos boers. Même avant la fin officielle des hostilités, en mai 1902, Sam Steele avait entrepris de convertir son unité aux fonctions civiles. Il a tiré parti de l'expérience acquise au Canada, qui lui avait appris qu'aucun corps policier ne peut fonctionner efficacement sans le concours de la population. Pour lui, cela signifiait qu'il fallait s'attacher la confiance des agriculteurs boers en leur rendant des services pratiques. En plus d'assurer la sécurité, la SAC leur servait de garde-chasse, de vétérinaire, de recenseur et de bureau des permis. Dès la fin de la guerre, Sam Steele a accéléré la transition, encourageant ses hommes à apprendre l'afrikaans, poussant les autorités à rendre leurs fusils aux Boers et persuadant le gouvernement de nommer des officiers supérieurs à des postes de la magistrature.

À titre d'institution de transition, la SAC a été couronnée de succès bien que, pour Sam Steele, l'expérience ait été semée de frustrations. En 1906, la force avait déjà subi des coupures radicales Sam Steele, qui avait officiellement pris sa retraite de la P.C.N.-O. en 1903, se disposait à partir. Après huit mois passés en Angleterre au poste d'adjudant de Baden Powell, alors inspecteur général de la cavalerie, il est rentré avec sa famille au Canada, où, en 1907, il a été nommé commandant du District militaire no 13 (DM) (formé de l'Alberta et du district du Mackenzie). En 1910, il a été muté au commandement du DM N° 10, plus important que le DM N° 13, basé à Winnipeg. Là, il a notamment travaillé à la remise sur pied du Lord Strathcona's Horse en tant qu'unité canadienne de cavalerie et s'est attelé à la rédaction de ses mémoires.

LA GRANDE GUERRE

Le déclenchement de la Grande Guerre, en août 1914, a retardé la publication de ses mémoires, qui étaient prêtes, et rayé de son esprit toute aspiration à la vie civile. Bien qu'il ait été âgé de 63 ans déjà, il espérait commander la 1re Division du Canada, mais le ministre de la Milice et de la Défense, Sam Hughes, a rejeté sa candidature en raison de son âge. Il est apparu clairement, après quelques mois, que la guerre serait longue et requerrait un effort militaire plus grand que prévu. En décembre 1914, le ministre Hughes a promu Sam Steele au grade de major-général et l'a chargé de l'instruction dans l'Ouest du pays. À l'annonce de la mise sur pied de la 2e Division du Canada, au début de 1915, on lui en a proposé le commandement, qu'il a accepté.

Au British War Office, Lord Kitchener a opposé son véto à cette nomination, car il croyait le Major-général Steele trop âgé pour un commandement de combat actif. Très en colère et sous l'effet des pressions exercées par les Tories de l'Ouest, le ministre Hughes a décidé d'insister pour que le Mgén Steele ait le poste, même s'il persistait à le trouver trop âgé et dépourvu d'expérience des grandes formations militaires. Les parties en sont venues à un compromis selon lequel Sam Steele dirigerait la 2 Div CA jusqu'au départ de celle-ci pour la France. Après en avoir pris le commandement le 25 mai 1915, il a présidé à sa mise sur pied au Canada et à son instruction en Angleterre jusqu'en août, moment de son remplacement par le Major-général R.E.W. Turner.

L'un des vestiges du service de Sam Steele en Afrique du Sud était sa commission dans l'Armée britannique. Kitchener a ainsi été en mesure de lui offrir un poste d'administration à titre de commandant du Southeastern District of England, où se trouvait le principal camp canadien d'instruction, à Shorncliffe. Sam Steele, qui en a pris les rênes le 5 août, aurait pu se rendre utile à l'arrière-plan pendant toute la guerre, n'eût été du génie de Hughes en matière de fouillis administratif. Il avait décidé en effet qu'en plus de sa nomination britannique, Sam Steele allait commander toutes les troupes canadiennes en Angleterre à compter du 3 août. Cette étape, c'était inévitable, a débouché sur un conflit avec le Brigadier-général J.W. Carson, représentant spécial du ministre de la Milice et le Brigadier-général J.C. MacDougall, Officier général chargé du commandement des troupes canadiennes au Royaume-Uni, ces messieurs étant chacun persuadés qu'ils exerçaient le commandement d'ensemble.

La situation est demeurée une impasse jusqu'à ce que Hughes perde le pouvoir, en novembre 1916. Le nouveau ministre des Forces militaires d'outre-mer, Sir George Perley, n'a pas tardé à mettre les choses

au point. Après avoir refusé de rentrer dans l'Ouest canadien pour y devenir recruteur, Sam Steele a été relevé de ses fonctions de commandant des militaires canadiens. Mais ce n'était pas tout. Bien qu'il ait officiellement été officier britannique, le ministère canadien des Forces militaires d'outre-mer faisait des pieds et des mains pour se débarrasser de lui. Pendant les dix-huit mois suivants, Sam Steele est demeuré en Angleterre avec le soutien du War Office et a conservé son commandement britannique. Les Canadiens, cependant, ne manquaient jamais une chance de le miner. Ils n'ont pas inscrit son nom sur la liste de décorations honorifiques du Roi pour 1918. C'est au War Office qu'il a incombé de le proposer pour le titre de Chevalier commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (KCMG)[10]. Finalement, pour ne pas déplaire à un allié, les Britanniques ont cédé et lui ont retiré son commandement en mars 1918; le 1er juillet 1918, son nom paraissait sur la liste des militaires à la retraite.

DÉCÈS

Il est difficile pour n'importe qui de se voir chassé d'une organisation que l'on aime et Sam Steele ressentait déjà beaucoup d'amertume face au traitement que lui avait infligé son propre pays. Mis à la retraite de force, il a quitté Folkstone avec sa famille pour aller s'installer dans une résidence privée paisible de la banlieue londonienne de Putney, où cet homme de bonne taille, qui avait traversé des difficultés extraordinaires, avait peine à se défaire d'un rhume. Mais il a bientôt repris le dessus; la guerre était finie et il a commencé à planifier son retour, avec sa famille, dans l'Ouest du Canada. Pour l'instant, cependant, il devrait attendre, car toutes les places à bord des bateaux étaient occupées par des militaires revenant du front. Il n'avait toujours pas vaincu, d'ailleurs, ce rhume qui le forçait à garder le lit depuis des mois. Aux petites heures du 30 janvier 1919, Sam Steele s'est éteint dans son sommeil, victime comme bien d'autres de l'épidémie de grippe espagnole de 1918–1919. Il venait d'avoir 70 ans.

Deux jours plus tard, son cortège funèbre cheminait dans les rues de Londres. Son cercueil, drapé de l'Union Jack, reposait sur un affût de canon tiré par des chevaux. Il était suivi d'une troupe de policiers à cheval, en tunique rouge, du contingent de la force qui avait servi sur le front. Cette troupe précédait une troupe de membres du Lord Strathcona's Horse en uniforme kaki et Stetson à bord plat, elle-même suivie de files innombrables de membres de la 2e Division du Canada, celle-là même qu'il avait aidé à entraîner.

Sam Steele avait demandé à être inhumé à Winnipeg et cette requête a été acceptée en juillet. Il semble de mise, en quelque sorte, que même dans la mort, cet homme qui avait consacré sa vie au maintien de la paix ait un effet. Quand sa dépouille a été transportée à Winnipeg pour y être inhumée définitivement, les grandes émeutes de 1919 à Winnipeg étaient en cours. La veille, les grévistes avaient bombardé la GRC et la Milice de bouteilles et de débris divers, jetant même plusieurs officiers de la GRC à bas de leur monture et leur infligeant une raclée au milieu du désordre. Pourtant, pendant que la grève se poursuivait, les plus grandes funérailles à ce jour dans l'Ouest du Canada ont eu lieu. Il y a eu dans toute la ville une trêve au milieu de la violence quand les émeutiers se sont massés le long des rues pour regarder passer le cortège de Samuel Benfield Steele, escorté de membres à cheval de la GRC derrière une monture sans cavalier, les bottes du défunt à l'envers dans les étriers. Les grévistes qui, la veille, avaient combattu avec haine ces policiers, n'ont pas même élevé le ton contre eux.

SOURCES

Macleod, Roderick Charles. « Steele, sir Samuel Benfield », Dictionnaire biographique du Canada en ligne, http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7722&&PHPSESSID=58g2sm08dvhrrht780hbn3qgm7&PHPSESSID=58g2sm08dvhrrht780hbn3qgm7, consulté en anglais le 1er décembre 2009.

Wikipedia. « Sam Steele », http://en.wikipedia.org/wiki/Sam_Steele, consulté en anglais le 10 janvier 2010.

Stewart, Robert. *Sam Steele: Lion of the Frontier*, 2e édition, Regina, Centax Books/Publishing Solutions/PrintWest Group, 1999.

University of Alberta. « The Sir Samuel Steele Collection », University of Alberta Libraries, http://steele.library.ualberta.ca/, consulté en anglais le 15 janvier 2010.

Bibliothèque et Archives Canada. « 'Sans craindre ni favoriser qui que ce soit' — Les hommes de la Police à cheval du Nord-Ouest », http://www.collectionscanada.gc.ca/nwmp-pcno/index-f.html, consulté en anglais le 15 janvier 2010.

LECTURE SUPPLÉMENTAIRE

Quan, Holly. *Sam Steele: The Wild West Adventures of Canada's Most Famous Mountie*.

NOTES

1. Macleod, Roderick Charles. « Steele, Sir Samuel Benfield », Dictionnaire biographique du Canada en ligne, http://www.biographi.ca/009004 119.01 f.php?&id_nbr=7722&&PHPSESSID=58g2sm08dvhrrht780hbn3qgm7&PHPSESSID=58g2sm08dvhrrht780hbn3qgm7, consulté en anglais le 1er décembre 2009).
2. Le Brigadier-général Sir Harry Paget Flashman, VC KBC, KCIE (1822–1915), est un personnage fictif créé par George MacDonald Fraser (1925–2008) à partir du personnage 'Flashman' de l'ouvrage *Tom Brown's Schooldays*, une œuvre semi-autobiographique de Thomas Hughes (1822–1896). Dans une série de livres de MacDonald, Flashman est de pratiquement tous les combats auxquels ont pris part les troupes britanniques entre 1822 et 1900. Il est devenu une légende urbaine, celle d'un homme qui « est allé partout et a tout fait ».
3. Stewart, Robert. *Sam Steele: Lion of the Frontier*, 2e édition, Regina, Centax Books/Publishing Solutions/PrintWest Group, 1999, p. 22. La citation renvoie à un texte écrit de la main de Sam Steele dans Steele, S. B., *Forty Years in Canada*, New York, Dodd, Mead & Company, 1915.
4. Stewart, p. 40.
5. Idem, p. 52.
6. CMG — Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges.
7. Stewart, p. 234.
8. MVO — Membre de l'Ordre royal de Victoria.
9. Colombie-Britannique — Compagnon de l'Ordre du Bain.
10. KCMG — Chevalier commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges.

Source: Caméra de combat

Le roi est mort. Vive le roi! Création du US Army Maneuver Center of Excellence

Major C. J. Young, CD, CM

CONTEXTE

Les éléments de la puissance de combat consistent en six fonctions de guerre liées par le leadership et enrichies par l'information. Les forces armées appliquent leur puissance de combat avec toute l'efficacité possible en mode interarmes. Les armes produisent davantage de puissance de combat lorsqu'elles sont employées de concert plutôt qu'individuellement. [Traduction libre]

FM 3–0, Opérations (Armée américaine, février 2008)

Le Congrès américain se livre périodiquement à une revue du processus de remaniement et de fermeture des bases de l'armée dans le but de déterminer si les recommandations du département américain de la Défense (DoD) se sont substantiellement éloignées des critères établis par le Congrès pour évaluer chaque base militaire. En vertu de la loi, la Commission de 2005 du Congrès, connue sous le nom de Commission de remaniement et de fermeture des bases (CRFB), a reçu pour mission de fournir « une étude et une analyse objectives, non partisanes et indépendantes de la liste des recommandations sur les installations militaires émise par le DoD le 13 mai 2005 »[i].

Appliquant une « démarche juste, ouverte et équitable », la CRFB 2005 a formulé un certain nombre de recommandations tenant compte des besoins de l'armée tout en tenant compte non seulement de l'incidence de la fermeture des bases sur leurs populations, mais des effets économiques, environnementaux et autres de cette fermeture sur les collectivités avoisinantes[1]. Font partie de ces recommandations certains changements substantiels à la composition de l'Armée américaine et, particulièrement, du Training and Doctrine Command (TRADOC) dont la fonction rejoint celle, au Canada, du Système de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre (SDIFT)[2].

Les recommandations de 2005 de la CRFB ont pris force de loi une fois acceptées par le Congrès et approuvées par le président. Les plus importantes d'entre elles entraînaient un certain nombre d'importants déplacements de fonctions et le regroupement de divers commandements (notamment le US Army Accessions Command)[3], ainsi que la création d'un certain nombre de centres d'excellence. En plus du Fires Center de Fort Sill, en Oklahoma, qui combine les centres et écoles de l'Air Defence Artillery et de la Field Artillery, et du Combat Service Support Center de Fort Lee, en Virginie, où seront regroupés le Combined Arms Support Command, le Quartermaster Center & School et le Logistic Management College de Fort Lee (auxquels s'ajoutera le Missile and Munitions Center du Redstone Arsenal, en Alabama), la CRFB a aussi prescrit la création d'un Maneuver Center of Excellence (MCOE) à Fort Benning, en Géorgie, ou seront réunis les centres et écoles de l'infanterie et des blindés. En vertu de la loi sur la CRFB, toutes les modifications qu'elle prescrit doivent avoir été réalisées d'ici le 30 septembre 2011, les différents centres d'excellence devant alors être entièrement fonctionnels.

CRÉATION DU MANEUVER CENTER OF EXCELLENCE (MCOE)

Du point de vue de la culture, je n'étais pas prêt à l'accepter car c'est toujours ici [à Fort Benning, en Géorgie] que s'est trouvé le foyer de l'infanterie. Mais quand on se donne la peine d'y réfléchir, c'est tout à fait logique. Nous rassemblons les deux principales branches de manœuvre de notre armée […]. C'est un changement porteur de riches possibilités. [Traduction libre]

Général Carter Ham, commandant de l'Armée américaine en Europe et de la 7e Armée, au sujet de la réinstallation prescrite par la CRF du US ArmyArmor Center à Fort Benning, en Géorgie le 20 août 2009, dans le cadre du Combat Leader Speaker Forum américain.

La structure des divers Centres d'excellence (voir la figure 1) repose sur un modèle fondamental élaboré au quartier général (QG) du TRADOC, les écoles des branches y demeurant des entités distinctes.

Le Centre d'excellence du TRADOC est ainsi défini : « installation désignée, centrée sur les fonctions de base du TRADOC, où sont améliorées les solutions multinationales des opérations interarmées, où est favorisée l'intégration DOIMLEPI[4], où est accélérée la démarche de perfectionnement et où sont unis tous les aspects de l'instruction institutionnelle dans le but de perfectionner les soldats, les chefs et les civils qui incarnent les valeurs de l'armée ». L'objectif du regroupement maximal afin de mettre à profit des « points communs » fait partie intégrante de cette définition.

Aux yeux de la branche des blindés de l'Armée américaine, les mesures de la CRFB ont semblé quelque peu préoccupantes, suscitant de l'appréhension sur l'avenir de la branche au sein du futur MCOE[5]. Dans une entrevue donnée le 29 septembre 2005, la veille de son départ du Armor Center, le Général Terry Tucker, commandant à l'époque, a déclaré que « la décision de déplacer le Armor Center à Fort Benning […] était pour le moins inattendue […] J'aurais voulu pouvoir me faire une idée, avant mon départ, de ce que serait le Maneuver Center of Excellence de Fort Benning »[6].

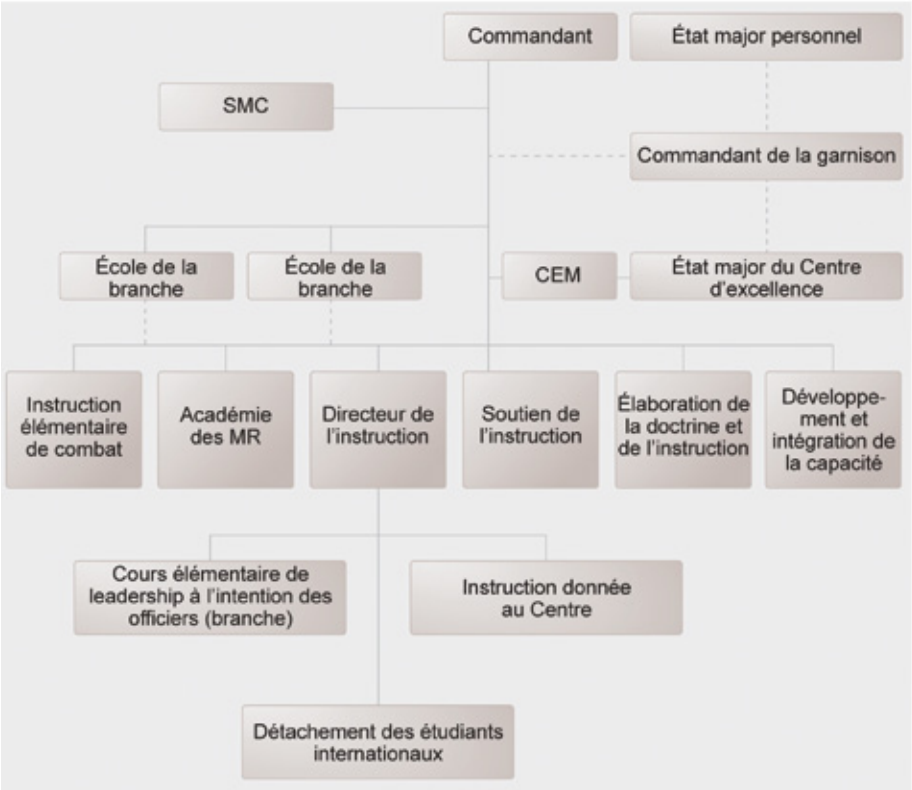


Figure 1 : Modèle fondamental du Training and Doctrine Command Center

Le vœu de conserver des branches distinctes et séparées pour les blindés et pour l'infanterie se reflète dans le modèle organisationnel à deux écoles du MCOE illustré à la figure 1. Tant l'école des blindés que l'école d'infanterie du modèle actuel du MCOE ont conservé le contrôle entier de leur instruction de niveau élémentaire et instruction propre à la branche, soit l'instruction initiale de niveau élémentaire/à une seule station (IINE/ISSU) à l'unité pour les soldats et le cours élémentaire de leadership à l'intention des officiers (CELO) pour les officiers[7]. Les cours de manœuvre qui s'y donnent sont actuellement réservés aux stagiaires des niveaux avancés (plus de détails ci-dessous).

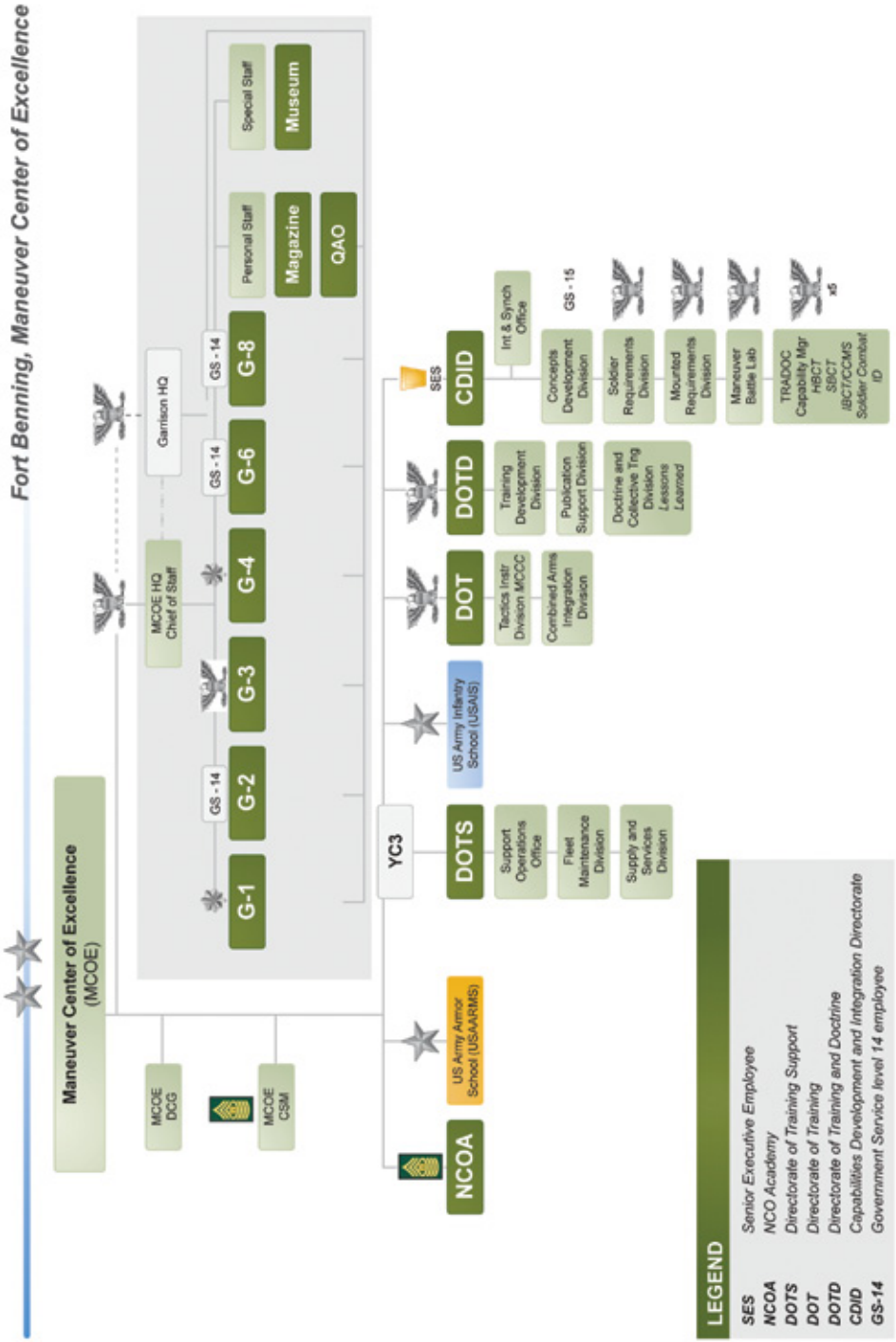


Figure 2 : Organisation des tâches du Maneuver Center of Excellence

L'intégration au modèle actuel du MCOE se déroule ***à l'extérieur*** des deux écoles :

- l'Académie des sous-officiers (ASO), qui est entièrement intégrée, donne des cours de manœuvre. Le cours élémentaire de sous-officier (CESO) demeure propre à la branche, tandis que le cours de leadership de guerre (CLG) et le cours avancé pour sous-officiers (CASO) sont tous deux des cours de manœuvre;
- la Direction de l'instruction (DI) supervise les deux autres cours de manœuvre, soit le cours professionnel de manœuvre à l'intention des capitaines (CPMC) (l'équivalent américain du Cours sur les opérations de l'Armée de terre [COAT] du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne [CCEFTC]) et le cours préalable au commandement (CPC) (l'équivalent américain du Cours de commandant d'unité donné au Canada, à ceci près qu'il vise le commandement de bataillon/d'unité); la DI est principalement une organisation de gestion des ressources qui s'occupe de l'ordonnancement et de l'attribution des ressources de tous les cours du MCOE donnés à l'extérieur des bâtiments d'enseignement;
- la Direction du développement et de l'intégration des capacités (DDIC) a trois grands domaines fonctionnels de concentration : l'élaboration de concepts, la détermination des besoins et l'expérimentation; la DDIC assure également l'intégration horizontale de tous les systèmes du MCOE dans la totalité du domaine DOIMLEPI; elle deviendra d'autre part la direction mère des divers gestionnaires des capacités du TRADOC (GC TRADOC) au sein du MCOE, y compris les GC TRADOC des équipes de combat de brigade lourdes (ECB lourdes)[8];
- la Direction de l'instruction et de la doctrine (DID) combine l'élaboration de la doctrine et les méthodologies d'enseignement des cours collectifs et individuels; elle intègre d'autre part les leçons apprises et promeut l'instruction sur l'équipement nouveau et la mise en service de cet équipement au sein du MCOE;
- du côté soutien de l'organisation, la Direction du soutien à l'instruction (DSI)[9] compte des divisions intégrées de la maintenance, des approvisionnements et du soutien; la division de la maintenance est exploitée par le Commandement du matériel de l'armée (CMA) tandis que la division des approvisionnements et du service, qui s'occupe des armements, du carburant et des déplacements, est exploitée par le TRADOC; l'officier de la division des opérations de soutien assure pour sa part l'interface par le biais d'un bureau de soutien des opérations aux écoles de l'infanterie et des blindés.

Comparons cette intégration externe au plan d'action (PA) créé tôt dans la démarche (et finalement rejeté) pour l'élaboration du MCOE, qui était assez radical dans son orientation face à l'intégration. Le PA 3 (à la figure 3 ci-dessous) visait un MCOE formé surtout de deux écoles intégrées. Au lieu d'une école divisée selon la branche, il proposait une division fondée sur le cheminement de carrière/les progrès de l'instruction. L'une des écoles aurait été responsable de la supervision de l'IINE/ISSU tandis que l'autre se serait chargée tant de l'instruction militaire intermédiaire (IMI) que de l'IMP, ainsi que des aspects fonctionnels de l'instruction propre aux branches (p. ex. : instruction sur les opérations aéroportées; reconnaissance, surveillance et acquisition d'objectifs [RSAO])[10]. Il apparaît très clairement que ce PA visait la création de facto d'une branche des manœuvres. L'auteur ne connaît pas le motif du rejet de cette option, mais certaines sources lui ont donné à entendre que le PA a été jugé trop menaçant du point de vue du patrimoine et de la tradition et qu'il en constituait une transition trop brusque pour les intérêts des deux branches.

UN ACCOUPLEMENT DE PORCS-ÉPICS…

Si vous réunissez un homme d'équipage et un soldat d'infanterie légère, leurs efforts de synchronisation des opérations vous rappelleront un accouplement de porcs-épics. Ils pourront obtenir une synchronisation efficace et satisfaisante pour les deux, mais ce sera long et ils devront y mettre une somme extraordinaire d'efforts et de précautions. [Traduction libre]

— Colonel Timothy Reese et M. Aubrey Henley,
A Modest Proposal to Do Away With the Armor Branch,
dans Armor, septembre–octobre 2005.

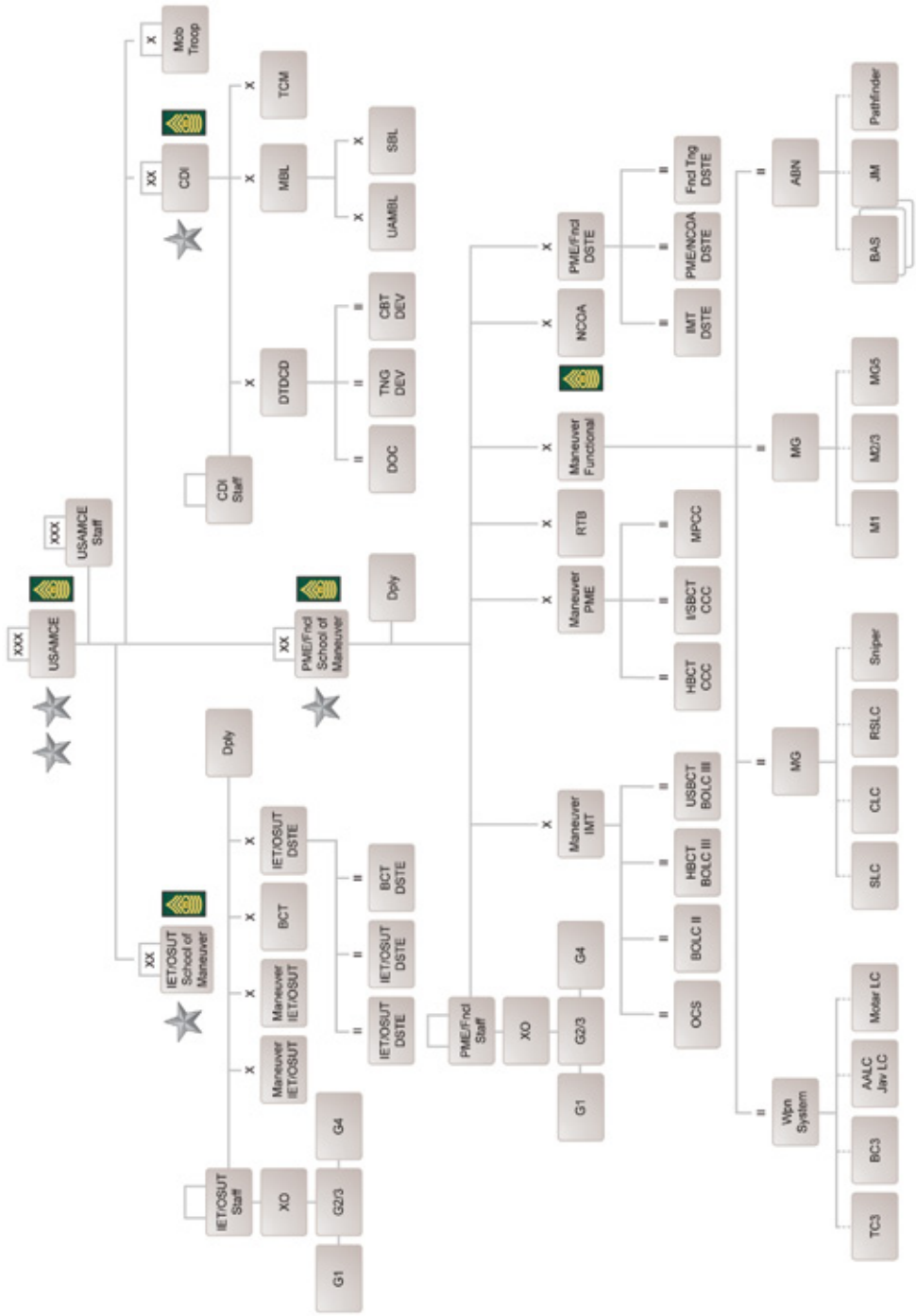


Figure 3 : Plan d'action 3 du US Army Maneuver Center of Excellence (USAMCE) (rejeté)

La question clé soulevée lors de la création du nouveau MCOE consiste à savoir ce qu'il y a de si particulier aux branches des blindés et de l'infanterie qu'elles doivent être préservées en tant qu'entités distinctes. Autrement dit, comptent-elles des compétences spécifiques et exclusives qui exigent que l'on conserve une branche de l'infanterie et une branche des blindés? Ou la création d'une branche de la manœuvre est-elle inévitable?

L'Armée américaine définit ainsi la notion de compétence fondamentale : « une capacité essentielle et durable »[11]. Dans un article paru en 2008 dans la revue *Armor*, le général commandant de la United States Army Armor Center School (GC USAARC), le Brigadier-général (à l'époque) Donald Campbell Jr, définissait les compétences fondamentales de la branche des blindés en disant qu'elles comprenaient « les opérations, comme l'artillerie de précision à longue portée, les manœuvres de peloton, de compagnie et de bataillon, les opérations de logistique, la maintenance, la discipline d'approvisionnement et de commandement »[12]. Ces capacités, qu'il a qualifiées d'uniques, prenaient appui sur une vaste gamme de compétences fondamentales dont faisaient partie « le commandement et le contrôle, l'artillerie, la maintenance/le soutien logistique du combat, et la manœuvre ».

La branche de l'infanterie des États-Unis a déjà déclaré que sa compétence fondamentale « [découlait] des dures réalités du combat à pied, qui est rapproché, personnel, et brutal… tous les fantassins sont liés entre eux par leur compétence fondamentale, soit se rapprocher de l'ennemi et le détruire en combat terrestre »[13]. Une version à jour de la DA PAM 600–3 énonce maintenant que l'« unique objet de la branche de l'infanterie est la branche des armes de combat [chargée] de se rapprocher de l'ennemi et de le détruire par le tir et le mouvement afin de le vaincre ou de le capturer, ou de repousser ses assauts par le tir, le combat rapproché et la contre-attaque »[14].

Par ailleurs, la DA PAM 600–3 affirme que « bien que le but premier de la branche de l'infanterie ait toujours été le perfectionnement de combattants interarmes, la transformation que subit présentement l'armée institutionnalise ce concept par le biais de la transition aux formations interarmes. Il en résultera une concentration accrue sur les opérations de manœuvre pour les officiers de compagnie et, pour les officiers de campagne, une concentration opérationnelle conjointe ». Ce dernier énoncé trouve un écho dans le passage qui porte sur les caractéristiques particulières de la branche des blindés. Il exprime aussi des sentiments très profondément enracinés, comme ceux exprimés en 1947 par le Major (à l'époque) Hastings, instructeur à l'école des blindés, qui écrivait que « chaque fois que cela a été possible, on a constaté qu'il valait mieux jumeler les mêmes unités de chars et d'infanterie à l'entraînement et au combat. Non seulement les états-majors fonctionnent-ils mieux, mais encore les commandants subalternes et les équipages de char et escouades d'infanterie en viennent à se connaître et à se faire confiance. Les unités remportent des objectifs en équipe et non en tant qu'armes individuelles »[15].

Ce point de vue fait écho aux conclusions déjà présentées dans un article ayant pour coauteurs le Colonel Timothy Reese, ex-directeur du Cavalry and Armor Proponency Office (CAPO) et M. Aubrey Henley, directeur du Office of the Chief of Armor (OCOA)[16]. Les deux auteurs soulignent que « les expériences vécues en temps de paix et en temps de guerre ont démontré que les unités de blindés et d'infanterie mécanisée s'entraînent et combattent de façon plus similaire que ne le font les unités d'infanterie mécanisée et légère ». Toutes deux ont un rôle en commun : « […] se rapprocher de l'ennemi et le détruire en usant de la puissance de tir, des manœuvres et de l'effet de choc produit par des plates-formes mobiles et protégées » et un « […] dénominateur commun formé par la vitesse, la protection et la puissance de tir assurés par les véhicules blindés ». Plus loin dans l'article, ils soutiennent que le concept de l'armée modulaire, avec ses équipes de combat de brigade (ECB) lourdes, de frappe et légères, « […] milite en faveur de branches embarquées et débarquées des armes de combat » à mesure que les chefs des diverses ECB se spécialisent dans les opérations lourdes ou légères, par opposition aux anciennes options de concentration des opérations, soit sur l'infanterie, soit sur les blindés.

LA PROCHAINE ÉTAPE : CRÉER UNE BRANCHE DE LA MANŒUVRE?

La culture de l'infanterie forme l'assise de l'éthique guerrière de l'armée.
DA PAM 600–3 des États-Unis. *[Traduction libre]*

Notre branche est exclusive et exceptionnelle grâce à la vitesse, au tir à longue portée et la capacité particulière de traverser les zones battues, associés à l'éthique guerrière dont ont toujours fait montre les membres des blindés et de la cavalerie.[17] *[Traduction libre]*

—Mgén Robert Williams, ancien commandant général, US Army Armor Center (CG USAARC)

Dans un article publié en 2005, le Lcol (à l'époque) Robert Valdivia, stagiaire au US Army War College, soutient que permettre aux officiers de s'identifier qu'à une seule branche « est un concept beaucoup trop étroit et limite immédiatement les rôles et missions » dont se chargeront les nouveaux chefs des équipes de combat des brigades. « Recruter des officiers en invoquant la vocation de servir dans une branche de manœuvres, les former à devenir des chefs de manœuvres débarquées, de manœuvres embarquées et, ensuite, choisir un certain nombre de ces chefs de manœuvre pour les spécialiser aux tirs de manœuvre les préparera mieux à se montrer souples et capables d'adaptation pour mieux servir au sein d'ECB dotées de SCT »[18].

Ce qui rend l'article du Col Valdivia particulièrement intéressant est le fait que, finalement, il est devenu Directeur — Instruction, doctrine et méthodes de combat au US Army Armor Center et a donc pu influer sur l'orientation du Army Armor Center dans son éventuelle intégration au modèle du Maneuver Center of Excellence. Il soutenait que dans l'environnement opérationnel actuel, il existe un besoin de maîtrise interarmes aux niveaux des pelotons et des compagnies et que, par conséquent, l'armée institutionnelle doit « préparer les chefs à satisfaire à cette exigence essentielle dès le moment où ils entreprennent leur CELO et non quand ils en sont à l'étape du centre d'instruction au combat (CIC) ou des exercices de répétition de mission (ERM) précédant le déploiement en mission ou pendant la formation en cours d'emploi dans une zone de combat »[19].

Dans une excellente monographie intitulée *Toward Army Maneuver Transformation*, le Major Charles O'Brien soutient que « la branche institutionnelle des blindés considère la plate-forme comme un élément essentiel à l'atteinte de son but et, de fait, à la détermination de ce but […] tandis que la branche institutionnelle de l'infanterie ne voit dans la plate-forme qu'un moyen de lancement sur le champ de bataille, critique pour la mobilité ou pour le mouvement tactique, mais pas dans son emploi pour la réalisation du but énoncé »[20]. Si l'on fait abstraction de la différence philosophique —passez-moi l'expression — le Maj O'Brien soutient que « les grandes similitudes entre les blindés et l'infanterie donnent à croire que les deux branches ont une fonction très semblable : la manœuvre, et que seuls la mobilité tactique […] et l'emploi […] les séparent »[21].

CONCLUSION

Un point d'intérêt commun qui rapproche les branches et les forces constitue un grand pas vers la mise sur pied d'unités adaptables et d'un leadership adapté […] Il faut entreprendre l'apprentissage et le perfectionnement de l'expertise en manœuvre dès le tout début de l'instruction — nous ne pouvons nous permettre de nous cantonner à une branche pendant les années les plus formatrices et nous devons avoir les synergies pouvant résulter du rassemblement des différentes forces en un centre commun de manœuvres de l'armée. [Traduction libre]

—Maj Charles B O'Brien, Toward Army Maneuver Transformation

Ce que nous voulons, c'est une unité de fusiliers moderne, jouissant d'une forte puissance de tir, qui soit expressément entraînée, équipée et organisée pour coopérer avec les chars. [Traduction libre]

—General der Panzertruppen Heinz Guderian, Achtung-Panzer

Le MCOE est entré en service le 1er octobre 2009 et le Mgén Michael Ferriter, ex-commandant général du US Army Infantry Center, est devenu le premier GC du MCOE[22]. Avec la création des différents centres d'excellence prescrite par la CRFB 2005 selon les axes fonctionnels, l'Armée américaine a entrepris une transformation qui l'éloigne des distinctions traditionnelles entre les branches. On peut considérer le nouveau MCOE comme un exemple de premier choix de cette transformation et comme l'illustration de la théorie selon laquelle l'instruction interarmes doit débuter longtemps avant le déploiement opérationnel. Le MCOE représente une intégration plus serrée des deux branches, tant en vertu de leur proximité nouvelle que des nouveaux cours de manœuvre, et il donne aux jeunes chefs des deux branches une occasion beaucoup plus hâtive d'acquérir une compréhension plus complète de leurs collèges.

Figure 4 : Insigne approuvé du US Army Maneuver Center of Excellence (instauré en février 2008)

Un obstacle clé à tout autre progrès de l'intégration et, de fait, à l'existence possible d'une branche des manœuvres, est la bureaucratie existante de toutes les branches. Comme le souligne le Col Valdivia dans son article, il faut convaincre les branches cloisonnées du bien-fondé d'une intégration améliorée et croissante. L'officialisation des fonctions de guerre de l'armée en des processus opérationnels contribuera largement à résoudre ce problème. De toute évidence, le concept de l'ECB et les différents rôles et missions que pourront être appelés à exercer les chefs des ECB requerront une diminution de l'identification à la branche, qui est trop spécifique et trop limitatrice, et un mouvement vers l'identification à la fonction de chef de manœuvre ayant une expertise plutôt généralisée et, par là, plus polyvalent au chapitre de l'emploi. Le résultat net de cette transformation serait une évolution claire vers une branche de chefs qui auraient de meilleures capacités de réaction au changement dans l'environnement opérationnel actuel et la possibilité de modifications évolutionnaires et révolutionnaires au concept dans le domaine du développement du combat.

Le Maj O'Brien a écrit que « différents facteurs sont à l'origine de la réunification des branches des blindés et de l'infanterie en une seule branche fonctionnelle : des économies de fonctionnement, l'intégration tactique du mouvement, de la manœuvre, du tir et de l'engagement sur les champs de bataille de la guerre mondiale au terrorisme, la formalisation des fonctions de combat de l'armée dans le processus des opérations, l'élaboration de concepts, le besoin d'intégrer l'armée à la fonction d'application de la force interarmées, ainsi que le besoin de créer des formations adaptables et sur mesure dans l'environnement de sécurité actuel et futur »[23]. C'est ce dernier facteur — le besoin de chefs adaptables et souples à la tête de formations adaptables et sur mesure — qui devrait motiver la poursuite de l'intégration.

Le dernier mot vient du professeur R.M. Ogorkiewicz, qui a écrit dans son ouvrage précurseur, *Armour*, que « l'infanterie et son lien avec les blindés constituent l'un des aspects les plus épineux de l'évolution des forces mécanisées […] les arguments et contre-arguments quant à la supériorité de l'infanterie sur les blindés, et inversement, sont fondamentalement futiles, car ce sont des branches complémentaires et parce que le vrai problème ne consiste pas à faire un choix entre elles, mais bien à les combiner efficacement »[24]. Il apparaît clairement que tout mouvement vers l'augmentation de l'insistance sur le concept interarmes dans l'instruction, la conception et le processus ne peut qu'accroître les capacités de l'Armée américaine.

NOTES

i. *Toutes les traductions de citations du présent document sont officieuses.*

1. D'après le secrétaire à la Défense d'alors, Donald Rumsfeld, les recommandations de la CRFB 2005 visaient à réduire, dans une proportion de cinq à onze pour cent, les infrastructures militaires excédentaires et à réaliser sur vingt ans des économies de 48,8 milliards $.

2. D'après le site Web du TRADOC (www.tradoc.army.mil), « le TRADOC recrute, forme et instruit les soldats de l'armée, perfectionne les chefs, appuie l'instruction au sein des unités, élabore la doctrine, établit les normes et met sur pied l'armée de l'avenir. Le TRADOC est l'architecte de l'armée et 'pense pour elle' afin de répondre aux besoins d'un pays en guerre tout en prévoyant des solutions aux défis de l'avenir ».

3. Le US Army Accessions Command (USAAC) est un commandement subalterne du TRADOC chargé du recrutement et de l'instruction militaire initiale de tous les officiers et sous officiers de la force terrestre, y compris les adjudants. Le site Web du USAAC propose des renseignements plus poussés sur sa mission et son rôle à l'adressehttp://www.usaac.army. mil/. Les formations subalternes clés du USAAC comprennent le United States Army Recruiting Command, (USAREC, qui est chargé de tout le recrutement de la force terrestre) et le United States Cadet Command, (USCC), ces deux derniers commandements se trouvant désormais à Fort Knox, au Kentucky.
4. DOIMLEPI est l'acronyme de doctrine, organisation, instruction, matériel, leadership, éducation, personnel et installations. Les planificateurs de l'état major militaire se servent de cet acronyme pour se rappeler ce dont il faut tenir compte dans l'étude de tous les problèmes avant de procéder à leur évaluation.
5. Les préoccupations propres aux blindés portent généralement sur la manière de transposer le patrimoine et les traditions de la branche dans la nouvelle structure du MCOE. De toute évidence, ce souci se retrouve aussi au sein de l'infanterie de l'Armée américaine.
6. L'entrevue du 20 septembre 2005 a été donnée au spécialiste Boudreau du journal de Fort Knox, *The Turret*. Son texte est publié sur Internet à http://smokinnews.blogspot.com/2005/10/tucker reflects on accomplishments at.html.
7. L'instruction initiale de niveau élémentaire (IINE) vise à transformer un civil en simple soldat. Le programme d'instruction de base de l'IINE comprend une composante d'instruction dans une seule station à l'unité (ISSU).
8. Le GC TRADOC ECB lourdes est le promoteur de l'Armée américaine quant aux forces lourdes; il est notamment responsable du développement à venir du char d'assaut Abrams et du véhicule de combat Bradley.
9. La DSI était antérieurement une brigade de soutien à l'instruction (BSI). La différence clé entre les deux est que la BSI était une organisation décentralisée, dotée dans chaque école d'une aile distincte placée sous le commandement d'officiers du matériel de guerre. La BSI assure le soutien logistique et le soutien à la maintenance des deux écoles, notamment en agissant à titre d'agent de réservation des ressources d'instruction, des secteurs d'entraînement et des champs de tir. Le passage à la configuration de la DSI centralise de nouveau ces fonctions.
10. IMP = Instruction militaire professionnelle; RSAO = Reconnaissance, surveillance, acquisition d'objectifs.
11. United States Field Manual (FM) 1, The Army.
12. BG Donald Campbell, Counterinsurgency and Core Competencies, dans *Armor*, septembre–octobre 2008.
13. Department of the Army (DA) Pamphlet (PAM) 600 3, Commissioned Officer Development and Career Management, Quartier général, DA, 28 décembre 2005, p. 52.
14. Idem, p. 50.
15. Hastings, Major Henry S. Employment of Armored Infantry, dans *The Armored School*, 1947.
16. Les deux directions étaient/sont situées au Armor Center. Le CAPO deviendra éventuellement le poste remanié de Directeur de l'école des blindés (DEB) tandis que l'OCOA est demeuré essentiellement le même pendant la période qui nous intéresse.
17. Mgén Robert Williams. Maintaining Armor Core Competencies, dans *Armor*, janvier–février 2007.
18. LTC R. Valdivia. Maneuver Branch: A Vision for the Future, US Army War College, 18 mars 2005, p. 9.
19. Valdivia, p. 10.
20. Maj Charles B O'Brien. *Toward Army Maneuver Transformation*, School of Advanced Military Studies, Leavenworth, Kansas, 25 mai 2006.
21. O'Brien, p. 21.
22. La biographie du MG Ferriter est accessible en direct à https://www.benning.army.mil/Infantry/leaders/cg.htm.
23. O'Brien, p. 59.
24. Ogorkiewicz, p. 385.

Colonel Louis Keene

CWM 19710261-0316
Collection d'art militaire Beaverbrook
Musée canadien de la guerre

Pour le service de reproduction d'images du Musée canadien de la guerre, ou pour des renseignements géneraux :

Musée canadien de la guerre
Services de reproductin d'images
1, place Vimy, Ottawa, Ontario, K1A 0M8
télécopieur : 1-819-776-8623
courriel : imageservices@museedelaguerre.ca

L'expédition canadienne en Sibérie

L'année 1917 a été une période de pessimisme et de crise pour les forces alliées, au cours de la Première Guerre mondiale. Sous la direction des Romanov, la Grande Russie avait été un ardent partisan des Alliés, mais au printemps de 1917, la première révolution russe a entraîné l'expulsion de la dynastie des Romanov qui a été remplacée par un gouvernement provisoire faible. Le pays est demeuré loyal aux Alliés, mais la confusion a régné au cours de l'été qui a suivi, ce qui a créé les conditions propices à la révolution bolchevique. À la fin de novembre, les Bolcheviques s'étaient emparé du pouvoir et cherchaient à conclure un accord de paix avec l'Allemagne.

Le Canada et les Alliés avaient refusé de reconnaître le nouveau gouvernement bolchevique et savaient que la perte de la Russie en tant qu'alliée contre l'Allemagne porterait un dur coup à l'effort de guerre. Étant donné les nombreux échecs essuyés sur le front européen cette année-là, les Alliés ont vu dans une intervention une « nécessité » stratégique pour contrebalancer les points que l'Allemagne avait marqués en obtenant l'allégeance des Bolcheviques.

À Vladivostok, sur les côtes extrême-orientales de la Russie, 650 000 tonnes de matériel de guerre allié étaient empilées sur les quais et ne pouvaient être acheminées en raison de problèmes d'approvisionnement le long du chemin de fer transsibérien. Quand les rebelles bolcheviques ont décidé de s'emparer de la ville, les Alliés se sont inquiétés. La ville comptait énormément sur ce chemin de fer qui constituait un lien vital avec la Russie européenne; sans lui, la ville et les approvisionnements de guerre seraient perdus.

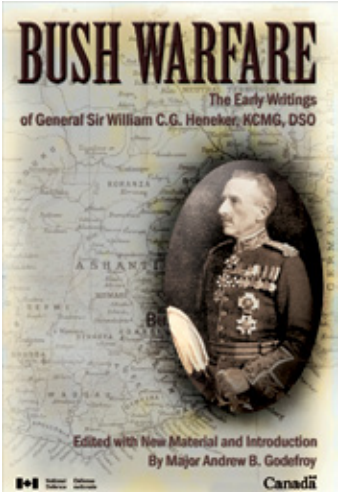
Par un curieux effet du hasard, 66 000 prisonniers de guerre tchécoslovaques, désormais abandonnés par leurs gardiens par suite des activités révolutionnaires, ont commencé à avoir des affrontements avec l'Armée rouge. Ils ont réussi à s'emparer d'un tronçon de chemin de fer de 6 000 km; en juin, ils avaient pris la ville et ils sont par le fait même devenus l'avant-garde de la mission alliée.

Les Japonais, qui étaient restés à l'écart de la Grande Guerre jusque-là, ont été les suivants à entrer en scène. Les Britanniques venus de la garnison de Hong Kong les ont suivis peu après. En tout, le Canada et 12 armées alliées allaient envoyer des troupes pour faire échec à la révolution bolchevique.

La Force expéditionnaire canadienne en Sibérie (FECS) a été mise sur pied le 12 août 1918 et comprenait 4 000 soldats volontaires répartis en deux bataillons (les 259e et 260e), une compagnie de mitrailleuses, un escadron à cheval de la Royal North West Mounted Police (RNWMP) et des unités de soutien. Le commandement en a été confié au Major-général James H. Elmsley, qui a aussi reçu le commandement du contingent britannique de 1 500 hommes. La force expéditionnaire s'étant rassemblée à Vancouver, le détachement précurseur a pris le bateau pour la Russie le 11 octobre.

Cependant, la guerre en Europe ayant pris fin, le gouvernement du Canada s'est inquiété quand la dissension s'est intensifiée entre les Alliés; en outre, l'opposition des fermiers et des syndicats a entraîné une petite mutinerie dans les rangs en décembre. La mutinerie a été matée, et le corps principal des troupes a pris la mer à destination de la Russie, en janvier. Quand celles-ci ont débarqué à Vladivostok, elles ont appris que le gouvernement refusait de les laisser pénétrer plus loin dans le pays jusqu'au front tracé entre les forces gouvernementales et l'Armée rouge. En fait, tout le contingent n'avait pas fait voile vers la Russie, de sorte que, le 20 février, le gouvernement canadien a décidé de dissoudre les unités qui étaient restées au pays et qui attendaient l'embarquement.

Cette œuvre du Colonel Louis Keene, qu'il a sans doute peinte en février ou mars 1919, montre des soldats canadiens membres du FECS, rassemblés à l'extérieur de leur dépôt en Sibérie, en train d'attendre leur rapatriement qui n'aurait lieu qu'en avril, juste au moment où les partisans ont commencé à assiéger la ville. Le premier contingent est reparti pour le Canada le 22 avril, et il a été suivi de deux autres en mai; le 5 juin 1919, le Major-général Elmsley et le reste des troupes canadiennes sont montés à bord du SS *Monteagle* et sont partis pour Victoria. Finalement, Valdivostok allait tenir pendant sept autres mois avant de tomber aux mains des partisans communistes et de vivre sous le joug communiste pendant 90 ans.



BUSH WARFARE: THE EARLY WRITINGS OF GENERAL SIR WILLIAM C.G. HENEKER, KCB, KCMG, DSO

caractéristiques :

GODEFROY, Major Andrew, B. Éd., Kingston : Bureau d'édition de l'Armée de terre, 2009, 163 pages, ISBN: 978-1-100-10301-3

Critique préparée par le Sergent K. Grant, CD

Dans toute discussion éclairée sur les contributions à l'art de la guerre, les soldats canadiens brillent d'habitude par leur absence totale dans le domaine étudié. En effet, dans l'ombre de géants tels que Sun Tzu, Clausewitz et Machiavel, seul un étudiant passionné de cet art saurait que le Canada a fourni plus que sa part d'écrits sur le sujet.

En fait, l'Armée de terre canadienne innove depuis longtemps dans les domaines tactique et technique. En outre, elle a eu des chefs supérieurs qui ont constamment essayé, en réussissant à divers degrés, d'innover sur les plans opérationnel et stratégique et d'appliquer leurs idées à des problèmes pratiques.

Par exemple, le Canada a analysé les avantages de l'infanterie portée par rapport à la cavalerie dans les années 1880 et 1890, la nature des petites guerres et des opérations de contre-insurrection, au tournant du siècle, et la relation entre les opérations militaires et le commandement national au cours de la première décennie du XXe siècle. Les Canadiens ont inventé l'art de l'attaque en terrain circonscrit pendant la Première Guerre mondiale, ils ont débattu l'avenir des blindés entre les deux guerres et la nature stratégique de la guerre dans l'Arctique et de la guerre atomique, après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1960, les notions de guerre expéditionnaire et de « commandements mobiles » (concepts qui étaient nécessaires pour mettre en œuvre la riposte graduée de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) ont évolué, ce qui a engendré un paradigme que l'Armée de terre canadienne continue d'employer aujourd'hui. Le fait que ces antécédents ne soient pas bien connus ou étudiés n'est pas une validation de leur non-existence, mais plutôt une admission d'ignorance.

C'est ce qui est arrivé dans le cas de William Heneker, homme dont on se rappelle rarement dans l'histoire canadienne. William Charles Gifford Heneker est né au Canada le 22 août 1867; il a été soldat toute sa vie. Il s'est enrôlé en 1884 et a été un des premiers (numéro 168) élèves officiers du Collège militaire royal du Canada (CMR); comme bon nombre de ses collègues canadiens de l'époque, il a accepté une commission d'officier dans l'Armée de terre britannique quand il a obtenu son diplôme en 1888.

L'ampleur et la profondeur de la carrière militaire de Heneker, qui a duré 43 ans, même quand on les compare à celles des carrières d'aujourd'hui, sont impressionnantes, il faut bien le dire. Il a servi dans l'Armée de terre britannique en Afrique et en Inde et, plus tard, pendant la Première Guerre mondiale,

il a continué d'y servir sur le front occidental. À la faveur de l'expérience ainsi acquise, Heneker est devenu un stratège et un tacticien militaires remarquables. Il est également devenu un des Canadiens les plus décorés de l'Empire britannique et un des rares Canadiens à se hisser au grade de général à cinq étoiles. Pourtant, si l'on excepte la Première Guerre mondiale, sa carrière a été caractérisée par sa participation constante à des engagements militaires en temps de paix, à des opérations de stabilisation, à de petites guerres et à des opérations de contre-insurrection, autant d'éléments présentant une grande pertinence pour l'Armée de terre canadienne d'aujourd'hui.

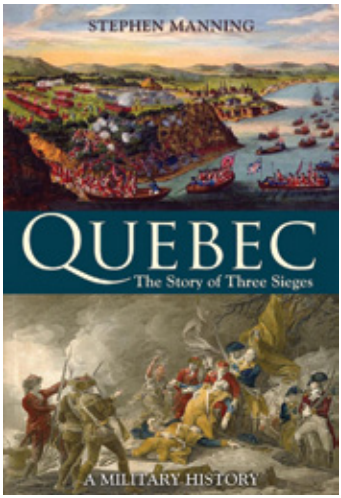
Une fois commissionné dans l'Armée de terre britannique, Heneker a rapidement acquis une vaste expérience opérationnelle dans toute une gamme de missions semblables, par leur portée, à celles qui ont lieu aujourd'hui. Sa carrière a évolué à une époque que les érudits ont plus tard décrite comme ayant été celle où la théorie des petites guerres modernes et des opérations de contre-insurrection a vu le jour. Par exemple, quand le Colonel C.E. Callwell a publié l'ouvrage aujourd'hui célèbre intitulé *Small Wars, Their Principles and Practice*, en 1896, Heneker était sur le plan de se rendre en Afrique occidentale où il appliquerait, puis remettrait en question et améliorerait, bon nombre des idées de Callwell.

À une époque où peu d'ouvrages avaient été publiés sur la doctrine anti-insurrectionnelle pour guider l'armée de terre, Heneker a compris la valeur de ses propres expériences et la nécessité de les partager avec ses collègues officiers, tout comme Callwell et un autre officier britannique, le Colonel A.F. Montanaro (la campagne de 1900 contre les Ashantis), l'avaient fait. En 1907, il a ajouté sa propre voix au débat et au discours sur la théorie et les pratiques des petites guerres en publiant son manuscrit intitulé *Bush Warfare* (La guerre de brousse).

Cette version du texte est une reproduction de l'ouvrage original de Heneker; il importe donc de la lire dans le contexte de l'époque. Toutefois, comme le rédacteur-réviseur le souligne, la réédition du livre a un double objectif. Tout d'abord, elle vise à ramener le Général William Heneker, ses écrits et ses idées dans le débat actuel sur la nature des petites guerres, de la contre-insurrection et des opérations de stabilisation. Il a grandement contribué à l'élaboration de la théorie et de la pratique des petites guerres modernes et de la lutte contre l'insurrection, théorie et pratique qui, plus tard, ont influé sur les écoles de pensée britannique et canadienne et qui méritent donc une place dans le programme d'études actuel. En deuxième lieu, les concepts et les doctrines issus de ces idées et des débats de l'époque ont défini ce qu'il convient de reconnaître comme étant une école de pensée distinctement canadienne. Il importe également de mettre en exergue dans ce contexte le patrimoine que nous ont laissé William Heneker et d'autres soldats canadiens qui, à l'origine de notre histoire, ont façonné l'évolution des armées tant britanniques que canadiennes.

L'ouvrage intitulé *Bush Warfare: The Early Writings of General Sir William C.G. Heneker, KCB, KCMG, DSO* décrit les origines mêmes de la théorie et de la pratique anti-insurrectionnelles. La lecture en est grandement recommandée à tout étudiant qui s'intéresse sérieusement à la guerre anti-insurrectionnelle, à son évolution et à son développement.

Ce livre n'est pas vendu en librairie, mais on peut se le procurer gratuitement auprès de la Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre, en se rendant à son site Internet http://www.army.forces.gc.ca/DLCD-DCSFT/monograph_f.asp.



QUEBEC: THE STORY OF THREE SIEGES — A MILITARY HISTORY

caractéristiques :

MANNING, Stephen. Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2009, couverture rigide, 194 pages, ISBN: 978-0-7735-3639-5

Critique préparée par le Major A.B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

Les célébrations du 250e anniversaire de la Bataille des Plaines d'Abraham ont malheureusement été, à de trop nombreuses reprises, marquées par des interventions émotives et erronées d'historiens mal renseignés, qui ont profité de cet événement pour faire la promotion de programmes politiques et sociaux actuels, n'ayant que peu de liens ou aucun rapport avec la Bataille elle-même.

Par conséquent, l'histoire militaire de la ville de Québec a trop souvent été réduite à une unique bataille dont le symbolisme qui en découle donne des provisions aux combats de la société actuelle, mais qui en dit très peu sur les véritables événements incroyables qui ont façonné l'avenir de l'une des plus grandes villes du Canada.

Dans son livre le plus récent, *Quebec: The Story of Three Sieges—A Military History*, Stephen Manning tente de replacer le patrimoine militaire de la ville de Québec dans le contexte plus large des conflits des conflits qui sévissaient en Amérique du Nord au XVIIIe siècle. Dans cet ouvrage, conçu comme une vue d'ensemble et non une analyse théorique complexe, l'auteur nous donne un bon aperçu des sièges de 1759 et 1760 qui ont eu lieu pendant la guerre opposant les Français aux Amérindiens, de même que de la tentative faite par les révolutionnaires américains de prendre la ville à l'hiver 1775–1776.

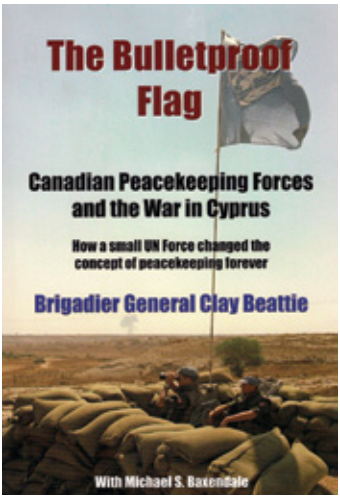
L'ouvrage de Manning comporte une structure simple : une courte introduction, un chapitre par siège et une brève conclusion. Le deuxième chapitre, consacré aux efforts de la Force britannique pour repousser la contre-attaque et défendre la ville de Québec pendant l'hiver 1760, est sans contredit le plus captivant. On voit alors le commandant James Murray cherchant à maintenir un équilibre précaire entre occupation et obéissance civile et tentant à tout prix de limiter les dommages collatéraux. Lorsque Manning décrit le désespoir de la garnison britannique, le lecteur ressent la dureté du climat hivernal et l'ampleur de son effet sur les soldats et sur la population. C'est ainsi qu'on apprend qu'en raison du sol gelé, trop dur pour être creusé, les corps de ceux qui étaient morts au combat étaient alignés devant les murs de la ville. De telles scènes morbides seraient quasi impensables aujourd'hui, mais elles étaient le lot quotidien des assiégés qui devaient affronter des situations encore plus pénibles.

Même aujourd'hui, on gagnerait à faire des études de cas sur les sièges de la ville de Québec. Lorsqu'ils ont mis au point leur plan de campagne pour le premier assaut contre la ville de Québec, Wolfe et Saunders étaient aux prises avec les mêmes contraintes et restrictions que les planificateurs de campagne d'aujourd'hui. Le récit de ces événements a donc une grande valeur, du point de vue du perfectionnement professionnel, dans la mesure où il nous permet de mieux comprendre les analyses de mission que ces commandants ont effectuées dans le but de préparer l'exécution efficace d'opérations interalliées et interarmées complexes. En cela, l'ouvrage de Manning constitue un excellent point de départ pour une étude plus approfondie de ce domaine.

En fait, ce livre ne comporte qu'un seul défaut important, et l'auteur en est lui-même conscient, puisqu'il précise en introduction : « J'ai décidé d'écrire un livre qui serait accessible à tous et qui ne serait pas rempli de notes en bas de page qui freinent la lecture. » Il nous semble, bien au contraire, que les lecteurs auraient été reconnaissants de la présence de notes additionnelles et qu'il est maladroit, de la part de l'auteur, de suggérer que la plupart des lecteurs n'auraient ni la culture ni la curiosité pour désirer en apprendre davantage. Comme à cette absence de notes s'ajoute un choix d'illustrations ternes et de cartes de piètre qualité, il y a tout lieu de s'inquiéter et de se demander s'il ne s'agit là que d'une façon de diminuer les coûts de production ou, pire encore, le signe d'une nouvelle orientation de ces presses universitaires.

Globalement, *Quebec: The Story of Three Sieges—A Military History* est un ouvrage bien écrit et constitue une bonne introduction pour les personnes qui connaissent peu ces campagnes militaires. Toutefois, ceux qui sont à la recherche de récits plus détaillés resteront sur leur appétit et devraient se tourner vers d'autres ouvrages, plus à même de répondre à leurs exigences.

Caméra de combat VL2006-0197-21



THE BULLETPROOF FLAG: CANADIAN PEACEKEEPING FORCES AND THE WAR IN CYPRUS. HOW A SMALL UN FORCE CHANGED THE CONCEPT OF PEACEKEEPING FOREVER

caractéristiques :

BEATTIE, Brigadier-général (ret.) Clay et Michael S. Baxendale, Maxville, Ontario : Optimum Publishing International, 2007, broché, 216 pages, 29,95 $, ISBN 978-0-88890-249-8

Critique préparée par le Colonel P.J. Williams

Cela peut sembler difficile à croire aujourd'hui, mais avant la création de la Bosnie-Herzégovine, la contribution du Canada à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), créée en 1964, représentait l'unique participation des Forces canadiennes (FC) aux opérations internationales — exception faite des militaires qui ont servi dans les Forces canadiennes Europe (FCE) pendant la guerre froide.

Aujourd'hui, le Canada est toujours présent dans cette île du secteur oriental de la Méditerranée. En effet, s'il n'y a plus d'unité dans la région depuis le milieu de l'année 1993, un officier d'état-major est toujours en poste au quartier général de l'UNFICYP. Le mandat de la mission canadienne, qui était en grande partie de routine, consistait à :

- empêcher la reprise des combats;
- contribuer au maintien et au rétablissement de la loi et de l'ordre;
- favoriser le retour à la normale.

Toutefois, cette mission ordinaire allait prendre un tour inattendu à l'été 1974, lorsque l'île a été envahie par les forces turques à la suite du coup d'État dirigé par la garde nationale chypriote grecque, désireuse d'intégrer Chypre à la Grèce. Les forces de l'ONU, au nombre desquelles figuraient des militaires canadiens, se sont rapidement retrouvées mêlées à un conflit que l'auteur qualifie avec raison de « guerre ». Du 15 juillet 1974 au 1er avril 1975, neuf membres des forces onusiennes ont été tués et 62, blessés. Parmi ceux-ci, on comptait 21 soldats canadiens (3 morts et 18 blessés). Au moment de l'invasion turque, l'auteur était chef d'état-major adjoint de l'UNFICYP et commandant du contingent canadien, de sorte qu'il était dans une position idéale pour faire un rapport sur la situation et pour jouer un rôle central dans le conflit. C'est lui qui a dirigé les opérations de l'ONU sur le terrain pendant la guerre qui a suivi cette invasion et qui a mené les négociations de cessez-le-feu subséquentes. Il peut sembler ironique qu'étant donné l'évidente nostalgie du Canada quant au rôle joué par ses soldats sous le pavillon des Nations Unies, qu'un compte rendu aussi détaillé de ces événements n'ait pas été publié plus tôt. L'ouvrage du Brigadier-général Beattie, témoin des événements, vient combler une lacune dans l'histoire militaire du Canada.

L'auteur a une connaissance approfondie de ce qui pourrait être qualifié d'« études sur les opérations de maintien de la paix », puisqu'il a étudié en relations internationales à la Memorial University of Newfoundland, où a été réalisée une analyse de la situation de Chypre. Il a également beaucoup écrit sur le maintien de la paix, comme le confirme la liste d'ouvrages annexée à la fin de son livre. Cette liste commence par un article, paru en 1959, sur la nécessité de mettre en place « une force policière permanente des Nations Unies ». Il a accompli deux périodes de service à Chypre, une première en

1964 à l'UNFICYP, peu après la création de la Force, puis une deuxième en 1972, soit deux ans avant l'invasion turque. Soulignons également que le Brigadier-général Beattie a participé à la Force d'urgence des Nations Unies II (FUNU II), créée après la guerre du Kippour entre l'Égypte et Israël. Quant à Michael Bexendale, qui a contribué à la rédaction de l'ouvrage, il s'agit d'un ancien soldat canadien, qui a été journaliste indépendant pendant la première guerre du Golfe et qui a fondé la maison d'édition Optimum Publishing International.

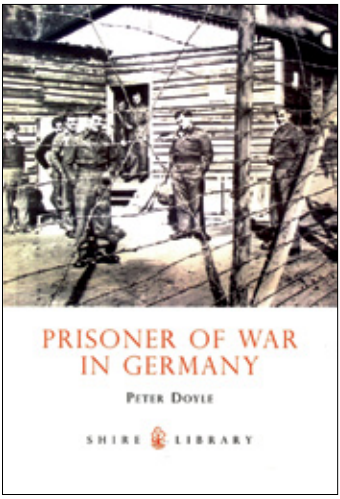
Les auteurs fournissent, pour ceux qui sont peu familiers avec le contexte des événements de 1974, un résumé des tensions entre les communautés grecque et cypriote à Chypre ainsi qu'un aperçu de la situation dans le monde à ce moment, qui ont mené à l'invasion turque du 20 juillet 1974. Pour justifier l'invasion de Chypre, les Turcs ont invoqué le soi-disant traité de garantie signé en 1960 entre, d'une part, la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni, et d'autre part, Chypre. En vertu de ce Traité, chacune des trois Puissances se réservait le droit d'agir unilatéralement en cas de violation des dispositions dudit Traité, lorsqu'une action commune et concertée ne s'avérait pas possible. En fait, il s'est agi d'une véritable invasion. Un rapport de la situation mentionne l'ampleur des forces turques qui comptaient « quarante-sept chars d'assaut et vingt-trois véhicules blindés de transport de troupes (VBTT) ainsi qu'un très grand nombre de soldats ». Les forces de l'ONU, légèrement équipées, ne disposaient pas du matériel nécessaire pour faire face à une telle situation. Toutefois, le Brigadier-général Beattie (alors colonel), qui avait reçu carte blanche de ses supérieurs et prenait très à cœur ses fonctions de commandant sur le terrain, allait jouer un rôle-clé dans la direction des Forces canadiennes. Celles-ci, d'abord formées de membres du Régiment aéroporté du Canada, furent considérablement renforcées par la suite, tout comme l'ensemble de l'UNFICYP. Le Colonel Beattie a également participé aux négociations de nombreux cessez-le-feu entre les forces grecques et turques.

À la fin de la guerre, Chypre est demeurée divisée, les Turcs contrôlant 28 % de l'île (soit 10 % de plus qu'avant l'invasion) et les Grecs, le reste. Dans les mois qui ont suivi, la force de l'ONU a modifié sa stratégie de déploiement. Elle est passée d'une stratégie basée sur des régions géographiques à un système de postes d'observation (PO) installés sur la ligne de cessez-le-feu, système que connaissent bien les anciens combattants de l'UNFICYP. L'ONU et le Canada ont subi des pertes au cours de ce conflit, mais ont fait preuve d'un grand courage et de bravoure. Deux Étoiles du courage et sept Médailles de la bravoure ont été décernées aux soldats canadiens. Quant au Brigadier-général Beattie (alors colonel), il a été nommé Commandeur de l'Ordre du mérite militaire (CMM) pour le rôle de premier plan qu'il a joué au cours des événements qu'il décrit dans son ouvrage.

En rédigeant ce livre, le Brigadier-général Beattie désirait, entre autres, que les leçons retenues puissent être appliquées au domaine plus large des opérations de maintien de la paix. En fait, il consacre un chapitre complet aux leçons retenues et souligne l'importance de connaître la langue, de faire appel à des traducteurs et interprètes, d'éviter les pertes civiles et de bien entraîner les troupes, tous des sujets qui revêtent encore aujourd'hui une grande pertinence. Ce livre sert aussi de rappel à ceux qui « se plaignent que le Canada renonce à son rôle traditionnel de maintien de la paix ». Non seulement le Canada a-t-il toujours appuyé et continue-t-il d'appuyer l'ONU, mais il a également pris part à d'importants conflits et participe activement au conflit actuel en Afghanistan. Comme l'affirme le brigadier-général dans son avant-propos, il est « impossible de demeurer constamment en retrait et d'espérer qu'il suffit que les politiciens fassent des compromis et en arrivent à un consensus pour que les conflits se règlent. » Dans ce livre tant attendu, le Brigadier-général Beattie et les soldats sous son commandement nous montrent qu'ils ont adhéré à ces propos.

Pour la rédaction de cet ouvrage, le Brigadier-général Beattie a utilisé ses propres notes datant de cette époque, les feuilles du journal des opérations du QG de l'UNFICYP, divers rapports déposés par le Secrétaire général de l'ONU dans les années 1960 et 1970 ainsi qu'une thèse de doctorat rédigée en 1995 par un étudiant de l'Université d'Ottawa et qui porte sur le contingent canadien à Chypre de 1964 à 1975. Il a également consulté de nombreuses sources secondaires.

Nous recommandons fortement cet ouvrage non seulement aux anciens combattants de l'UNFICYP et à ceux qui s'intéressent à l'histoire militaire contemporaine du Canada, mais aussi aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur qui offrent des programmes d'études sur les conflits et le maintien de la paix. Ce livre peut aussi être utile aux commandants des forces de l'ONU sur le terrain qui, lorsqu'ils feront face à des situations qui dépassent leur mandat, pourront y puiser l'enseignement de leurs prédécesseurs.



PRISONER OF WAR IN GERMANY

caractéristiques :

DOYLE, Peter, Oxford : Oxford Shire Library, 2009, 64 pages, 14,95 $, ISBN : 978-0-7478-0685-1

Critique préparée par le Sergent K. Grant, CD

La librairie Shire, en Angleterre, nous propose une nouvelle monographie signée par Peter Doyle. Le titre décrit très bien le contenu du livre : *Prisoner of War in Germany*. L'ouvrage n'est pas très long, mais sa lecture en vaut la peine.

Doyle est parfaitement qualifié pour écrire sur le sujet. C'est un historien militaire et un scientifique qui a publié un certain nombre d'ouvrages sur le thème de l'archéologie des conflits. Mis à part ses textes scientifiques, il a signé un certain nombre de livres sur le soldat britannique, y compris *The British Soldier of 1914–1918* et *The Home Front* 1939–1945. En 2003, il a dirigé les fouilles archéologiques sur les lieux du *Stalag Luft III*, où « la grande évasion », rendue célèbre par le cinéma et l'histoire, avait eu lieu.

Doyle s'intéresse honnêtement au sujet. Il a compté sur ses antécédents scientifiques et ses connaissances historiques, mais aussi sur son père, le soldat Leslie Doyle, qui avait passé cinq longues années dans un camp de prisonniers de guerre (PG) en Allemagne. On peut donc conclure qu'il a grandi en écoutant des récits sur la vie d'un PG.

Dans ce livre, Doyle pose la question : « À quoi ressemblait la vie d'un *kriegie*, surnom donné aux prisonniers de guerre en Allemagne, pendant la Seconde Guerre mondiale? ». Il décrit ensuite les conditions dans lesquelles ont vécu environ 164 000 soldats, marins et aviateurs du Commonwealth et 95 000 militaires américains qui avaient été capturés par les Allemands.

Doyle décrit tout d'abord la capture (« La guerre est finie pour toi! », une phrase employée beaucoup trop souvent dans les mémoires pour être un cliché hollywoodien), puis le stade de la répartition des prisonniers entre divers groupes et les genres de camp où ils étaient envoyés.

Une monographie de ce genre, tout comme la vie qu'elle dépeint, pourrait être fort ennuyante, mais Doyle évite cet écueil en ne se limitant pas à parler de la vie dans un camp en particulier. Il aborde plutôt le sujet sous divers angles (par exemple, la culture populaire, les perceptions au pays, et la psychologie d'un prisonnier) pour aider le lecteur à comprendre le sujet d'une façon très concrète. Pourtant, il ne s'éloigne pas trop du sujet, de manière à conserver l'intérêt du lecteur au moyen de lettres personnelles et d'entrevues qui donnent à celui-ci un bref aperçu de la psychologie d'un prisonnier de guerre. Comme une entrevue l'a révélé, « il y avait trois principaux genres de *kriegies* : les adeptes invétérés de l'évasion; les prisonniers de guerre prêts à aider ceux qui songeaient à s'évader; les prisonniers résolus à survivre à la guerre, quoi qu'il arrive ».

Doyle montre aussi que les camps ne se ressemblaient pas tous. La *Luftwaffe*, par exemple, se réservait jalousement la responsabilité des membres de la Royal Air Force (RAF) et de l'Armée de l'air des États-Unis; par conséquent, après avoir fouillé rapidement les aviateurs capturés, on les lui confiait aussitôt. Il y avait certes des camps de travail (*Arbeit*), mais les camps de la *Luftwaffe*, tels que le *Stalag Luft III*, n'en étaient pas, car il était interdit à « tous les navigants qualifiés » de travailler. L'ennui ainsi imposé étant omniprésent, on a estimé que, quel que fût le moment, environ 30 p. 100 des prisonniers s'occupaient à préparer une tentative d'évasion quelconque.

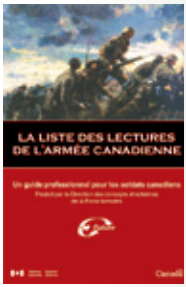
Comme on peut s'y attendre, chaque prisonnier de guerre a vécu une expérience différente, tout dépendant du lieu de sa capture, de son grade, de son arme d'appartenance ainsi que de l'emplacement et de la réputation du camp où il a abouti. Afin d'illustrer cet aspect, Doyle (dans le chapitre intitulé « Contrastes ») met en lumière l'expérience de trois PG. Il commence par son père, Leslie Doyle, qui faisait partie du Corps expéditionnaire britannique, qui a été capturé à Dunkerque et qui a été interné pendant cinq ans. En revanche, le Soldat Aben S. Caplen, un Américain capturé pendant la dernière année de la guerre, n'a passé que trois mois dans un camp. Enfin, il y a l'histoire du Lieutenant d'aviation britannique Duncan Black qui a été abattu pendant un raid effectué au-dessus de l'Allemagne en 1943 et qui a passé deux ans derrière les barbelés.

Le livre *Prisoner of War* est court (60 pages), mais il est rempli d'illustrations et de renseignements intéressants. L'ouvrage sert de livre élémentaire sur le sujet, et sa force réside dans le fait que chaque page contient des photographies ou des dessins qui illustrent les renseignements fournis et aident à en saisir toute la portée.

Ce livre aborde le sujet sous un angle descriptif et distrayant, et nous en recommandons fortement la lecture. Cependant, si le lecteur souhaite étudier la question plus en profondeur, il trouvera à la fin de l'ouvrage une liste de titres recommandés qui l'orienteront dans la bonne direction.

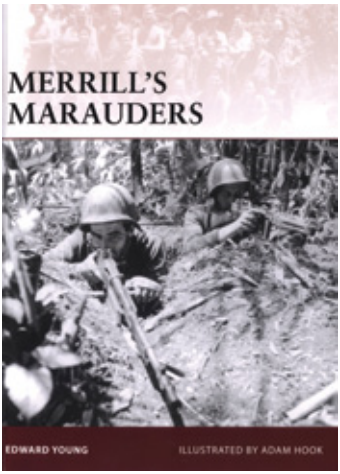
Les opérations terrestres 2021

Le XXIe siècle avance, et pour répondre aux attentes et aux besoins nationaux en matière de sécurité, les Forces armées du Canada doivent être prêtes à faire face à un contexte de sécurité internationale marqué par l'incertitude, l'instabilité et le risque. Les opérations terrestres 2021 décrit un concept d'emploi qui est ambitieux et avant gardiste, cependant qu'il est légitimé par les leçons retenues des opérations contemporaines. Essentiellement, ce concept doit guider l'évolution du processus de mise sur pied d'une force en fonction de l'état actuel des choses, des jalons que nous avons franchis à ce jour et des prochains défis à relever pour assurer la pérennité de la réussite.



La liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre canadienne

L'Armée de terre du Canada a publié sa première Liste des lectures de l'Armée canadienne en septembre 2001. Depuis cette date, beaucoup de livres et d'articles nouveaux intéressants ont été publiés, d'où la nécessité de revoir la liste, de la réviser et de l'augmenter selon les besoins. Cette version nouvelle et révisée de la Liste des lectures de l'Armée canadienne conserve la majeure partie de la liste originale tout en proposant aux soldats beaucoup de nouveaux documents. La liste des lectures de l'Armée canadienne se veut pour les soldats un guide instructif qui leur permet d'explorer les ouvrages appropriés sur un sujet donné.



MERRIL'S MARAUDERS

caractéristiques :

YOUNG, Edward, Oxford : Osprey Publishing, 2009, 64 pages, 22 $, ISBN : 978-1-84603-403-9

Critique préparée par le Sergent K. Grant, CD

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Alliés ont créé un certain nombre d'unités d'opérations spéciales : le Service aérien spécial britannique (Special Air Service), la Première Force canado-américaine d'opérations spéciales (First Special Service Force), et les Rangers, entre autres.

La 5307e Unité mixte (temporaire) en est une autre. L'unité était plus communément connue sous le nom de « Merrill's Marauders » (les Maraudeurs de Merrill), d'après le nom de son commandant le Bgén Frank Merrill, et elle était unique en son genre non pas parce que c'était une force spéciale, mais parce que ce fut la première unité d'infanterie américaine à combattre dans le théâtre chino-birman-indien et aussi, comme l'auteur le signale, parce que ce devait être une unité à mission unique qui serait dissoute une fois à court d'effectifs. La 5307e Unité s'est quand même taillé une réputation (qui perdure à ce jour) de ténacité et d'ardeur au combat.

S'il est possible d'écrire l'histoire en trouvant un juste milieu entre, d'une part, un texte tellement détaillé qu'il faut un effort suprême pour le parcourir et, d'autre part, un récit tellement court que l'on se demande sur quoi il portait vraiment, alors la maison Osprey Publishing est venue bien près d'y réussir en publiant *Merrill's Marauders* et sa série de monographies de guerre.

Le livre *Merrill's Marauders* est l'histoire intrigante d'une unité formée de trois mille hommes qui se sont portés volontaires pour remplir une mission risquée et dangereuse nécessitant une résistance et une robustesse physiques très grandes. Hormis ce détail, aucun de ces hommes ne savait dans quoi il s'embarquait.

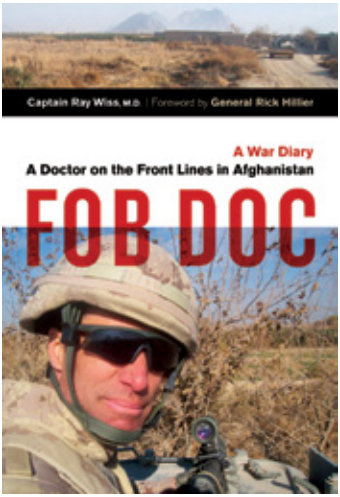
Une fois réunie au Camp Deogarh, en Inde, l'unité s'est entraînée sans répit de novembre 1943 à la fin de janvier 1944. En février, elle a commencé ses opérations et elle les a poursuivies jusqu'en août 1944, date où la bataille finale de l'aérodrome de Myitkyina a abouti à la capture de ce dernier et à l'évacuation ultérieure de la majorité des hommes. Pendant les six mois où l'unité a exécuté ses opérations, elle a perdu plus de 90 p. 100 de ses hommes et mérité la Citation de l'unité distinguée (Distinguised Unit Citation) pour sa contribution à la campagne en Haute-Birmanie, et chacun de ses membres s'est vu décerner l'Étoile de bronze. Malgré tout, le 10 août 1944, la 5307e Unité a été dissoute sans autre forme de procès; il n'y a eu aucun défilé final, aucun de ses membres n'a été décoré à titre individuel, et le commandant intérimaire, le Lcol Hunter, a été relevé de ses fonctions et renvoyé aux États-Unis par bateau.

Il est difficile d'imaginer que l'on puisse constituer une unité tout en ayant l'intention d'en épuiser les effectifs jusqu'au dernier homme, mais c'est exactement ce qui est arrivé. Au cours des six mois où les opérations se sont succédées sans interruption, les Maraudeurs ont perdu 424 hommes au combat : 93 ont été tués, et 293 autres ont subi des blessures qui ont nécessité leur hospitalisation (de nombreux autres ont été blessés légèrement et sont tout simplement retournés au combat); en outre 1 970 soldats ont succombé à la maladie et à l'épuisement. C'est un fait bien connu que les hommes combattent rarement « pour le roi et la patrie »; en revanche, ils mettent volontiers leur vie en péril pour leurs camarades. Au cours de la bataille finale, à l'aérodrome de Myitkyina, les vestiges de trois bataillons avaient été réduits au point que moins de 300 hommes étaient encore en mesure de combattre. Par suite d'une décision controversée, les autorités ont passé les hôpitaux de convalescence au peigne fin et ont renvoyé 200 hommes à l'aérodrome pour renforcer les rangs. Malgré tout, les hommes étaient tellement épuisés en fin de compte que certains tombaient endormis au beau milieu des échanges de feux avec l'ennemi.

Sans verser dans le macabre, le livre *Merrill's Marauders* fait découvrir au lecteur les étapes du recrutement et de l'entraînement, puis chacune des batailles que l'unité a livrées au cours de sa brève existence. C'est une histoire qui mérite d'être racontée, et elle a d'ailleurs fait l'objet de livres et d'un film. Une recherche rapide faite sur Google révèle que le lecteur qui souhaite en apprendre davantage sur le sujet peut encore trouver un certain nombre des livres énumérés dans la bibliographie, sans oublier le film *Les Maraudeurs attaquent* qui met en vedette Claude Akins.

Le livre ne déçoit pas : il offre un aperçu de la motivation, de l'entraînement, des tactiques et de l'armement de l'unité, tout en parlant des expériences qu'elle a vécues, sans trop entrer dans le détail. En effet, le livre est rempli de photos, de cartes et de peintures illustrant tout ce qui est mentionné plus haut. En respectant la formule bien établie que la maison Osprey utilise pour raconter les histoires de ce genre (c'est le numéro 141 dans la série des ouvrages de guerre), Young procure au lecteur une histoire complète mais condensée de l'unité. Pour ce qui est des lacunes, disons que l'auteur aurait eu avantage à fournir plus de détails sur les diverses batailles et sur ce qui est arrivé au commandant intérimaire, le Lcol Hunter. Une carte supplémentaire montrant le théâtre de Birmanie et illustrant l'importance des opérations d'arrêt et des raids exécutés par les Maraudeurs et situés dans le grand contexte des choses aurait été utile également.

Ce livre raconte une histoire intéressante au sujet d'une unité d'opérations spéciales bien connue qui a influé sur le cours des choses pendant une campagne importante. Sa lecture en vaut certes la peine.



FOB DOC : A DOCTOR ON THE FRONT LINES IN AFGHANISTAN : A WAR DIARY

caractéristiques :

WISS, Capitaine Ray, MD. Vancouver : Douglas & McIntyre, 2009, livre relié, 208 pages, 32,95 $, ISBN : 978-1-55365-472-8

Critique préparée par le Lieutenant de vaisseau J. Lee

« JURON! » C'est le blasphème que j'ai prononcé quand j'ai déballé le livre. Je ne devrais jamais juger un livre par sa couverture, mais je n'avais pas envie de me plonger dans les opérations médicales militaires en Afghanistan, surtout que je revenais tout juste de ma deuxième rotation à l'hôpital de rôle 3 à l'aérodrome de Kandahar. Je n'ai lu aucun des autres ouvrages publiés sur la guerre en Afghanistan, comme celui de Blatchford, intitulé *Fifteen Days*, qui a remporté un franc succès. Il me semble que chaque fois que je reviens d'Afghanistan, un autre livre a été publié sur cette guerre. J'ai feuilleté rapidement les quelque 200 pages accompagnées de photos qui m'ont semblé fidèles à mes souvenirs. « JURON (encore une fois)! »

Trois semaines se sont écoulées avant que je trouve le courage d'ouvrir le livre. À vrai dire, j'ai été agréablement surpris. Premièrement, l'auteur prend le temps d'expliquer sa motivation et il ajoute que les profits de la vente iront au Fonds pour les familles des militaires, qui est géré par les Services de soutien au personnel et aux familles des Forces canadiennes. Cela établit aussi le contexte de l'ouvrage. L'auteur avait un message important à communiquer, mais il le fait de façon sincère et humble.

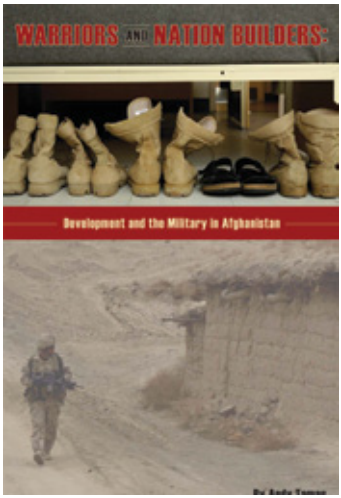
À l'origine, l'auteur avait écrit une série de lettres à sa famille et à ses amis pour leur expliquer pourquoi il s'était porté volontaire comme réserviste et avait temporairement mis de côté sa pratique d'urgentologue afin de servir en Afghanistan, de 2007 à 2008, comme médecin militaire généraliste. Cette série a entraîné la rédaction d'un journal de guerre personnel et le livre est présenté sous cette forme. L'auteur a pris soin de faire en sorte que le contenu puisse être compris par les lecteurs n'ayant pas une formation médicale et militaire. Il décrit la période qui s'est écoulée entre le vol du Canada à l'Afghanistan, ses fonctions de médecin militaire dans un théâtre de combat et son voyage de retour. Bon nombre des anecdotes sur diverses expériences — bonnes ou mauvaises, joyeuses ou tristes — contiennent suffisamment de détails pour qu'un membre des Forces canadiennes comme moi puisse garantir leur authenticité. L'auteur a aussi ajouté des inscriptions qui contribuent à expliquer les activités de la journée et à les mettre en contexte.

Les descriptions détaillées dressent un portrait réel des activités quotidiennes de l'auteur. Ce dernier fournit également suffisamment de renseignements généraux pour tenir le lecteur au courant de la situation, du contexte et de ses réflexions personnelles. À la fin du livre, la raison pour laquelle le Capitaine Wiss s'est porté volontaire pour aller au combat et appuyer la mission est très claire.

Puisque le texte est présenté sous forme de journal, il couvre une période limitée. Comme le conflit en Afghanistan n'est pas terminé, les inscriptions sont étayées par des événements antérieurs importants et il est impossible d'y ajouter les événements futurs. Il faut bien comprendre qu'il s'agit de l'expérience personnelle du Capitaine Wiss et que, par conséquent, le livre traduit son opinion personnelle sur la guerre en Afghanistan, avec laquelle bon nombre de lecteurs peuvent être d'accord. Je me demande seulement si son opinion demeurera inchangée après un deuxième déploiement ou à mesure que le conflit évoluera. *FOB DOC* n'est pas une critique savante du conflit en Afghanistan et ce n'était pas son but; il s'agit plutôt d'un récit unique portant sur une brève période de ce conflit en cours. C'est un très bon livre, mais un grand nombre d'autres ouvrages semblables seront publiés d'ici la fin de la guerre.

Pour conclure, ce livre m'a vraiment plu. Je suis reconnaissant au Capitaine Wiss d'avoir pris le temps de documenter ses expériences et de les partager. L'auteur évoque des souvenirs de mes deux récents déploiements, bons et mauvais. Après terminé ma lecture, je n'étais pas intéressé à débattre et à analyser du point de vue théorique le conflit en Afghanistan. J'ai plutôt eu envie de faire retentir longuement un klaxon afin de faire savoir à la population que l'auteur avait été à la guerre pour le Canada.

Caméra de combat VIZ2006-0197-21



WARRIORS AND NATION BUILDERS: DEVELOPMENT AND THE MILITARY IN AFGHANISTAN

caractéristiques :

TAMAS, Andy, Kingston : Ontario, Presses de l'Académie canadienne de la Défense, 2009, livre de poche, 249 pages, ISBN: 978-1-100-10165-1

Critique préparée par le Major (ret.) P. Bury

Dans son introduction sur le développement, Andy Tamas se propose de fournir un « certain nombre d'aides à la navigation aux leaders militaires pour les aider à comprendre en quoi consiste le développement dans leur domaine » en apportant un éclairage fort révélateur sur le rapport entre l'aide au développement et la contribution des militaires ainsi qu'en donnant des conseils aux praticiens du domaine du développement et du domaine militaire. À l'humble avis de l'auteur de la présente critique, M. Tamas a atteint l'objectif qu'il s'était proposé.

Andy Tamas a servi à titre d'intervenant du développement des capacités au sein de l'équipe consultative stratégique du Canada en Afghanistan — l'un des rares civils à occuper un tel poste —, durant la première rotation. Les conclusions qu'il nous livre sont en grande partie fondées sur son expérience au sein de l'équipe ainsi que sur son savoir professionnel, accumulé au cours de sa carrière dans le domaine du développement international. En outre, cette expérience particulière lui a aussi permis d'écrire un livre qui saura intéresser les militaires.

Au cours des dernières années, les armées des pays occidentaux ont désespérément cherché à devenir à l'aise dans l'environnement opérationnel contemporain. Elles ont tiré certains enseignements d'ouvrages plus anciens (comme *Les sept piliers de la sagesse*, de Lawrence, *Contre-insurrection : théorie et pratique*, de Galula) et d'ouvrages récents (comme *Accidental Guerrilla*, de Kilcullen, et *Learning to Eat Soup with a Knife*, de Nagl). Les États-Unis ont produit le manuel FM 3–24/MC 3–33.5, qui a reçu un excellent accueil, et le Canada vient de publier le manuel B-GL-323-004/FP-004. Le problème présenté dans ces manuels est repris dans *Warriors and Nation Builders*, non pas sous l'angle de la lutte armée, mais de celui de la remise sur pied d'un pays[1]. L'ouvrage complète donc à merveille ces deux manuels militaires. En fait, étant donné la clarté de la présentation et du langage, il suffirait de numéroter certains paragraphes pour que cet ouvrage puisse s'adresser aux intervenants civils du développement tout aussi bien qu'à ceux qui se servent d'un fusil pour le promouvoir.

Au début du livre, l'auteur décrit le cadre institutionnel international de l'aide au développement. Il s'agit d'un récit édifiant, car qui aurait pu imaginer qu'il serait si compliqué de fournir de l'aide au développement? L'auteur fournit des explications éclairantes en exposant le problème que pose la volonté de fournir une aide internationale à une société ravagée par les luttes; les officiers militaires qui interviennent dans ce domaine ont tout intérêt à saisir ce problème.

Le lecteur découvre rapidement que le monde de l'aide au développement est hautement structuré et que la structure en place pose certaines difficultés pour les personnes qui demandent une aide au développement ou qui la fourniraient. En outre, il semble qu'il y aurait lieu d'adapter cette structure, car la réalité est que l'aide au développement est de plus en plus fréquemment fournie sous les tirs.

L'auteur fait ressortir un certain nombre de thèmes et d'écueils importants, probablement connus des Forces canadiennes (FC), mais qui valent la peine d'être relatés. Il fait remarquer, par exemple, qu'il n'est pas facile pour une société fragilisée d'assimiler le développement ou d'adopter de nouvelles formes de gouvernance (ou d'assistance militaire); par conséquent, quiconque fournit une aide doit s'armer d'une grande patience et agir avec circonspection. En outre, la capacité de soutenir le développement doit se bâtir à partir de la structure qui est déjà en place, aussi imparfaite soit-elle, plutôt qu'à partir de structures venant de l'extérieur. Les relations interpersonnelles et les relations de confiance jouent un rôle d'une importance capitale, en Afghanistan par exemple; c'est une leçon que nos soldats et nos intervenants du développement ont apprise et qu'ils ont encore l'occasion d'apprendre. Les relations interpersonnelles sont essentielles, non seulement au sein des institutions, mais entre les divers intervenants qui œuvrent dans le pays hôte; la continuité est donc tout aussi importante. Chaque fois qu'un travailleur, un militaire ou un représentant officiel est remplacé, il est presque certain qu'une partie du terrain gagné sera perdue, peut-être pour toujours. La sensibilité aux aspects culturels est d'une aussi grande importance. Il est vraiment difficile, mais essentiel, de comprendre et d'accepter la façon dont les choses se passent réellement dans un pays hôte; ce passage obligatoire prend toujours du temps. La communauté internationale doit se donner pour mission d'aider la population du pays hôte à construire ou à reconstruire son pays plutôt que d'essayer de le faire à sa place; il lui reste encore à apprendre cette importante leçon si elle veut fournir une aide au développement et un soutien diplomatique et militaire. Les organisations civiles et militaires doivent véritablement coordonner leurs efforts; cette tâche est exigeante, mais essentielle. L'auteur fait valoir qu'il est difficile et futile pour une personne d'imposer son propre plan à un pays hôte (ou souvent à des collaborateurs) et qu'il est préférable d'adopter une « approche de gestion entièrement axée sur le tâtonnement », ce qui revient probablement à dire « gérer en se débrouillant tant bien que mal », ou même une approche fondée sur les principes du commandement de mission. Parmi toutes les leçons à tirer de l'ouvrage, peut-être pourrions-nous retenir qu'il serait opportun de nous demander s'il ne serait pas plus juste d'appeler la « mission du Canada en Afghanistan » une guerre ou autre chose, s'il le faut.

En plus d'être utile, l'ouvrage présente des aspects intéressants qui devraient plaire aux militaires comme aux intervenants du développement. Il importe de se demander : « Pour quelle raison faut-il développer? » (ou « Pour quelle raison faut-il intervenir dans ce pays donné? »); cette question fait écho au problème posé par Clausewitz : « La première (…) des questions à résoudre avant de commencer une guerre est (…) de se rendre exactement compte du caractère qu'elle va revêtir » et dans le manuel FM 3–24, qui fait valoir la nécessité de faire preuve de patience et de donner au pays hôte la possibilité de comprendre ce qu'il doit faire. Ce manuel rappelle la nouvelle et apparemment officieuse approche doctrinale incitant à « diriger sans imposer » et « l'approche indirecte » de Liddell Hart. Nous pouvons une fois encore faire le rapprochement avec l'admonition de Lawrence : « Mieux vaut [qu'ils] le fassent relativement bien plutôt que vous le fassiez à la perfection. » Comprendre qu'il s'agit de leur pays et non pas du sien est une chose, mais accepter qu'il s'agisse de leur vision du monde et non pas de la sienne en est une autre.

Andy Tamas aborde la théorie du système général pour proposer d'établir « un cadre analytique afin de décrire bon nombre des facteurs qui interviennent dans le développement ». C'est la première fois, aux yeux de votre critique, qu'un auteur applique cette notion au développement, et cette application s'est avérée valable. Il faudrait en faire autant chaque fois qu'une étude est menée dans ce domaine, car le cadre analytique est aussi un outil de choix pour toute personne cherchant à comprendre les situations de guerre, de paix ou toute autre situation conflictuelle ou politique. Les collèges militaires devraient enseigner cette approche, s'ils ne le font pas déjà. Il est certain que la société constitue ce que les théoriciens appellent un système complexe et adaptable; cette théorie peut s'appliquer aux conflits, et l'auteur propose divers concepts d'un grand intérêt en relation avec la pensée systémique. L'un de ces concepts, que privilégient les théoriciens des systèmes, pourrait s'appliquer au sujet qui nous intéresse : l'idée que la multiplicité des « points de vue » ou des « perspectives » (ou images ou dessins) constitue un outil indispensable à la compréhension de tout système complexe, qu'il nous serait impossible de comprendre un système complexe si nous n'en percevions qu'une seule facette.

L'auteur fait référence au continuum des interventions, appliquant correctement le concept de la guerre à trois volets avancé par Krulak, et avertit le lecteur que les limites entre les trois volets sont souvent mal définies. Il aurait mieux fait de dire que les limites sont presque toujours illusoires. Les activités propres à chacun des volets se déroulent parfois non seulement dans des aires contigües, mais aussi simultanément et au même endroit, dans un même « combat » (transaction?), ce qui complique énormément l'intervention de tous les acteurs. En outre, l'idée du continuum, si populaire dans la doctrine des FC, peut être trompeuse. Le passage d'une situation de paix à une situation de guerre généralisée comporte plusieurs dimensions, et il ne suffit pas de mesurer le degré de violence par rapport à une échelle donnée pour cerner la nature d'un conflit. Les conflits et les difficultés posées par le développement ne peuvent pas nécessairement être décrits de la même façon, même lorsque le degré de violence est comparable. Aux fins des explications fournies par Andy Tamas, toutefois, l'idée du continuum est applicable. Heureusement, les paragraphes subséquents traitent de la difficulté de *réfléchir à deux choses à la fois*. Plus précisément, l'auteur écrit que lorsqu'un militaire peut choisir parmi plusieurs solutions, il a tendance à opter automatiquement pour une activité cinétique. Toutefois, la nécessité s'impose, dans la recherche de solutions, d'accorder une importance égale aux activités cinétiques et aux activités de développement, ce qui représente un défi pour tous; l'auteur précise que la tâche est aussi difficile pour les spécialistes du développement. (Nous craignons que cela soit vrai aussi pour les journalistes, et par extension, pour la population et les politiciens.) Certainement, tout intervenant du développement qui se rendrait dans un pays en difficulté en n'ayant qu'un seul objectif en tête, celui de réduire la pauvreté, risquerait d'échouer dans sa tâche; il en serait de même pour tout soldat qui ne viserait qu'à éliminer les méchants. S'il est vrai qu'il faudra éliminer certains d'entre eux, il se peut que d'autres finissent par faire partie de la solution. En fait, M. Tamas fait des commentaires sur la tendance des militaires à parler de « l'ennemi » ou parfois de « l'adversaire », et fait remarquer que dans le monde des affaires, ces mêmes personnes seraient perçues comme des « concurrents ». Tous les acteurs sont des personnes ayant des objectifs, une ligne d'action et une vision différentes du monde, et l'auteur fait remarquer qu'une façon d'éliminer l'ennemi est de prendre les mesures nécessaires pour qu'il cesse de l'être. Toutefois, ce n'est probablement pas une bonne idée, même lorsque les organismes d'aide humanitaire n'aiment pas côtoyer des militaires, de « laisser son armure, ses armes et son uniforme au camp ». Si l'idée était bonne, nous pourrions laisser les soldats aussi au camp. Entre les combats et l'aide alimentaire, se trouve la mystérieuse sphère des opérations d'influence, nouvellement découverte (par les militaires), qui se réduit souvent (et fort malheureusement) au domaine des opérations d'information. Mais ce sujet pourrait faire l'objet d'un autre ouvrage ou d'un autre mémoire.

De même, il y a toujours un risque que les trois domaines d'activités commençant par un « D » — développement, diplomatie et défense — soient perçus comme des réalités parallèles n'ayant rien à voir les unes avec les autres. Il importe de ne jamais perdre de vue qu'ils constituent des volets interdépendants d'une seule et même activité et que nos efforts sont voués à l'échec si nous l'oublions. L'introduction du nouveau terme « approche pangouvernementale » pourrait ne rien changer d'autre que la terminologie, mais il faudrait au moins qu'il signifie que les intervenants (Canada, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Nations Unies, etc.) veillent non seulement à synchroniser leurs efforts, mais aussi à les diriger vers la recherche des mêmes effets et l'atteinte des mêmes objectifs. Le Canada s'est amélioré à cet égard; il est peut-être devenu meilleur qu'il ne l'était au moment où l'ouvrage à été rédigé, mais il semble qu'il lui reste probablement encore un bout de chemin à parcourir.

Warriors and Nation Builders est un ouvrage valable et constitue probablement un outil unique pour les intervenants qui souhaitent cerner les moyens d'aider une société déchirée par les conflits. Il devrait faire partie des lectures obligatoires pour les militaires qui s'apprêtent à intervenir dans une société en situation de conflit et pour les intervenants du développement qui sont appelés à côtoyer des armées. Nous pouvons espérer qu'il fera partie de la prochaine version de la remarquable liste des ouvrages de référence de l'Armée de terre du Canada.

NOTES

1. Les auteurs plus perspicaces reconnaissent que l'objectif est de reconstruire le pays, mais leur propos est surtout axé sur l'emploi judicieux de la force et sur les limites de la force.

Source: Caméra de combat

Source: Caméra de combat

Ouvrages reçus au Journal de l'Armée du Canada :

FUBAR: SOLDIER SLANG OF WORLD WAR II

ROTTMAN, Gordon, L. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 300 pages, 14 $,
ISBN : 978-84908-137-5

Les expressions argotiques employées par les soldats de la Seconde Guerre mondiale étaient tantôt insultantes, tantôt pessimistes, tantôt humoristiques, voire défaitistes. FUBAR jette un regard direct et perspicace sur l'argot des soldats américains, britanniques, allemands, japonais et du Commonwealth de la Seconde Guerre mondiale. Il ne se contente pas de dresser la liste des termes et des expressions avec définition et origine, il donne des exemples qui en illustrent l'usage.

THE BAY OF PIGS: CUBA 1961

de QUESADA, Alejandro. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-84603-323-0

Le 17 avril 1961, la bridage d'assaut 2506, composée d'exilés cubains, débarque au fond de la baie des Cochons. Ce sera le début d'un féroce combat de trois jours entre deux forces inégales. Malgré une résistance acharnée contre les troupes et les chars de Castro (et les sorties héroïques de pilotes cubains et américains aux commandes de B-26) la brigade, qui manque de puissance de feu et de munitions, est défaite. Le récit de cette expédition s'accompagne de rares photographies prises par des membres de la brigade et de planches détaillées en couleurs des uniformes et des insignes portés par les soldats des deux forces en présence. Le livre porte le numéro 166 dans la collection *Elite*.

THE CABANATUAN PRISON RAID: THE PHILIPPINES 1945

ROTTMAN, Gordon, L. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-84603-399-5

Le 27 janvier 1945, le 6th Ranger Battalion et la Special Reconnaissance Unit de la 6e Armée (les Alamo Scouts) entament la mission la plus dangereuse et la plus importante de leur existence, soit libérer 500 prisonniers de guerre américains, britanniques et hollandais détenus dans un camp près de Cabanatuan. Rottman décrit en détail la préparation et l'exécution de l'opération, et en analyse les difficultés ainsi que la contribution des guérilléros. Le livre porte le numéro 3 dans la collection *Raid*.

WORLD WAR II US CAVALRY UNITS: PACIFIC THEATER

ROTTMAN, Gordon, L. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-1-84603-451-0

À l'époque du raid sur Pearl Harbor, dix régiments américains de cavalerie emploient toujours des chevaux; un régiment monté combat dans les Philippines, mais beaucoup sont envoyés combattre à pied dans le Pacifique. Même si ces régiments conservaient leur identité, leur organisation et leurs traditions, ils ont combattu comme des unités d'infanterie. L'auteur décrit les actions belligérantes de cette organisation particulière de cavalerie à pied, laquelle a joué un rôle crucial mais méconnu dans le théâtre du Pacifique. Le livre porte le numéro 175 dans la collection *Elite*.

WORLD WAR US ARMORED INFANTRY TACTICS

ROTTMAN, Gordon, L. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-84603-692-7

Lorsque les États-Unis entrent dans la Seconde Guerre mondiale, l'organisation et la doctrine de combat de l'infanterie blindée en sont à leurs balbutiements. Comme les forces armées d'autres pays, l'Armée américaine sous-estime gravement dès le début le rapport nécessaire entre l'infanterie mécanisée et les chars, et elle en fera la douloureuse expérience en Afrique du Nord au début de 1943. L'ouvrage explique en détail comment les techniques et les tactiques d'une coopération efficace chars-infanterie ont été mises au point et donne des informations fouillées sur l'équipement et l'organisation des unités d'infanterie.

BLUE DIVISION SOLDIER 1941–45: SPANISH VOLUNTEER ON THE EASTERN FRONT

CABALLERO JURADO, Carlos. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-84603-412-1

La Division bleue, une formation entièrement constituée de volontaires, a permis à l'Espagne théoriquement neutre de Franco d'appuyer l'invasion de la Russie par les Nazis allemands. En 1943, au moment où la situation des forces de l'Axe en Russie bascule, la Division reçoit l'ordre de se replier, mais beaucoup de ses membres décident de rester et de joindre la Légion des volontaires venue les remplacer. Même après l'effondrement à l'est, quelques volontaires demeurent sur place et joignent les rangs des unités SS de la *Waffen* avec lesquelles ils demeureront jusqu'à la chute de Berlin en 1945. Le livre porte le numéro 142 dans la collection *Warrior*.

MOBILE STRIKE FORCES IN VIETNAM 1966–70

ROTTMAN, Gordon, L. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 96 pages, 22 $,
ISBN : 978-1-84603-139-7

Les forces spéciales de l'Armée américaine ont exécuté une foule de missions différentes au Vietnam, dont beaucoup ont été remarquables. Dès 1964, on a mis sur pied des forces de frappe mobiles (MIKE) afin de fournir des renforts immédiats aux camps fortifiés protégeant les villages et éviter ainsi qu'ils ne tombent aux mains du Viêt-cong. Elles ont également effectué des opérations de surveillance des frontières et d'interdiction des infiltrations, ainsi que des raids et des patrouilles de combat dans les zones de responsabilité tactiques qui leur ont été assignées. Les unités MIKE ont rapidement grossi leur effectif et effectué par la suite des opérations offensives indépendantes de grande envergure. Le livre porte le numéro 30 dans la collection *Battle Orders*.

PANZER DIVISIONS: THE BLITZKRIEG YEARS 1939–40

BATTISTELLI, Pier Paolo. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 96 pages, 29,95 $,
ISBN : 978-1-84603-146-5

Bien que l'Armée allemande adhère plutôt tardivement à la guerre des blindés, ses divisions de panzers constituent une arme de combat essentielle durant les années de la *Blitzkrieg*, la guerre-éclair de 1939–1940 qui a frappé le territoire européen. L'ouvrage décrit la naissance et l'évolution des unités blindées de la *Panzerwaffe* en insistant sur l'organisation, les tactiques, les armes et le système de commandement qui ont permis aux divisions de panzers de devenir la branche offensive la plus redoutée de la *Wehrmacht*. Le livre porte le numéro 32 dans la collection *Battle Orders*.

PANZER DIVISIONS: THE EASTERN FRONT 1941–43

BATTISTELLI, Pier Paolo. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 96 pages, 30 $,
ISBN : 978-1-84603-338-4

Le 22 juin 1941, l'Allemagne attaque l'Union des républiques socialistes soviétiques, ouvrant ainsi un front dont son armée sortira exsangue. Les divisions de panzers combattent férocement dès le début alors que 17 des 21 divisions se déploient sur le front est. Pourtant, malgré les efforts pour maintenir ce succès, les forces allemandes seront écrasées et vaincues en quelques années. L'ouvrage décrit le développement des forces de panzers sur le front est et relate les actions majeures de la campagne. Le livre porte le numéro 35 dans la collection *Battle Orders*.

THE BRITISH SOLDIER OF THE SECOND WORLD WAR

DOYLE, Peter. Oxford : Shire Publications Ltd., 2009, livre de poche, 64 pages, 14,95 $,
ISBN : 978-0-7478-0741-4

Les soldats britanniques ont vécu au cours de la Seconde Guerre mondiale (dans des théâtres très différents, notamment en Europe, dans l'ouest du désert et en Extrême-Orient) des expériences intenses qui ont été éclipsées par les exploits des autres combattants. Doyle rétablit l'équilibre en effectuant une analyse minutieuse de la contribution des soldats britanniques à l'effort de guerre général entre 1939 et 1945.

EVACUEES OF THE SECOND WORLD WAR

BROWN, Mike. Oxford : Shire Publications Ltd., 2009, livre de poche, 64 pages, 14,95 $,
ISBN : 978-0-74780-745-2

Durant les derniers jours de paix en 1939, près de deux millions de personnes, la plupart des enfants, sont évacuées des villes, des municipalités et des ports d'Angleterre vers les campagnes ou de l'autre côté de l'Atlantique, aux États-Unis et au Canada. C'était une époque de grand bouleversement et la transition de la ville à la campagne, ou d'une région à une autre, a été une grande source de stress pour plusieurs. L'ouvrage abondamment illustré relate cette épisode, de l'évacuation jusqu'au retour au bercail en 1945 et après.

AMERICAN CIVIL-MILITARY RELATIONS: THE SOLDIER AND THE STATE IN A NEW ERA

NIELSEN, Susan C. et Snider, Don M. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, livre de poche,
409 pages, 34,95 $, ISBN : 978-0-8018-9287-5

Cet ouvrage constitue la première évaluation exhaustive des relations entre l'armée et la population américaines depuis la publication de l'étude phare sur le sujet écrite par Samuel P. Huntington, *The Soldier and the State*. Prenant cet ouvrage comme point de départ, les spécialistes des sciences politiques, d'histoire et de sociologie réfléchissent sur ce qui a été appris et sur ce qui reste à explorer dans les relations entre les secteurs civils et militaires au XXIe siècle.

HELL TO PAY: OPERATION DOWNFALL AND THE INVASION OF JAPAN, 1945–1947

GIANGRECO, D.M. Annapolis : Naval Institute Press, 2009, livre relié, 365 pages,
ISBN : 978-1-59114-316-1

L'auteur Giangreco décrit avec beaucoup de détails choquants la planification de l'invasion américaine au Japon, laquelle aurait été le plus grand assaut amphibie de l'histoire. Il livre une démonstration convaincante de la façon dont les deux camps se préparaient à se lancer tête baissée dans une désastreuse confrontation dans l'archipel japonais, n'eût été son annulation à cause de la fin soudaine de la guerre en 1945. Son récit, appuyé par une recherche exhaustive et alimenté par un intérêt particulier envers les opérations militaires, réfute les thèses révisionnistes, surtout l'assertion selon laquelle la projection des pertes américaines par Truman et Stimson était une invention de l'après-guerre.

ALLIES AGAINST THE RISING SUN: THE UNITED STATES, THE BRITISH NATIONS, AND THE DEFEAT OF IMPERIAL JAPAN

SARANTAKES, Nicholas Evan. Lawrence : University Press of Kansas, 2009, livre relié, 458 pages,
SBN : 978-0-7006-1669-5

Dans les annales de la Seconde Guerre mondiale, le rôle des alliés britanniques de l'Amérique dans le théâtre du Pacifique a été largement ignoré. Nicholas Sarantakes fait une nouvelle lecture de ce chapitre rarement étudié afin de décrire la fragile liaison entre des partenaires mal à l'aise au cours du combat contre le Japon. Il présente ainsi l'évaluation la plus détaillée à ce jour des alliances des États-Unis avec la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada.

THE CORAL SEA 1942: THE FIRST CARRIER BATTLE

STILLE, Mark. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 96 pages, 22,95 $,
ISBN : 978-1-84603-440-4

La bataille de la mer de Corail a été une des plus importantes batailles de la guerre du Pacifique. L'avance japonaise en direction de la base stratégique de Port Moresby en Papouasie-Nouvelle-Guinée a déclenché la toute première bataille entre deux flottes de porte-avions au cours de laquelle la force japonaise a été sévèrement malmenée et forcée de battre en retraite. Cet affrontement en mer a été unique et, au plan stratégique, il a été le premier revers subi par les Japonais après six mois d'expansion. Mais le plus important a sans doute été son impact majeur sur le combat naval le plus décisif de la guerre du Pacifique, la bataille de Midway, qui a eu lieu moins d'un mois plus tard. Le livre porte le numéro 214 dans la collection *Campaign*.

THE ATLANTIC WALL (2): BELGIUM, THE NETHERLANDS, DENMARK AND NORWAY

ZALOGA, Steven, J. Oxford ; Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-1-84603-393-3

Le mur de l'Atlantique dressé par les Allemands a constitué le programme de fortifications militaires le plus ambitieux de la Seconde Guerre mondiale. Après avoir conquis l'Europe occidentale, l'Allemagne se devait de protéger quelque 5 000 km de la côte de l'Atlantique, allant de la frontière espagnole jusqu'au cercle arctique. L'entrée en guerre des États-Unis et l'inévitable débarquement anglo-américain dans l'ouest de l'Europe ont été les causes de la fortification de cette côte sur toute sa longueur. Comme l'indique le titre, l'ouvrage, qui traite de la partie nord du mur de l'Atlantique, aux Pays-Bas et en Scandinavie, décrit la situation particulière existait alors dans ces pays, notamment la concentration hâtive des efforts pour fortifier la Norvège à la suite d'un raid par un commando britannique de même que l'utilisation accrue de canons navals en tourelle et l'établissement d'une première ligne de défense antiaérienne aux Pays-Bas destinée à stopper la campagne de bombardement stratégique des alliés. Le livre porte le numéro 89 dans la collection *Fortress*.

GERMAN SPECIAL FORCES OF WORLD WAR II

WILLIAMSON, Gordon. Oxford : Osprey Publishing, 2009, livre de poche, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-1-84603-920-1

Les forces spéciales de l'Allemagne durant la guerre étaient constituées d'un groupe distinct et innovateur d'unités d'élite qui ont été à l'œuvre dès le premier jour de la guerre. Une section de l'*Abwehr*, les *Brandenburgers*, est devenue célèbre à cause de ses opérations derrière les lignes ennemies, au cours desquelles ses membres revêtaient souvent les uniformes capturés aux alliés et conduisaient leurs véhicules. Elle a été imitée, plus tard dans le conflit, par les commandos Skorzeny de la *Waffen-SS*, auteurs de l'extraordinaire raid en planeurs pour libérer Mussolini de sa prison en montagne et qui, par la suite, ont déclenché l'enfer derrière les lignes alliées au cours de la bataille des Ardennes. L'auteur passe en revue tout l'éventail des unités d'élite allemandes au temps de la guerre, y compris les unités de sous-marins de poche et d'hommes-grenouilles des forces spéciales de la *Kriegsmarine*, sans oublier les bombardiers et les V1 pilotés de la *Kampfgeschwader* 200 de la *Luftwaffe*, capturés par les alliés. Le livre porte le numéro 177 dans la collection *Elite*.